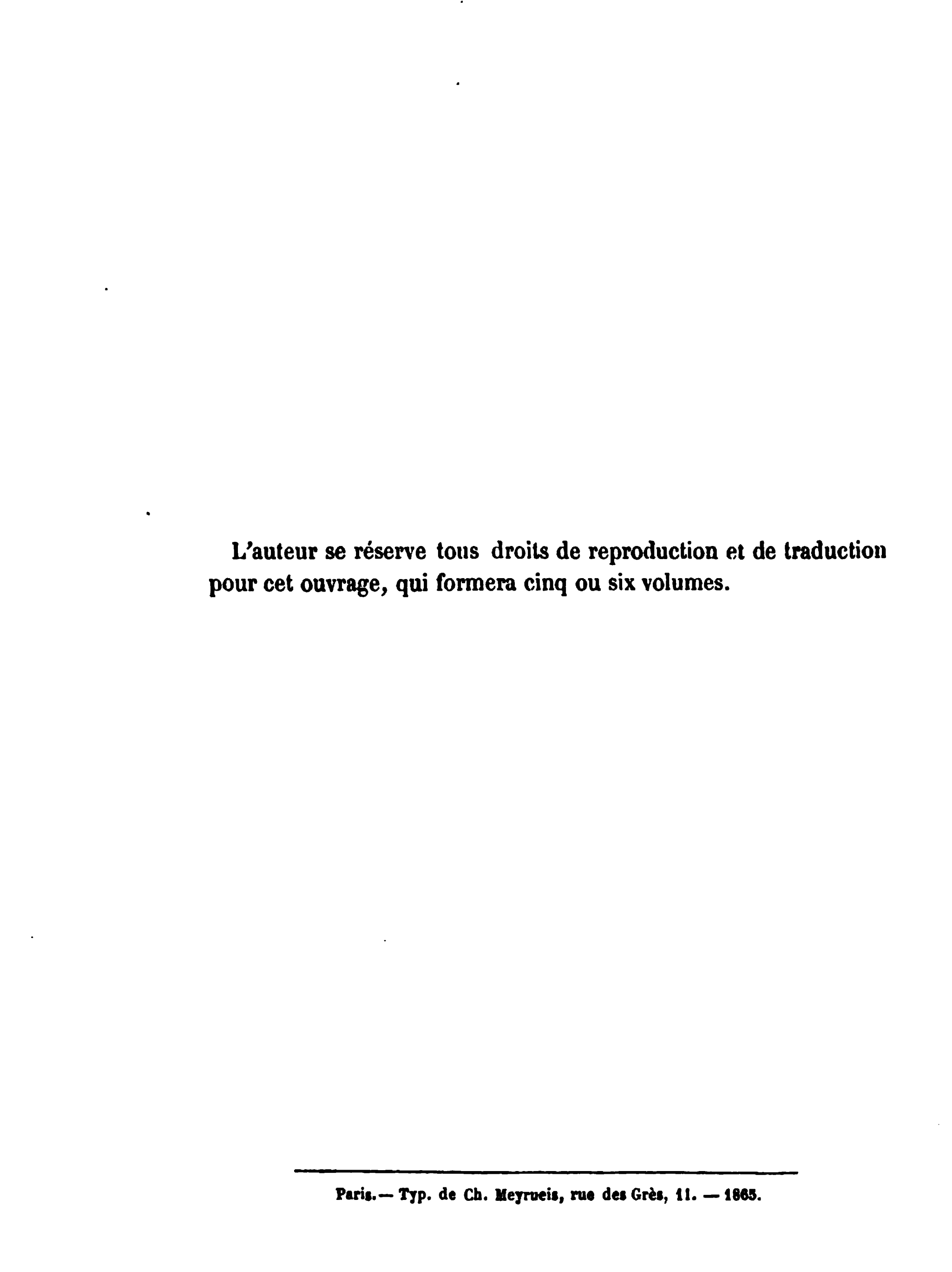
HISTOIRE

DE LA VIE ET DU RÈGNE

DE

NICOLAS I[ER]

EMPEREUR DE RUSSIE



Paris. — Typ. de Ch. Meyrueis, rue des Grès, 11. — 1865.

HISTOIRE
DE LA VIE ET DU RÈGNE
DE
NICOLAS Ier
EMPEREUR DE RUSSIE

PAR

PAUL LACROIX

(BIBLIOPHILE JACOB)

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

CONSERVATEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL

TOME DEUXIÈME

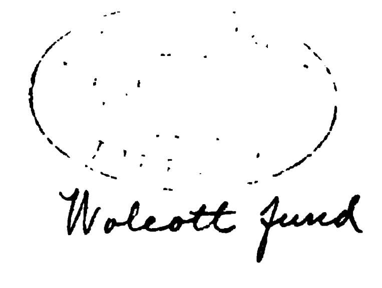


PARIS

LIBRAIRIE DE L. HACHETTE ET COMPAGNIE

BOULEVARD SAINT-GERMAIN, N° 77

1865



XXXV

Le lendemain de la mémorable journée du 26 décembre, à huit heures du matin, le tambour battit aux champs, et toutes les troupes, qui avaient bivouaqué pendant la nuit autour du palais d'Hiver, se mirent sous les armes. L'empereur Nicolas, en grand uniforme, venait de sortir à cheval, suivi d'un seul aide de camp, pour les passer en revue.

Il ne s'était pas accordé un moment de sommeil ni de repos depuis quarante-huit heures : cette immense fatigue physique et morale n'avait laissé sur ses traits d'autre empreinte, qu'un peu de pâleur, mais sa physionomie calme et sévère trahissait l'amère tristesse qu'il avait dans l'âme : il allait se retrouver sur le théâtre d'une lutte fratricide ; il songeait aux malheureux qui avaient péri ; il songeait aux coupables qu'il aurait à punir.

Son apparition imprévue excita un enthousiasme indescriptible, et les soldats qui l'avaient vu la veille si ferme et si intrépide au milieu du danger, l'accueillirent avec des cris de joie et d'enthousiasme. Ils connaissaient déjà l'ordre du jour que l'empereur avait adressé aux armées russes.

« Brave armée russe, fidèles défenseurs du trône et de la patrie!

« Qui d'entre vous n'a pas été accablé par l'affreuse nouvelle qui Nous a plongé ainsi que toute la Russie dans une douleur inexprimable? Vous avez perdu un souverain, un père, un bienfaiteur, un compagnon de vos immortels exploits. Mais que vos cœurs ne s'abandonnent point au découragement; d'en haut, ses regards sont fixés sur vous, et il bénit les fruits des soins infatigables qu'il avait consacrés à votre organisation.

« Fidèles et braves soldats, vous venez de nouveau d'acquérir dans ces mêmes jours de douleur une gloire immortelle, égale à celle que vous avez achetée de votre sang, lorsque vous avez vaincu les ennemis du souverain et de la patrie; vous avez prouvé par votre conduite que, fermes défenseurs du trône impérial sur le champ de bataille, vous savez exécuter fidèlement en temps de paix les lois et la volonté souveraine.

« En témoignage de Notre affection pour vous, régiments des gardes Préobrajensky, Semenowsky, Ismaïlowsky, chasseurs de la garde, chasseurs de Finlande, grenadiers de Pavlovsky, chevaliers-gardes à cheval, hussards, chasseurs à cheval et artillerie de la garde, et en récompense de vos services, je vous octroie l'uniforme que Sa Majesté l'Empereur, votre bienfaiteur, avait l'habitude de porter. Que, dans chaque régiment, ce gage sacré soit conservé religieusement comme un monument transmissible aux races futures.

« J'ordonne, en outre :

« 1° Tous les officiers et soldats des compagnies des régiments de Préobrajensky et de Semenowsky, dites compagnies de Sa Majesté Impériale, porteront sur les épaulettes

le chiffre de l'empereur Alexandre, et ce, aussi longtemps que vivra un de ces braves.

« 2° Les généraux qui se trouvaient attachés à la personne de Sa Majesté Impériale, de même que les aides de camp généraux et les aides de camp de Sa Majesté, continueront de porter le même chiffre.

« Braves guerriers, conservez à jamais la mémoire sacrée d'Alexandre Ier; qu'elle soit la terreur des ennemis, l'espoir de la patrie, le garant de votre fidélité et de votre attachement à Ma personne.

« NICOLAS. »

« Saint-Pétersbourg, le 15 (27) décembre 1825. »

Le nouvel empereur avait déjà conquis le cœur du soldat.

En passant devant le front des troupes, il les remerciait de la fidélité, de la discipline, du zèle et du courage qu'elles avaient montrés sous son commandement; il s'adressait aux chefs de corps et aux officiers, il les félicitait d'avoir si bien rempli leur devoir :

— Tout est fini, Dieu soit loué! dit-il. Vous pouvez maintenant retourner dans vos casernes. Je ne tarderai pas à vous passer en revue et à vous distribuer des récompenses.

Les sous-officiers et soldats apprirent avec satisfaction que l'empereur leur avait accordé une gratification de deux roubles, d'une livre de poisson et d'un verre d'eau-de-vie par homme. Beaucoup d'entre eux n'avaient pris aucune nourriture depuis la veille, et tous avaient dormi sur la neige par un froid de douze degrés.

Au moment où l'empereur se préparait à rentrer au palais, le grand-duc Michel, qu'il avait nommé inspecteur général du génie, par un ukase daté du 14 (26 n. st.) dé-

cembre, vint à sa rencontre et lui demanda la permission de lui amener les marins de la garde qui manifestaient le plus sincère repentir et qui voulaient implorer sa miséricorde. L'empereur y consentit.

Les marins de la garde, qui avaient d'avance prêté le serment de fidélité entre les mains du grand-duc, se présentèrent, sans armes, devant l'empereur et se jetèrent à ses pieds, en versant des larmes, en poussant des gémissements : ils redemandaient leur drapeau, leur cher et glorieux drapeau qu'ils avaient obtenu naguère des bontés de l'empereur Alexandre Ier, et que son auguste successeur leur avait fait ôter après leur trahison.

— Relevez-vous! Je vous pardonne! leur dit l'empereur avec un geste solennel.

Puis, il envoya chercher le drapeau, qui fut apporté du palais, et il le fit bénir de nouveau en sa présence par un prêtre :

— Tenez! s'écria-t-il en le leur rendant de sa propre main. Vous avez perdu l'honneur, tâchez de le recouvrer!

Les marins de la garde avaient repris leurs rangs; ils s'inclinèrent humblement devant l'empereur et ils se retirèrent en bon ordre, avec leur drapeau, en faisant éclater des transports de dévouement et de reconnaissance.

Le régiment des grenadiers du corps et le régiment de Moscou, qui étaient aux arrêts dans les casernes, avaient été également privés de leurs drapeaux. Le grand-duc Michel intervint encore auprès de Sa Majesté, pour qu'on les leur rendît.

La moitié seulement de ces deux régiments, il est vrai, avait participé à la révolte; le reste, au contraire, avait résisté à toutes les suggestions des conspirateurs, et même plusieurs bataillons, après avoir prêté serment au nouvel

empereur, n'avaient pas peu contribué, par leur attitude ferme et calme, à rétablir l'ordre.

Bien plus, la compagnie dite de l'Empereur, qui faisait partie du régiment des grenadiers de la garde, s'était distinguée par sa belle conduite pendant l'insurrection, et deux autres compagnies de ce même régiment, qui se trouvaient de service à la forteresse dans la journée du 26, avaient loyalement gardé leur poste.

— Ceux qui ont si bien fait leur devoir, dit l'empereur à son frère, me forcent d'oublier que leurs camarades eurent le malheur de ne pas imiter leur exemple. Ceux qui se sont mal conduits et qui se repentent devront se faire justice eux-mêmes en demandant à servir dans l'armée du Caucase. Ils trouveront là l'occasion de se réconcilier avec leur conscience.

Il ordonna donc que les drapeaux du régiment des grenadiers fussent, à l'heure même, purifiés par une bénédiction nouvelle, et il pria le grand-duc Michel de les rendre de sa part aux grenadiers, qui les reçurent à genoux en pleurant de joie.

Le régiment de l'Empereur avait été mandé sur la place du Palais : il fut amené par son capitaine devant le tzar, qui, en témoignage de satisfaction, lui permit d'aller se réunir au bataillon des sapeurs qui gardaient en ce moment le palais impérial.

— Mes amis! dit-il en embrassant leur capitaine, ce baiser vous est donné à tous!

L'empereur usa aussi de clémence à l'égard du régiment de Moscou, que lui recommandait encore spécialement le grand-duc Michel, qui avait eu sous ses ordres pendant l'émeute quatre compagnies de ce régiment restées fidèles à leur drapeau.

On savait pourtant que trois cents hommes appartenant au régiment de Moscou avaient été arrêtés sur la place du Sénat, et qu'ils étaient détenus dans les casemates de la forteresse; deux cents autres au moins, qui n'avaient pas reparu à leurs casernes, étaient ensevelis sous la glace de la Newa; beaucoup de leurs officiers semblaient gravement compromis.

Mais l'empereur avait résolu de faire grâce, lorsque le bruit courait déjà dans la ville que le régiment avait été licencié.

Après la revue, le grand-duc Michel alla avec son état-major aux casernes du régiment de Moscou, qu'on avait désarmé. Les soldats, tremblants à son aspect, crurent qu'il venait leur annoncer leur arrêt au nom de l'empereur.

Ils défilèrent en silence devant lui, la plupart baissant la tête et affectant une contenance humiliée, comme si le regard foudroyant de l'empereur les eût atteints l'un après l'autre. Quand ils furent en ligne, on apporta les drapeaux qu'on leur avait retirés la veille au soir, et un prêtre se présenta, revêtu de ses ornements, pour bénir ces drapeaux que la trahison avait souillés.

— A genoux! leur cria le grand-duc.

Et il assista, l'air triste et menaçant, à cette nouvelle bénédiction des drapeaux.

— Je me suis fait caution du repentir des coupables, dit-il ensuite. Sa Majesté impériale a daigné pardonner; on vous rend vos drapeaux et vos armes; c'est maintenant à vous de mériter votre pardon, en vous montrant dignes de servir notre chère patrie!

Ces paroles, prononcées d'une voix grave et sévère, passèrent de bouche en bouche et provoquèrent une émotion générale qui se traduisit en hourras prolongés.

La tranquillité était assez bien rétablie à Saint-Pétersbourg, pour qu'on ne jugeât pas nécessaire d'y faire entrer différents corps d'infanterie et de cavalerie qui avaient la veille reçu l'ordre de s'approcher de la ville, et qui s'étaient échelonnés aux alentours. Ce fut sans doute un motif de prudence qui conseilla de les renvoyer dans leurs cantonnements respectifs, pour éviter une agglomération de troupes qu'on pouvait, avec raison, considérer comme un danger, à la suite d'une insurrection militaire. On ne fit entrer dans la capitale que le régiment des dragons de la garde pour le service des patrouilles, et on laissa campés dans les environs deux escadrons des hussards et des lanciers de la garde, qui avaient ordre d'arrêter toute personne suspecte et d'empêcher ainsi la fuite des coupables.

Au reste, la police, dont l'action avait été à peu près nulle dans la journée précédente, et qui s'était montrée presque indifférente, sinon hostile, au moment du conflit, semblait animée maintenant d'un zèle et d'une activité, que lui inspirait le désir de réparer ses torts et de les faire oublier : elle entourait des plus rigoureuses formalités l'entrée et la sortie de la ville, elle exécutait de minutieuses perquisitions dans les maisons et elle ne se bornait pas à procéder à l'arrestation des individus qui lui étaient signalés par l'autorité : sur le moindre prétexte et en prêtant l'oreille à toutes les dénonciations, elle envoyait à la forteresse les gens les plus inoffensifs.

Il y eut ainsi, dans l'espace de vingt-quatre heures, près de trois mille arrestations, qui aboutirent la plupart, il est vrai, à la mise en liberté des détenus.

On put constater, dès le 27 décembre, que le complot n'avait pas de ramifications sérieuses parmi les habitants de Saint-Pétersbourg, car le peuple, au lieu de se tenir à

l'écart et de paraître avoir ressenti le contre-coup d'une défaite, se portait en foule, comme à un spectacle, vers la place du Sénat, qui avait été le principal foyer de l'émeute : chacun voulait voir le peu de traces qui restait d'un événement auquel la voix publique donnait même des proportions exagérées : on se montrait les taches de sang sur la neige, les trous de balles dans la façade des édifices, les feux de bivouac à demi éteints, et çà et là, sur la Newa couverte d'une glace épaisse, des gouffres que la mitraille avait faits et qui avaient englouti bien des victimes.

On ne parlait, dans la foule, que de l'énergie, du courage, de l'héroïsme que l'empereur Nicolas avait déployés vis-à-vis des rebelles. Tout le monde était d'accord sur ce point, qu'il avait prouvé, dans cette terrible épreuve, que personne plus que lui n'était digne de porter la couronne. Une réaction subite et générale s'était faite en faveur du nouveau souverain qui avait si résolûment soutenu, les armes à la main, ses droits légitimes au trône de Russie.

La foule aurait souhaité s'avancer jusque sous les fenêtres du palais d'Hiver pour saluer de ses acclamations le héros de la journée du 26 décembre, mais elle était retenue et refoulée par des piquets de cosaques de la garde, qui formaient autour du palais un cordon impénétrable.

La haute société de Saint-Pétersbourg n'avait pas plus de sympathie que le peuple pour la cause de la révolte, mais elle s'abstint cependant de manifester d'abord aucune opinion à l'égard des derniers événements; elle affecta d'y rester étrangère et elle attendit, avant de se prononcer, que la vérité lui fût mieux connue.

On n'ignorait pas, d'ailleurs, qu'un grand nombre de jeunes gens, appartenant aux meilleures familles de l'empire, avaient eu le malheur de tremper plus ou moins

dans une conspiration dont on ne savait pas bien encore l'origine et le but. Il n'était que trop certain malheureusement que les casemates de la forteresse se trouvaient déjà encombrées de prisonniers, parmi lesquels on citait des fils de généraux, de hauts fonctionnaires et d'académiciens, des officiers supérieurs, des littérateurs distingués, des personnages de la cour, des membres du Conseil d'État, et même, disait-on, un sénateur.

La nouvelle s'était répandue aussi que l'empereur présidait lui-même aux interrogatoires et faisait comparaître devant lui tous les accusés.

Nicolas avait voulu, en effet, se rendre compte par lui-même de tous les ressorts secrets de la redoutable conspiration qu'il venait de déjouer, mais qu'il n'avait pas encore entièrement vaincue, et, pendant les dix jours qui s'écoulèrent jusqu'à ce que la commission d'enquête fût nommée, il consacra six ou sept heures par jour à l'instruction préliminaire de cette grande affaire criminelle.

Le reste devait à peine suffire aux innombrables occupations personnelles que lui imposait son avénement au trône. Dès l'instant qu'il eut accepté le fardeau de l'empire, il s'était mis à l'œuvre avec une ardeur, une patience et une ponctualité qu'il ne cessa jamais d'apporter dans les choses de son gouvernement, et l'on peut dire que, durant un règne de trente années, il ne négligea pas un seul jour de remplir laborieusement et consciencieusement sa tâche de souverain.

On annonça que l'empereur Nicolas ne recevrait personne, excepté sa famille et ses ministres, avant les fêtes de Noël. Les ambassadeurs étrangers accrédités auprès de la cour de Russie lui avaient demandé la permission de venir lui présenter leurs hommages et leurs félicitations à l'occasion de

son avénement. Il les fit remercier et il les pria d'attendre quelques jours, en s'excusant d'un retard que motivait l'état de santé des deux impératrices.

L'impératrice Alexandra, en effet, conservait, des émotions de la terrible journée du 26 décembre, une espèce de fièvre nerveuse qui la privait totalement de sommeil et qui amenait des crises violentes, lorsque son imagination exaltée lui représentait son auguste époux couvert de blessures et prêt à rendre l'âme. Mais l'empereur était parvenu à la calmer par dégrés, en l'entourant de ses enfants et en lui donnant tous les instants qu'il pouvait dérober aux affaires de l'État.

L'impératrice-mère avait été plus dangereusement malade par suite des mêmes terreurs et des mêmes angoisses. Elle était tombée dans un anéantissement général qui devait faire craindre une congestion. Les médecins avaient pu croire pendant la nuit du 26 au 27 décembre qu'elle était mortellement atteinte. Mais, vers le matin, les symptômes alarmants ayant disparu, on ne douta pas que le rétablissement de l'impératrice Marie ne fût plus prompt et plus complet que celui de son auguste belle-fille.

Quant à l'impératrice Élisabeth, qui était restée à Taganrog auprès du corps d'Alexandre Ier, on s'attendait à recevoir d'une heure à l'autre la nouvelle de sa fin; elle avait même fait ses adieux à la famille impériale dans une touchante lettre où elle se réjouissait de quitter la vie pour se réunir dans la mort à son époux bien-aimé.

Contre tout espoir, le courrier, arrivé dans la matinée du 27, apporta un bulletin dans lequel le docteur Stoffregen annonçait qu'il pouvait répondre de la guérison de l'impératrice Élisabeth, et l'auguste veuve, dans une lettre autographe à l'impératrice-mère, confirmait elle-même cette

nouvelle inespérée, en disant qu'elle se sentait la force de vivre jusqu'à ce que les funérailles du défunt empereur eussent été célébrées à Saint-Pétersbourg.

La mort d'Alexandre Ier avait retenti en Europe comme un coup de tonnerre : on eût dit que la clé de voûte de l'édifice de la Sainte-Alliance venait de se briser.

Cette mort si imprévue, qu'on supposa d'abord avoir été subite et qui prêtait ainsi matière aux conjectures les plus romanesques, les plus calomnieuses, excita dans les pays étrangers les mêmes regrets, les mêmes témoignages de sympathie pour le souverain, pour le grand homme. L'admiration et l'enthousiasme qu'il voyait naître sur ses pas en 1814, quand les peuples et les rois le regardaient comme l'arbitre de la paix du monde, se réveillèrent tout à coup autour de son cercueil. Il n'avait laissé, dans le cœur des peuples, que le souvenir de sa sagesse, de sa modération, de sa justice et de sa bonté. Pour les rois, il était, il avait été le plus ferme soutien de leurs droits, de leurs intérêts et de leurs gouvernements.

On lut avec plaisir, à Saint-Pétersbourg, l'admirable oraison funèbre qu'un éminent écrivain avait consacrée à l'auguste défunt dans le journal officiel du gouvernement français : « La mort de l'empereur Alexandre, disait le *Moniteur universel*, est un de ces événements qui laissent dans le cœur des peuples un sentiment profond. Souverain d'un des plus grands empires du monde, à une des plus grandes époques de l'histoire, son règne et son caractère personnel furent marqués de ce trait distinctif et unique peut-être, qu'il fut aussi grand par sa modération que par sa puissance qui était sans bornes !

« Cette modération parfaite se montra surtout envers la France, à deux époques successives, où peut-être l'enivre-

ment de la victoire et de la fortune eût excusé quelque ressentiment dans une âme moins élevée. Mais il y avait dans le cœur de l'empereur Alexandre un héroïsme naturel, une inspiration d'humanité, qui le rendaient supérieur à la prospérité comme à l'infortune.

« Aujourd'hui, cependant, le sentiment de sa perte pourrait difficilement nous inspirer des expressions plus éloquentes et plus justes que les paroles dont il fut l'objet lui-même, en 1814, dans une de ces solennités littéraires qu'il honorait de sa présence. Il est assez rare que des louanges prononcées devant un prince ne reçoivent pas quelque altération dans la double épreuve du temps et de la mort. Mais, ici, on verra que l'orateur n'était qu'historien et devançait déjà le langage de la postérité. Nous n'ajouterons rien de plus à cette citation :

« La magnanimité d'Alexandre, dit l'orateur (M. Ville-
« main, dans son discours à l'Académie Française), reproduit
« à nos yeux une de ces âmes antiques, passionnées pour
« la gloire. Sa puissance et sa jeunesse garantissent la lon-
« gue paix de l'Europe. Son héroïsme, épuré par toutes les
« lumières de la civilisation moderne, semble digne d'en
« perpétuer l'empire, de renouveler, d'embellir encore
« l'image du monarque philosophe présentée par Marc-
« Aurèle, et de montrer enfin sur le trône la sagesse armée
« d'un pouvoir aussi grand que les vœux qu'il forme pour
« le bonheur du monde. »

Ce beau panégyrique eut des échos dans toute la presse française, même dans les journaux de l'opposition libérale qui gardait rancune à l'autocrate depuis qu'il avait mis au ban de la Sainte-Alliance les conspirateurs, les révolutionnaires et les sociétés secrètes.

On prévoyait, généralement en Europe, que la mort

d'Alexandre aurait de graves conséquences dans les destinées de la politique européenne, mais on ne soupçonnait pas qu'il pût avoir un autre successeur que son frère Constantin, à qui appartenait la couronne, et par droit d'aînesse, et conformément aux lois qui régissaient la succession au trône dans la famille impériale.

Un mot du roi Charles X, qui fut sincèrement affligé de la perte de son généreux allié, paraît indiquer toutefois que les hommes d'État s'attendaient à de sérieuses complications au sujet de l'héritage de l'empereur Alexandre : « Dieu fasse, dit-il, que la cour de Russie ne renouvelle pas la triste et sanglante histoire des successeurs d'Alexandre-le-Grand ! »

C'était aussi une bien grande et bien irréparable perte pour la famille royale de Prusse, et surtout pour le roi Frédéric-Guillaume, qui n'avait pas de plus cher ni de plus fidèle ami. La douleur de ce prince n'était que trop justifiée par la reconnaissance qu'il devait à son *auguste bienfaiteur*, comme il se plaisait à nommer l'empereur Alexandre, qui lui avait conservé sa couronne dans des circonstances bien difficiles et qui n'avait pas peu contribué à placer la Prusse au premier rang des États européens.

Frédéric-Guillaume donna une marque éclatante de son respect pour la mémoire d'Alexandre I[er], en décidant que toute l'armée prussienne prendrait le deuil à l'occassion de la mort de ce souverain, « qui avait accordé à cette armée une attention si pleine de bienveillance pendant les années d'une guerre éternellement mémorable, disait l'ordre de cabinet dicté par le roi lui-même, et dont la prudence et la sagesse personnelles conduisirent alors les affaires de l'Europe au rétablissement de la paix et de l'ordre, et parvinrent à obtenir ainsi le résultat immense auquel à peine osait-on espérer encore de pouvoir atteindre. »

Le roi de Prusse ne savait pas encore, en adressant cet ordre de cabinet au duc Charles de Mecklenbourg-Strelitz, général commandant les grenadiers de sa garde, que son gendre le grand-duc Nicolas était l'héritier du trône de Russie, désigné par l'empereur Alexandre et reconnu par le césarévitch Constantin.

XXXVI

L'empereur Nicolas avait écrit au roi de Prusse, son beau-père, ainsi qu'à ses sœurs, la grande-duchesse héréditaire de Saxe-Weymar et la princesse royale des Pays-Bas, et à son beau-frère le prince d'Orange, pour leur annoncer son avénement et les tranquilliser sur les suites de l'insurrection du 26 décembre; mais il s'était bien gardé de leur faire part des inquiétudes que lui causaient les périls de la situation et qu'il cachait soigneusement aux impératrices.

Rien, d'ailleurs, n'avait transpiré au dehors, de l'enquête provisoire qu'il dirigeait lui-même, dans son cabinet, en présence de son frère Michel et de quelques personnes qui avaient toute sa confiance, pour découvrir les causes et les auteurs d'une conspiration qu'il n'osait pas se flatter d'avoir complétement vaincue dans la journée du 26 décembre.

Il avait tout lieu de craindre, en effet, une explosion formidable du complot dans les différents centres de l'armée russe, principalement à Toultchine, à Vassilkoff, à Kiew, peut-être à Moscou; il n'était pas même tranquille du côté de la Pologne; il ne doutait pas que les colonies militaires ne fussent bientôt gagnées par les meneurs, sinon déjà acquises à l'insurrection. C'était donc la guerre civile qui

pouvait s'allumer d'un moment à l'autre sur toute la surface de l'empire.

L'empereur espérait que les arrestations ordonnées par l'aide de camp général Diebitsch, sous sa propre responsabilité, auraient pu s'effectuer, avant que l'armée du Sud, commandée par le prince de Wittgenstein, eût commencé à se soulever. Il était très impatient de savoir si l'on avait réussi à s'emparer du colonel Pestel, que les aveux des conspirateurs lui signalaient comme le créateur et le chef de l'Association patriotique du Midi, et qui avait dû lever l'étendard de la révolte en Podolie. Il ne savait pas davantage si ses ordres, pour l'arrestation des frères Mourawieff et d'un certain nombre d'officiers de l'armée de l'Ouest, que commandait le comte de Sacken, avaient pu s'exécuter.

En attendant des nouvelles de la première et de la seconde armée, il prenait des mesures en secret pour défendre la capitale au besoin, et pour opposer un déploiement de forces considérables aux progrès d'une insurrection militaire.

Le lendemain même de l'émeute de Saint-Pétersbourg, l'empereur, en prévision des graves éventualités qu'il pouvait craindre, avait songé à former sa maison militaire, et il avait choisi spontanément les officiers qui s'étaient distingués en quelque sorte sous ses yeux pendant la journée du 26. Dans plusieurs ordres du jour, il nomma d'abord ses aides de camp généraux et ses aides de camp : parmi ces derniers, il n'oublia pas de faire figurer ceux qui avaient rempli les mêmes fonctions auprès de sa personne lorsqu'il était grand-duc.

Les aides de camp généraux de l'empereur furent le général Voïnoff, commandant le corps de la garde; le général

Soukine, commandant de la forteresse de Saint-Pétersbourg; les lieutenants généraux Demidoff et Bachoutsky; les généraux majors Tchitcherine, Soukhozanet, Chenchine, Golovine, Neidhart, Sazonoff, Ouchakoff, Strékaloff, Martinoff, Voropanoff, Islenieff, Chipoff, Friedricks et Bistrom; les aides de camp d'Adlerberg, Simansky, Mikouline, Prianischnikoff, Stiegelmann, Albrecht, Perowsky, de Sass, Lazareff, Stürler, Arbousoff, Wesselowsky, Dewitte, Moller, Kaveline, Chérémetieff, Hartong, Lanskoï, de Lieven, etc.

La plupart des aides de camp nommés, qui devaient conserver leurs autres grades, étaient colonels; quelques-uns n'étaient que capitaines ou simples lieutenants dans les régiments de la garde.

L'empereur, pour témoigner sa reconnaissance à ces régiments qu'il avait en personne commandés dans la journée du 26, daigna leur annoncer que, en souvenir de leur belle conduite, il prenait le titre de chef des régiments de Préobragensky, de Semenowsky, d'Ismaïlowsky, des grenadiers et du bataillon des sapeurs de la garde. Il voulut aussi que le grand-duc héritier prît le titre de chef du régiment de Pavlowski.

Rien ne fut changé alors dans le personnel des hauts fonctionnaires du gouvernement, et, en dépit des fables qu'on avait répandues dans le monde de la cour sur la nomination d'un nouveau ministère, les ministres d'Alexandre Ier continuèrent leur service auprès de l'empereur Nicolas, qui leur dit, à plusieurs reprises, qu'il aimait à se persuader, en travaillant avec eux, que son auguste frère n'avait pas encore cessé de régner.

Par un ukase du 17 décembre (29, nouv. st.), il avait appelé le grand-duc Michel à siéger au Conseil de l'Empire, « en témoignage, disait l'ukase, de notre confiance

particulière dans le zèle et le dévouement qu'apporte aux intérêts de notre couronne et de la patrie notre frère bien-aimé. » On connaissait depuis longtemps l'affection et l'intimité qui unissaient les deux frères depuis leur enfance; on ne fut pas étonné d'apprendre que les derniers événements, dans lesquels le grand-duc Michel avait montré tant de dévouement et de zèle pour soutenir les droits du nouvel empereur, n'avaient fait que fortifier les liens de leur amitié et de leur confiance réciproques.

Ce fut là, aux yeux des hommes intelligents, la preuve la moins équivoque du consentement libre et inébranlable du césarévitch à la transmission du pouvoir impérial dans les mains du grand-duc Nicolas, car personne n'ignorait que le grand-duc Michel avait pour son frère Constantin une tendresse presque filiale et un attachement sans bornes.

On ne se lassait pas cependant de faire circuler de fausses nouvelles, qui trouvaient de l'écho parmi les familles où l'on avait le plus à redouter les résultats de l'enquête sur le complot du 26 décembre.

On persistait, par exemple, à dire que le grand-duc Constantin protestait contre l'usurpation de l'empereur Nicolas; on croyait savoir que sa protestation avait été formulée dans un manifeste qu'on attendait de Varsovie, mais qui n'arrivait pas. On assurait aussi, sans aucune preuve, que la prestation du serment à l'empereur Nicolas avait rencontré à Moscou une opposition générale; on parlait également de graves désordres qui auraient éclaté à Tver.

En outre, des gens qui se disaient bien informés affirmaient que les colonies militaires de Novogorod s'étaient révoltées au cri de *Vive l'empereur Constantin!* On allait jusqu'à raconter que la seconde armée marchait sur Saint-

Pétersbourg pour y faire reconnaître l'autorité de l'héritier légitime d'Alexandre Ier.

En même temps, on répandait les bruits les plus inquiétants au sujet des révélations que les premiers interrogatoires des accusés avaient déjà produites : les instigateurs et les complices de la conspiration étaient partout, disait-on, dans tous les corps d'armée et surtout dans l'état-major général, dans toutes les administrations civiles, dans la noblesse, dans le Sénat et même dans le Conseil de l'Empire.

Pour arrêter ces calomnies, qui excitaient une sourde émotion, l'empereur jugea utile de publier un manifeste dans lequel il exposait sincèrement le résultat de l'enquête régulière, qui n'avait commencé que depuis deux jours, car la commission extraordinaire, appelée à instruire l'affaire du 26 (14) décembre, avait reçu ses pouvoirs d'un ukase en date du 17/29, quoique la plupart des prévenus eussent été déjà interrogés par l'empereur lui-même.

Cette commission, essentiellement militaire, placée sous la présidence du comte Alexandre Tatistcheff, ministre de la guerre, se composait de huit membres seulement : le grand-duc Michel, le prince Alexandre Galitsyne, conseiller privé actuel, et des aides de camp généraux Alexandre Tchernycheff, Golénistcheff-Koutousoff, Benkendorff, Levachoff et Potapoff.

C'était un éminent jurisconsulte, Dmitri Bloudoff, qui devait être le secrétaire de la commission, et qui, en cette qualité, dirigea indirectement les travaux de l'enquête.

Voici le manifeste destiné à imposer silence aux rumeurs mensongères et à rassurer l'opinion publique :

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc.,

« A tous Nos fidèles sujets, savoir faisons :

« Le déplorable événement qui a troublé la journée du 14-26 décembre, cette journée où Notre manifeste annonçait à Nos peuples que Nous venions de monter sur le trône, est connu dans tous ses détails par la relation que Nous en avons fait publier.

« Au moment où les premiers corps de l'État, tous les fonctionnaires militaires et civils, le peuple, les troupes Nous juraient unanimement obéissance et fidélité, et, réunis dans les temples du Seigneur, appelaient sur Notre règne les bénédictions divines, une poignée de factieux, s'opposant à cet acte national, osa braver les lois, l'autorité, la discipline militaire. Pour dissiper la tourbe des rebelles, il fallut employer la force. Tel est, en peu de mots, cet événement tout entier. Peu important par lui-même, il ne l'est que trop par son principe et par ses conséquences.

« Mais, quelque douleur qu'elles Nous causent, nous y retrouvons les impénétrables voies de la Providence, qui punit le mal, et qui, de ce mal même, fait sortir le bien. A la seule vue des premiers résultats de l'enquête dont les troubles du 14/26 sont l'objet, dans le mouvement qui les a produits, deux classes d'hommes se font reconnaître : les uns n'étaient qu'égarés, ils ignoraient le complot; les autres, véritables conspirateurs, les ont conduits.

« Que voulaient les hommes égarés? Garder la foi de leurs serments. Tous les artifices avaient été mis en œuvre pour leur faire croire qu'ils défendaient le trône, et, sous l'empire de cette idée, ils n'ont pu se rendre à aucune persuasion.

« Que voulaient les conspirateurs? Les mots sacrés de fidélité, de serment, d'ordre légitime, le nom même du césarévitch et grand-duc Constantin n'étaient pour eux que des prétextes de trahison. Ils voulaient profiter du

moment pour accomplir leurs criminels desseins, ces desseins longtemps tramés, longtemps médités, longtemps mûris dans les ténèbres, et dont le gouvernement n'avait qu'en partie pénétré le mystère; ils voulaient bouleverser l'empire, et sur ses ruines inaugurer l'anarchie.

« Quels étaient leurs moyens? L'assassinat.

« Leur première victime fut le gouverneur militaire comte Miloradovitch. Celui qu'au champ d'honneur le sort des armes avait respecté dans cinquante batailles a péri sous le fer d'un assassin. Ce meurtre n'a pas été le seul : le colonel Stürler, commandant du régiment des grenadiers du corps, tué, le général-major Chenchine, le général-major Friedricks, et d'autres, grièvement blessés, ont scellé de leur sang leur fidélité à l'honneur et au devoir.

« Entraînés dans le mouvement, les soldats des compagnies séduites n'ont participé à ces attentats, ni de fait, ni d'intention. Une enquête sévère m'en a donné la preuve, et je regarde comme un premier acte de justice et comme une première consolation de les déclarer innocents. Mais cette même justice me défend d'épargner les coupables. Tous ceux dont le procès s'instruit et qui seront reconnus coupables subiront un châtiment proportionné à leurs crimes.

« D'après les mesures déjà prises, le procès, le châtiment, embrasseront dans toute son étendue, dans toutes ses ramifications, un mal, dont le germe remonte à plusieurs années, et, j'en ai la confiance, ils le détruiront jusque dans sa racine, ils purgeront de cette contagion étrangère le sol sacré de la Russie, ils feront disparaître cet odieux mélange de tristes vérités et de soupçons gratuits qui répugne aux âmes nobles; ils tireront à jamais une ligne de démarcation tranchante et ineffaçable entre l'amour de la

patrie et les passions révolutionnaires, entre le désir du mieux et la fureur des bouleversements; ils montreront au monde que la nation russe, toujours fidèle à son souverain et aux lois, repousse les secrets efforts de l'anarchie comme elle a repoussé les attaques ouvertes de ses ennemis déclarés; ils montreront comment on se délivre d'un pareil fléau, et ils prouveront que ce n'est point partout qu'il est indestructible.

« Nous avons droit d'espérer et d'attendre ces résultats salutaires de l'attachement que toutes les classes de Nos sujets témoignent à Notre personne et à Notre trône. Au milieu des événements du 14/26, Nous avons trouvé avec joie, avec reconnaissance, dans les habitants de la capitale, autant d'affection que de zèle; dans les troupes, le plus impatient désir de châtier la révolte au premier signal du monarque; dans leurs chefs, le plus sincère dévouement, inspiré par un sentiment profond d'honneur et d'amour pour nous. Parmi eux s'est distingué le comte Miloradovitch, soldat intrépide, habile capitaine, chef constamment aimé, terrible dans la guerre, doux dans la paix, administrateur plein de justice, ardent à remplir les ordres de son souverain, fils dévoué de l'Église et de la patrie; il est tombé sous les coups d'une main lâche et perfide, loin des champs de bataille, mais il est tombé victime du zèle qui l'avait toujours animé; il est tombé fidèle à son devoir, et désormais, dans les annales de la Russie, sa mémoire est impérissable.

« Donné à Saint-Pétersbourg, le 19e jour (31, nouv. st.) du mois de décembre de l'an de grâce 1825, et de Notre règne la première année.

« Nicolas. »

Ce glorieux hommage, rendu à la mémoire du brave général Miloradovitch, avait suivi de près ses obsèques qui furent célébrées, aux frais du trésor impérial, avec la plus grande pompe et avec les honneurs militaires dus à son rang. L'empereur Nicolas assista en personne, avec le grand-duc Michel, à la messe funèbre chantée dans la cathédrale de Notre-Dame de Kasan.

Après que la dépouille mortelle de l'illustre défunt eut été déposée au monastère de Saint-Alexandre-Newsky, le général Golenistcheff-Koutousoff, qui occupait, à titre provisoire, le poste de gouverneur général de Saint-Pétersbourg, fut confirmé dans ses fonctions où il avait eu déjà plus d'une occasion de faire preuve de zèle, de fermeté et de savoir-faire.

On avait enfin des nouvelles de Novogorod et de Moscou, et ces nouvelles étaient aussi bonnes qu'on pût les souhaiter. Le serment de fidélité à l'empereur Nicolas avait été prêté partout sans trouble et sans hésitation dans les colonies militaires comme dans la vieille capitale des tzars.

Le prince Dmitri Galitsyne, gouverneur général de Moscou, administrateur éclairé et prudent, pouvait se féliciter d'avoir obtenu cet heureux résultat, sans que la tranquillité de la ville eût été un seul instant compromise. Par ses ordres, le 30 décembre, aux sons de la grosse cloche du Kremlin, le sénat et les fonctionnaires civils et militaires s'étaient réunis dans la cathédrale de l'Assomption, au milieu d'un immense concours de fidèles.

L'archevêque Philarète, revêtu de ses habits pontificaux, avait paru, accompagné de son clergé et portant une boîte d'argent qu'il déposa avec respect sur une table devant les portes du sanctuaire. Il resta quelques instants plongé dans un pieux et triste recueillement, les yeux fixés sur cette

boîte d'argent qui renfermait les dernières volontés de son bien-aimé maître, feu l'empereur Alexandre ; puis, relevant la tête et se tournant vers l'assistance, il prononça d'une voix lente et distincte cette éloquente allocution que les sanglots étouffés de l'auditoire interrompaient par intervalles :

« Prêtez l'oreille, ô Russes ! s'écria-t-il ; trois ans se sont écoulés depuis que ce temple saint, choisi pour le sacre de nos monarques, et ce vase exposé à vos regards, renferment la volonté suprême, la volonté dernière de l'empereur Alexandre. Les gardiens de ce dépôt auguste n'ont point osé soulever, avant le temps, le voile dont il avait plu au défunt de le couvrir.

« Il n'arriva que trop tôt, le moment douloureux où nous devions chercher les dernières volontés du souverain qui avait terminé sa noble et glorieuse vie ; mais nous fûmes longtemps à ignorer que ce moment était venu.

« Héritier des vertus et de la magnanimité d'Alexandre, Nicolas s'était empressé d'appeler à l'empire son frère aîné le grand-duc Constantin, et avait ordonné en même temps que le testament de feu l'empereur demeurât sous le voile qui en gardait le mystère. Sans doute il nous était donné de le pressentir, ce secret qui renfermait un acte ajouté aux lois antérieures sur l'ordre de succession au trône ; mais, en le divulguant alors, n'aurions-nous pas déchiré le cœur de tout sujet fidèle, par un cruel et inévitable partage d'affections et de dévouement ? Que nous restait-il donc à faire dans ces graves circonstances ?

« Ame bienheureuse d'Alexandre, tu as jugé nos intentions, tu as reconnu que le seul gage de fidélité qu'il nous fût possible d'offrir à ta mémoire était de veiller religieusement sur le dépôt confié à notre garde, de l'envelopper

de notre silence, et d'ensevelir un auguste secret au fond de ce vase, ainsi que dans un tombeau, jusqu'à l'instant marqué par la Providence où il serait permis de le faire connaître à la face du monde.

« Dans ses décrets adorables, le Roi des rois a hâté l'heure de la décision. Tous les obstacles ont disparu, et la volonté d'Alexandre va sortir vivante de son tombeau pour nous révéler notre avenir.

« Russes, vous avez trouvé pendant vingt-cinq années le bonheur dans l'accomplissement de cette volonté souveraine : vous allez l'entendre une dernière fois, mais, cette fois encore, vous y trouverez votre félicité. »

Après ce discours, la boîte fut ouverte; l'archevêque en tira le pli cacheté qu'il y avait enfermé de sa propre main trois années auparavant; les cachets reconnus intacts, il les brisa en présence de l'assemblée et lut lui-même à haute voix les divers documents que contenait l'enveloppe, savoir le manifeste de l'empereur Alexandre et l'acte original par lequel le grand-duc Constantin avait renoncé à tous ses droits à la couronne, au profit de son frère puîné Nicolas. Ensuite, tous les assistants prêtèrent serment de fidélité au nouvel empereur, entre les mains de l'archevêque.

Un courrier du comte de Sacken arriva, le 3 janvier 1826, à Saint-Pétersbourg : le général en chef de la première armée ou armée de l'Ouest annonçait à l'empereur que les différents corps de cette armée avaient prêté serment et que tout s'était passé dans un ordre parfait. La plus grande tranquillité régnait à Kiew, où des conciliabules politiques avaient été signalés pourtant, lorsque la nouvelle de la mort d'Alexandre était parvenue dans cette ville; il y avait encore, parmi quelques groupes d'officiers, disait le comte de Sacken, un reste d'émotion et de défiance.

L'empereur apprit aussi, avec satisfaction, que la cérémonie du serment n'avait pas rencontré d'opposition dans l'armée de Finlande. Mais on ne savait rien de la seconde armée ou armée du Sud, commandée par le comte de Wittgenstein, ni de l'armée de Pologne, et les bruits malveillants continuaient à circuler.

L'empereur décida donc que les réceptions officielles n'auraient pas lieu, comme à l'ordinaire, le jour de Noël : la santé, encore altérée des deux impératrices, était d'ailleurs un prétexte suffisant pour déroger à l'usage.

Les fêtes de Noël n'en furent pas moins célébrées avec beaucoup d'éclat, d'autant plus que cette grande solennité religieuse coïncide avec la commémoration annuelle de la campagne de 1812. On avait momentanément quitté le deuil à l'occasion des fêtes, et la cour, les généraux et officiers de la garde et de l'armée présents à Saint-Pétersbourg, les hauts fonctionnaires et une foule de personnes de distinction assistèrent au service divin et au *Te Deum* dans la chapelle du palais d'Hiver.

L'empereur n'était peut-être pas sans inquiétude sur les complications imprévues qui pouvaient se produire en Pologne, malgré l'énergique autorité du césarévitch, car il avait appris, par les interrogatoires des accusés du 26 décembre, l'existence redoutable des sociétés secrètes polonaises. Il ne voulut pas, toutefois, laisser croire qu'il eût des doutes à l'égard de la fidélité de ses sujets polonais, et il leur adressa, en date du 25 décembre (calendr. russe), un manifeste où il leur exprimait en ces termes ses sympathies et sa généreuse confiance :

« Polonais, nous avons déjà déclaré que notre désir invariable est que notre gouvernement ne soit qu'une continuation de celui de l'empereur et roi Alexandre Ier, de

glorieuse mémoire, et nous vous déclarons que les institutions qu'il vous a données resteront sans aucun changement. En conséquence, je promets et je jure devant Dieu que j'observerai l'acte constitutionnel et que je mettrai tous mes soins à en maintenir l'observation.

« Priez le Tout-Puissant de nous bénir; aidez-nous par des services et accordez-nous la confiance que nous attendons de vous comme une portion précieuse de l'héritage que nous a laissé l'empereur que nous pleurons, pour que nous remplissions exactement les devoirs difficiles qu'il nous a imposés. Soyez assurés, en retour, que, pénétré des mêmes sentiments, nous vous donnerons les preuves les plus sincères de notre affection royale. »

Par un ordre du jour, joint à ce manifeste, il maintenait le général prince Zaïozenck dans sa dignité de vice-roi ou lieutenant général du royaume de Pologne, en déclarant que tous les employés de l'administration civile et militaire seraient maintenus également dans leurs fonctions.

Il n'avait pas attendu la nouvelle du serment prêté par les colonies militaires, pour leur témoigner des sentiments de bienveillance dans cet ordre du jour, qui rapppela combien il avait eu part à leur création et à leurs progrès :

« Soldats des colonies militaires,

« Vous avez déjà eu connaissance de mon ordre du jour du 15 de ce mois, par lequel, partageant avec les braves armées russes l'affliction, causée par le malheur affreux qui nous a tous atteints, j'ai accordé aux régiments de la garde les uniformes que portait l'empereur Alexandre Ier, de glorieuse mémoire.

« Ma profonde vénération pour la mémoire de l'empereur, notre père et bienfaiteur, me porte à m'adresser directement à vous, soldats des colonies militaires!

« Vous avez été organisés par l'empereur Alexandre Ier, et plus d'une fois votre zèle et vos efforts ont reçu pour récompense les témoignages de sa haute satisfaction. L'existence de vos colonies développe le but de ses intentions salutaires, et l'heureuse situation dans laquelle vous vous trouvez placés est le fruit des soins paternels qu'il vous consacrait.

« Partageant dans toute son étendue la pensée bienfaisante qui a créé les colonies militaires, j'affermirai votre bien-être et, en témoignage de ma bienveillance, je vous fais présent de l'uniforme que feu l'empereur était dans l'habitude de porter.

« Cet uniforme sera conservé au régiment des grenadiers du comte Araktchéieff, le premier qui ait reçu un établissement colonisé, et sera déposé dans la chapelle dudit régiment, près du portrait de l'empereur, fondateur des colonies militaires.

« Soldats! joignez ce monument au monument immortel de votre fondation : qu'il soit à jamais le gage de ma bienveillance pour vous, et qu'il vous guide dans le chemin de la fidélité au trône!

« Nicolas.

« Saint-Pétersbourg, 22 décembre 1825 (3 janvier 1826, nouv. st.). »

Les nouvelles de l'armée de l'Ouest arrivèrent enfin et firent cesser toutes les rumeurs fâcheuses qu'on colportait jusque dans le palais impérial. Il y avait bien eu une certaine agitation à Toultchine, à Viatka, à Vassilkow, mais tout s'était borné à des réunions bruyantes dans lesquelles les officiers manifestaient de la répugnance à prêter un second serment qui annulerait le premier. Ce serment avait été néanmoins prêté partout sans résistance, quoique avec

froideur. « Les ordres du baron Diebitsch, relatifs à l'arrestation du colonel Pestel et de plusieurs de ses complices, étaient exécutés ou allaient l'être, disait le comte de Wittgenstein ; Pestel avait même été envoyé, sous bonne garde, à Saint-Pétersbourg. »

Un courrier de Varsovie apporta aussi des nouvelles non moins rassurantes.

Le grand-duc Constantin, qui s'était tenu constamment renfermé dans le palais du Belvédère depuis la mort de son auguste frère, avait reparu en public pour recevoir en personne le serment de fidélité des troupes russes et polonaises, au nom de l'empereur Nicolas, dont l'autorité était désormais reconnue en Pologne comme en Russie.

Cette heureuse nouvelle se trouvait confirmée par cette admirable lettre que le césarévitch écrivait à l'empereur :

« Sire,

« C'est avec joie et attendrissement que j'ai eu le bonheur de recevoir le rescrit qui m'annonce l'heureux avénement de Votre Majesté Impériale au trône de vos ancêtres.

« La volonté du souverain régnant par la grâce de Dieu est sacrée pour notre bien-aimée Russie, comme elle doit l'être pour toute nation qui envisage la force des institutions comme un bienfait de la Providence. Votre Majesté Impériale, en exécutant la volonté de feu l'empereur, n'a fait que suivre les desseins du Roi des rois, dont la divine Providence régit et inspire les actes des souverains d'ici-bas, dans toutes les circonstances graves comme celle qui vient de se présenter.

« La volonté sacrée de feu l'Empereur a donc été accomplie. En contribuant à son accomplissement, je n'ai fait

que mon devoir, le devoir de sujet fidèle, de frère dévoué, de Russe, fier et heureux d'obéir à Dieu et à son souverain.

« Le Tout-Puissant, dont la sollicitude pour la Russie et pour ceux qui la gouvernent est constante, et qui verse les trésors de ses bienfaits sur une nation toujours fidèle aux lois divines, sera votre guide et votre soutien, ô très gracieux souverain !

« Si mes faibles moyens, que je dépose aux pieds du trône, peuvent alléger le fardeau du pouvoir qui vous a été remis par Dieu, c'est par mon dévouement sans bornes, ma fidélité, mon obéissance et le zèle que je montrerai à remplir les ordres de Votre Majesté Impériale, que je veux les utiliser.

« Je supplie le Tout-Puissant de conserver votre précieuse santé, de prolonger vos jours et de transmettre aux générations futures la gloire de votre nom, gloire qui est aussi celle de l'Empire de Russie.

« Très gracieux souverain !

« de Votre Majesté Impériale,

« le plus fidèle sujet.

« CONSTANTIN.

« Varsovie, 20 décembre 1825 (1er janvier 1826). »

L'empereur, qui avait fait notifier son avénement aux puissances étrangères, se sentait dès lors assez solidement établi sur le trône pour leur faire connaître la ligne politique qu'il voulait suivre. Il accorda donc une audience aux ambassadeurs et aux ministres de ces puissances, qui avaient demandé à lui offrir leurs félicitations. Il les reçut avec la plus gracieuse aménité et il les remercia de nouveau,

avec cordialité, d'avoir bien voulu, pendant la fatale émeute du 26 décembre, s'intéresser à sa cause qui était celle de la sainte Russie et du trône impérial.

Il prit de là occasion de prononcer tout un discours que lui suggéra la circonstance et qu'il improvisait avec autant de netteté que de chaleur.

Il parla de la répugnance qu'il avait eue à employer la force pour étouffer l'insurrection; il exprima la douleur que lui avait causée cette cruelle nécessité de défendre la loi et de sauver l'État au prix du sang de ses sujets égarés; il ne cacha pas la profonde affliction qu'il éprouvait en se voyant obligé de sévir contre les auteurs d'un complot qui s'attaquait à l'existence même de l'empire et qui, s'il eût triomphé, devait replonger le pays dans la barbarie, sous prétexte d'affranchissement et de liberté.

Il exposa ensuite avec beaucoup de franchise les principes d'ordre et de paix qui lui serviraient de règle pendant son règne; il manifesta le désir de voir continuer des relations amicales entre les grandes familles de la société européenne ; il invoqua, à cet égard, la solidarité qui devait exister entre les chefs de ces familles et les peuples que Dieu leur avait donnés à gouverner, puisque, dit-il, le bonheur des gouvernants et des gouvernés dépendait de l'union intime de leurs droits et de leurs devoirs réciproques! Quant à lui, en protestant de son respect pour les traités, il déclara qu'il s'efforcerait de marcher sur les traces de son auguste frère feu l'empereur Alexandre, et qu'il n'avait rien de plus à cœur que de travailler, comme lui, au repos et à la prospérité de l'Europe.

Il termina en disant qu'il avait chargé son ministre des affaires étrangères de remettre aux représentants des cours étrangères accrédités auprès de la cour de Russie une note

diplomatique qu'il les priait de faire parvenir à leurs gouvernements.

Cette note, rédigée par l'empereur lui-même, leur fut remise, en effet, le lendemain; elle était ainsi conçue :

« Appelé à succéder à l'empereur Alexandre, l'empereur Nicolas hérite aussi des principes qui ont présidé à la politique de son auguste prédécesseur, et Sa Majesté Impériale a fait prescrire à ses ambassadeurs, ministres et agents auprès des puissances étrangères, de leur déclarer que, marchant de tout son pouvoir sur les traces du souverain dont elle pleure la perte, elle professera la même fidélité aux engagements contractés par la Russie, le même respect pour tous les droits que consacrent des traités existants, le même attachement aux maximes conservatrices de la paix générale et des liens qui subsistent entre toutes les puissances.

« En retour, l'Empereur se plaît à espérer de leur part les mêmes dispositions à entretenir ces rapports d'intime amitié et de confiance mutuelle qui, établis et maintenus sous l'empereur Alexandre, ont donné dix années de repos à l'Europe. »

Au sortir de cette audience, qui laissa une impression profonde dans l'esprit de tous les assistants, le comte de la Ferronnais, ambassadeur de France, encore sous le prestige de l'admiration que lui avait inspirée le discours de l'empereur Nicolas, écrivait à son ami le vicomte de Chateaubriand : « Je viens de voir Pierre le Grand civilisé. »

XXXVII

Depuis la nuit qui suivit l'insurrection, l'empereur n'avait pas discontinué, pour ainsi dire, d'interroger lui-même, avec une infatigable persévérance, les prévenus qu'on lui amenait aussitôt après leur arrestation.

Le premier interrogatoire de chacun d'eux ne durait que quelques instants, et servait seulement à constater l'identité du prisonnier, car la commission d'enquête avait eu, dès le commencement de ses opérations, une liste très ample des membres affiliés de la Société patriotique du Nord, et, par conséquent, des principaux complices de la conspiration, qui avait été ourdie dans les conciliabules de cette société secrète.

A la suite de ce premier interrogatoire, l'accusé était envoyé à la forteresse, où, sans pouvoir communiquer avec qui que ce fût, il attendait que l'empereur le fît revenir pour être interrogé à nouveau et confronté avec ses complices ou ses accusateurs.

Les journées ne suffisaient pas à ces interrogatoires compliqués et minutieux, qui se prolongeaient toujours bien avant dans la nuit.

Les interrogatoires avaient lieu dans le cabinet même

de l'empereur, qui ne se lassait pas d'y assister en personne, et souvent de les diriger d'une manière indirecte. C'était le comte Alexandre Tatistcheff, ministre de la guerre, qui, en sa qualité de président de la commission d'enquête, interrogeait les accusés; mais les questions qu'il leur adressait avaient été posées d'avance par l'empereur, et quelquefois l'auguste témoin de cette enquête préliminaire prenait la parole avec l'accent du reproche ou de la douceur pour obtenir des aveux plus catégoriques, et pour indiquer aux coupables qu'ils pouvaient encore, par le repentir, se recommander à sa clémence.

On avait essayé d'abord de dissuader l'empereur d'être présent aux interrogatoires, en alléguant que les prévenus seraient frappés de terreur à son aspect, et que l'instruction de l'affaire en souffrirait beaucoup. On fit valoir aussi, pour éloigner le souverain des séances de l'enquête, la fatigue inouïe qu'il aurait à subir s'il voulait suivre les travaux et y prendre part personnellement. Quelques hauts personnages, qui avaient le malheur de compter des parents et des amis au nombre des coupables, espéraient, en les dérobant à la vue de l'empereur, les soustraire à la justice, ou du moins atténuer les charges qui pesaient sur eux.

Mais Nicolas déclara nettement qu'il entendait instruire lui-même, en quelque sorte, un procès criminel qui touchait particulièrement aux intérêts de sa couronne et de sa personne; il avait besoin, dit-il, pour éclairer la marche de son gouvernement, de connaître à fond le but du complot et les projets des conjurés; il devait aussi apprécier, par son propre jugement, le degré de culpabilité de chacun des accusés; il assisterait donc à tous les interrogatoires, sans regarder à la fatigue et à l'ennui que pouvait entraîner le zèle qu'il mettrait à remplir son devoir.

— Je n'ai pas le droit, ajouta-t-il avec tristesse, de commencer mon règne par une amnistie générale; il faut que les coupables soient punis; mais, pour suivre les mouvements de mon cœur et l'exemple de mes glorieux ancêtres, j'aimerais mieux pardonner à dix coupables que de faire tomber le châtiment sur un innocent.

Cette belle parole de l'empereur Nicolas émut d'admiration ceux qui l'entendirent, et fut recueillie textuellement plus tard dans le rapport de la commission d'enquête.

On avait déjà pu se convaincre que l'empereur, loin de vouloir augmenter le nombre des coupables, cherchait, au contraire, à mettre hors de cause ceux que leur jeunesse, leur repentir ou quelque autre motif recommandaient à son indulgence. Il fit sortir de prison un grand nombre d'officiers qui n'avaient marqué dans l'insurrection que par un refus de serment, plus ou moins ostensible, et qui ne s'étaient associés qu'un moment au parti de la révolte; il ordonna aussi de ne pas inquiéter ceux dont les noms ne figuraient pas sur les listes des sociétés secrètes, et qui n'avaient pas été mêlés directement à la conspiration, quoiqu'ils se fussent plus ou moins compromis, soit par des paroles, soit par des actes imprudents.

On assure même que l'empereur, qui avait eu le chagrin de trouver parmi les coupables, ou du moins parmi les prévenus, trois personnes de son entourage, qu'il avait honorées de sa confiance, voulut absolument les sauver et leur donna une mission temporaire qui les éloignait de Saint-Péterbourg pendant l'instruction du procès, pour empêcher le soupçon de les atteindre et pour les couvrir ainsi d'une espèce de sauvegarde éclatante.

— Je veux les croire innocents, dit-il au président de la commission d'enquête; mais, eussent-ils à se reprocher

une partie des faits qu'on leur impute, ils seront assez punis en sachant qu'on a pu les accuser d'ingratitude envers moi, et que je leur ai pardonné.

Le lendemain du 26 décembre, un des plus braves aides de camp généraux de l'empereur, le commandant du premier corps de cavalerie de réserve, se présente au palais, en grand uniforme, accompagné d'un jeune officier, qui le suit, la tête basse, sans épaulettes et sans épée.

L'aide de camp général fait annoncer à Sa Majesté qu'il lui amène un des rebelles de la veille.

— Sire, dit-il en retenant à peine ses larmes, voici un des malheureux qui étaient hier sur la place du Sénat. Je le livre au châtiment qu'il a mérité, et je le désavoue pour mon fils.

— Général! répond l'empereur touché de cette preuve stoïque de fidélité et de dévouement, il est bien jeune, il a le temps de se corriger. Au reste, ajouta-t-il en fermant la bouche à l'accusation, ne me dites pas quels sont ses torts; je désire les ignorer, et je vous remets le soin de le punir.

— Si Votre Majesté a l'intention de traiter favorablement ce misérable, reprend le père irrité, qu'elle le fasse mettre sous bonne garde, car, moi, je ne lui pardonnerais pas et je le tuerais de ma main.

— Eh bien! je lui fais grâce, réplique l'empereur en se tournant vers le jeune homme, qui est prêt à tomber à ses genoux, et je vous prie, général, je vous ordonne de suivre mon exemple.

— Jamais! s'écrie le vieillard en cachant sa figure dans ses mains. Votre Majesté peut faire grâce au coupable, mais elle ne peut me rendre un fils que je renie et qui n'est plus digne de porter mon nom.

Plus tard, l'empereur fit rentrer ce jeune homme dans la garde et lui accorda de l'avancement pour réconcilier le père avec le fils.

Ce dernier racontait souvent depuis avec émotion que, dans cette scène sublime où son père l'avait amené confus et tremblant devant l'empereur, il se serait fait justice à lui-même, quoique sa faute fût peu grave en réalité, si on lui eût laissé son épée lors de sa comparution en présence de son souverain et de son juge.

Le jour suivant, l'empereur donna une nouvelle preuve plus frappante encore de son équité, et peut-être aussi de sa clémence.

Il reposait, après avoir passé la nuit entière à interroger des accusés, quand on amena de grand matin au palais d'Hiver un prisonnier que la police venait d'arrêter en vertu d'un ordre émané de la commission d'enquête. C'était un officier d'une haute distinction, fils unique du prince Arcadius Souwaroff Italiisky et petit-fils du grand Souwaroff.

On l'accusait, à cause de ses relations avec le prince Odoïewsky, comme lui cornette aux gardes à cheval, d'avoir propagé un esprit de révolte dans son régiment et de s'être mis à la tête des rebelles dans la journée du 14.

En attendant que l'empereur fût éveillé, le jeune Souwaroff était gardé à vue dans une petite chambre qu'on lui avait donnée pour prison.

On l'avertit, à huit heures du matin, que l'empereur le faisait mander. Il eut à traverser, sous l'escorte de quelques soldats, les antichambres remplies d'aides de camp, de généraux et de grands fonctionnaires, qui l'accueillirent avec des visages froids et dédaigneux, ou qui affectèrent de ne pas le reconnaître.

Il fut introduit chez l'empereur, qui lui cria en l'apercevant :

— Souwaroff! Souwaroff! est-ce ainsi que vous déshonorez un nom que toute la Russie révère!

— Ah! Sire, comment ai-je pu m'attirer un tel reproche? répondit le prince avec un amer sentiment de douleur et de fierté; je suis prêt à subir mon sort, mais je ne crois pas avoir rien fait qui puisse justifier la colère de Votre Majesté.

Alors l'empereur, que l'air et le ton de franchise du jeune homme avaient déjà bien disposé en sa faveur, lui fit part des soupçons qui s'élevaient contre lui, et ne lui cacha pas les dénonciations auxquelles son intimité avec le prince Odoïewsky avait servi de prétexte.

Le prince Alexandre Souwaroff n'essaya pas de nier qu'il fût l'ami du prince Odoïewsky; il déclara toutefois que ce prince ne lui avait jamais parlé d'un complot contre la famille impériale. Il répondit ensuite, avec calme et fermeté, à toutes les questions de l'empereur.

Et comme l'empereur insistait sur les fréquentes visites que Souwaroff rendait au prince Odoïewsky, et qui avaient dû le mettre en rapport avec les principaux conjurés, le jeune homme convint, en effet, qu'il avait rencontré chez son ami plus d'un personnage suspect, mais qu'il ne s'était lié avec aucun; il reconnut aussi, sans hésiter, qu'on parlait librement dans ces réunions, trop librement peut-être, sur les affaires politiques, mais il ajouta qu'on n'avait jamais rien dit en sa présence d'hostile ni d'injurieux contre la famille impériale.

— Et Votre Majesté, s'écria-t-il avec un noble élan, peut être sûre que je ne l'eusse pas souffert!

— Bravo! dit Nicolas en l'embrassant : je disais bien

qu'un Souwaroff était incapable de trahir son souverain!

Et il le congédia, en lui tenant la main, jusqu'au seuil du cabinet, et en l'invitant tout haut à reprendre immédiatement son service.

Le prince Souwaroff eut de la peine à fendre la foule des assistants qui se pressaient pour le voir, pour lui adresser des félicitations et pour lui serrer la main. Le lendemain, il fut nommé lieutenant et bientôt après aide de camp de l'empereur, qui lui témoigna toujours la même bienveillance.

Malheureusement la clémence du tzar était subordonnée à ses devoirs de chef de l'État et à la cruelle nécessité de punir.

Tous les accusés, il est vrai, ne lui inspiraient pas le même intérêt ni la même pitié; quelques-uns ne lui causaient que du mépris, de l'horreur et du dégoût. La folie et la perversité des uns, l'exaltation et le fanatisme des autres, lui avaient prouvé, dès les premiers interrogatoires, que le complot formidable, dont il tenait dans sa main les fils brisés et encore embrouillés, eût abouti presque inévitablement à une révolution sanglante et peut-être à la ruine de l'ordre social en Russie.

Il ne pouvait déjà plus douter que ce complot, malgré ses belles apparences de réforme politique et d'utopie libérale, ne fût organisé dans le but de massacrer la famille impériale; mais il eut la consolation de se convaincre que la plupart des conspirateurs, qui étaient affiliés à l'Association patriotique du Nord, avaient ignoré cet affreux projet, conçu et prémédité par le comité directeur de la Société du Midi, où la démagogie la plus farouche s'était donné carrière sous l'inspiration du colonel Pestel, le principal organisateur des sociétés secrètes en Russie.

Les chefs seuls de ces sociétés savaient que depuis six mois l'assassinat de l'empereur Alexandre était résolu et que plusieurs conjurés s'étaient offerts pour l'exécuter; après la mort d'Alexandre, la pensée du régicide avait trouvé, il est vrai, un plus grand nombre d'adhérents, et la vie du nouvel empereur n'avait pas été moins menacée que celles de ses frères Constantin et Michel; mais, dans tous les crimes, il y a toujours loin du projet à l'exécution, et le crime le plus antipathique au caractère russe devait être un attentat contre la personne du souverain. Cependant il n'était que trop certain que la famille impériale eût péri tout entière, si l'insurrection du 26 décembre avait réussi à se rendre maîtresse de Saint-Pétersbourg.

Les auteurs de cette insurrection, les agents les plus dangereux et les plus coupables du complot, les membres les plus actifs des sociétés secrètes, avaient été arrêtés ou ne pouvaient manquer de l'être; l'empereur Nicolas traça lui-même à la commission d'enquête les limites restreintes qu'il voulait imposer à ce grand procès qui aurait pu englober des milliers d'individus.

Il décida donc que tous les prévenus qui avaient simplement pris part à la révolte militaire, soit en refusant le serment, soit en se portant, armés ou sans armes, dans les rangs des rebelles, ne seraient pas poursuivis, à moins de faits notoires qui auraient entraîné des conséquences de scandale ou de désordre : on se contenterait de les retenir en prison pendant quelques semaines ou quelques mois, après lesquels on les mettrait en liberté, en les changeant de corps s'ils étaient militaires, en les incorporant dans l'armée s'ils étaient fonctionnaires civils, en les plaçant sous la surveillance de la police s'ils n'avaient pas de fonctions publiques.

Quant aux affiliés des sociétés secrètes, qui n'avaient pas été signalés dans les événements du 26 décembre, soit qu'ils se fussent tenus à l'écart par prudence ou par toute autre cause, soit que leur coopération personnelle aux actes des conspirateurs n'eût pas laissé de traces compromettantes, ils ne devaient être ni recherchés, ni inquiétés, quoique leurs noms figurassent sur les listes de ces sociétés secrètes.

L'empereur ordonna expressément de ne comprendre dans le procès, que les accusés qui auraient trempé dans le complot de régicide, soit en le tramant, soit en se proposant de l'accomplir eux-mêmes, soit en le préconisant, soit enfin en l'approuvant, ce qui résultait implicitement de la non-révélation du complot.

Les premiers interrogatoires avaient éclairé l'empereur, non-seulement sur le but de la conspiration, mais encore sur le rôle que les conspirateurs y avaient joué.

XXXVIII

Tous ou presque tous les prévenus commencèrent par nier ou par s'efforcer d'atténuer leur culpabilité; ils avouèrent sans réticence et sans subterfuge, dès que le souverain, en les foudroyant du regard, les somma de dire la vérité. Alors ils mesurèrent toute l'étendue de leur faute, et le remords pénétra dans les âmes les plus inflexibles.

Ce fut un triste spectacle que leurs récriminations, leurs démentis, leurs invectives réciproques : les amis de la veille étaient devenus les ennemis du lendemain.

Ryléïeff conservait seul, avec son calme et son sang-froid ordinaires, un maintien ferme et décent à la fois; respectueux vis-à-vis de l'empereur, mais inaccessible aux défaillances du découragement, de la peur ou du repentir. Il eut pourtant à se plaindre de l'injustice, de l'acharnement, de la mauvaise foi de ses complices, qui l'accusaient en l'injuriant, et qui rejetaient sur lui tous leurs torts.

Il n'aurait pas daigné répondre à ces accusations plus ou moins fausses et iniques, si l'empereur lui-même ne l'avait invité à se défendre et à rétablir la vérité des faits; il répondit alors, quelquefois avec dédain, mais sans colère, et autant que possible en termes brefs et concis.

Le prince Troubetzkoï ne l'accusa pas et n'accusa personne; mais, quand on lui rappela que, dans une réunion des conjurés, où l'on avait parlé, en passant, de l'extermination de la famille impériale, il n'avait pas fait d'objection au meurtre de l'empereur Nicolas, attentat que les assistants considéraient comme une nécessité, il déclara, en versant des larmes, qu'il ne pouvait se rendre compte de ses actions ni de ses discours dans cette circonstance, car il avait alors la tête perdue, et sa mémoire ne gardait aucune trace de ce qui s'était passé.

On insista; dix voix s'élevèrent pour lui reprocher de n'avoir pas protesté contre le régicide et de s'être borné à dire, à demi-voix, qu'on ferait bien d'épargner le jeune grand-duc Alexandre et de le proclamer empereur. Il répondit timidement qu'il n'osait pas sans doute qualifier de calomnies les révélations de ses complices, mais qu'il n'avait souvenir de rien.

— J'étais fou, répétait-il sans cesse, mais je n'en suis pas moins coupable.

On avait trouvé chez lui, dans la soirée du 26 décembre, le brouillon d'un manifeste, écrit de sa main, qui annonçait, au nom du sénat, la dissolution de l'ancien gouvernement et l'institution d'un gouvernement provisoire chargé de convoquer des députés de toutes les provinces de la Russie et du royaume de Pologne, « afin d'adopter les mesures nécessaires pour la conservation de l'unité de l'État. »

On demanda donc au prince Troubetzkoï ce que seraient devenus l'empereur et la famille impériale dans le cas où les conjurés eussent forcé le sénat de prononcer la dissolution du gouvernement.

— Je connaissais le caractère humain et généreux de

l'empereur, répondit-il, et j'avais pensé qu'en voyant le peuple et la troupe se soulever au cri de *Vive Constantin!* Sa Majesté, loin d'employer la force contre les rebelles, renoncerait aussitôt à la couronne pour éviter l'effusion du sang. Dans ce cas, le césarévitch serait monté sur le trône, en vertu de ses droits légitimes, et les députés, convoqués extraordinairement dans toute la Russie, auraient voté de nouvelles lois organiques de l'empire.

— Il est certain que vous n'aviez plus votre raison! dit froidement l'empereur, qui était présent à cet interrogatoire. Oui, vous étiez fou, comme vous le dites vous-même. Quant à un attentat contre ma personne, vous ne l'auriez jamais commis, j'en réponds, mais vous l'auriez laissé commettre par faiblesse. Vous voyez que la faiblesse peut devenir un crime.

Le prince Odoïewsky avait été livré spontanément par son oncle Dmitri Lanskoï, ministre de l'intérieur, chez lequel il s'était réfugié après avoir passé la nuit du 26 au 27 décembre sous un pont où il avait failli périr de froid. Il se trouvait encore fort souffrant, car il avait eu les pieds et les mains à moitié gelés. L'empereur donna des ordres pour que le malade reçût tous les soins que réclamait son état. Lorsqu'il l'interrogea, il lui témoigna de l'indulgence et même de l'intérêt, quoique Odoïewsky, affilié, dès le mois d'avril 1825, à la Société de Saint-Pétersbourg, par l'intermédiaire d'Alexandre Bestoujeff, eût assisté à tous les conciliabules des conjurés et s'y fût fait remarquer par une déplorable exaltation.

Des témoins rapportèrent que, dans la réunion du 24 décembre, il répétait sans cesse avec l'accent d'un aveugle enthousiasme : « Nous mourrons! Avec quelle gloire, mes amis, nous mourrons! ».

— Ah! mon pauvre Odoïewsky, lui dit l'empereur, vous n'avez pas eu la gloire de mourir comme vous le souhaitiez. Avez-vous pu oublier que vous êtes du sang de Rurik? Je voudrais pouvoir l'oublier aussi.

L'empereur affecta de rester toujours neutre et indifférent à l'égard du prince Obolensky, qui était un des chefs de la conspiration, et qu'un ressentiment personnel avait porté à s'opposer, avec une sauvage énergie, à l avénement du grand-duc Nicolas.

Obolensky ne pardonnait pas au grand-duc d'avoir constaté de sa part différentes infractions au service et de lui avoir fait sentir sa faute par des reproches trop mérités, empreints peut-être d'une vivacité blessante. Depuis lors, Obolensky, lieutenant dans la garde et aide de camp du général Bistrom, s'était déclaré presque ouvertement l'ennemi du grand-duc et n'avait cessé de le poursuivre d'amers sarcasmes. Le grand-duc le savait et dédaignait d'en paraître offensé.

Obolensky avait organisé à Saint-Pétersbourg une première société secrète dans les régiments de la garde, et il était en relations, depuis 1823, avec les créateurs de l'Association du Midi. C'était un homme instruit, intelligent, capable; mais, comme sa fortune ne répondait ni à sa condition, ni à son mérite, l'ambition le poussait à désirer le bouleversement de l'empire. On l'avait entendu s'exprimer avec une telle violence contre le tzar et surtout contre le grand-duc Nicolas, que ses complices le regardaient, bien à tort, comme déterminé à frapper de sa propre main la personne sacrée de l'empereur. Il n'était pourtant pas éloigné d'admettre, en principe, que le régicide pouvait être une nécessité, et dans une réunion des conjurés, qui s'étaient rassemblés chez lui deux jours avant la prise

d'armes du 26 décembre, il avait posé, au nom de la Société du Sud, avec laquelle il correspondait, la question du massacre de la famille impériale. Il ne niait pas, d'ailleurs, avoir été constamment l'intermédiaire entre la Société du Midi et le *Directoire du Nord*.

— Je désire, dit l'empereur en s'adressant au président de la commission, qu'on n'interroge pas l'accusé sur cette odieuse question du massacre de la famille impériale. Un descendant des princes de Tchernigoff n'a pu se trouver mêlé à ces horreurs.

— Quel était votre projet, demanda le président au prince Obolensky, lorsque, par ordre du dictateur, vous avez invité vos complices à entraîner le plus grand nombre possible de soldats et d'officiers sur la place du Sénat, le jour de la prestation du serment? N'aviez-vous pas l'intention, comme on vous en accuse, d'attaquer le palais impérial avec ce noyau de troupes rebelles.

— Si j'avais eu cette intention, répondit l'accusé, ce n'est pas la place du Sénat que j'aurais assignée pour lieu de rendez-vous à nos amis et à nos adhérents. Il s'agissait seulement d'entourer de forces respectables le sénat qui eût été sommé d'instituer un gouvernement provisoire, composé de deux ou trois membres du Conseil d'État et d'un membre de la Société du Nord, lequel aurait rempli les fonctions de secrétaire général de ce nouveau gouvernement.

— Mais la garde impériale, répliqua le président, n'ayant plus de chefs ni de direction, aurait-elle soutenu ce gouvernement sorti d'une émeute et créé par des conspirateurs?

— Tout était prévu d'avance, reprit le prince Obolensky : le commandement des gardes eût été confié sur-le-champ à des chefs de division, que je m'abstiendrai de nommer

et que les soldats n'auraient pas hésité à reconnaître. Croyez-vous que nous n'avions pas des partisans dans l'état-major général de l'armée? Nos moyens d'action n'étaient pas limités au gouvernement de Saint-Pétersbourg... Eh! qui sait, s'écria-t-il, ce qui se passe en ce moment à Kiew, à Toultchine et à Vassilkow?

L'empereur, qui n'avait pas encore de nouvelles du Midi, fut vivement troublé de cette demi-révélation qui annonçait que les conspirateurs espéraient avoir leur revanche. Mais tout ce qu'on fit pour arracher à l'accusé quelques indications plus précises sur l'objet de ses espérances ne servit qu'à fortifier son obstination à garder le silence sur le contre-coup que devait produire dans la première et la seconde armée l'explosion du complot de Saint-Pétersbourg.

D'autres accusés, au contraire, ne demandaient qu'à faire des révélations.

Boulatoff, par exemple, qui s'était constitué prisonnier le soir même de l'insurrection, avait fait immédiatement les aveux les plus complets, en manifestant un violent repentir. Mais ses aveux, si explicites qu'ils fussent, ne renfermaient que des détails vagues et insignifiants sur l'organisation générale du complot, car les chefs de la Société du Nord, tout en gagnant à leur cause ce brave ancien colonel des grenadiers du corps, s'étaient défiés de la faiblesse de sa tête et des absences de son esprit; Boulatoff étant atteint d'une maladie épileptique qui l'avait forcé de quitter le service, ils ne lui avaient donc pas révélé tous les secrets de leur association.

Quand il fut transféré à la forteresse, après un interrogatoire dans lequel l'empereur lui avait montré de la bienveillance, ses co-détenus, par légèreté ou par malice, lui

annoncèrent que tous les soldats qui auraient été pris, armés ou non, sur la place du Sénat, devaient être punis de mort. Cette fable absurde trouva créance auprès de Boulatoff, qui, désespéré d'être cause de la perte de tant de braves gens qu'il avait commandés, écrivit au grand-duc Michel pour le supplier d'obtenir la grâce des grenadiers du corps « qui devaient être passés par les armes. » Sa raison s'était dès lors totalement égarée, et, pour racheter la vie de ses anciens soldats, qu'il croyait menacée, il s'accusa lui-même d'avoir juré la mort de l'empereur Nicolas :

« Lorsque je me rendis à l'État-major-général, pour prêter serment, raconta-t-il dans cette lettre insensée, j'avais l'imagination égarée, ma tête était en feu : il me semblait voir couler de toutes parts le sang de mes compagnons d'armes que j'affectionnais, et, tandis qu'autour de moi on jurait fidélité à l'empereur, je levai la main et baisai la croix, en prononçant au fond du cœur l'affreux serment de lui arracher la vie. Tout homme qui verra mon nom au bas de la formule du serment, détournera les yeux avec horreur en reconnaissant la signature d'un scélérat. »

On parvint cependant à calmer l'exaltation et le désespoir du malheureux Boulatoff, en lui répétant qu'il n'avait pas eu son libre arbitre et que l'empereur lui pardonnait; mais néanmoins il passait les jours et les nuits en prières, s'injuriant et se maudissant lui-même, avec des larmes et des sanglots.

Il comparut plusieurs fois devant l'empereur, qui daigna le consoler et l'encourager à vivre, sans pouvoir apaiser ses remords.

Le souvenir de son horrible dessein le poursuivait, le torturait sans cesse, malgré l'auguste clémence dont il

avait été l'objet; il ne subit pas d'interrogatoire, on recueillit seulement ses aveux qui furent toujours libres et spontanés. Son ancienne maladie avait reparu, et, après plusieurs accès d'épilepsie, il se tua dans sa prison (17 janvier 1826), en s'accusant encore du crime de lèse-majesté et en recommandant ses enfants orphelins à la commisération du monarque qu'il avait voulu assassiner.

Ce n'était pas le seul, malheureusement, parmi les prévenus, qui eût à se reprocher d'avoir prémédité cet affreux projet, mais ceux-là même qui s'étaient vantés de l'exécuter de leur propre main, n'osaient plus, en présence de l'empereur, avouer qu'ils eussent jamais eu la pensée d'un pareil forfait.

Le capitaine Iakoubovitch lui-même, qui avait plus d'une fois indigné ses complices par ses abominables menaces contre la personne de l'empereur, niait effrontément toute machination, toute tentative de régicide, bien que vingt témoins l'accusassent d'avoir annoncé, à diverses reprises, qu'il était décidé à *frapper son coup*, suivant son expression favorite.

Là-dessus, Iakoubovitch répondait qu'il avait conservé, depuis 1817, il est vrai, un ressentiment personnel contre feu l'empereur Alexandre qui l'avait fait exclure du régiment des gardes à la suite d'un duel malheureux, mais qu'il n'avait pas songé sérieusement à se venger par un régicide.

Alors, comme on lui rappelait que, la veille de l'insurrection, il avait renouvelé, dans plusieurs conciliabules, la promesse de tuer l'empereur Nicolas, il prétendit n'avoir voulu qu'étonner ses complices par un acharnement sans exemple et par une audace sans bornes. Au reste, il ajoutait que les chefs de la conspiration ne lui inspiraient au-

cune confiance et qu'il prévoyait d'avance la triste issue de leur entreprise.

Une déposition de Boulatoff semblait venir en aide à ce système de défense.

Dans la soirée du 25 décembre, Iakoubovitch était sorti, avec Boulatoff, d'une dernière réunion des conjurés, dans laquelle il avait parlé assez dédaigneusement du dictateur Troubetzkoï : « Qu'en pensez-vous? lui avait demandé Boulatoff. Le projet de nos collègues est-il véritablement utile? Est-il bien combiné? Sont-ils assez nombreux et assez forts, pour prendre les armes? — Je ne vois pas trop l'utilité de leur projet, aurait répondu Iakoubovitch. En tous cas, ces gaillards-là me semblent tous suspects. — Eh bien! reprit Boulatoff, promettons-nous de ne pas nous joindre à eux demain, si les moyens dont ils disposent ne sont pas à la hauteur de leur entreprise, et si nous jugeons que cette entreprise n'offre pas une utilité générale? — Nous verrons bien! » aurait répliqué Iakoubovitch, en se séparant de Boulatoff, qui le retrouva le lendemain sur la place du Sénat.

On ne put donc tirer aucun aveu, d'Iakoubovitch, qui résista opiniâtrément aux pressantes admonitions de l'empereur, et qui répétait, d'un ton doucereux, qu'il n'avait voulu appartenir à aucune société secrète; qu'il s'était trouvé par hasard en rapport avec des bavards qui parlaient politique à tort et à travers, et qu'il avait parlé plus haut qu'eux pour les faire taire. Toutes les fois qu'il se sentait convaincu de mensonge, il souriait ironiquement, haussait les épaules et gardait le silence. Ce misérable sut pourtant intéresser ses juges ou du moins acquérir des droits à leur indulgence, en soutenant avec effronterie qu'il s'était joué de ses complices et qu'il n'avait fait semblant de pac-

tiser avec eux que pour mieux connaître leurs secrets et pour en instruire la police.

Le lieutenant en retraite Kakhowsky n'avait pas de pardon à espérer; il en était bien convaincu, et pourtant il se défendit longtemps d'avoir eu le projet d'attenter à la vie de l'empereur.

C'était lui qui avait assassiné lâchement le général Miloradovitch et le colonel Stürler; il ne le niait pas; il disait toutefois, pour son excuse, qu'il n'avait pas le moindre sujet de haine personnelle contre eux et qu'il avait agi sans préméditation.

On l'avait accusé d'abord d'avoir dirigé son pistolet contre le grand-duc Michel; on constata seulement qu'il s'était porté, sans doute avec des intentions homicides, à la rencontre du grand-duc qui essayait de ramener dans le devoir le bataillon des marins de la garde; mais de nouveaux témoignages établirent d'une manière incontestable que c'était Guillaume Kukhelbecker, professeur au lycée de Tzarskoé-Sélo, qui avait dirigé à bout portant son pistolet sur le grand-duc Michel. Or, Kukhelbecker était en fuite et on n'avait pas encore pu le découvrir.

XXXIX

De tous les conspirateurs, celui qui, par son caractère comme par ses actes, semblait mériter le plus d'exécration, c'était donc le lieutenant Kakhowsky, l'assassin du général Miloradovitch et du colonel Stürler.

— Misérable! s'écria l'empereur en le voyant; que t'ai-je donc fait pour que tu te sois montré si avide de mon sang?

Kakhowsky niait toujours avec obstination qu'il eût tramé le régicide et l'extermination de la famille impériale. Il prétendit néanmoins, par bravade ou pour se rendre moins odieux, qu'il aurait pu assassiner aisément l'empereur Nicolas, s'il l'avait voulu, car, suivant ses propres expressions, il avait tenu deux fois au bout de son pistolet l'avenir de la Russie; mais l'idée d'un si grand crime lui avait, dit-il, inspiré une telle horreur, qu'il avait failli, pour s'y soustraire, se faire sauter la cervelle.

Tous ceux qui connaissaient Kakhowsky étaient unanimes pour le représenter comme un conspirateur aux instincts féroces et sanguinaires. On lui attribuait ces exécrables paroles qu'il aurait prononcées chez Ryléïeff, dans une assemblée des conjurés, où l'on débattait le plan d'exécution

du complot : « Nous ne ferons rien avec les philanthropes! Il s'agit simplement ici de massacrer! »

Le président de la commission d'enquête eut beau lui rappeler que, dans un autre conciliabule, il s'était donné la mission d'assassiner l'empereur; qu'il avait même, devant dix ou douze de ses complices, indiqué la manière dont il s'acquitterait de cette horrible mission, en s'introduisant, déguisé en officier des grenadiers du corps, dans l'intérieur du palais, ou bien en attendant sur un des perrons le passage de Sa Majesté : Kakhowsky nia tout effrontément et persista encore à répondre qu'il serait mort mille fois plutôt que de porter la main sur la personne sacrée de son seigneur et maître.

Il s'efforça ensuite de faire retomber sur Ryléïeff l'accusation de régicide, qu'il repoussait pour son propre compte avec tant de ténacité; car, depuis l'échec du complot, échec qu'il imputait exclusivement à Ryléieff, en lui reprochant avec amertume d'être resté à l'écart pendant que ses frères d'armes se réunissaient sur la place du Sénat, il avait conçu un implacable ressentiment contre ce conspirateur indécis et pusillanime, comme il le qualifiait.

Il le chargeait des accusations les plus monstrueuses, et semblait prendre à tâche de le couvrir de boue et de sang; ainsi affirma-t-il que Ryléïeff avait l'intention d'incendier Saint-Pétersbourg dans le cas où les insurgés eussent été forcés de l'évacuer après le combat. Il imagina de dire que Ryléïeff s'était proposé d'envoyer à Varsovie un homme déterminé, qui eût assassiné le césarévitch, et qui aurait ensuite hautement déclaré que ce meurtre lui avait été commandé par le propre frère de la victime, par le grand-duc Nicolas. « En usant de ce moyen héroïque, se serait écrié alors Ryléïeff, nous les ferons périr

du même coup tous les deux! » Enfin, il assurait que Ryléïeff avait proposé de réunir la famille impériale sur un navire, qui, sous prétexte de la transporter hors de la Russie, l'eût fait disparaître en pleine mer.

Ryléïeff répondit à ces abominables calomnies, avec le mépris dont elles étaient dignes, et tous ses complices d'ailleurs protestèrent pour lui contre l'odieuse vengeance de Kakhowsky, en déclarant que c'était à ce dernier qu'on devait attribuer exclusivement les projets et les discours qu'il prêtait à Ryléïeff.

C'était Ryléïeff, au contraire, disaient-ils, qui avait constamment employé son autorité morale à retenir Kakhowsky; c'était Ryléïeff, qui fermait la bouche à ce fougueux terroriste, toujours prêt à demander du sang et à prêcher le régicide; c'était Ryléïeff enfin, qui l'avait menacé de le dénoncer à la police, s'il persistait à vouloir commettre un attentat contre l'empereur.

Dans tous ses interrogatoires comme dans ses confrontations avec ses co-accusés, Ryléïeff se fit remarquer par sa contenance à la fois modeste et résolue, par ses réponses sobres et dignes, par l'élévation de ses idées et de ses sentiments, comme par l'énergie de ses convictions.

L'empereur l'interrogeait avec curiosité et l'écoutait avec intérêt, car il ne pouvait s'empêcher de lui accorder une sorte d'estime et de pitié, la pitié qu'inspire le malheur, l'estime que mérite le caractère : il avait reconnu chez ce conspirateur les aspirations d'une grande âme, des intentions honnêtes et généreuses, des qualités d'esprit supérieures, malgré ses égarements et ses crimes. Il eût désiré, dit-on, l'amener à un repentir éclatant et lui offrir les moyens de racheter sa vie par une nouvelle existence de dévouement et de fidélité.

On pouvait regretter, en effet, de trouver un pareil homme, une pareille tête, un pareil cœur, au milieu d'un mélange de scélérats, d'ambitieux, d'écervelés, d'intrigants, de gens faibles, nuls, aveugles, indignes de le comprendre et de l'apprécier. Mais Ryléïeff n'eut pas l'air de deviner les flatteuses préoccupations dont il était l'objet de la part de son auguste juge, et il s'abstint de faire un pas vers la résipiscence et le pardon.

Il ne refusa pas toutefois d'entrer dans de longs développements sur ses théories politiques; il aborda volontiers le chapitre des révélations et des critiques relatives aux imperfections, aux fautes, aux erreurs du gouvernement existant, aux dilapidations exercées impunément dans les services publics, à la vénalité d'un grand nombre de fonctionnaires, à des injustices criantes, à des abus énormes.

L'empereur était surpris, attristé, effrayé de tout ce qu'il apprenait de la bouche d'un criminel d'État, et ce fut là, comme il le dit à plusieurs personnes de son entourage, le meilleur apprentissage de son métier d'empereur et l'enseignement le plus utile de son règne.

Mais Ryléïeff, qui s'exprimait avec tant de franchise et de liberté au sujet de l'état politique et administratif du pays, observa toujours une réserve, une prudence extrême à l'égard du complot; il ne nomma aucun de ses complices et ne laissa pas échapper une parole qui pût être retournée contre eux. Il ne fit pas d'aveux, mais pourtant il ne chercha point à nier des faits qui étaient confirmés par la déclaration de nombreux témoins et qui ne concernaient que lui.

Ainsi n'hésita-t-il pas à reconnaître qu'il avait eu la plus grande part à l'organisation de la Société patriotique de

Saint-Pétersbourg, et qu'il y avait affilié un nombre considérable de personnes, choisies de préférence parmi les jeunes officiers de la garde impériale, mais il ne nomma point ceux qui étaient devenus sous ses auspices membres de la Société.

Il convint sans peine, que, dans les réunions de ses amis et de ses associés, sur lesquels il exerçait une influence toute-puissante, on censurait avec amertume la marche du gouvernement, pour mieux exalter les avantages de la Constitution des États-Unis, et qu'on se livrait à l'espoir de l'établissement prochain d'une république en Russie; toutefois, selon lui, le projet de cette république avait toujours été subordonné aux événements.

Des témoins rapportèrent qu'il avait dit au lieutenant Poustchine : « Attendez que l'empereur soit revenu de Taganrog, et nous ferons quelque chose. » Que signifiait cet engagement mystérieux? Ryléïeff ne l'expliqua pas; il prétendit que, dans son opinion, le gouvernement constitutionnel aurait pu s'établir plutôt que la république.

On lui prêtait, en effet, ces paroles qu'il aurait prononcées dans une séance du Directoire du Nord : « Je sais qu'ils veulent la démocratie dans la Société du Midi; c'est une folie; la chose est impossible, du moins à présent. Nous, ici, nous voulons une monarchie limitée. »

On lui objecta qu'il s'était rallié depuis aux doctrines de l'Association du Midi, et qu'il avait même approuvé le projet de se défaire de l'empereur à la première occasion. C'était un propos assez vague et obscur qu'on lui attribuait. Il ne le discuta pas; il répondit seulement qu'il n'était pas opposé, en principe, à la fondation d'une république, mais qu'il eût préféré faire d'abord l'essai du régime constitutionnel.

On insistait plus particulièrement sur la question de régicide. Il affirma qu'il ne connaissait pas. du moins avec certitude, la résolution que la Société du Midi aurait prise de faire périr l'empereur Alexandre et la famille impériale. « Il ne pouvait en aucun cas, dit-il, se faire complice d'un attentat contre la vie d'un souverain, lui qui pensait que la monarchie était la forme de gouvernement qui convenait le mieux à la Russie. Il se flattait, d'ailleurs, que l'empereur Alexandre, qu'on savait animé des intentions les plus libérales, accepterait les conditions qui lui seraient imposées par le peuple insurgé. »

« Mais que faire, lui avaient objecté ses amis, si l'empereur n'accepte pas nos conditions? — Eh bien! avait répliqué Ryléïeff, on pourrait le déporter, et la flotte de Cronstadt servirait à cela. »

Il eut toujours à cœur de protester contre cette accusation de régicide, qu'on lui rejetait sans cesse à la face, mais il ne se fit aucun scrupule de déclarer que, suivant lui, la Société du Nord, ayant le droit de détruire l'ordre de choses existant, sinon d'en créer un nouveau, avait aussi le droit de nommer un gouvernement provisoire, qui se fût borné à faire élire des députés dans les provinces, à instituer la garde nationale au lieu des colonies militaires, et à inaugurer la monarchie constitutionnelle avec deux chambres législatives, dont l'une eût été composée de membres héréditaires, sous la garantie d'une charte nationale.

Au surplus, il avouait que, dans les derniers temps, en voyant la légèreté, l'inconséquence, l'incapacité, l'orgueil et l'égoïsme de quelques-uns des chefs du complot, il avait désespéré du succès et qu'il eût abandonné la partie, s'il n'avait craint de passer pour un lâche ou pour un traître. Cependant, le jour de l'insurrection, il n'avait point paru sur

la place du Sénat, quoiqu'il eût répété la veille, que, n'y eût-il que cinquante hommes pour commencer l'affaire, il se placerait dans leurs rangs. Là-dessus, il ne répondait rien, sinon qu'il aurait été sans doute plus utile à sa cause, là où il se trouvait, que sur la place du Sénat, un fusil à la main.

On suppose, en effet, qu'il avait employé la journée du 26 décembre à donner des ordres secrets qui furent mal exécutés ou plutôt qui ne furent pas suivis, et à préparer un plan d'attaque générale qu'il n'eut pas le temps de mettre en œuvre.

Il se plut à reconnaître que toutes ses combinaisons avaient été déjouées par les savantes dispositions que l'empereur avait prises contre les rebelles : la prompte et énergique répression de l'émeute, comme il le dit lui-même, avait seule empêché la guerre civile d'ensanglanter Saint-Pétersbourg et la Russie.

Enfin, dans un de ses premiers interrogatoires, Ryléïeff prononça devant l'empereur ces paroles significatives, qu'il répéta plusieurs fois depuis, et qui n'impliquaient pas de sa part le désaveu de ses convictions politiques, mais seulement le regret d'avoir compromis tant de monde dans une entreprise mal conçue et mal dirigée : « Je me reconnais pour l'auteur principal des événements du 26 décembre; je pouvais tout arrêter, et j'ai donné aux autres le fatal exemple d'une criminelle impatience. Si quelqu'un a mérité un supplice qu'exige peut-être le bien futur de la Russie, c'est moi, malgré mon repentir et le changement absolu qui s'est opéré dans ma manière de voir. »

L'empereur lui demanda ce qu'il entendait par ces derniers mots, et de quelle manière il envisageait maintenant sa participation au complot.

— Sire, répondit Ryléïeff avec tristesse, je m'aperçois trop tard que la Russie n'est pas mûre encore pour la liberté, et que peut-être le gouvernement constitutionnel ou républicain ne lui conviendra jamais.

L'ami, le confident, le complice favori de Ryléïeff, le capitaine Alexandre Bestoujeff, avait été dénoncé, par un si grand nombre de témoins, comme un des plus ardents *terroristes* de la Société du Nord, que tous les efforts de Ryléïeff pour le sauver devaient être inutiles.

Vingt personnes l'avaient entendu, dans les réunions des conjurés, soutenir avec une mâle éloquence que le meurtre de l'empereur était une nécessité qu'il déplorait, mais à laquelle il se résignait dans l'intérêt de son pays. Il avait même, disait-on, offert de prêter son bras à l'exécution du régicide.

Bestoujeff nia d'abord, et, encouragé par la généreuse amitié de Ryléïeff qui le défendait, il essaya de repousser ou d'atténuer les charges qui se produisaient contre lui.

Ainsi, tout en avouant qu'il avait fait partie de la section supérieure des *Croyants* depuis le mois d'avril 1825, il affectait de dire que, dès la première séance où il assista, il avait reconnu l'impuissance, la nullité de leurs moyens d'action, et qu'il regardait les travaux de la société secrète comme un simple passe-temps. « C'était pour lui, dit-il, une occasion, un prétexte, pour parler et pour se faire applaudir par son auditoire. »

Au reste, quoiqu'il eût concouru activement à l'initiation d'une foule de membres de la Société, il avait eu souvent, à ce qu'il paraît, la pensée de s'en éloigner et de rompre avec ses collègues, en allant se marier à Moscou et voyager ensuite en pays étranger. Mais rien, dans sa conduite, comme dans ses paroles, n'avait pu faire croire qu'il voulût se sous-

traire aux plus horribles conséquences de son rôle de conspirateur, car il avait proposé, un jour, de désigner, par la voie du sort, dix *croyants* qui auraient pour mission de pénétrer dans le palais et d'assassiner l'empereur.

« Cette proposition de ma part n'était pas sincère, dit Bestoujeff, et voici dans quelles circonstances je l'avais faite. Un homme déterminé s'était offert pour exécuter le crime : il avait les moyens de le commettre et il l'eût commis certainement. J'imaginai alors de réunir au moins dix assassins pour cet attentat, pensant qu'il serait impossible de trouver autant de monstres et que c'était la meilleure façon de détourner le coup qui menaçait une tête sacrée. J'étais un vociférateur, ajouta-t-il, et non un scélérat. Tout en consentant à devenir complice des régicides, j'étais bien convaincu que Ryléïeff ne se résoudrait pas à me mettre le poignard à la main, car Ryléïeff n'a jamais admis en principe la légitimité du meurtre politique. »

Bestoujeff ne se laissa pas entraîner à des aveux plus explicites sur le fait du régicide qu'il aurait prémédité, mais il cessa bientôt de restreindre la part qu'il avait eue dans les opérations de la Société du Nord : il ne fit plus difficulté de déclarer qu'il avait consacré toutes ses forces intellectuelles à la propagation de ses idées politiques, et qu'il se réjouissait d'avoir fait un si grand nombre de prosélytes à la cause de la liberté.

« Je savais d'avance, dit-il avec énergie, que notre entreprise n'avait pas de chances de réussir; je savais aussi qu'il fallait faire le sacrifice de ma vie, mais je n'ai pu voir plus longtemps ma patrie sous le joug du despotisme, et, pour la délivrer, mes amis et moi, nous serions morts avec joie. L'heure de la moisson viendra plus tard : la semence

est jetée, elle germera, n'en doutez pas, et la récolte sera bonne. »

Ryléïeff avait formulé aussi, à peu près dans les mêmes termes, les mêmes vœux et les mêmes prédictions.

Alexandre Bestoujeff s'exprimait avec tant de chaleur et de conviction, que l'empereur, qui l'interrogeait souvent, avait peine à se défendre du prestige de cette parole éloquente, et se sentait plus vivement impressionné qu'il n'eût voulu le paraître.

Bestoujeff parlait sans crainte et sans ménagements, ne cherchant pas à dérober sa tête à la vindicte des lois, mais prenant à tâche d'éclairer l'empereur sur les réformes utiles et nécessaires que réclamait son gouvernement, sur les périls du pouvoir absolu, sur les souffrances du peuple, sur les vices de l'administration, sur tous les abus enfin qui avaient fourni des armes redoutables aux ennemis de l'État.

Dans un de ces interrogatoires où l'empereur se trouvait presque en tête-à-tête avec l'accusé, celui-ci s'abandonna aux élans du plus ardent patriotisme et représenta, dans une brillante improvisation, les suites heureuses que devait avoir pour la Russie le complot du 26 décembre, qui aurait fondé non-seulement une monarchie constitutionnelle, mais encore établi les grands principes de la liberté politique.

L'empereur, visiblement ému, l'interrompit avec bonté, en l'invitant à ne pas s'égarer dans ces utopies, qui pouvaient être bien coupables, puisqu'elles aboutissaient à la rébellion et au régicide.

— Bestoujeff, ajouta-t-il avec émotion, je pourrais vous pardonner, et certes je le ferais, si j'avais la certitude de trouver en vous à l'avenir un fidèle serviteur...

— Eh! Sire! répliqua, non sans acrimonie, l'accusé qui

ne fut pas moins touché de cette clémence qu'il refusait de mériter : voilà précisément ce dont nous nous plaignons! Voilà pourquoi nous avons conspiré! C'est un abus énorme, que l'empereur puisse tout ce qu'il veut, sans être soumis à la loi. Au nom de Dieu! laissez à la justice son libre cours, et que le sort de vos sujets ne dépende plus de vos caprices ou de vos impressions du moment.

— Je te remercie du conseil, reprit l'empereur en le regardant avec pitié : je croyais, je l'avoue, que le plus beau et le plus précieux privilége du souverain était de pouvoir pardonner, même à des ingrats.

Bestoujeff ne fut pas le seul qui osa, en présence de l'empereur, se plaindre de ce que la puissance impériale fût sans contrôle et sans limites.

Le lieutenant Arbousoff, que l'on avait vu sur la place du Sénat, au milieu des soldats révoltés du bataillon des marins de la garde, et qui avait gagné la plupart des officiers de ce bataillon à la cause de l'insurrection, ne chercha pas à se disculper et répondit froidement à tous les reproches qu'on lui adressait sur sa conduite dans la journée du 26 décembre : « Rien de cela ne serait arrivé, si l'empereur Alexandre eût donné la Constitution qu'il avait promise. »

On lui attribuait ces paroles, qu'il aurait dites à quelques-uns de ses complices qui s'étaient réunis chez lui la veille de l'explosion du complot : « Il s'agit seulement de refuser le serment et de conduire nos compagnies sur la place de Pierre-le-Grand, où doivent se rendre tous les régiments de la garde : là, nous obligerons le sénat à sanctionner un projet de Constitution, préparé de longue main pour mettre des bornes à l'autorité de l'empereur. » Et, comme un des assistants se montrait peu disposé à seconder une entreprise dont on ne lui faisait connaître ni le but ni les

chefs, et que l'assemblée semblait adhérer à ces motifs de prudence, sinon de défiance : « Messieurs, s'écria impétueusement Arbousoff, vous n'êtes libéraux qu'en paroles ! Voulez-vous avoir, oui ou non, une Constitution ? »

Le grand-duc Michel était présent à cet interrogatoire; il fut indigné surtout de la violente animosité que l'accusé manifestait contre l'empereur Alexandre, en disant qu'il n'eût pas, lui Arbousoff, trempé les mains dans le sang de ce souverain, mais qu'il eût de grand cœur applaudi à sa mort.

— Sire, dit le grand-duc en se penchant à l'oreille de l'empereur Nicolas, pouvez-vous souffrir que ce scélérat parle ainsi devant Votre Majesté?

— C'est un fou! reprit l'empereur. Il est moins coupable que ceux qui lui ont tourné la tête avec des chimères politiques qu'il ne comprend pas et auxquelles il fait sans regret le sacrifice de sa vie. Arbousoff, dit-il avec douceur en s'adressant à cet accusé, à quoi devait servir cette Constitution dont vous parlez sans cesse?

— A mettre un frein au pouvoir du tzar! répondit Arbousoff, entiché d'une idée fixe et dominante. Nous voulions être libres.

— Libres! répéta son auguste interlocuteur. Mais rien n'explique la haine que vous aviez contre feu l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire? Que vous avait-il donc fait, votre empereur?

— D'abord, Sire, repartit l'accusé, que la question embarrassait d'autant plus qu'il n'avait pas de grief personnel à alléguer contre Alexandre Ier, nous n'avions pas un empereur, nous en avions deux, oui, deux; et le plus redoutable, le plus injuste, le plus détesté, ce n'était pas votre frère, c'était Araktchéïeff qui régnait en son nom...

— Tais-toi, misérable! interrompit le grand-duc Michel, ou je te ferai clouer la bouche avec une baïonnette!

— Vous l'avez entendu, Sire, s'écria brusquement Arbousoff, et vous demandiez tout à l'heure pourquoi nous voulions avoir une Constitution! C'est pour qu'on ne puisse pas nous clouer la bouche avec une baïonnette, avant de nous juger et de nous condamner.

L'empereur fit signe au grand-duc de ne pas pousser plus loin un débat, dans lequel l'accusé avait pour soi une apparence de raison.

— Eussiez-vous respecté une Constitution, dit-il sévèrement à Arbousoff, vous qui avez osé attaquer les lois fondamentales de l'empire?

En parcourant les correspondances et les papiers saisis chez les prévenus, Nicolas eut plus d'une fois la consolation de trouver la preuve de leur impuissance contre le sentiment national, qui, dans le peuple comme dans l'armée, était resté fidèle et dévoué au respect, à l'amour du souverain.

Ce fut donc avec une vive satisfaction qu'il lut une lettre de Mathieu Mourawieff, adressée à son frère Serge, le 3 novembre 1824, dans laquelle cet accusé, qui avait fait un voyage à Moscou et à Saint-Pétersbourg pour se mettre en relation avec les Sociétés secrètes de ces deux capitales, ne se dissimulait pas que l'entreprise des conspirateurs n'avait aucune chance de réussir. « L'esprit de la garde, écrivait-il, et, en général, l'esprit des troupes et de la nation, n'est nullement tel que nous nous le sommes imaginé. L'empereur et les grands-ducs sont aimés; à l'autorité, ils joignent les moyens de gagner l'affection par des bienfaits. Et nous, que pouvons-nous offrir à la place des rangs, de l'argent et de la tranquillité? Des abstractions politiques et des ensei-

gnes de vingt ans pour gouverner l'empire! Parmi les membres de Saint-Pétersbourg, les plus sensés commencent à s'apercevoir que nous nous sommes trompés, et que nous nous trompons l'un l'autre. A Moscou, je n'ai trouvé que deux membres qui m'ont dit : « On ne fait rien ici, et il n'y « a rien à faire. »

XL

L'empereur Nicolas témoignait de l'intérêt et presque de la bienveillance aux accusés dont le repentir paraissait sincère et qui n'avaient pas joué un rôle trop odieux dans la conspiration.

Ainsi le baron de Steinheil, qu'une ambition déçue avait poussé à devenir conspirateur, s'était toujours reproché d'avoir, dans un moment de dépit, donné son adhésion à une entreprise qu'il reconnaissait criminelle et qu'il jugeait d'avance impraticable. Il avait souvent déclaré à ses complices, qu'il ne partageait pas leurs illusions, et toutes les fois que la pensée du régicide s'était produite devant lui, il n'avait pas balancé à exprimer son dégoût et son horreur pour un pareil crime.

Cependant c'était lui qu'on avait chargé de la rédaction d'un manifeste qui figurait parmi les pièces de conviction; ce manifeste, que Ryléïeff devait présenter au sénat, en vertu des ordres du dictateur, portait : « Que, les deux grands-ducs, Constantin et Nicolas, ayant renoncé au trône et repoussé le rôle glorieux de père de la patrie, il appartenait à la nation de se choisir un souverain, et qu'en conséquence le sénat décrétait une convocation générale des députés de

l'empire et nommait, dans l'intervalle de cette convocation, un gouvernement provisoire. »

Le jour de l'insurrection, le baron de Steinheil, déjà accablé de remords, s'était promis de se détacher du complot, et il n'avait fait acte de présence, en effet, que pour se constituer prisonnier.

Michel Poustchine, capitaine dans le régiment des pionniers à cheval, avait entraîné quelques hommes de son régiment sur la place du Sénat et s'y était fait remarquer par son exaltation pendant toute la durée de l'émeute; mais il eut le chagrin de voir la plupart des charges qui pesaient sur lui, retomber sur son propre frère, Jean Poustchine, assesseur de collége, qui avait prêté à la conjuration le concours le plus actif et le plus enthousiaste; mais ce qui accusait Jean Poustchine plus encore que les dénonciations des témoins qui l'avaient vu exciter les rebelles à la résistance, c'était une lettre qu'il avait écrite la veille à un de ses parents, le conseiller Semenoff, à Moscou : « Nous aurions mérité à juste titre le nom de lâches, disait-il dans cette lettre saisie à la poste, si nous avions laissé échapper l'occasion actuelle, qui est unique. Lorsque tu recevras la présente, tout sera fini. Nous sommes ici soixante, et nous pouvons compter sur quinze cents soldats, auxquels on persuadera que le césarévitch n'a pas renoncé au trône. Adieu! Donne-nous une larme, si... »

L'empereur, trompé par l'analogie des noms de Poustchine et de Pouchkine, lui demanda s'il avait écrit une lettre semblable à son parent, le poëte Alexandre Pouchkine, dont les opinions libérales étaient connues de toute la Russie, et que la hardiesse de ses discours et de ses ouvrages avait fait interner dans sa terre aux environs de Pskow.

— Je ne suis pas de la famille de notre grand poëte na-

tional, répondit avec franchise Jean Poustchine; j'ai été seulement son condisciple au lycée de Tzarskoé-Sélo. Mais tout le monde sait que Pouchkine, l'auteur de *Rouslan et Lioudmila*, a toujours été opposé aux sociétés secrètes et aux conspirations. N'a-t-il pas dit, des premières, que ce sont des piéges à rats, et, des autres, qu'elles ressemblent à ces fruits hâtifs qu'on fait venir dans les serres et qui font mourir l'arbre en absorbant sa sève?

L'empereur fut très satisfait d'apprendre que l'illustre poëte, quoique ami des Bestoujeff, de Ryléïeff et de Kukhelbeker, n'avait été en rien mêlé au complot; mais Jean Poustchine, le *rhéteur de collége*, comme il le qualifia, ne lui avait inspiré que du dédain et de l'impatience, d'autant plus que cet accusé essayait de défendre ses théories plutôt que sa tête.

Quant à Michel Poustchine, qui ne trouva rien à dire pour sa justification que ces mots : « Je suis bien coupable et je demande à être fusillé, » l'empereur fut touché de cette naïve expression du repentir et il trouva un prétexte dans la jeunesse de l'accusé pour le recommander à l'indulgence du président de l'enquête.

Un autre accusé, le prince Stchepine-Rostowski, était bien coupable aussi, et plus coupable peut-être que tous les autres, si la violence de son caractère n'eût excusé jusqu'à un certain point les actes déplorables qu'on lui reprochait.

C'était lui qui, le matin de l'insurrection, avait excité à la révolte le régiment de Moscou, en disant aux soldats : « L'empereur Constantin aime notre régiment et il augmentera notre solde. Main basse sur tous ceux qui ne lui resteront pas fidèles! » C'était lui qui avait enlevé le drapeau des mains du commandant de ce régiment; c'était lui qui

avait fait tomber à ses pieds, d'un coup de sabre, le général Friedricks, et qui, en sabrant à droite et à gauche comme un furieux, avait blessé trois ou quatre officiers.

Mais il se repentait amèrement, mais il s'était repenti, au moment même où il conduisait vers la place du Sénat les compagnies mutinées, car il avait rencontré alors Alexandre Bestoujeff, et il lui avait crié, en se frappant le front avec désespoir : « Au diable la Constitution ! »

Ce jour-là, en se levant, il avait adressé à Dieu cette prière mentale, qui prouvait que sa conscience commençait à l'agiter : « O mon Dieu ! si notre entreprise est juste, accorde-nous ton appui ; sinon, que ta volonté s'accomplisse à notre égard ! »

L'empereur Nicolas lui demanda ce qu'il savait du complot contre la vie des membres de la famille impériale : « Je sais, répondit avec vivacité le prince Stchepine, que si quelqu'un eût osé devant moi proposer d'assassiner l'empereur, je l'aurais tué lui-même comme un ennemi de notre sainte Russie. »

Ce fut une consolation pour l'empereur Nicolas, de voir que la pensée du régicide n'avait inspiré que de l'indignation à la plupart des conjurés.

Aucun d'eux n'osait envisager de sang-froid un pareil crime, et tous repoussaient avec horreur l'accusation qui leur en attribuait le dessein. Ils s'accordaient à dire que ces odieuses instigations, venues de la Société du Midi, n'avaient pas trouvé la moindre sympathie dans la Société du Nord ; ce qui s'expliquait par cette parole de Ryléïeff : « Chez eux, tout est république ; tout, au contraire, est constitutionnel chez nous. »

On avait pourtant, dans plusieurs délibérations, établi et reconnu que la personne de l'empereur serait toujours un

obstacle aux changements projetés dans la forme et les principes du gouvernement. Là-dessus, on avait agité la question de déporter la famille impériale ou de la garder comme otage, prisonnière dans le palais.

Tel avait été l'avis qui aurait prévalu, d'après la proposition faite par le lieutenant Torson : « Garder la famille impériale à Saint-Pétersbourg, reprit alors Ryléïeff, cela serait dangereux, cela ne se pourrait pas... Mais pourquoi ne pas la transporter à Schlüsselbourg? En cas de soulèvement, nous aurions un exemple à suivre : on sait ce qui s'est passé lors de la révolte de Mirovitch! »

Il y avait eu tant de répulsion pour un attentat contre l'empereur, que plusieurs des accusés déclarèrent qu'ils avaient été sur le point de révéler le complot et de se dénoncer eux-mêmes, pour empêcher les assassins, que la Société du Sud envoyait à Saint-Pétersbourg, de remplir leur exécrable mission. Quels étaient ces assassins? On ne pouvait désigner que Iakoubovitch.

Les renseignements les plus utiles et les plus circonstanciés furent fournis par le lieutenant-colonel Batenkoff, qui ne garda pas de ménagement à l'égard des accusés. Ses aveux eurent même un certain caractère de complaisance et d'exagération, qui semblait justifier les soupçons que sa conduite étrange avait inspirés déjà à ses complices.

Après avoir perdu un emploi avantageux qu'il occupait au Conseil des colonies militaires, il s'était insinué dans l'intimité de Ryléïeff et de Bestoujeff, qui ne lui cachèrent ni leurs desseins, ni leurs espérances coupables : « Je me croirais indigne du nom de Russe, leur avait-il dit, si je ne m'unissais pas à vous! »

Il avait, en effet, assisté à toutes les conférences qui avaient eu lieu entre les chefs du Directoire du Nord, et il

avait souvent embarrassé ses complices par ses combinaisons mystérieuses et par ses bizarres propositions. Quelquefois, néanmoins, il leur avait donné des conseils qui ne manquaient ni de sens ni de modération.

Un des plus fougueux partisans des moyens extrêmes, Bestoujeff ou Arbousoff, ayant dit qu'on pourrait aisément, à la faveur du désordre de l'émeute, pénétrer dans l'intérieur du palais : « Dieu nous en préserve! interrompit Batenkoff. Le palais doit être, dans tous les cas, la garantie de la sûreté générale. »

Batenkoff, dont tout le monde se défiait d'abord, était devenu le principal organisateur de la conspiration. Il se chargea de présenter au Directoire du Nord un plan politique pour l'accomplissement de la révolution, à laquelle il croyait moins que personne, et ce plan, sans base et sans liaison, ne se recommandait par aucune idée saine et pratique; aussi, ne fut-il pas adopté d'une manière définitive.

Batenkoff n'en avait pas moins été destiné au poste de secrétaire général du gouvernement. Il s'abandonnait dès lors aux illusions d'une ambition sans bornes, et il se flattait de l'espoir de devenir un personnage historique, comme il en fit l'aveu avec une vanité naïve, qui touchait à la bouffonnerie.

« Assuré de la majorité dans le sein du gouvernement provisoire, disait-il, j'aurais dirigé l'État sous le nom de dictateur, et je n'eusse pas tardé à faire proclamer la régence pendant la minorité d'Alexandre II, car je supposais que les grands-ducs Constantin et Nicolas n'auraient pas consenti à faire des concessions au parti libéral. Cependant, si l'empereur avait accepté nos conditions, je me serais rangé sous sa bannière et j'aurais tourné le dos à la faction révolutionnaire. Au reste, ajoutait-il de l'air le plus

candide, je n'ai jamais été bien sûr qu'une entreprise quelconque s'exécutât. »

Quand les directeurs de la Société du Nord avaient discuté, à plusieurs reprises, sur le mode de gouvernement qu'il convenait le mieux d'établir, il avait toujours opiné pour la monarchie constitutionnelle : « La Russie, disait-il, ne comporte pas d'autre gouvernement que la monarchie. Est-ce que les seules prières pour la famille impériale, qu'on récite à la messe, ne rendent pas la république impossible dans notre pays? »

On vint à dire que l'empereur, même après avoir juré la Constitution, pourrait toujours la supprimer, avec le concours de l'armée. Batenkoff imagina de supprimer l'empereur, pour sauvegarder la Constitution : « Pourquoi, dit-il gravement, appeler les hommes au trône? N'avons-nous pas deux impératrices et plusieurs grandes-duchesses? » Une pareille proposition était bien faite pour justifier la méfiance que les allures et les paroles extravagantes de Batenkoff avaient fait naître; mais Ryléïeff et ses collègues ne prirent pas au sérieux l'étrange moyen qu'on leur offrait pour remédier au retour du pouvoir absolu.

Dans d'autres circonstances, Batenkoff s'était exprimé avec tant de légèreté, qu'on aurait pu deviner qu'il n'avait pas confiance dans le succès de la conspiration, ou bien qu'il ne s'y était engagé que pour en connaître les secrets. Ainsi, lorsque le dictateur et ses principaux adhérents discutaient minutieusement tous les points du plan de l'insurrection, Batenkoff, tirant à part Iakoubovitch et deux autres conspirateurs connus par leur violence et leur déraison, leur avait dit d'un air goguenard : « A quoi bon s'embarrasser d'un plan général? Il vous suffirait, à vous autres braves, d'exalter les soldats, au nom du césarévitch,

et d'attirer la foule au bruit du tambour. Voilà comment on peut faire de grandes choses! »

On s'étonna généralement que Batenkoff, qui, dans la journée du 26 décembre, était resté tout à fait neutre, après avoir prêté serment, et qui ne pouvait être compromis que par des propos inconsidérés, fût venu se livrer et se dénoncer lui-même, avant que les recherches de la police eussent été dirigées contre lui.

Ses co-accusés se rappelèrent beaucoup de circonstances qui donnaient à sa conduite une apparence suspecte : par exemple, lorsque les factieux, réunis sur la place du Sénat, eurent été dispersés à coups de canon, il avait reparu tout à coup chez Ryléïeff, où se trouvaient plusieurs de leurs complices découragés et désespérés; il n'avait fait qu'entr'ouvrir la porte, et, avançant la tête pour voir ceux qui étaient dans la chambre, il leur avait jeté ces mots, d'un ton presque sardonique : « Eh bien! qu'a-t-on fait? »

Le capitaine Poustchine, qui se trouvait là, s'était retourné vivement, en s'écriant, avec l'accent de l'indignation : « Ah! c'est vous, lieutenant-colonel? Dites-nous vous-même ce que vous avez fait? » Batenkoff n'avait pas jugé prudent d'en venir à une explication plus catégorique et s'était hâté de disparaître. On ne l'avait revu que dans les cachots de la forteresse.

Il resta donc probable, sinon avéré, que Batenkoff ne s'était affilié à la Société du Nord que pour en connaître l'organisation secrète, les membres et les projets. Quant à sa coopération personnelle au complot, elle n'avait été que simulée et indécise.

Ce fut donc par ses révélations, aussi prolixes que confuses, que l'empereur apprit quelques détails insignifiants sur la Société du Nord, qui ne comptait pas plus de

soixante membres actifs, comme l'avait dit Jean Poustchine dans sa lettre au conseiller Semenoff, mais qui avait quinze cents à deux mille affiliés; qui n'avait été complétement organisée que depuis quelques mois, par les soins de Ryléïeff et d'Alexandre Bestoujeff, et qui semblait tendre à l'établissement d'une monarchie constitutionnelle plutôt qu'à celui d'une république.

Quant aux rapports de cette Société avec les Sociétés du Midi et les Sociétés polonaises, Batenkoff en savait si peu de chose, qu'il n'était pas même fixé sur le rôle que Ryléïeff avait joué dans le Directoire qui correspondait seul avec les chefs du Midi, car il déclara, à plusieurs reprises, qu'à ses yeux, Ryléïeff n'était que l'agent des véritables et invisibles moteurs d'une Association qui devait avoir son centre au quartier général de la seconde armée. Quels pouvaient être ces « véritables et invisibles moteurs? » Quelle était cette Association mystérieuse, à l'impulsion de laquelle auraient obéi la Société du Nord et les auteurs de l'insurrection du 26 décembre?

Il fallait, pour découvrir la vérité tout entière, attendre l'arrivée de Pestel et de ses complices, que le baron Diebitsch avait fait arrêter, de sa propre autorité, dans la seconde armée, et qui étaient en route pour Saint-Pétersbourg.

Diebitsch, que l'empereur avait maintenu dans ses fonctions de chef de l'état-major général, en lui adressant à ce sujet un rescrit très honorable, allait arriver aussi d'un moment à l'autre, apportant tous les documents relatifs aux sociétés secrètes et à leurs complots, qui avaient été adressés de divers côtés au défunt empereur, et qui n'étaient parvenus à Taganrog que la veille de sa mort.

— Notre frère Constantin a sans doute bien affaire en

Pologne! dit le grand-duc Michel à l'empereur; je le connais comme moi-même, et je sais que si sa présence n'était pas nécessaire à Varsovie, il serait ici depuis plusieurs jours. Il viendra tôt ou tard; j'en réponds.

XLI

Ce qui surprenait l'empereur Nicolas, c'était de ne rencontrer nulle part, dans la conspiration, la main du carbonarisme français, qui avait, quelques années auparavant, propagé par toute l'Europe les doctrines les plus subversives, et qui était alors en relations permanentes avec les sociétés secrètes de l'Espagne, de l'Italie et de l'Allemagne.

Les conspirateurs de Saint-Pétersbourg, loin de répondre à un mot d'ordre venu de France, n'avaient obéi qu'à des inspirations exclusivement nationales et ne voulaient servir que des intérêts russes. A peine si, dans le nombre des accusés, on avait pu comprendre dix ou douze étrangers, la plupart Allemands, qui s'étaient mêlés au complot par curiosité plutôt que par conviction politique.

Il n'y eut qu'un seul Français qui figura dans le procès et qui faillit être condamné comme ayant fait partie d'une société secrète : c'était un nommé Jourdan, professeur de langue française et secrétaire d'un des accusés : « Sire, dit-il à l'empereur qui l'interrogeait, Votre Majesté est bien puissante, mais son pouvoir n'irait pas jusqu'à faire de moi un conspirateur sérieux ; je ne suis et ne serai jamais qu'un pauvre diable d'*outchitel* (instituteur). »

L'empereur avait donné des ordres pour que l'on fît sortir de prison, avant le premier jour de l'an (13 janvier 1826), tous les détenus qui ne devaient pas être mis en cause dans le procès criminel, quoique leur arrestation eût été motivée par des faits, graves ou du moins répréhensibles, se rattachant à l'insurrection du 26 décembre.

Ceux qui n'avaient été ce jour-là que des rebelles ou des séditieux, égarés, séduits, entraînés, fanatisés par les conspirateurs, furent relâchés successivement après un premier interrogatoire; les cachots se vidèrent aussi promptement qu'ils avaient été remplis, et il n'y resta bientôt qu'un nombre très restreint de prisonniers, nombre qui allait diminuer au lieu de s'accroître, bien que leurs complices de la première et de la seconde armée ne fussent pas encore arrivés à Saint-Pétersbourg.

L'empereur ne voulait qu'un seul procès, qui comprendrait seulement les auteurs du complot, les chefs des sociétés secrètes, et surtout les instigateurs et les instruments du régicide.

Plus de quinze cents personnes avaient été mises en liberté dans le cours de la dernière semaine de l'année russe, et cette nouvelle de bon augure produisit une heureuse diversion au milieu de la tristesse et de l'inquiétude qui régnaient à Saint-Pétersbourg. La conspiration perdait tout à coup, aux yeux du public, les proportions immenses et redoutables qu'on lui avait attribuées.

Mais le baron Diebitsch venait d'arriver de Taganrog; il apportait avec lui les documents relatifs à cette effrayante conspiration, documents qui avaient été transmis à l'empereur Alexandre pendant sa maladie et depuis sa mort.

L'empereur Nicolas n'était pas éloigné de croire que Diebitsch avait exagéré l'importance des services qu'il ren-

dait au gouvernement, en prenant de son chef les mesures nécessaires pour empêcher l'explosion du complot dans la première et la seconde armée; il fut convaincu de l'imminence du danger, lorsqu'il eut entre les mains toutes les pièces qui établissaient l'existence de ce vaste complot et qui faisaient connaître les plans des conspirateurs.

Il y avait dans les deux armées plus de deux mille officiers de tous grades, affiliés aux sociétés secrètes et prêts à obéir au premier signal. Le signal n'avait pas été donné, et le comité directeur des *Slaves réunis* s'était trouvé momentanément paralysé, par suite de l'arrestation de son chef suprême, le colonel Pestel, et de ses agents les plus actifs.

C'était donc au baron Diebitsch, à son initiative seule, qu'il fallait faire honneur de ce résultat inespéré. L'empereur lui en témoigna une vive et cordiale reconnaissance.

— Général, lui dit-il en lui serrant la main, je suis heureux d'hériter de la confiance que mon auguste bienfaiteur, feu l'empereur Alexandre, avait en vous, puisque j'hérite du dévouement que vous aviez pour lui. Je ferai de mon mieux pour vous forcer à oublier que le grand-duc Nicolas avait eu le malheur d'être injuste à votre égard.

Le baron Diebitsch n'était pas encore tranquille cependant sur les événements qui pouvaient se produire dans l'armée du Midi; les arrestations qu'il avait ordonnées ne s'étaient effectuées qu'en partie; on savait que les conspirateurs entretenaient l'agitation dans différents corps, quoique la prestation du serment à l'empereur Nicolas n'eût pas rencontré d'obstacle sérieux.

Des bruits sinistres continuaient à circuler dans la capitale. On disait que Kiew était au pouvoir des rebelles, qui

s'organisaient pour marcher contre Saint-Pétersbourg et introniser le césarévitch. Mais on apprit tout à coup que Pestel, le fondateur et le directeur des sociétés secrètes du Midi, avait été amené de Toultchine, avec douze officiers supérieurs arrêtés en même que lui, d'après les ordres de Diebitsch. On devait espérer, en conséquence, que le complot, privé de ses chefs, n'éclaterait pas.

L'empereur fut très satisfait de n'avoir plus à craindre un conspirateur aussi dangereux que Pestel.

L'aide de camp général Tchernycheff, de concert avec le comte de Wittgenstein, avait fait arrêter le colonel, au milieu de son régiment, sans lui faire connaître le motif de son arrestation, qui eut lieu, par une singulière coïncidence, le 26 décembre, à l'heure même où l'insurrection de Saint-Pétersbourg était vaincue et comprimée. Pestel ne s'était pas troublé et n'avait pas essayé de se défendre en faisant usage de ses armes, bien qu'il fût entouré de ses officiers et de ses complices; il se contenta d'objecter que son arrestation ne pouvait être que l'effet d'une erreur, car, comme il le fit observer avec beaucoup de calme, l'ordre, en vertu duquel on l'arrêtait au nom de l'empereur Alexandre, était postérieur à la mort de ce souverain.

Il paraissait fort rassuré et il ne chercha pas à s'enfuir pendant la nuit; on le gardait pourtant avec si peu de rigueur et de précaution, qu'il put communiquer avec quelques-uns de ses complices, notamment avec le général major prince Serge Wolkonsky : « Ne vous inquiétez de rien, avait-il dit à ce dernier. Sauvez seulement mon Code russe, ajouta-t-il en lui remettant un manuscrit qui fut saisi plus tard entre les mains de Serge Wolkonsky : là est tout l'avenir de la Russie. Quant à moi, je suis bien résolu à ne faire aucune révélation, quoi qu'il arrive, mais j'ai bon espoir

que nos amis de Saint-Pétersbourg sont maîtres de la situation aujourd'hui. »

L'empereur interrogea Pestel; il n'obtint d'abord aucun aveu, aucune réponse précise.

Pestel se renfermait dans un système de négation complète : prières, menaces, injonctions, promesses, tout se brisait devant son impassibilité glaciale et muette. Il attendait, disait-il à la Commission d'enquête, il attendait, pour parler, que l'intérêt de sa patrie lui déliât la langue.

Cependant, les témoins ne manquaient point pour établir, de la manière la plus évidente, l'active et persévérante participation de Pestel à tous les projets de révolte, de régicide et de bouleversement social, qui s'étaient produits dans les conciliabules du Midi. Le chirurgien-major Wolff avait fourni, à cet égard, des révélations écrites, qui suivaient pas à pas l'accusé dans ses menées tortueuses et souterraines depuis 1821.

Pestel avait été réellement le directeur suprême de l'Association du Midi, sur laquelle il exerçait un pouvoir despotique; mais il se cachait ordinairement, autant que possible, derrière ses complices, auxquels il laissait ainsi toute la responsabilité des idées et des actes qu'il leur inspirait ou qu'il leur conseillait. Il s'était néanmoins dévoilé plus d'une fois dans les réunions de la Société, en déclarant qu'il avait conçu un plan pour introduire en Russie le régime républicain, avec le concours de l'armée, et pour *éliminer* la maison régnante. Un jour, il s'était écrié avec impatience : « Les demi-mesures ne valent rien, nous voulons avoir maison nette! » Il avait fait plusieurs voyages à Saint-Pétersbourg, pour mettre les Sociétés du Midi en intime corrélation avec l'Association patriotique du Nord, mais il ne s'était pas entendu sur la

question de principes, avec Ryléïeff, qui demandait un gouvernement constitutionnel, et non une république.

Enfin, la Commission d'enquête avait sous les yeux l'extrait d'une conversation très singulière entre Pestel et le lieutenant Poggio, qui l'avait racontée à un de ses amis, en exprimant une admiration exaltée pour le grand caractère de cet impitoyable républicain : « Nous les immolerons tous! avait dit Pestel, avec l'accent d'une farouche conviction : l'empereur, les impératrices, les grands-ducs, les grandes-duchesses, leurs enfants... Sais-tu, Poggio, que ce sera terrible?... Mais qui mettrons-nous à la tête du gouvernement provisoire? — Qui? reprit Poggio. Qui? si ce n'est celui qui entreprend et qui sans doute accomplira cette révolution? Qui? si ce n'est vous! — On m'accuserait d'ambition? répliqua Pestel. — Vous ferez taire la calomnie, en quittant le pouvoir, pour rentrer, comme Washington, dans les rangs des simples citoyens. —Après avoir achevé mon œuvre, dit Pestel d'un air inspiré, je me retirerai dans le monastère de Kiew, j'y vivrai en anachorète, et alors la religion aura son tour. »

Pendant que le procès des accusés du 26 décembre continuait à s'instruire à huis-clos, l'empereur voulut inaugurer son règne, pour ainsi dire, par un acte de clémence et d'amnistie; il publia un manifeste, daté du 1er janvier (13 janv.) de l'an de grâce 1826, qui commençait par ces belles paroles : « Considérant le droit de faire grâce comme la plus belle des prérogatives attachées au pouvoir que Nous tenons de Dieu, Nous avons résolu en notre cœur, dès notre avénement au trône, de regarder ce droit comme un dépôt qui Nous a été confié par la divine Providence et de l'exercer dans toute sa plénitude, pour en faire une application toujours conforme au bien

général, sans jamais Nous écarter néanmoins des principes de la justice sur lesquels reposent les trônes et dont dépend également la prospérité des empires. »

L'empereur, « cédant aux mouvements de son cœur, » décrétait les dispositions suivantes : les criminels qui, jusqu'au jour de son avénement (19 novembre/1er décembre 1825), auraient été condamnés à passer par les mains du bourreau et aux travaux forcés, seraient libérés de la première peine et ne subiraient que la seconde; ceux qui auraient encouru, avant la même date, des châtiments corporels et la déportation en Sibérie, y seraient déportés, mais avec exemption de la peine infamante.

Toutes les créances du fisc, antérieures au 19 novembre (1er décembre) 1825, et qui ne s'élèveraient pas au-dessus de deux mille roubles, ne devaient plus être recouvrées, et remise en était faite aux débiteurs. Tous les débiteurs de l'État, détenus pour dettes, seraient élargis sur-le-champ, pourvu que la valeur de la dette ne dépassât point deux mille roubles. Enfin l'empereur réduisait au payement d'une seule année d'exercice tous les arrérages accumulés pendant les années précédentes jusqu'au 1er janvier (13 janv., nouv. st.) 1825, pour quatre espèces d'impôts : la capitation, l'impôt foncier, la redevance applicable à l'entretien des voies de communication, et la taxe sur les brûleries d'eau-de-vie.

Le manifeste se terminait par cette déclaration solennelle, qui ne faisait que répéter l'engagement que l'empereur avait pris en montant sur le trône, *de n'agir que selon la loi :*

« En accordant exceptionnellement ces grâces, Nous espérons que la mitigation des peines n'affaiblira pas la crainte salutaire des lois; que, d'une autre part, le dégrèvement

des impôts arriérés fera naître parmi les contribuables une émulation plus active à acquitter toutes les charges publiques avec régularité; et enfin, que Nos fidèles sujets reconnaîtront dans les présentes dispositions, jusqu'à quel point il Nous tient à cœur de concilier la tendre sollicitude que Nous éprouvons pour eux tous avec les exigences inflexibles de la loi générale. »

L'empereur Nicolas ne se reconnaissait pas le droit d'être faible et indulgent envers les grands coupables; le jour même où il faisait paraître ce manifeste dicté par la clémence, une note officielle, insérée dans le journal de Saint-Pétersbourg, annonçait que le gouvernement s'était vu dans la triste nécessité d'employer des moyens de rigueur pour se défendre contre des hommes indignes du nom de Russes, qui tramaient dans les ténèbres l'assassinat de la famille impériale, l'anarchie, le pillage de toutes les propriétés et le massacre des citoyens paisibles; mais que ces mesures de sûreté générale allaient heureusement devenir inutiles.

Tous les coupables étaient sous la main de la justice, qui avait déjà pénétré dans les ténèbres de cet odieux complot; leur procès s'introduisait rapidement devant la Commission d'enquête. Il y aurait sans doute de la pitié et de l'indulgence pour ceux que leur jeunesse, leur égarement, leur repentir ou quelques circonstances intéressantes recommanderaient à la bienveillance de l'empereur. « Quant aux grands et principaux criminels, ajoutait la note, leur châtiment exemplaire ne tardera pas à venger la nation et l'empire. »

XLII

Les fêtes du nouvel an et de l'Épiphanie changèrent, pendant quelques jours, l'aspect lugubre de Saint-Pétersbourg et accordèrent un moment de trêve à la tristesse, à l'inquiétude, à la consternation, qui régnaient dans toutes les classes de la société russe depuis la mort d'Alexandre Ier, et surtout depuis l'insurrection du 26 décembre.

Tout le monde avait quitté le deuil, à l'occasion de ces deux grandes fêtes, consacrées à des réjouissances de famille et à des pratiques de dévotion. Ce deuil, obligatoire pour les pauvres comme pour les riches, pour les petits comme pour les grands, ne devait être repris avec toute la rigueur d'étiquette que le 7 janvier (calendr. russe) et scrupuleusement observé jusqu'au retour du corps de l'empereur défunt dans la capitale.

Durant ce court intervalle de répit, les théâtres ne furent pas rouverts, les bals et les concerts ne firent pas entendre leurs joyeux éclats, mais les réceptions officielles, les cérémonies religieuses, les réunions d'amis, les visites et les banquets redonnèrent la vie et le mouvement à la ville ainsi qu'au palais impérial, qui avaient été si longtemps déserts et silencieux.

Le matin du jour de l'an (13 janvier), la cour, les personnes présentées, les officiers généraux et les officiers de la garde se réunirent au palais d'Hiver pour assister à la messe, et furent admis ensuite à l'honneur d'offrir leurs hommages aux deux impératrices et à la grande-duchesse Hélène, mais l'empereur, ce jour-là, ne reçut que les personnages de sa maison.

On remarqua qu'il paraissait soucieux et préoccupé.

Non-seulement il pressentait que des événements graves avaient pu se passer dans l'armée de l'Ouest et dans celle du Sud, mais encore il s'attristait de ne pas avoir auprès de lui son frère Constantin, dans un jour solennel, où la présence du césarévitch eût attesté, aux yeux de tous, que l'union n'avait jamais cessé d'exister entre les membres de la famille impériale.

Il allait apprendre bientôt que, dans l'intérêt de l'ordre et de la paix publique, Constantin avait bien fait de rester à son poste en Pologne.

Les jours suivants, l'empereur consentit cependant à recevoir successivement les ambassadeurs étrangers, qui avaient à lui présenter leurs nouvelles lettres de créance, avec les félicitations de leurs gouvernements, au sujet de son avénement au trône.

L'empereur n'avait pas fini de donner des récompenses à ceux qui s'étaient distingués par les actes de dévouement, de loyauté et de courage dans la mémorable journée du 26 décembre. Les promotions du nouvel an prouvèrent qu'il n'oubliait aucun service, et qu'il avait à cœur de ne pas commencer son règne par l'ingratitude.

Il se donna plusieurs nouveaux aides de camp, entre autres le général-major prince Menschikoff, le baron Friedricks, colonel au régiment d'Ismaïlowsky, le comte de

Lieven, lieutenant au régiment de la garde de Moscou, le comte de Manteuffel, capitaine au régiment des chevaliers-gardes, etc.

Il conféra le titre de comte au général-major Orloff, « en témoignage, disait-il dans le rescrit qu'il lui adressa, de Notre considération pour les qualités qui vous distinguent, et voulant reconnaître la belle conduite que vous avez tenue dans la journée du 14 (26 décembre), où, suivant les impulsions de votre zèle, vous avez rendu un service également signalé pour les intérêts du trône et de la patrie. »

Il fit un grand nombre de nominations de première et de deuxième classe dans les ordres de Saint-Wladimir, de Sainte-Anne et de Saint-Alexandre-Newsky; il accorda de l'avancement à beaucoup d'officiers de tous grades, en se rappelant ceux qu'il avait vus ou qu'il avait entendu nommer avantageusement le 26 décembre : il en choisit même quelques-uns, dont la fidélité avait été chancelante ce jour-là, et qui s'étaient refusés d'abord à prêter un nouveau serment, car il comprenait que l'annulation du premier serment prêté à Constantin avait dû alarmer bien des consciences.

Pendant tout le mois de janvier, il ne fut préoccupé que du désir de payer sa dette, suivant son expression, à l'égard de tous ceux qui étaient venus en aide, disait-il, à son avénement. Ce fut dans ces circonstances qu'il prononça cette belle parole, qu'il répéta plus d'une fois dans le cours de son règne :

— L'ingratitude chez un prince, c'est un aveu d'impuissance ou bien un déni de justice.

Sa reconnaissance se plut à honorer la mémoire du comte Miloradovitch, qui, selon les termes d'un rescrit,

avait « scellé par la mort son dévouement sans bornes au trône et à la patrie. » Mais le vieux général n'ayant laissé ni femme ni enfants, les faveurs impériales se portèrent sur les membres de sa famille : son neveu Miloradovitch fut nommé conseiller d'État; sa sœur Marie, veuve du conseiller d'État Storojenkoff, eut une pension de dix mille roubles sur la trésorerie de l'empire; deux de ses parentes furent attachées à la maison des impératrices.

L'empereur envoya une image ornée de brillants au métropolitain de Saint-Pétersbourg, et une image ornée de pierres précieuses au métropolitain de Kiew, pour remercier ces deux prélats de s'être présentés devant les factieux sur la place du Sénat, en essayant, par des prières et de sages exhortations, de les ramener à l'obéissance.

« La belle conduite que vous avez tenue le 14 de ce mois, disait-il dans le rescrit qui accompagnait cet envoi, vous a concilié Ma bienveillance particulière. »

Dans un autre rescrit, qu'il adresse aussi au très éminent Philarète, métropolitain de Moscou, il lui disait : « J'ai reçu avec une très vive satisfaction votre lettre du 18 de ce mois (30 décembre); j'y ai trouvé avec un égal intérêt l'expression des sentiments qui vous animent à l'occasion de Mon avénement au trône de Mes ancêtres, et vos prières au Roi des rois pour Mon règne. Je connaissais déjà vos mérites; mais, dans cette circonstance, vous avez donné de nouvelles preuves de votre zèle et de votre dévouement pour la patrie et pour Ma personne. En conséquence, je vous adresse une croix en diamants que vous porterez sur votre mître épiscopale. »

Ce fut seulement le 17 janvier (calendr. russe) que Nicolas se montra en public pour la première fois. Ce jour-là, vers trois heures, tandis que les négociants étaient

encore réunis à la Bourse, où les transactions commerciales commençaient à reprendre leur cours habituel, l'arrivée inattendue de l'empereur et de l'impératrice au milieu d'eux leur causa une bien vive et bien agréable surprise. Des vivats chaleureux éclatèrent avec enthousiasme ; l'émotion la plus sympathique s'empara de l'assemblée ; des larmes de joie brillaient dans tous les yeux.

L'empereur les remercia avec bonté de leur chaleureux accueil et leur dit qu'il avait voulu ne pas tarder davantage à leur faire sa première visite ; il adressa ensuite la parole à plusieurs notables négociants qui l'entouraient, et il leur demanda si les affaires n'avaient pas beaucoup souffert de ce long interrègne. Il leur promit sa protection et il leur fit espérer que le nouveau règne ne serait pas moins favorable que le précédent aux progrès de l'industrie, de l'agriculture et du commerce.

Un riche marchand de la petite ville de Klinzow, dans le gouvernement de Tchernigow, s'approcha de Leurs Majestés, et s'agenouillant devant l'empereur : « Sire, lui dit-il d'une voix tremblante, je me trouvais sur la place du Sénat le matin du 14 (26 décembre) quand Votre Majesté Impériale eut sa première entrevue avec ses fidèles sujets : j'eus alors le bonheur d'être le premier à recevoir le baiser que l'empereur m'avait chargé de transmettre à tous les assistants. »

— Oui, mon ami, lui dit l'empereur en le relevant, le baiser que tu as reçu de moi le jour de mon avénement était destiné à tous : c'était le baiser d'un père à ses enfants.

Ce brave homme, nommé Tchesnokoff, profondément touché de l'honneur insigne qu'il devait à sa bonne étoile, en conserva toujours le souvenir comme un talisman sacré, et, vingt-cinq ans plus tard, en 1850, il exprimait

encore sa respectueuse gratitude à l'empereur, en lui offrant un ancien manuscrit pour sa bibliothèque, et en lui rappelant dans quelles circonstances il avait reçu un précieux témoignage de l'auguste bienveillance de son souverain.

Nicolas, avant de quitter la Bourse, voulut montrer lui-même à l'impératrice ce magnifique monument, construit sur les plans de l'architecte français Thomon, et qui n'était pas encore achevé. La foule des banquiers et des négociants suivait dans un religieux silence.

En traversant la grande salle, l'empereur s'arrêta devant le buste d'Alexandre Ier :

— Messieurs, dit-il à haute voix, malgré les préoccupations de la guerre qui a fait du règne précédent un des plus glorieux règnes au point de vue militaire, mon bien-aimé frère, vous le savez, portait un intérêt particulier au commerce. Mais il n'a pas dépendu de ses désirs et de sa volonté que notre commerce national ait eu de plus larges développements; ceux que j'espère lui donner, avec la grâce de Dieu, conformément à la pensée de mon auguste prédécesseur.....

Interrompu par des vivats et des applaudissements, l'empereur reprit avec émotion :

— En attendant, conservons toujours en honneur la mémoire de ce grand monarque : il a été votre bienfaiteur; il fut aussi le mien!...

Sa voix s'éteignit dans un sanglot; il se tourna vers l'impératrice, qui fondait en larmes, et il lui offrit le bras pour se retirer.

— Adieu! Messieurs, dit-il d'une voix étouffée aux personnes qui pleuraient autour de lui : nous avons tous fait une perte irréparable... Aimez-moi toujours, Messieurs,

ajouta-t-il, aimez-moi comme je vous aime, car je vous aime de tout mon cœur!

Cette scène touchante laissa une profonde impression dans l'esprit de tous ceux qui en avaient été témoins.

On avait craint que la fête de l'Épiphanie ne servît de prétexte à des scènes de tumulte dans les rues de la capitale, où le peuple se porte en foule, animé d'une folle gaieté qu'exaltent les boissons alcooliques.

Le bruit courait qu'une tentative pouvait avoir lieu d'un moment à l'autre pour la délivrance des accusés du complot du 26 décembre.

Le gouverneur général de Saint-Pétersbourg avait pris des mesures extraordinaires afin d'assurer la tranquillité publique, de concert avec le grand-maître de police. Le régiment des cosaques de la garde fournit de nombreuses patrouilles qui parcouraient tous les quartiers, sans empêcher les habitants de se livrer aux réjouissances que la fête autorisait.

Grâce à ces précautions de prudence, l'ordre ne fut pas troublé; mais on apprit, le lendemain même, qu'elles avaient été plus nécessaires qu'on ne le supposait, car tous les conspirateurs n'avaient pas été découverts, et leurs coupables espérances se fondaient sur la probabilité d'une insurrection générale de l'armée du Midi.

Le gouvernement reçut, en effet, des nouvelles peu rassurantes, le soir même de l'Épiphanie, au moment où on lui signalait la présence de quelques agitateurs dans les groupes populaires.

Le comte de Sacken, commandant en chef la première armée, lui mandait, à la hâte, que les arrestations ordonnées par la Commission d'enquête n'avaient pu avoir lieu; que les principaux directeurs des sociétés secrètes s'étaient mis

à la tête de leurs adhérents; que plusieurs régiments avaient pris parti pour la rébellion; que cette rébellion se propageait dans les centres militaires, au cri de *Vive Constantin*; que le lieutenant-colonel Serge Mourawieff-Apostol en était le chef; qu'il venait de s'emparer de la ville de Vassilkow et qu'il se disposait à marcher sur Kiew avec cinq ou six mille soldats qui formaient le noyau de la révolte.

Le comte de Sacken ajoutait, il est vrai, qu'il avait donné ordre au général prince Tcherbatoff de rassembler des forces suffisantes pour exterminer cette bande de rebelles et pour étouffer immédiatement la rébellion.

On pouvait néanmoins appréhender que les troupes que le général Tcherbatoff devait employer contre les insurgés eussent été travaillées elles-mêmes par les agents de l'insurrection : ce n'était donc, dans ce cas-là, qu'un renfort envoyé aux rebelles. On savait, d'ailleurs, que les sociétés secrètes exerçaient une influence presque invincible sur presque tous les corps de la première armée, où plus de 1,200 officiers étaient affiliés à ces sociétés. Rien ne semblait donc plus probable que le succès rapide d'une conjuration qui appelait aux armes le soldat russe pour la défense des droits du césarévitch et qui, sous prétexte d'aider le grand-duc Constantin à monter sur le trône, se promettait de révolutionner la Russie.

L'empereur avait la plus haute confiance dans le comte de Sacken, ce vieux général, si brave, si habile, si dévoué, qui s'était couvert de gloire dans toutes les guerres du dernier règne; mais le commandement de la première armée pouvait lui échapper des mains pour tomber dans celles d'un des chefs de l'insurrection, puisque cette insurrection paraissait se faire au nom du césarévitch et dans l'intérêt de la couronne impériale. Le danger imminent était donc de voir

le nom de Constantin devenir le signe de ralliement des rebelles.

Ce fut ainsi une idée ingénieuse que d'opposer à la révolte, en quelque sorte, le nom honoré et respectable qu'elle mettait en avant.

L'empereur adressa dans ce but un rescrit à son frère Constantin pour lui confier le commandement du troisième corps d'infanterie de la première armée et pour l'inviter à s'occuper sur-le-champ de la répression des désordres qui s'étaient produits dans cette armée.

En même temps, il écrivit au comte de Sacken, pour lui ordonner de poursuivre par tous les moyens de rigueur une révolte qui se rattachait à l'ensemble des plans de la conspiration du 14/26 décembre. Dans cette lettre pleine de sympathie pour l'illustre général, il lui annonçait que le grade de feld-maréchal allait être prochainement la récompense de ses longs services.

Deux jours après, toutes les craintes qu'on avait pu concevoir furent dissipées; des courriers arrivèrent du quartier général du comte de Sacken avec des dépêches et des rapports contenant des détails circonstanciés sur les derniers événements, qui s'étaient terminés par la défaite sanglante des rebelles. L'insurrection avait été anéantie dans la première armée, et un des principaux conjurés, le lieutenant-colonel Mathieu Mourawieff, amené en traîneau du théâtre de la lutte à Saint-Pétersbourg, sous l'escorte d'un escadron de cosaques, comparaissait devant l'empereur qui l'interrogea lui-même.

Quant au chef du complot, dans l'armée de l'Ouest, Serge Mourawieff, un des frères de Mathieu et comme lui lieutenant-colonel, il était resté prisonnier à Vassilkow; les blessures graves qu'il avait reçues dans le combat et qui

cependant n'étaient pas mortelles l'avaient mis hors d'état de pouvoir supporter un voyage de 390 lieues en traîneau, sans arrêt et sans repos, dans le délai de cinq jours.

Le premier interrogatoire de Mathieu Mourawieff dura plus de deux heures :

Brisé de fatigue, accablé de remords, le coupable n'eut pas la force de garder le secret de ses complices; le désespoir s'était emparé de lui et le forçait de dire la vérité. Il ne cacha rien, il entra résolûment dans la voie des révélations.

Il fit d'abord connaître à l'empereur les dangers que sa précieuse vie avait courus depuis son avénement, car vingt assassins s'étaient offerts pour le poignarder, et quelques-uns même avaient juré sa mort sur les saintes images. C'était donc la Providence qui l'avait sauvé miraculeusement.

Dans ce long entretien, Nicolas se rendit bien compte, pour la première fois, de l'organisation, des principes, du but et des actes secrets de la redoutable Société des *Slaves réunis*. L'horreur qu'il avait toujours eue depuis son enfance pour les révolutionnaires et pour leurs manœuvres ténébreuses ne fit que s'accroître et se fortifier en écoutant les tristes confidences d'un de leurs prosélytes.

Le repentir de Mathieu Mourawieff était sincère; l'empereur en fut touché, et il promit de s'en souvenir; il lui demanda, en le voyant verser des larmes, si sa malheureuse position d'accusé ne pouvait pas recevoir quelque soulagement de la bienveillance impériale, en attendant que la voix de la clémence s'élevât en sa faveur pour atténuer les arrêts de la justice.

— Sire, répondit Mathieu Mourawieff, mon père, le sénateur Jean Mouravieff-Apostol, a toujours été un des plus fidèles serviteurs de feu l'empereur Alexandre : il appren-

dra qu'il a perdu à la fois ses trois fils aînés et que, mes deux frères et moi, nous avons deshonoré son nom, en trahissant notre auguste souverain. Je voudrais pouvoir au moins lui faire dire, pour le consoler, que je ne suis pas endurci dans le crime et que je mourrai repentant.

L'empereur, renouvelant à son égard la faveur insigne qu'il avait accordée au prince Troubetzkoï, l'invita, du geste, à s'asseoir devant un bureau où se trouvait ce qu'il fallait pour écrire, et, comme l'accusé hésitait à obéir, il lui dit de se hâter, afin que son père n'eût pas le temps d'apprendre par une autre voie le malheur immérité et imprévu qui serait la honte et le désespoir de cet estimable vieillard.

Mathieu Mourawieff prit la plume et improvisa une lettre admirable, que l'empereur ne lut pas sans attendrissement, avant de l'envoyer, par estafette, sous cachet impérial, au sénateur Mouravieff-Apostol.

Dans cette lettre empreinte des sentiments du véritable chrétien, le conspirateur repentant disait, avec l'éloquence de l'âme, qu'il se sentait indigne désormais d'être le fils d'un des hommes les plus honorables de la Russie; mais, néanmoins, il suppliait son vénéré père de daigner ne pas désavouer ce doux nom qu'il lui donnait peut-être pour la dernière fois. Il avait, d'ailleurs, reconnu sa faute et détesté son crime, en présence de l'empereur; il pouvait maintenant mesurer toute la profondeur de l'abîme vers lequel il s'était follement laissé entraîner. Ses yeux venaient de s'ouvrir tout à coup et il avait horreur de lui-même. Il engageait son jeune frère, né d'un autre lit, à profiter de l'effrayante leçon que lui offraient ses aînés, à se défendre des mauvais conseils, des doctrines perverses, des rêves de l'ambition et de la vanité, et à garder une foi inviolable à son auguste et bien-aimé souverain.

Jean Mourawieff accusa réception de cette belle et douloureuse lettre, en remerciant l'empereur d'avoir daigné la lui faire parvenir; il n'implora pas le pardon de ses fils, qui étaient, dit-il, déjà morts pour lui, puisqu'ils avaient été traîtres à leur patrie et à leur souverain : « il ne lui restait plus, selon la poétique expression qui lui servit à peindre son humiliation et sa douleur, qu'à cacher sa tête sous leurs cendres. »

XLIII

Voici ce qui s'était passé dans la première et la seconde armée, depuis qu'on y avait eu des nouvelles, plus ou moins exactes, de l'insurrection du 26 décembre à Saint-Pétersbourg.

Les membres de la Société du Midi n'avaient pas cru que la partie fût perdue pour eux et que l'avénement de l'empereur Nicolas pût être regardé comme définitif. L'arrestation de Pestel et de quelques-uns de ses amis n'avait pas diminué sensiblement les forces du complot, d'autant plus que Pestel était un rhéteur politique plutôt qu'un homme d'action. On lui reprochait même de s'être laissé arrêter comme un enfant, au lieu de faire résistance et d'appeler à son aide les officiers de son régiment, qui étaient tous ses complices, et qui n'auraient pas balancé à tirer l'épée pour le délivrer.

Il y eut encore plusieurs réunions des conjurés de la seconde armée, à Toultchine, pendant que le comte de Wittgenstein, d'après les instructions du baron Diebitsch, exerçait une active surveillance dans cette armée placée sous son commandement, ordonnait des arrestations nouvelles et faisait épier les démarches des officiers qui lui

avaient été signalés comme étant d'intelligence avec Pestel.

Dans une de ces réunions, où l'on vint annoncer aux assistants que le comte de Wittgenstein avait entre les mains la liste de tous les membres de la Société et que plusieurs d'entre eux allaient être saisis, interrogés et envoyés à Saint-Pétersbourg, la rage des conspirateurs s'exhala en menaces et en projets sanguinaires. Le lieutenant-colonel Poggio somma le prince Serge Wolkonsky, qui était présent, de faire révolter son régiment en invoquant le nom du césarévitch, et il se vanta de mettre lui-même la main sur le général en chef, dès que le signal de la révolte serait donné.

— Je ne souffrirai pas, pour l'honneur de la seconde armée, dit le prince Serge Wolkonsky, qu'on attente à la personne du comte de Wittgenstein! Au reste, son brave chef d'état-major, Paul Kisseleff, se chargera de faire face à ceux qui oseraient risquer une pareille tentative. Ce n'est pas moi qui servirai ces odieuses trames.

Là-dessus, il sortit avec indignation, en déclarant qu'il renonçait à prendre part désormais au complot.

— Eh bien! s'écria Poggio, si la seconde armée ne marche pas sur Saint-Pétersbourg pour y proclamer la république, il ne faut qu'un homme de bonne volonté qui se dévoue pour assassiner l'empereur. J'offre mes deux mains...

— Tes deux mains? interrompit le colonel Basile Dawydoff : il en faut six, et nous les avons.

— Nous en aurons cent, reprit Poggio, si ceux qui ont juré de frapper l'empereur, quand ils en recevront l'ordre, veulent bien aujourd'hui tenir leur serment.

Ce n'était pas seulement le régicide qui parut aux con-

spirateurs un moyen certain d'amener une révolution en Russie, malgré le triomphe du gouvernement impérial dans la journée du 26 décembre; car le lieutenant-colonel Serge Mourawieff-Apostol, qui était le directeur suprême, ou du moins le membre le plus influent de la Société du Midi, eut l'idée de commencer la révolution en Pologne par l'assassinat du césarévitch.

Il se trouvait à Jitomir, quand il apprit que l'insurrection de Saint-Pétersbourg avait été comprimée, mais que la capitale était encore profondément troublée à la suite d'une crise politique aussi longue et aussi violente. Il résolut de changer de tactique et d'allumer à la fois plusieurs foyers de guerre civile en Russie.

Il se rendit à Berditchew, pour s'aboucher avec le jeune comte polonais Pierre Moszczynsky, maréchal de la noblesse dans le gouvernement de Wolhynie et membre de la Société patriotique de Varsovie, laquelle correspondait avec la Société patriotique du Midi. Il demanda au comte, si, dans le cas d'un soulèvement des 3e et 4e corps de la première armée, on pourrait compter sur l'assistance des conjurés polonais. Moszczynsky répondit qu'il n'avait pas d'instructions à ce sujet. Alors Serge Mourawieff manifesta l'intention d'écrire au comité central de la Société de Varsovie, pour l'inviter à faire assassiner immédiatement le grand-duc Constantin et à commencer une révolution en Pologne.

Le comte Moszczynsky accueillit ces ouvertures avec réserve; il refusa même de se charger d'une lettre de Mourawieff pour le prince Antoine Jablonowsky, en prétextant que les statuts de la Société de Varsovie s'opposaient à toute espèce de communication écrite.

— Vous avez tort, lui dit Mourawieff; vous ne retrouverez jamais une meilleure occasion pour révolutionner la

Pologne et rétablir votre gouvernement polonais sous la forme républicaine.

Les deux frères Serge et Mathieu Mourawieff-Apostol, sachant qu'ils devaient être arrêtés et conduits à Saint-Pétersbourg, se cachèrent d'abord et projetèrent avec les membres les plus audacieux de la Société des *Slaves réunis* une révolte militaire, qu'ils n'eurent pas le temps de préparer.

Leur compagnon d'armes et leur ami, Ghebel, colonel du régiment de Tchernigow, avait été chargé de leur arrestation. Elle eut lieu à Trilessié, sans aucune résistance de leur part, et un feldjæger reçut l'ordre de les accompagner, avec quelques gendarmes, jusqu'à Saint-Pétersbourg.

Ghebel voulut leur dire adieu avant leur départ et s'excuser d'avoir rempli une mission pénible en les arrêtant. Les deux Mourawieff ne lui témoignèrent pas le moindre ressentiment, et, comme ils devaient partir la nuit même, ils l'invitèrent à prendre le thé avec eux encore une fois. Ghebel se rendit avec plaisir à cette invitation amicale, et négligea toute espèce de précaution pour sa sûreté personnelle aussi bien que pour la garde des prisonniers.

Tout à coup, la porte s'ouvre, et plusieurs officiers du régiment de Tchernigow pénètrent dans l'appartement : le capitaine baron Solovieff, les lieutenants Kouzmine, Soukhinoff, Stchipilla et d'autres se rangent autour des deux Mourawieff.

— A votre tour, colonel, dit Serge à Ghebel, vous êtes notre prisonnier !

— Non! de ma vie! s'écrie le colonel, qui tire son épée et qui se met en défense dans un coin de la chambre.

Dix épées sont tirées en même temps contre lui, et

Serge Mourawieff, qui le conjure de se rendre, a le malheur de porter le premier coup au malheureux Ghebel, qui reçoit quatorze blessures et tombe baigné dans son sang.

Le signal était donné; les conspirateurs sortirent aux cris de *Hourra Constantin!* et Serge Mourawieff prit le commandement du régiment de Tchernigow, en annonçant aux soldats, que le césarévitch protestait contre l'usurpation de son frère Nicolas, et qu'il appelait aux armes tous les Russes, ses fidèles sujets, pour soutenir ses droits légitimes.

— Soldats, répétait Mourawieff, servez Dieu et la religion, pour la liberté!

Les soldats ne comprenaient rien à ces paroles énigmatiques et y répondaient en criant: *Vive Constantin!*

Les cantonnements des compagnies du régiment de Tchernigow étaient fort éloignées les uns des autres; il fallait du temps pour les soulever et pour les réunir sous les ordres des chefs de l'insurrection. Serge Mourawieff se hâta d'envoyer, à Belaïa-Tserkow, à Jitomir, à Wassilkow et à Kiew, des émissaires qui devaient disposer les esprits en faveur de cette levée de boucliers et demander partout mainforte aux membres des sociétés secrètes.

Dès que les compagnies insurgées par leurs officiers auraient pu rejoindre le noyau principal de l'armée insurrectionnelle, on se proposait de marcher sur Kiew et de faire de cette capitale de la Petite-Russie le centre d'un vaste soulèvement militaire. Mais il s'écoula plus de vingt-quatre heures, avant que Serge et Mathieu Mourawieff eussent rassemblé autour d'eux trois ou quatre mille hommes, qui semblaient aussi indécis et plus inquiets que leurs chefs. Ceux-ci avaient peine à partager la confiance imperturbable

du sous-lieutenant Bestoujeff-Rumine, qui leur promettait le succès et qui voulait déjà, comme il le disait avec assurance, faire prêter serment à la république.

Le découragement de quelques-uns de leurs complices se manifestait par des hésitations et par des paroles chagrines. Serge Mourawieff pressant le sous-lieutenant Alexandre Vadkowsky de soulever le régiment du 17ᵉ de chasseurs, celui-ci hocha la tête et murmura : « Soit! je ferai mon possible pour obéir à vos ordres, mais la chose n'est pas facile pour un simple sous-lieutenant, et je pourrai bien n'aboutir à rien qu'à me faire casser la tête. »

Serge et Mathieu Mourawieff étaient si peu rassurés sur les résultats de cette malheureuse entreprise, qu'ils éprouvèrent un vif chagrin en voyant arriver leur plus jeune frère, Hippolyte, qui venait s'associer à leur fortune et qui refusa de les abandonner, quelles que fussent les instances de ses deux frères.

On avait appris, en effet, que la rébellion ne se propageait pas aussi vite qu'on l'avait espéré, et l'on ne pouvait douter que le comte de Sacken n'employât des moyens énergiques pour l'écraser à son début.

Serge et Mathieu Mourawieff furent d'avis de se diriger d'abord sur Wassilkow : en approchant de cette ville, dont un bataillon du régiment de Tchernigow formait la garnison, Serge Mourawieff sut que les officiers qu'il y avait envoyés la veille, Solovieff, Stchipilla et d'autres, avaient été saisis et emprisonnés. Il se fit un devoir d'aller à leur secours. Le major Troukhine, qui commandait la garnison à Wassilkow, harangua sa troupe et voulut la conduire à la rencontre des rebelles; les armes étaient chargées des deux côtés; Troukhine ordonna le feu, mais il ne fut pas obéi, et il se vit enveloppé par ses propres soldats qui lui arra-

chèrent ses épaulettes et qui, après l'avoir maltraité, l'en fermèrent au grand poste de la ville.

Serge Mourawieff n'avait eu qu'à élever la voix et à se faire reconnaître, pour rallier à lui tous les hommes de son régiment, où il était adoré. Il occupa Wassilkow jusqu'au lendemain, et des excès déplorables furent commis, qu'il ne put empêcher, car ses troupes manquaient de vivres. Il y eut donc des boutiques enfoncées, des magasins pillés, des maisons envahies.

Serge Mourawieff attendait impatiemment des nouvelles de Kiew, et les nouvelles n'arrivaient pas.

On lui fit savoir seulement que l'aide de camp général prince Stcherbatoff, commandant les 3e et 4e corps d'infanterie de la première armée, avait reçu du général en chef l'ordre « de se transporter lui-même sur les lieux avec un nombre de troupes suffisant pour exterminer cette bande de rebelles, et de ramener dans le devoir le régiment de Tchernigow, sans hésiter sur l'emploi des moyens de rigueur que les circonstances rendraient indispensables. »

Serge Mourawieff et Bestoujeff-Rumine tinrent conseil et se décidèrent à marcher en avant, pour ne pas se laisser enfermer dans Wassilkow, où ils eussent été bientôt pris par famine. Ils espéraient encore que la Société des *Slaves réunis* seconderait leur mouvement, et ils voulaient se porter sur Broussilow, où ils ne seraient plus qu'à une journée de Kiew et de Jitomir.

Avant de se mettre en marche, ils firent célébrer le service divin, sur la place publique, en présence du régiment, et ensuite le prêtre, qu'ils avaient forcé de célébrer la messe, consentit encore, moyennant une somme de deux cents roubles, à lire à haute voix un catéchisme politique et religieux, que Serge Mourawieff et Bestoujeff-Rumine avaient

composé depuis longtemps et dans lequel ils avaient essayé de démontrer, à l'aide de quelques passages détachés de la Bible, que la démocratie était la seule forme de gouvernement agréable à Dieu.

Les officiers entrecoupaient cette lecture par des cris de *Vive la Liberté !* mais le soldat, ne comprenant rien à ces cris, ni aux théories républicaines qui les provoquaient, gardait le silence et criait : *Vive Constantin !*

Serge Mourawieff s'aperçut que son prétendu catéchisme produisait sur l'auditoire une impression tout à fait défavorable à ses vues; il interrompit lui-même le lecteur, en disant que la question se bornait à défendre les droits du césarévitch, qui n'avait nullement renoncé au trône et qui allait chercher sa couronne à Saint-Pétersbourg.

La colonne des rebelles rencontra, au village de Motovilowka, la première compagnie de grenadiers et la première de mousquetaires, qui croyaient rester fidèles au serment prêté à l'empereur Constantin, en se rangeant autour de Serge Mourawieff. Mais ce rêveur politique eut la malheureuse pensée de faire de la propagande républicaine, au lieu de se borner à invoquer le nom du césarévitch.

— Au reste, mes camarades, dit-il imprudemment, qu'avons-nous besoin de Constantin? Nous nous passerons de lui aussi bien que de son frère Nicolas. C'est la république qu'il nous faut. La république, entendez-vous? Eh bien! crions tous : *Vive la République!*

Quelques voix isolées répondirent seules à ce cri, qui n'avait pas de sens pour la plupart des soldats et qui ne trouvait aucun écho parmi eux.

Un vieux grenadier, qui, appuyé sur le canon de son fusil, écoutait avec surprise les étranges paroles de son lieute-

nant-colonel, osa lui soumettre devant tout le monde une objection inattendue :

— Nous crierons volontiers *Vive la République!* dit-il avec candeur, si Votre Grâce nous l'ordonne. Mais enfin, qui sera tzar?

— Il n'y a pas de tzar dans une république, reprit vivement Mourawieff.

— Oh! dans ce cas-là, répliqua le vieux soldat, la république ne vaut rien en Russie.

— C'est vrai, répétèrent tous ses camarades, nous ne trouvons pas mauvais qu'on fasse une république, mais nous voulons avoir un tzar.

Il y avait dans les rangs un capitaine, nommé Kozloff, caché sous un uniforme de soldat; le moment lui parut bon pour empêcher la défection des grenadiers; il se mit aussitôt à les haranguer, et il ne craignit pas de leur dire, en face du lieutenant-colonel Mourawieff, qu'on les trompait, qu'on les poussait au crime, que leur tzar légitime était le grand-duc Nicolas, choisi et désigné par feu l'empereur Alexandre, et que lui refuser l'obéissance c'était trahir l'honneur et la patrie.

Serge Mourawieff donna l'ordre de se saisir de l'orateur. Mais les grenadiers entourèrent le capitaine Kozloff et lui firent un rempart de leurs corps.

— Conduisez-nous, capitaine! s'écrièrent-ils tout d'une voix : nous suivrons vos ordres!

La compagnie, résistant aux prières et aux menaces de Serge Mourawieff, refusa de prendre part à sa trahison et se replia sur Belaïa-Tserkow. Quant à la compagnie des mousquetaires, elle avait fraternisé avec les rebelles.

Serge Mourawieff et Bestoujeff-Rumine, qui n'avaient pu s'opposer à la retraite tumultueuse de la compagnie des

grenadiers, n'étaient pas encore découragés : ils comptaient toujours sur une explosion du complot à Kiew, et ils envoyèrent de nouveaux émissaires dans cette ville et dans les villes voisines, pour inviter les membres de la Société des *Slaves réunis* à proclamer la république. En attendant, ils n'osèrent imposer aucun service, ni aucune fatigue, à leur troupe, pendant la solennité du jour de l'an russe (13 janv. 1826), et ils se virent obligés de passer ce jour-là dans le village de Motovilowka.

Ils n'en partirent que le lendemain, en se dirigeant vers Belaïa-Tserkow. On les accusa depuis d'avoir eu le projet de s'emparer du château des comtes Braniçky, qu'on disait renfermer d'immenses richesses; mais ils ne tardèrent pas à changer de plan et à rebrousser chemin.

Ils avaient appris que le général Roth devait amener, le soir même, à Belaïa-Tserkow douze compagnies d'infanterie avec quatre pièces de campagne. Serge Mourawieff n'avait à leur opposer que six compagnies, déjà démoralisées, qui étaient prêtes à l'abandonner.

Les chefs des rebelles ne conservaient plus d'illusion sur le sort qui les attendait, mais les Mourawieff et Bestoujeff-Rumine réussirent à leur persuader que tout n'était pas perdu, qu'on pouvait tenir la campagne en commençant une guerre de partisans, et que, s'il fallait battre en retraite devant des forces supérieures, il serait aisé de gagner la frontière et de se réfugier en Moldavie. Ils s'étaient arrêtés au village de Pologhy pour y passer la nuit, quand on leur donna avis que le général Roth s'avançait avec cinq escadrons et six pièces de campagne, par la route de Kastow, et que le général-major Geismar, à la tête de trois escadrons de hussards, approchait d'un autre côté pour leur couper la retraite.

Serge Mourawieff venait de recevoir en même temps une dépêche qui lui mandait que la Société des *Slaves réunis* était décidée à prendre les armes et que le rendez-vous général aurait lieu à Trilessié. Il se hâta de se remettre en marche avec sa petite armée, qui diminuait, pour ainsi dire, à chaque pas.

On marcha toute la nuit dans la direction de Trilessié. Mathieu Mourawieff ne s'abusait plus sur le résultat imminent de cette folle entreprise : il conjura son frère Hippolyte de se retirer, comme s'il prévoyait la triste destinée de ce jeune homme; mais Hippolyte se contenta de répondre qu'il se résignait à tout et qu'il ne survivrait pas à ses frères.

— Si nous ne réussissons pas ici, dit Bestoujeff-Rumine qui était témoin de ce combat de dévouement fraternel, nous réussirons ailleurs. Il suffit de quelques hommes déterminés pour rétablir une partie qu'on croit perdue. Nous nous jetterons dans les bois et nous parviendrons jusqu'à Saint-Pétersbourg. Là, j'assassinerai l'empereur!

Ces mots firent horreur à ceux qui les entendirent.

Au point du jour, la colonne insurgée se trouvait entre les villages d'Oustinowka et de Korolewka : elle était cernée de tous côtés par des forces supérieures.

Le général-major Geismar se mit à la poursuite des rebelles et les atteignit sur les hauteurs d'Oustinowka : il les somma de se rendre, et il fit braquer contre eux ses canons chargés à mitraille.

Serge Mourawieff dit à ses amis qu'ils n'avaient plus qu'à mourir en braves. Il forma en carré les six compagnies de son régiment et, se plaçant à leur tête, il leur ordonna de marcher droit aux canons, l'arme au bras, sans tirer un coup de fusil. Les compagnies obéissent à leur colonel,

mais, déchirées, écrasées par la mitraille qui les foudroie, elles se débandent et s'enfuient en jetant leurs armes.

Serge Mourawieff était tombé grièvement blessé; son frère Hippolyte gisait, frappé à mort, auprès de lui; il essaya pourtant de se relever, en s'appuyant sur la poignée de son sabre, et il cherchait encore, d'une voix éteinte, à rallier ses soldats effarés; mais ceux-ci, loin d'écouter ses ordres et ses prières, s'emparent de lui et le livrent, tout couvert de sang, aux hussards du général Geismar.

Bestoujeff-Rumine, Mathieu Mourawieff, Kouzmine, Stchipilla, Solovieff, Mazalewsky et tous les autres furent arrêtés, sans qu'ils eussent tenté de faire résistance ou de s'échapper. Il y eut sept cents prisonniers parmi les rebelles; leurs adversaires n'avaient ni morts ni blessés, car le régiment de Tchernigow s'était offert à la mitraille, sans brûler une amorce.

Les deux frères Mourawieff, dont l'un était mourant, furent enfermés ensemble, avec deux ou trois de leurs amis. L'un d'eux, le lieutenant Kouzmine, n'eut pas la force de supporter leur défaite et se fit sauter la cervelle en leur présence. Un seul des officiers rebelles, le lieutenant Soukhinoff, était parvenu à se sauver et à passer la frontière : il fut arrêté à Kicheneff, par les autorités moldaves, qui s'empressèrent de le remettre entre les mains du gouvernement russe.

XLIV

L'empereur, instruit de tous les détails de la conspiration du Midi, qui avait avorté aussi honteusement que celle de Saint-Pétersbourg, et, ayant entre les mains la liste des conspirateurs et de tous les membres des sociétés secrètes de la Russie, ne jugea pas opportun d'augmenter les proportions et les embarras du procès criminel qui s'instruisait sous ses yeux. Il se garda bien d'accroître démesurément le nombre des accusés : il ne fit venir à Saint-Pétersbourg que ceux qui avaient travaillé de longue main à l'œuvre révolutionnaire, et qui n'avaient pas reculé devant la pensée du régicide.

Serge Mourawieff, dont les blessures n'étaient pas mortelles, se trouva bientôt en état de supporter le voyage et de rejoindre dans les prisons de la capitale ses principaux complices. Le lieutenant-colonel Poggio, le colonel Artamon Mourawieff et le sous-lieutenant Bestoujeff-Rumine y étaient arrivés avant lui, avec les chefs de l'Association du Midi, le prince général-major Serge Wolkonsky, le colonel Chweikowsky, et Youchnewsky, le plus intime agent de Pestel.

La Commission d'enquête avait donc désormais en son pouvoir toutes les sources d'information qui pouvaient lui

permettre de découvrir les fils les plus secrets de cette vaste trame et de sonder jusqu'au fond ces ténèbres d'iniquité.

L'empereur avait ordonné que les faits relatifs à la rébellion de Serge Mourawieff, et qu'il serait possible de ne pas rattacher à l'affaire du 26 décembre, fussent jugés, sur le lieu même, par les conseils de guerre : il y eut ainsi, dans la 1re armée, une vingtaine d'officiers condamnés à la dégradation et envoyés comme simples soldats dans l'armée du Caucase, avec la plupart des rebelles du régiment de Tchernigow.

L'empereur voulut que la récompense suivît de près les actes de courage, de dévouement et de fidélité, auxquels donna lieu la révolte de Mourawieff. Le zèle et l'énergie dont le général Roth avait fait preuve dans la poursuite et la répression de cette révolte, lui concilièrent la haute bienveillance de son souverain, qui lui envoya les insignes de l'ordre de Saint-Alexandre-Newsky; le lieutenant-colonel Ghebel fut créé colonel, le major Troukhine, colonel, le capitaine Kozloff, major, et le lieutenant Pawloff, capitaine.

Un ordre du jour du baron Diebitsch annonça, en même temps, à l'armée, que la première compagnie des grenadiers de Tchernigow, commandée par le capitaine Kozloff, s'étant séparée des factieux pour rester fidèle à son drapeau, passait tout entière, officiers et soldats, dans les régiments de la garde impériale. Quant aux officiers de tous grades, qui avaient été compris parmi les accusés du procès criminel, ils étaient déjà remplacés dans leurs régiments par d'autres officiers, qui n'avaient participé en aucune façon aux manœuvres des sociétés secrètes, ni aux tentatives d'insurrection.

Il ne s'était rien passé de grave à Moscou et à Varsovie, quoique la Société du Midi eût à Moscou un directoire très actif et très déterminé, et que les Sociétés polonaises eussent depuis longtemps une organisation aussi complète que redoutable. C'étaient là des faits irrécusables, constatés par la Commission d'enquête.

On savait seulement que la nouvelle des événements du 26 décembre avait porté le trouble et le découragement parmi les conjurés de Moscou.

Ils s'étaient réunis cependant, mais sans oser rien entreprendre, malgré les excitations d'un des leurs, bien connu par l'indiscrétion de ses propos. Ce personnage, nommé Moukhanoff, s'était écrié dans un accès de fureur : « Nos camarades sont perdus! Il n'y a que la mort de l'empereur qui puisse les sauver, et je connais un homme qui est prêt du moins à les venger! » Les assistants lui avaient tourné le dos avec mépris. Moukhanoff était donc le seul des membres de la société secrète de Moscou, qui devait figurer dans le procès du 26 décembre.

Aucun des membres de la Société polonaise ne fut mêlé à ce procès, mais l'instruction amena bientôt la découverte de faits si sérieux et si compliqués, se rattachant à la formation des sociétés secrètes en Pologne, que l'empereur dut nommer une Commission spéciale à Varsovie même, pour instruire à part le procès des accusés polonais.

Le césarévitch venait d'envoyer à Saint-Pétersbourg un des contumaces du 26 décembre, le professeur Kuckelbecker, qui avait réussi à sortir de la capitale après la dispersion des rebelles, et qui était parvenu à gagner Varsovie. C'est là qu'il fut reconnu sous son déguisement et arrêté par un sous-officier du régiment de la garde de Wolhynie.

Kuckelbecker, que l'exaltation de ses idées politiques et l'imprudence de ses discours avaient compromis de longue date en plusieurs circonstances, s'était porté aux plus déplorables violences, sur la place du Sénat, dans la journée du 26 décembre. Il avait essayé de tuer d'un coup de pistolet le grand-duc Michel.

C'était, d'ailleurs, un esprit distingué et un écrivain recommandable, attaché comme répétiteur au lycée de Tsarskoé-Selo, où il avait été élevé avec son ami le poëte Pouckhine.

Ses relations épistolaires avec plusieurs chefs du parti libéral en France étaient trop connues, pour qu'on ne le soupçonnât point d'avoir cédé à leurs conseils et à leurs excitations; mais ce fut un fait acquis au procès, que l'influence directe et personnelle des démagogues et des libéraux français ne s'était jamais fait sentir dans les projets et les actes des sociétés secrètes de la Russie.

Kuckelbecker, d'ailleurs, malgré l'attentat qu'il avait failli commettre sur la personne du grand-duc Michel, n'avait pas été initié à tous les secrets du complot et ne savait pas même que le régicide fût érigé en principe par les directoires des Associations du Midi et du Nord. Il s'était tourné, dans sa fuite, du côté de la Pologne, parce qu'il avait appris que les Sociétés polonaises étaient prêtes à courir aux armes pour proclamer l'indépendance de leur pays. Il fut donc bien surpris de voir la tranquillité qui régnait à Varsovie, et il se trouva prisonnier, avant d'avoir pu s'aboucher avec ses amis politiques.

Le gouvernement attachait assez d'importance à l'arrestation de cet accusé, pour que le sous-officier Grigorieff, auquel on la devait, fût récompensé avec éclat par l'empereur, qui lui accorda une gratification de mille roubles

et qui l'avança au grade d'enseigne, en le plaçant dans les invalides de la garde et en le faisant mettre à l'ordre du jour de l'armée.

L'empereur avait craint, un moment, que les armées qui faisaient la force de sa couronne, fussent profondément atteintes de l'esprit de révolte et de vertige révolutionnaire, que s'étaient efforcé de leur communiquer les auteurs du complot, mais il eut lieu bientôt de se rassurer, en voyant que le soldat russe, absolument inaccessible à l'action pernicieuse des utopies politiques, était toujours aussi fidèle à la religion du devoir, aussi attaché à ses souverains, aussi dévoué à son drapeau.

Il passa en revue successivement tous les corps de troupes casernés à Saint-Pétersbourg, ou cantonnés aux environs, et il put se convaincre, en voyant l'enthousiasme avec lequel il était accueilli par ces troupes, que si les conjurés avaient égaré quelques malheureux par des mensonges et des insinuations perfides, ils n'avaient pas fait beaucoup de prosélytes dans les régiments même où ils comptaient le plus de complices parmi les officiers.

A la grande revue du 18 janvier, l'empereur témoigna sa satisfaction à l'aide de camp général Levachoff, qui avait dirigé les manœuvres :

— En admirant la belle tenue de vos hussards, lui dit-il, j'avais oublié qu'il y eut des rebelles dans notre chère armée.

La revue de l'artillerie, commandée par le grand-duc Michel, et la revue de la cavalerie, commandée par les aides de camp généraux Depreradovitch, Benkendorff et Orloff, furent également très brillantes; elles donnèrent lieu, comme d'habitude, à des distributions de viande et d'eau-de-vie, et à des gratifications en argent, pour chaque

homme. Mais on remarqua que ces imposantes solennités militaires, qui ont toujours et partout le privilége d'attirer la foule et de la passionner, ne réunirent qu'un nombre très restreint de spectateurs à l'air morose et timoré, qui semblaient vouloir lire sur le visage de l'empereur le secret de la situation des affaires d'État.

Cependant l'empereur ne se dérobait plus aux yeux de ses sujets, comme dans la première semaine de son règne, quoique ses occupations fussent plus compliquées et plus absorbantes qu'elles ne l'avaient été immédiatement après son avénement.

Il ne prenait pas d'autre repos, il ne s'accordait pas d'autre distraction, qu'une heure de promenade à pied sur la Perspective Newsky. Il était d'ordinaire accompagné d'un aide de camp; quelquefois, malgré les instances et les représentations des deux impératrices, il sortait seul, en habit de ville, sans armes et sans suite.

Tout le monde respectait son incognito, que trahissaient, à première vue, sa haute taille, son port majestueux, sa belle et noble figure empreinte à la fois de douceur et de fierté. On s'arrêtait, on s'inclinait, on se découvrait sur son passage, sans jeter un cri, sans proférer une parole; mais certaines personnes se détournaient à son approche et cherchaient à éviter sa rencontre : c'étaient les parents, les amis et peut-être les complices des accusés du 26 décembre. Quelques mougiks s'agenouillaient, murmurant une prière pour l'empereur, qui leur donnait, en passant, sa bénédiction.

Il y avait encore dans les esprits beaucoup d'inquiétude, de défiance et de tristesse.

Dans une de ces promenades, l'empereur fut abordé par une dame en deuil, d'une physionomie distinguée et d'une

apparence modeste et décente. Elle le salua humblement et se permit de lui adresser la parole, ce qui est sévèrement interdit par les lois et par les usages.

— Sire, lui dit-elle, j'arrive de Moscou pour demander justice à Votre Majesté. Je suis veuve du général T..., qui est mort sous les drapeaux. Mon mari m'a laissée presque sans fortune avec des enfants. J'avais acheté, dans des conditions très avantageuses, un bien qui devait nous procurer des moyens d'existence. Ce bien, une fois entre mes mains, avait décuplé de valeur. L'ancien propriétaire a poursuivi alors l'annulation du contrat qu'il avait signé depuis deux ans : une décision du sénat de Moscou lui a donné gain de cause et j'ai été dépossédée. Ma ruine et celle de mes enfants sont aujourd'hui consommées : il ne me reste pas même de quoi payer les frais du procès qui a été porté en dernier ressort devant le Conseil de l'empire.

— Remettez-moi les pièces de votre affaire, répondit l'empereur avec bonté, je serai bien volontiers votre curateur et, au besoin, votre avocat.

Et comme un officier de police s'avançait pour opérer l'arrestation de cette dame qui avait osé parler à l'empereur sur la voie publique, Nicolas fit signe de ne pas inquiéter sa cliente, comme il l'appela en l'invitant à venir, au palais d'Hiver, vers la fin du mois, pour apprendre le dénoûment du procès.

En effet, après avoir examiné lui-même toute la procédure, il se chargea de défendre, au Conseil de l'empire, les intérêts de Madame T... et de ses enfants. La décision du sénat de Moscou fut cassée comme irrégulière, et l'empereur ordonna, en conséquence, que les parties lésées seraient indemnisées sur le traitement des sénateurs qui avaient rendu une sentence injuste.

Nicolas, c'est un fait avéré, avait eu la pensée d'inaugurer son règne par l'émancipation des paysans et l'abolition du servage en Russie. Non-seulement il en avait parlé comme d'un projet arrêté et immédiat, à plusieurs de ses ministres; mais encore il avait même préparé un ukase, par lequel il voulait proclamer l'affranchissement des serfs, dans toute l'étendue de l'empire, pour se conformer, disait-il, aux généreuses intentions de ses prédécesseurs et notamment d'Alexandre Ier.

Alexandre, en effet, s'était toujours montré partisan de cette grande réforme sociale, sans oser toutefois la mettre à exécution, d'une manière générale et définitive, car il avait dû se borner à décréter plusieurs ukases en faveur des serfs et à faire l'essai de l'affranchissement dans les provinces Baltiques. Le moment n'était pas venu d'accomplir cette œuvre de justice et de civilisation.

Nicolas, de son côté, n'était pas moins opposé au principe de l'esclavage, et, plus d'une fois, comme grand-duc, il avait eu l'occasion de se prononcer avec autant d'énergie que de chaleur sur cette grave question, qu'il n'avait jamais examinée au point de vue pratique et dont il ne connaissait pas encore les difficultés et les périls. Il avait l'habitude de dire qu'il était le plus grand abolitioniste de la Russie et qu'il conseillait à la noblesse, dans son intérêt particulier, de donner la liberté aux serfs qu'elle possédait, car, d'un jour à l'autre, les serfs de la couronne seraient affranchis.

Quand il fut empereur, il ne changea pas de visée ni de sentiment, mais il jugea nécessaire de mûrir et d'ajourner ses projets d'émancipation des paysans, après un entretien avec le conseiller privé, Michel Spéransky.

— Sire, lui dit cet illustre homme d'État, le lendemain

de l'affranchissement, que fera la Russie de ses quarante-trois millions de serfs, sans patrimoine, sans capitaux, sans terres, sans instruments de travail, accoutumés à l'incurie et à l'imprévoyance du servage, et désormais abandonnés à l'indépendance, c'est-à-dire à la misère?

On ne saurait se faire une idée de l'immense travail auquel se livrait jour et nuit le nouvel empereur, pour tout voir, tout connaître, tout approfondir, dans les innombrables détails de l'administration publique. Ses yeux, pour ainsi dire, étaient incessamment ouverts sur les plus minutieux rouages des services ministériels.

Il avait à cœur de se bien rendre compte de l'état réel des affaires du pays, et il désirait savoir, par sa propre expérience, quels étaient les imperfections et les vices du gouvernement qu'il se proposait d'améliorer, en y appliquant sa vigilance personnelle.

Il fut plus d'une fois attristé, indigné, effrayé, en face des faits monstrueux et inqualifiables qui se produisaient à ses regards, dans cet examen impartial de la conduite des fonctionnaires les plus considérables comme les plus infimes.

Ce n'étaient que concussions, dénis de justice, abus de pouvoir, prévarications de toute nature. Le mal existait depuis longtemps dans toutes les branches de l'organisation administrative, mais il s'était accru dans une proportion effrayante depuis les dernières années, car l'empereur Alexandre avait pris en dégoût cette surveillance journalière des hommes et de leurs actes, à laquelle un souverain semble condamné en Russie, par suite de l'obligation où il se trouve de se prononcer arbitrairement dans toutes les questions qui lui sont soumises. Alexandre s'en rapportait donc, dans la plupart des cas, à l'opinion de ses minis-

tres, et ceux-ci, à l'exemple de leur auguste maître, acceptaient souvent sans contrôle les avis qui leur étaient suggérés par leurs agents.

L'empereur Nicolas, dès sa première conférence avec les membres du ministère, leur avait déclaré, de la manière la plus nette et la plus catégorique, qu'il entendait être éclairé et renseigné sur toutes les affaires qui seraient présentées à sa sanction et qu'il invitait ses ministres à ne lui apporter, sous leur responsabilité, que des projets sérieusement étudiés.

Il ajouta que son devoir lui défendait de prendre à la légère aucune décision, si minime fût-elle, et qu'il s'était bien promis, en acceptant la couronne, de consacrer tous les instants de sa vie aux intérêts de la chose publique et au bonheur de ses sujets.

XLV

Les ministres qui composaient alors le cabinet, si habiles et si honorables qu'ils pussent être, avaient paru d'abord se juger incapables de remplir les vues de l'empereur, et plusieurs d'entre eux furent sur le point de demander à se retirer plutôt que d'accepter la responsabilité qu'un nouveau système de gouvernement allait faire peser sur eux.

Le bruit se répandit alors, qu'un changement de ministère était imminent, mais l'empereur n'y avait pas songé; il tenait, au contraire, à conserver, du moins pour les premiers temps de son règne, des hommes d'État, des administrateurs, des conseillers, qui avaient eu la confiance de son frère Alexandre et qui méritaient d'avoir la sienne.

Il revint sur les paroles sévères qu'il avait prononcées devant eux, et il leur dit avec aménité, que le métier d'empereur exigeait un apprentissage plus ou moins long, de même que les autres métiers; il reconnaissait donc qu'il avait beaucoup à apprendre, avant d'être suffisamment instruit de ses devoirs, et qu'il les priait de s'associer aux études pénibles et délicates que sa nouvelle position lui ordonnait de faire.

De ce jour-là, l'entente du souverain avec ses ministres fut aussi complète que s'il les eût choisis selon ses idées et ses sympathies. On ne parla plus des candidats qu'on avait désignés pour former un autre ministère.

Tous les jours, l'empereur travaillait deux ou trois heures avec ses principaux ministres, sans préjudice des entretiens qu'il avait avec chacun d'eux en particulier. Souvent, dans la soirée, le Conseil des ministres était encore réuni.

Quand le Conseil menaçait de se prolonger pendant la nuit, on voyait s'entr'ouvrir doucement la porte du cabinet, et, avant que l'empereur, dont les traits amaigris, le teint pâle et les yeux rouges accusaient la fatigue, eût fait un mouvement d'impatience, il reconnaissait la figure souriante de l'impératrice, qui lui adressait un geste de tendre reproche, en disant aux ministres avec une gracieuse affabilité :

— De grâce, Messieurs! laissez donc un peu de repos à mon mari et venez prendre le thé avec nous.

Tous les ministres, néanmoins, n'avaient pas l'honneur de travailler journellement avec l'empereur.

Ceux dont les départements n'étaient, en réalité, que des directions générales, le ministre des postes, celui des voies de communication par terre et par mer, celui des écoles de l'empire, pouvaient être appelés au Conseil, mais n'avaient pas le droit d'y paraître, sans une convocation spéciale. Ces trois ministres eurent pourtant la plus large part dans l'intimité de l'empereur Alexandre.

Le prince Alexandre Galitzyne, qui avait été ministre des cultes et de l'instruction publique, n'était plus que chargé de la direction des postes en y comprenant la police secrète des correspondances, mais il avait toujours conservé toute la confiance, toute l'affection de son auguste maître,

quoique le clergé russe eût exigé son éloignement de la direction des affaires ecclésiastiques.

C'était un des hommes les plus estimables de la Russie. On lui reprochait seulement, malgré la gaieté de son caractère et l'enjouement de son esprit, de s'être trop préoccupé d'innovations religieuses et d'avoir partagé les tendances mystiques du défunt empereur. Il était alors âgé de cinquante-deux ans.

Le duc Alexandre de Wurtemberg, qui avait succédé au prince d'Oldenbourg dans le poste de directeur général du corps des voies de communication, tenait à honneur de diriger ce ministère en sous-ordre, avec autant de soin et d'activité que s'il n'eût pas été frère de l'impératrice-mère et oncle de l'empereur. Aussi, l'empereur lui adressa-t-il, dans les premiers mois du nouveau règne, plusieurs rescrits très flatteurs et très mérités.

Le duc Alexandre de Wurtemberg, après s'être distingué comme général dans les campagnes de 1812 et 1813, avait déployé dans son poste ministériel toutes les qualités d'un habile administrateur

Le ministre directeur des écoles de l'empire était le général comte Paul Golenitcheff-Koutousoff, dont l'empereur Nicolas connaissait d'avance la fermeté et le dévouement : ce général venait d'être nommé gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, en remplacement du comte Miloradovitch.

Le général comte Alexis Araktchéïeff, directeur des colonies militaires qui étaient sa création, et chef de tous les établissements de l'infanterie, avait été pendant le règne d'Alexandre Ier un objet d'aversion et de terreur pour tout le monde. On lui attribuait exclusivement une funeste influence sur les actes de ce souverain, qui avait en lui la

confiance la plus absolue et qui daignait le traiter en ami. Araktchéïeff justifiait cette faveur extraordinaire par un dévouement sans bornes à la personne de son auguste maître.

C'était un homme actif, prudent, intègre, incorruptible, mais sans probité politique, sans délicatesse morale, sans éducation et sans instruction.

Il fut d'abord le favori de Paul Ier, avant de devenir celui d'Alexandre, et, sous ces deux empereurs, il s'était chargé d'une police secrète qui avait pour mission particulière de veiller sur leurs jours et de les éclairer sur les dangers de toute espèce qu'ils pouvaient courir.

On doit dire qu'Araktchéïeff s'était toujours acquitté de ces mystérieuses fonctions de police, avec un zèle infatigable, avec une rare adresse, quoique l'empereur Alexandre eût failli tomber sous le poignard des sociétés secrètes et que la fin tragique de Paul Ier semblât prouver qu'il n'avait autour de lui que des conspirateurs. La fatalité voulut qu'Araktchéïeff fut absent au moment de la mort de Paul et que des circonstances malheureuses l'eussent tenu éloigné de son poste pendant la dernière année de la vie d'Alexandre.

Ce n'était pas le mérite personnel d'Araktchéïeff, qui lui avait valu la puissance illimitée qu'il eut entre les mains depuis la jeunesse d'Alexandre; il ne la devait qu'à cette confiance intime et aveugle qu'il avait su inspirer au monarque et qu'il conserva toujours, malgré la violence de son caractère, la rudesse de ses manières et les excès de son audace. Son talent avait été de se rendre d'abord nécessaire et de se faire ensuite indispensable.

Alexandre s'était si bien convaincu de l'attachement et de la fidélité inviolables de ce précieux serviteur, qu'il lui

avait donné ou plutôt laissé prendre une autorité presque égale à la sienne.

Araktchéïeff, en effet, dont le nom ne figurait nulle part officiellement, avait l'œil et la main dans toutes les affaires de l'État. Il ne se montrait jamais à la cour; il évitait même de paraître en public; aussi, le peuple s'imaginait-il le trouver partout invisible et agissant. On le regardait comme le mauvais génie de l'empereur, et on rapportait à son ténébreux pouvoir tout ce qui se faisait de mal dans l'État.

Il était général en chef de l'artillerie, et il avait eu la principale part aux améliorations qui s'étaient faites dans le matériel d'une arme qu'il connaissait mieux que personne en Russie; il avait été aussi ministre de la guerre, de 1808 à 1810; mais, quoiqu'il eût le goût et l'instinct des sciences militaires, il ne s'était pas distingué sur les champs de bataille.

La grande affaire de sa vie avait été la fondation et l'organisation des colonies militaires : suivant l'esprit de cette institution que l'empereur Alexandre avait accueillie avec enthousiasme, la fusion des soldats colonisés et des serfs de la couronne, dans des gouvernements mal peuplés et sur des terres en friche, devait augmenter à la fois la population du pays, la richesse nationale et la civilisation de l'empire. La colonisation, appliquée dans l'origine à un petit nombre de régiments, se serait étendue plus tard à l'armée entière, mais elle ne versa jamais, au milieu de quatre cent mille paysans, plus de soixante-quinze mille hommes et trente mille chevaux, appartenant à l'armée régulière. Sept années d'expérience avaient fait ressortir les vices et les inconvénients d'un système qui eût fini par désorganiser la force militaire de la Russie.

Araktchéïeff avait été le plus puissant et le plus redouté des membres du cabinet; sous le règne précédent, il avait

rendu sans doute des services à l'État et surtout à l'empereur, mais son caractère despote, tracassier et inflexible, ne lui avait fait que des ennemis. Tout autre que lui eût été écrasé sous le poids de tant de haines.

L'empereur Nicolas, par respect pour la mémoire de son auguste frère, ne laissa pas soupçonner d'abord qu'il voulût se priver des services du comte Araktchéïeff; il ne lui enleva point la direction des colonies militaires, mais il le tint à distance autant que possible, et il ne dissimula pas ses véritables sentiments jusqu'à lui faire bonne mine.

Tout le monde comprit à la cour, que l'étoile du favori avait cessé de briller.

Le général Alexandre Tatistcheff, qui était depuis trois ans à la tête du ministère de la guerre, y fut consolidé par l'estime générale qui l'entourait.

C'était un ministre capable, mais surtout probe et consciencieux. L'empereur Alexandre, quoique s'occupant personnellement des affaires de ce ministère plus que de celles des autres départements ministériels, avait laissé une large initiative au général Tatistcheff, qui ne lui donna jamais lieu de se repentir de sa confiance.

On approuva donc hautement le sentiment de justice et de reconnaissance, qui avait dicté le rescrit que l'empereur adressa, en date du 1er (13, nouv. st.) janvier, à son ministre de la guerre, avec le brevet de chevalier grand-croix de l'ordre de Saint-Wladimir de la première classe, pour récompenser les soins infatigables de ce ministre laborieux et les importantes économies qu'il avait réalisées au profit du trésor.

L'empereur, à l'occasion du premier de l'an, nomma également chevalier de l'ordre de Saint-Wladimir de première classe, le vice-amiral Moller, qui avait le grade de chef de

l'état-major de la marine, et qui dirigeait ce ministère à titre provisoire. Son zèle pour le service, et la bonne direction qu'il avait donnée aux réparations du port de Cronstadt, l'avaient recommandé particulièrement à la bienveillance de l'empereur.

On pensait cependant qu'il devait être remplacé au ministère, dès qu'un changement de cabinet pourrait s'effectuer sans inconvénient.

Le conseiller privé Lanskoï fut aussi maintenu au ministère de l'intérieur; mais, comme il manquait d'initiative et qu'il laissait les affaires en souffrance, moins par négligence que par lenteur et indécision dans le travail, l'empereur se vit obligé de lui donner bientôt pour adjoint un savant jurisconsulte, Dmitri Dachkoff, qui devait plus tard lui succéder.

Le comte Dmitri Gourieff, ancien ministre des finances, qu'il avait administrées avec une médiocre habileté, redevenu depuis 1823 directeur du département des apanages, comme au début de sa carrière politique en 1806, était mort dans les derniers mois du règne de l'empereur Alexandre, qui attendait que ce vieux serviteur, obéissant enfin aux conseils de l'âge et des infirmités, demandât lui-même à déposer le fardeau d'une administration trop lourde pour lui. Le comte Gourieff n'avait pas encore de successeur.

Nicolas, dès les premiers jours de son avénement, avait écrit au général prince Pierre Wolkonsky, pour lui offrir la place vacante au département des apanages, mais Wolkonsky dut ajourner son acceptation et fit savoir à l'empereur qu'il s'était engagé, vis-à-vis de l'empereur défunt, à ne pas quitter l'impératrice Élisabeth, avant qu'il ne l'eût ramenée au sein de la famille impériale.

Ce fidèle ami de l'empereur Alexandre ne prévoyait pas qu'il tiendrait sitôt sa promesse.

L'amiral Chischkoff, qui avait remplacé en 1824 le prince Alexandre Galitzyne au département des cultes et de l'instruction publique, était un lettré, un savant, mais un adversaire obstiné de toute innovation et de toute réforme. La vieillesse ne lui avait fait perdre rien de son ardeur au travail, ni de son activité. Toutefois, en raison de son grand âge, l'empereur le pria d'accepter un adjoint. L'amiral Chischkoff avait désigné lui-même, pour remplir ce poste à ses côtés, Alexis Pérowsky, curateur de l'université de Kharkow, qui paraissait destiné à faire un chemin rapide dans l'administration, mais l'empereur accorda la préférence à Dmitri Bloudoff, qui avait en lui l'étoffe d'un ministre et qui, pour se faire apprécier à sa valeur, n'avait eu qu'à remplir, pendant quelques jours, les fonctions de secrétaire de la Commission d'enquête dans le procès du 26 décembre.

Le prince Dmitri Labanoff-Rostowsky était ministre de la justice et procureur-général du Sénat; son âge avancé et sa mauvaise santé l'invitaient à se démettre de ses hautes attributions, qui eussent été plus convenablement confiées à un jurisconsulte, mais il tint bon et n'accepta même pas l'adjoint que l'empereur avait voulu lui donner, en jetant les yeux sur l'éminent jurisconsulte Michel Spéransky.

Le prince Pierre Lapoukhine, président du Conseil de l'Empire, comptait encore plus d'années que le prince Labanoff-Rostowsky; mais l'empereur ne songeait pas à se priver des utiles avis de ce noble vieillard, qui était alors l'homme le plus considérable de l'empire, dans l'ordre civil, et qui n'avait pour égaux, dans l'ordre militaire, que les feld-maréchaux.

Depuis cinquante ans que le prince Pierre Lapoukhine

se trouvait mêlé aux affaires publiques, il avait fait preuve de tous les talents de l'homme d'État, et les grandes charges qu'il avait occupées sous trois règnes n'avaient servi qu'à mettre en relief son mérite éminent, son estimable caractère et ses qualités supérieures.

L'empereur avait dit, en parlant de cet illustre président du Conseil de l'empire, qu'il lui fournirait encore plus d'une occasion de se distinguer sous un quatrième règne, et qu'il voudrait bien pouvoir lui assurer un brevet d'immortalité, en récompense de ses longs services.

Le ministre des finances et le ministre des affaires étrangères étaient les deux meilleures têtes du cabinet, et l'empereur les regardait l'un et l'autre comme les plus précieux auxiliaires de son gouvernement.

Cancrine, qui dirigeait les finances depuis deux ans, avait apporté de telles améliorations dans ce département, que les sources du revenu public s'étaient en quelque sorte multipliées, par suite d'une meilleure répartition des impôts et sans aucune souffrance pour les populations laborieuses. L'équilibre entre les recettes et les dépenses avait été enfin rétabli, et le budget de l'État semblait être désormais à l'abri d'un déficit annuel.

C'était en remplissant avec autant d'intelligence que de probité les fonctions d'intendant général de l'armée, que Cancrine avait appris à résoudre les questions de finances et d'économie politique. Élève de l'université de Giessen, il se souvenait des fortes études qu'il y avait faites, et, une fois attaché au service de la Russie, qui devint sa patrie d'adoption, il se fit connaître comme une des lumières de l'administration russe.

Son instruction, sa capacité, son exactitude, son intégrité à toute épreuve, la rigidité même de ses principes,

le recommandaient à l'estime de l'empereur Nicolas, qui lui accorda encore plus de confiance que l'empereur Alexandre n'en avait accordé à cet honnête et habile financier, surnommé dès lors le *Colbert de la Russie*.

Il est vrai que l'empereur, pendant sa jeunesse, n'avait pas mal profité des leçons de son ancien professeur, le savant économiste Henri Storch, et qu'il était en état de discuter avec son ministre des finances les affaires d'un département, qui fut toujours le principal objet de sa sollicitude. Aussi, se plaisait-il à travailler souvent avec le général Cancrine, et, plus d'une fois, quand les personnes de son entourage faisaient l'éloge de ses décisions en matière de finances, il s'honorait d'avoir pour maître son ministre Cancrine, le premier financier de l'Europe, disait-il.

— Le maître, ajoutait-il en souriant, ne paraît pas trop mécontent de son élève.

Un autre ministre d'Alexandre Ier, le comte de Nesselrode, n'avait pas à craindre de perdre le portefeuille des affaires étrangères, dans un remaniement du cabinet.

Depuis dix ans que le comte de Nesselrode était un des chefs de ce département, il avait eu le talent de se faire une position immense et inattaquable, en se bornant à n'être que l'instrument et le représentant de la politique de l'empereur, sans jamais essayer de faire prédominer un système à lui, sans jamais vouloir substituer ses propres vues à celles de son souverain.

Ce n'était pourtant pas un rôle subalterne que le sien, puisqu'il se faisait l'incarnation vivante de la politique impériale, et qu'il personnifiait, pour ainsi dire, aux yeux de l'Europe, le système de la Sainte-Alliance.

L'empereur Nicolas lui tint compte de son abnégation,

de son exactitude, de sa souplesse; il comprit que c'était l'homme des traditions, et que l'expérience de ce diplomate consommé serait d'autant plus précieuse pour lui, qu'elle ne gênerait pas la liberté d'action du pouvoir souverain, car Nesselrode n'était, ne voulait être, en toutes circonstances, qu'un ministre consultant et exécutant, ce qu'il avait été, en un mot, lorsque l'empereur Alexandre s'occupait personnellement des relations extérieures de la Russie avec les gouvernements et les cabinets de l'Europe.

Le comte Capo-d'Istria, qui avait été nommé, en 1815, secrétaire d'État, pour partager avec le comte de Nesselrode le travail du cabinet de l'empereur, n'exerçait plus ses fonctions, quoiqu'il conservât son titre et son rang. Il était allé en Grèce, en vertu d'un congé temporaire, et, tout en restant attaché au cabinet russe, il prêtait le concours le plus actif et le plus désintéressé à la cause de l'indépendance de son pays natal, car il était originaire de l'île de Corfou, et l'empereur Alexandre, qui l'aimait et qui estimait en lui l'homme de bien, l'avait autorisé à servir les intérêts de ses compatriotes et de ses coreligionnaires, sans engager toutefois la Russie dans les embarras d'une intervention armée.

Le comte Capo-d'Istria n'avait pas vu le nouvel empereur depuis son avénement, mais les indices ne manquaient pas, qui laissaient prévoir que la politique de la Russie, dans les affaires de la Grèce, était déjà changée. L'empereur Nicolas avait exprimé tout haut sa sympathie pour les Grecs, en disant qu'il se regardait comme le protecteur de tous les fidèles de l'Église orthodoxe, et que son auguste prédécesseur n'eût pas refusé aide et protection à la Grèce, si ce malheureux pays, opprimé par les Turcs, avait réclamé l'assistance du tzar, au lieu de demander sa

délivrance à des moyens révolutionnaires, que rien ne pouvait justifier ni excuser.

On attribua à l'empereur ces paroles remarquables : « Je n'ai pas le droit de faire cause commune avec une insurrection, quelle qu'elle soit, mais je n'oublie pas que les Grecs sont des chrétiens persécutés, et, comme protecteur-né de l'Église grecque, je ne les abandonnerai pas, d'autant plus que la Russie aura bientôt à venger ses propres griefs contre la Porte Ottomane. »

XLVI

Dans les premiers jours de son règne, Nicolas avait adressé à M. de Minciaky, chargé d'affaires de Russie à Constantinople, des instructions péremptoires qui équivalaient à une rupture prochaine et définitive avec la Turquie.

Il ne s'agissait, en apparence, que de l'évacuation des provinces danubiennes, la Valachie et la Moldavie, que les troupes turques continuaient à occuper, au mépris des derniers traités, qui avaient placé ces provinces sous la protection de la Russie. Mais on avait lieu de croire que les justes réclamations du gouvernement russe, qui avait tant à se plaindre du mauvais vouloir et de l'arrogance systématique du gouvernement turc, ne se borneraient pas à obtenir l'exécution de quelques points en litige du traité de Bucharest.

Les deux gouvernements étaient en pleine mésintelligence depuis l'origine de l'insurrection grecque, et l'empereur Alexandre, malgré sa mansuétude, malgré son aversion pour la guerre, avait résolu, au moment de sa mort, d'envoyer une armée d'observation sur les frontières de la Turquie, après avoir mis fin à l'occupation turque dans les principautés. L'empereur Nicolas ne devait pas

hésiter à donner suite à cette politique ferme et digne, que son prédécesseur n'avait pas eu le temps de faire triompher. L'honneur et l'intérêt de la Russie étaient en jeu : il fallait que l'épée tranchât dans le vif une situation devenue insoluble et que la diplomatie essayait en vain de dénouer par des concessions mutuelles et pacifiques.

Le comte de Nesselrode annonça donc aux ambassadeurs des puissances signataires du traité de la Sainte-Alliance, que l'empereur de Russie était décidé à se faire justice lui-même, si la Porte lui refusait les satisfactions qu'il avait droit d'exiger, et que ce souverain se croyait fondé à poursuivre le redressement des griefs personnels dont il avait à se plaindre dans les affaires d'Orient, sans avoir à soumettre à ses alliés des raisons d'État qui touchaient à sa dignité et qui n'intéressaient que lui.

Tous les cabinets avaient appris avec inquiétude ces complications nouvelles de la question d'Orient, qui était depuis bien des années la préoccupation permanente de la diplomatie; mais l'Autriche et l'Angleterre furent surtout très effrayées de l'imminence d'une guerre entre la Russie et la Turquie, car cette guerre, suivant les probabilités les plus apparentes, pouvait amener la ruine de l'équilibre européen.

C'était une opinion constante et enracinée depuis un demi-siècle chez les hommes d'État les plus intelligents, que le gouvernement russe aspirait à la possession de Constantinople, et cette opinion, basée sur un document apocryphe, qu'on appelait le testament de Pierre le Grand, et qui n'avait jamais eu un caractère sérieux, faisait renaître sans cesse le même fantôme à l'horizon de la politique générale.

L'Autriche voyait déjà les principautés du Danube en-

vahies par les armées russes, et l'Angleterre, qui avait accepté tacitement le protectorat de la nation grecque, en ne repoussant pas le manifeste par lequel cette nation plaçait le dépôt sacré de sa liberté, de son indépendance nationale et de son existence politique, sous la défense du pavillon britannique, l'Angleterre craignait que la Russie ne lui demandât pas son agrément pour faire entrer une flotte dans le détroit des Dardanelles.

Les cours alliées de la Russie s'étaient empressées à l'envi de faire complimenter le nouvel empereur par des envoyés extraordinaires, qui devaient honorer la mémoire de l'empereur défunt, en présentant à son successeur l'expression des sentiments les plus affectueux et les plus dévoués.

Dès le 17 janvier 1826, le prince Guillaume, fils du roi de Prusse, était arrivé au palais d'Hiver, comme représentant de son père, qui avait devancé naturellement tous les autres souverains dans la manifestation de ses sympathies à l'égard de l'empereur Nicolas. Le prince Guillaume, lié d'amitié avec son beau-frère, éprouvait une vive satisfaction à se retrouver avec lui et se proposait de passer quelques semaines dans l'intimité de la famille impériale, qui était devenue la sienne depuis le mariage de sa sœur Alexandra.

Plusieurs autres membres de cette belle et nombreuse famille avaient apporté également en personne leurs condoléances et leurs félicitations à l'empereur Nicolas : le grand-duc héréditaire de Mecklembourg-Schwerin, Paul-Frédéric, mari de la princesse Alexandrine de Prusse, sœur cadette de l'impératrice Alexandra; le margrave Léopold de Bade, proche parent de l'impératrice Élisabeth; le prince royal des Pays-Bas, époux de la grande-duchesse Anne Pavlovna.

Ce fut pour ces princes un sujet d'étonnement, de regret et presque de défiance, que de ne pas rencontrer le grand-duc Constantin auprès de son frère Nicolas.

— Ne l'accusez pas! dit l'empereur au prince d'Orange, qui lui témoignait le chagrin d'avoir à blâmer peut-être la conduite du césarévitch. Sa présence à Varsovie est aussi nécessaire, dans les circonstances actuelles, que la mienne à Saint-Pétersbourg. Constantin est le plus noble type de l'abnégation et du dévouement; il a fait plus que de me donner la couronne; il m'aide encore à conserver l'empire dans son intégrité, car, sans lui, sans sa prudence, sans sa fermeté, nous aurions en ce moment la révolution et la guerre civile en Pologne.

L'empereur d'Autriche s'était fait représenter, à la cour de Russie, par un ambassadeur extraordinaire, qui n'était autre qu'un de ses généraux les plus renommés et un des petits-fils de l'impératrice Marie-Thérèse, l'archiduc Ferdinand d'Este.

Ce personnage illustre, qui fut l'objet de l'accueil le plus empressé à Saint-Pétersbourg, avait d'ailleurs une mission secrète à remplir auprès de l'empereur Nicolas, pour le règlement provisoire de la question d'Orient.

Les envoyés des autres puissances avaient aussi un caractère politique qui leur permettait de traiter, au besoin, les affaires les plus urgentes et d'assurer le maintien des principes de la Sainte-Alliance. C'était surtout ce pacte de la Sainte-Alliance, que les gouvernements, fidèles à la mémoire de l'empereur Alexandre, voulaient maintenir et consolider comme base fondamentale du droit public des États européens.

On s'explique ainsi pourquoi les envoyés extraordinaires furent pour la plupart des généraux qui avaient pris part

avec éclat à la grande guerre de la coalition en 1814 et en 1815.

La cour de Bavière avait fixé son choix sur le feld-maréchal prince de Wrede, dont le nom évoquait les souvenirs des batailles de Leipzig et de Hanau.

Le roi de France, Charles X, n'hésita pas à manifester ses sentiments personnels de reconnaissance envers Alexandre I[er], qui avait replacé sur le trône la maison royale des Bourbons; non-seulement il ordonna au général comte de Saint-Priest, son ministre à Berlin, de se rendre en toute hâte à Saint-Pétersbourg, mais encore, à l'ouverture de la session législative (31 janvier 1826), on l'entendit prononcer ces paroles avec une émotion qu'il fit partager à tous les assistants : « La mort vient de frapper au milieu de sa carrière l'un de nos plus magnanimes alliés; cette perte a profondément affligé mon cœur. »

L'empereur Nicolas remercia le roi Charles X de cette marque publique de sympathie, en lui faisant dire, par le général de Saint-Priest, que feu l'empereur Alexandre avait légué à son successeur ses amis et ses alliés, ses sentiments et ses devoirs.

L'Angleterre fut la dernière à désigner l'envoyé qu'elle chargeait d'aller féliciter le nouvel empereur de Russie, mais le choix qu'elle fit de lord Wellington pour cette haute mission avait une signification politique dont le sens ne devait échapper à personne. Aucun choix, d'ailleurs, ne pouvait être plus agréable à l'empereur et à la Russie, car lord Wellington, comblé des faveurs et des distinctions qu'Alexandre n'avait cessé, pendant tout le cours de son règne, d'accorder à cet invariable auxiliaire de ses armes et de sa politique, était alors le seul feld-maréchal russe vivant.

On n'ignorait pas, non plus, que l'empereur Nicolas, durant son séjour à Paris en 1815, et plus tard dans son voyage en Angleterre, avait eu l'occasion de se trouver en rapport fréquent avec le duc de Wellington, et qu'il en était résulté entre eux, depuis cette époque, un échange de lettres qui renfermaient l'expression de leur estime et de leur affection mutuelles.

On ne s'étonna pas de lire dans le journal officiel de Saint-Pétersbourg, du 9 février : « Le gouvernement britannique a prouvé toute l'importance qu'il attachait au choix d'un représentant dans cette occasion solennelle. Il a désigné un des héros du siècle, le capitaine illustre qui acheva de détruire Napoléon aux champs de Waterloo et qui rendit ainsi le nom de Wellington à jamais inséparable, dans les fastes de l'histoire, du nom d'Alexandre Ier, le principal auteur de la délivrance européenne. »

Le duc de Wellington venait donc en Russie, pour resserrer les liens de fraternité qui unissaient les souverains de l'Europe et pour annoncer au monde politique que la paix générale ne serait pas troublée, malgré la perte de son magnanime protecteur. Mais la nomination de Wellington avait encore une autre portée dans la pensée du cabinet de Georges IV; elle devait sauvegarder les intérêts anglais vis-à-vis de la question d'Orient.

Dans toute autre circonstance, l'arrivée prochaine de lord Wellington à Saint-Pétersbourg eût été pour les habitants de cette capitale un puissant motif de curiosité, mais les préoccupations du peuple, comme celles de la haute société, étaient ailleurs; le peuple avait les yeux tournés vers le voyage funèbre du cercueil de l'empereur défunt, qui traversait lentement les provinces de l'empire, depuis son départ de Taganrog, pour venir chercher ses funérailles à

Saint-Pétersbourg et pour prendre sa place dans la sépulture des tzars.

Les récits détaillés de la marche triomphale de ce cercueil au milieu des larmes et des prières de la population, faisaient l'unique entretien des classes inférieures, où l'amour du souverain était un acte de foi religieuse.

Dans les classes moyennes et dans l'aristocratie, au contraire, on ne songeait qu'à ce grand procès criminel, qui continuait à s'instruire dans le plus profond mystère et dont la menace planait toujours sur la tête de toutes les personnes que pouvait atteindre un soupçon de complicité plus ou moins directe.

Les faux bruits, des bruits sinistres et redoutables, se répandaient à chaque instant et se détruisaient l'un par l'autre, mais ils entretenaient l'inquiétude et le malaise, en faisant croire que l'empereur Nicolas n'était pas encore maître de la situation et que le complot, loin d'être étouffé, par suite de l'arrestation de quelques-uns de ses chefs, avait éclaté avec plus de force et de succès sur différents points de l'empire.

L'empereur, pour donner le coup de grâce à ces mensonges ridicules, que la malveillance se plaisait à inventer et à répandre, jugea utile de rendre publics les résultats que la Commission d'enquête avait déjà obtenus pour découvrir l'origine, le développement et les diverses formes des associations secrètes qui étaient désormais réduites à la plus complète impuissance.

Ces associations remontaient à l'année 1815 : vers ce temps-là, des jeunes gens d'une imagination ardente et déréglée, entraînés par l'exemple des révolutions qui avaient bouleversé l'Europe pendant trente ans, oublièrent les vieilles traditions du patriotisme russe, leurs de-

voirs envers le souverain et l'État, leurs serments les plus sacrés, leur honorable position sociale et le nom plus ou moins illustre de leur famille, pour rêver une réforme politique radicale en Russie et pour machiner dans l'ombre les moyens de l'accomplir.

Cette première association secrète, qui devait se subdiviser à l'infini en petits centres d'action révolutionnaire, s'était formée dans un but apparent de bienfaisance. Mais, dès l'année 1817, les chefs du complot, réunis à Moscou, résolurent d'attenter aux jours de l'empereur Alexandre qui allait se rendre dans cette ville, qu'il avait fait sortir de ses ruines. Le sort aurait décidé quel eût été l'assassin, quand un des conjurés s'offrit spontanément pour accomplir le régicide. Ce misérable se sentit défaillir au moment d'exécuter son affreux dessein, et la vie de l'empereur fut sauvée.

En 1818, l'association ne s'étant pas développée comme l'avaient espéré ses fondateurs, il fallut la réorganiser sur de nouvelles bases et avec de nouveaux éléments. Elle prit le titre de ***Société d'Amis du bien public*** ou ***du Livre vert***. Ses membres s'engageaient non-seulement à participer à des œuvres de charité, mais encore à contribuer aux progrès des lumières et à l'amélioration des mœurs. Les chefs seuls savaient que l'objet principal de cette Société était d'amener par tous les moyens possibles une révolution sociale et politique en Russie.

Un troisième conciliabule eut lieu à Moscou en 1821; des députés de toutes les sections de la Société y avaient été convoqués; mais les chefs s'aperçurent que leurs vues personnelles ne trouvaient, de la part de la majorité, qu'indifférence ou opposition : ils jugèrent donc prudent de dissoudre la Société, pour écarter les tièdes et les dissidents.

On procéda immédiatement, dans le plus grand secret, à la formation de nouvelles associations, qui ne se couvraient plus du masque de la bienfaisance et dont les rapports réciproques furent enveloppés du plus impénétrable mystère. Tous les membres, admis dans ces associations, n'étaient initiés au secret du complot, qu'après des épreuves réitérées et avec des cérémonies destinées à frapper l'imagination des néophytes.

Les Associations du Nord et du Midi, dont les comités directeurs furent établis à Saint-Pétersbourg et à Toultchine, déployèrent dès lors une prodigieuse activité, en multipliant les comités d'un ordre inférieur, qui prenaient le titre de juridictions d'arrondissements.

On voit que ces sociétés secrètes avaient été organisées sur le modèle des *vendette* ou *ventes* du carbonarisme italien, français et allemand.

La troisième Société, celle des *Slaves réunis*, paraissait avoir eu une organisation tout à fait distincte et une existence séparée; elle se rattachait surtout à des Sociétés secrètes polonaises, qui n'étaient pas encore bien connues, et dont une Commission spéciale s'occupait à rechercher les chefs et les agents.

Quoi qu'il en soit, toutes ces Sociétés s'étaient mises d'accord sur ce point : qu'il fallait se servir de l'armée pour opérer un mouvement révolutionnaire, et que, par conséquent, on devait avoir des affiliés parmi les officiers de tous les corps de l'armée russe et polonaise.

Quant aux plans de réforme qui furent proposés, et dont aucun ne fut adopté définitivement, ils témoignaient de l'incohérence et de la confusion des idées que les conspirateurs mirent en avant sous l'inspiration de leur fanatisme ou de leur ambition. Les uns voulaient créer un

gouvernement où le pouvoir suprême eût été concentré dans un triumvirat; les autres prétendaient fonder une sorte de confédération russe, composée de différents États indépendants, mais réunis par le lien fédéral; ceux-ci songeaient à diviser l'empire en deux parties, en établissant un gouvernement constitutionnel dans le Nord et une république dans le Midi; ceux-là auraient détaché de la Russie plusieurs provinces, pour leur donner une entière indépendance ou pour les céder aux puissances voisines.

Dans tous les cas, on n'avait pas renoncé à l'horrible exécution d'un régicide qui eût inauguré cette monstrueuse révolution. En 1823, deux membres des Sociétés secrètes s'étaient rendus à Bobrouisk pour y attendre l'empereur et l'assassiner. En 1825, le même attentat avait failli s'exécuter à Taganrog; mais, par suite de nouveaux projets, il avait été décidé que la Société des *Slaves réunis* fournirait six assassins, qui jurèrent de frapper l'empereur pendant les grandes revues qu'on supposait devoir se faire aux environs de Bela-Tserkow, vers le mois de mai 1826.

L'Association du Midi, dans son impatience homicide, avait même envoyé à Saint-Pétersbourg, vers la fin de l'automne de 1825, un scélérat forcené, qui avait mission de s'aboucher avec les chefs de l'Association du Nord et de leur offrir son bras pour le meurtre d'Alexandre Ier.

Ces trames abominables ne furent déjouées que par les décrets de la Providence, qui priva la Russie d'un souverain et d'un père. En présence de l'avénement d'un nouvel empereur, les conjurés pensèrent que le moment était favorable pour faire réussir leurs odieux projets de bouleversement : ils avaient donc essayé de donner le signal d'une révolte militaire dans les principaux cantonnements de l'armée, et le premier acte de leur triomphe révolutionnaire

eût été le massacre de tous les membres de la famille impériale!

Dieu ne permit pas, par bonheur, qu'un pareil complot pût s'exécuter.

La tentative du 26 décembre à Saint-Pétersbourg, et celle de Mourawieff-Apostol aux environs de Kiew, avaient prouvé que les conspirateurs ne pouvaient trouver de connivence ni dans l'armée ni dans la nation, car la plupart des officiers et des soldats qui avaient suivi le drapeau de l'insurrection n'étaient que trompés et croyaient combattre pour la foi de leurs serments. Elles prouvaient aussi, ces tentatives avortées, que de pareils complots, eussent-ils été tramés avec des combinaisons moins absurdes, ne pouvaient arriver à leur but en Russie. Le nombre des conspirateurs et surtout des grands criminels était donc peu considérable.

Ainsi, selon les déclarations du Rapport officiel, « toutes les associations secrètes qu'ils avaient établies, sont connues; tous les projets qu'avait enfantés leur aveuglement ou leur scélératesse, révélés; tous les moyens dont ils devaient se servir pour les exécuter, découverts. »

Les travaux de la Commission d'enquête touchaient à leur terme, et bientôt il ne resterait plus qu'à demander aux lois le châtiment exemplaire que méritaient des régicides, des fauteurs de troubles et des insurgés pris les armes à la main.

Quant à tous les individus qu'on avait mis en arrestation, par suite d'un concours fortuit de circonstances, sur des soupçons qui ne se trouvaient pas fondés, l'empereur les avait déjà fait remettre en liberté.

La publication de ce premier Rapport de la Commission d'enquête, qui fut publié le 11 février, produisit le meil-

leur effet dans tout l'empire, imposa silence aux calomnies, arrêta court les fausses nouvelles, tranquillisa la bourgeoisie et détourna l'attention publique, de ce procès criminel, qui acheva de s'instruire secrètement, sans éveiller de nouvelles rumeurs et de nouvelles craintes.

XLVII

On apprit, en même temps, que l'empereur entendait prendre l'initiative d'une partie des réformes administratives, que les accusés du 26 décembre lui avaient signalées comme urgentes et indispensables, dans ces longs interrogatoires qui eurent lieu devant lui et dont il fut souvent l'unique confident.

Les premières de ces réformes devaient porter sur les vices de la législation, sur les lenteurs de la justice, sur la vénalité de la bureaucratie, sur les dilapidations des services publics, sur l'augmentation progressive et immodérée des charges de l'État.

Telle fut l'immense tâche que l'empereur s'était imposée pour les premiers mois de son règne, et il essaya de l'accomplir, aux dépens des jours et des nuits qu'il consacrait à un travail opiniâtre.

— Prenez garde, Sire! lui dit alors son auguste mère, qui s'inquiétait de le voir s'épuiser de fatigue. Vous avez devant vous la perspective d'un long règne, et vous voulez tout entreprendre à la fois, comme si vous n'aviez que peu de temps à passer sur le trône! Votre Majesté parle sans cesse d'économies à faire; qu'elle songe d'abord à écono-

miser ses forces, sa santé et son zèle. Un empereur n'a pas le droit de se tuer, sous prétexte de remplir ses devoirs.

L'empereur donna l'exemple de l'économie, en opérant des réductions importantes sur les dépenses de sa maison : ainsi, d'un trait de plume, il réduisit de 600 à 200 roubles en papier, par jour, les frais de la cuisine et de la cave. Au moyen d'un contrôle sévère sur tous les détails de la comptabilité, il diminua de plus d'un tiers sa propre liste civile, et il se trouva ainsi tout naturellement autorisé à exercer le même contrôle et les mêmes réductions sur toutes les parties du budget des dépenses de l'empire. L'économie qu'il réalisa, pour l'année 1826, s'élevait à 67,500,000 roubles.

L'exemple d'un souverain ne manque jamais d'imitateurs. Il y eut aussitôt, dans tous les départements de l'administration russe, une tendance générale à l'économie, et l'empereur, qui ne faisait en cela que mener à bien une réforme dont Alexandre Ier s'était occupé depuis 1823, eut plus d'une fois l'occasion, pendant la première année de son règne, d'adresser des rescrits très honorables à des chefs de services, qui avaient fait rentrer dans les caisses de l'État des sommes considérables, économisées sur les dépenses de leur administration.

Dans un de ces rescrits, il témoigna sa reconnaissance et sa bienveillance toute particulière au prince Basile Dolgorouky, dont les soins intelligents avaient mis les écuries et les équipages de la cour en état de rivaliser avec les plus beaux établissements de ce genre en Europe. « En examinant, disait l'empereur, votre compte rendu de l'administration du comptoir des écuries de la cour et du comité des équipages pendant l'année 1825, j'ai vu avec

satisfaction que vos dispositions économiques vous ont mis à même de faire face à une dépense extraordinaire de 700,000 roubles, sans avoir besoin de faire ordonnancer de nouvelles sommes sur cet objet, et qu'il vous restait, en outre, au commencement de cette année, un reliquat considérable, tant en argent qu'en approvisionnements et en matériel de réserve. »

Une partie des économies, qui furent réalisées de la sorte dans les administrations publiques, se trouva d'abord appliquée, par ordre de l'empereur, à l'augmentation des traitements et à des gratifications réparties entre les employés.

Bien avant son avénement, l'empereur avait été frappé de l'extrême lenteur de la justice civile et criminelle en Russie. Il se fit rendre compte du bilan judiciaire, au commencement de son règne, et il apprit avec stupeur que 2,850,000 causes de toute espèce étaient pendantes devant les différents tribunaux de l'empire, et que 127,000 individus se trouvaient en état d'arrestation. Cependant les tribunaux n'avaient pas à se reprocher, du moins en apparence, d'avoir négligé les intérêts des accusés ou des parties en litige; le Sénat, par exemple, dans le cours de 1825, avait tenu 200 séances et prononcé dans 60,000 affaires.

L'empereur, néanmoins, donna des ordres au ministre de la justice, pour que les affaires fussent plus promptement et plus régulièrement expédiées. Une circulaire ministérielle enjoignit aux gouverneurs civils d'y veiller de près dans tous les tribunaux de leur circonscription, surtout à l'égard des individus incarcérés. Les procureurs des gouvernements de l'empire reçurent l'ordre de tenir au courant de tous les retards, de tous les manquements, de tous les abus, le ministère de la justice, qui devait tous les mois

mettre sous les yeux de l'empereur un extrait de leurs rapports.

On put ainsi se débarrasser de l'énorme arriéré qu'on avait laissé s'accumuler dans les dossiers judiciaires. A la fin de l'année, il ne resta plus dans les prisons que 4,900 détenus, et toutes les affaires pendantes, à l'exception d'un petit nombre que leur gravité ou leur importance rendait plus difficiles à vider, avaient été jugées.

Les entraves inextricables, apportées à l'exercice régulier de la justice, résultaient surtout du désordre de la législation.

Il n'existait pas encore de recueil officiel des lois russes, et les travaux préparatoires, ordonnés par l'impératrice Catherine pour la rédaction définitive d'un Code national, n'avaient abouti qu'à des projets, sans cesse révisés, remaniés et mis à néant. La Commission, chargée de codifier les ukases des tzars depuis le Code Alexis, en même temps que les coutumes du droit provincial, continuait pourtant à fonctionner sous la direction du Conseil de l'empire et sous la présidence du prince Lapoukhine, mais on devait désespérer d'arriver jamais au but.

L'empereur résolut de porter remède immédiatement à un mal qui empirait de jour en jour : « Au premier coup d'œil jeté sur les diverses branches de l'administration de mon empire, dit-il dans un rescrit adressé au prince Lapoukhine en date du 31 janvier (calendr. russe), coup d'œil dirigé avec un intérêt spécial sur le Code de notre législation nationale, j'ai vu que les efforts appliqués à cet objet depuis grand nombre d'années ont été fréquemment interrompus, et que par ce motif le but n'a pas été atteint. Ayant à cœur d'assurer l'achèvement progressif de cette œuvre, j'ai jugé nécessaire de la prendre sous mon inspection im-

médiate, et, en conséquence, j'ai ordonné de lui appliquer une section spéciale dans ma chancellerie particulière. »

L'empereur ne renonçait pourtant pas à l'utile concours du prince Lapoukhine, qui restait président nominatif de la section des lois, mais le conseiller privé Michel Spéransky avait la direction absolue des travaux, qu'il eût menés à bonne fin depuis longtemps, si ses efforts n'eussent été sans cesse entravés et paralysés par le mauvais vouloir et la jalousie de ses collaborateurs.

Dès l'année 1808, Spéransky, qui était peut-être seul capable de préparer cette œuvre gigantesque, en avait eu la direction suprême durant quelques mois. Mais l'empereur Alexandre, en retirant tout à coup sa faveur à ce savant jurisconsulte, lui avait créé des difficultés et des obstacles, qui s'opposèrent, pendant dix-sept ans, à l'exécution de la grande entreprise qu'il avait à cœur d'achever.

Voilà pourquoi l'empereur Nicolas, ayant pleine confiance dans le mérite et dans le caractère de Michel Spéransky, décida que le travail s'exécuterait sous ses propres yeux, et que le chef de la section des lois relèverait directement de l'autorité impériale, sans avoir besoin d'aucun intermédiaire, malgré la présidence du prince Lapoukhine. L'empereur espérait que deux années suffiraient pour l'achèvement du Code, auquel il se promettait de donner tous ses soins.

La tâche était encore plus considérable et plus difficile qu'on ne l'avait imaginé. Il fallait puiser la législation tout entière dans les sources nationales, dans les coutumes, dans les usages, dans la tradition exclusivement russe. Lois civiles, lois criminelles, lois d'administration et de police intérieure, tout était à créer. Le droit romain et le droit étranger n'avaient rien à fournir, en quelque sorte,

au Code nouveau, qui ne devait être qu'un remaniement complet de l'ancienne législation du pays. Les matériaux existaient en abondance, mais ils avaient besoin d'être choisis, remis en œuvre, rajeunis et coordonnés dans la reconstruction totale de l'édifice législatif.

Michel Spéransky eut le bonheur de s'adjoindre alors un jeune légiste d'une haute capacité, M. le baron Modeste de Korff, qui avait fait ses études au lycée impérial de Tzarskoé-Sélo avec beaucoup d'éclat, et qui était attaché comme rédacteur à la Commission des lois depuis 1819. M. le baron de Korff, dont les talents supérieurs furent mis en valeur et en relief par Spéransky, devint une des lumières de la chancellerie impériale, et ne tarda pas à se faire distinguer par l'empereur, qui l'honora bientôt de la plus gracieuse bienveillance.

Ce besoin de réformes et d'améliorations en tout genre, que le jeune empereur avait reconnu lui-même, ne pouvait cependant amener en quelques mois les résultats définitifs qu'il fallait demander au temps et à l'expérience. Il était presque impossible, par exemple, de fermer tout d'un coup le vaste champ ouvert à la fraude, à la chicane, à la vénalité dans toutes les branches de l'administration centrale et provinciale.

L'empereur avait dit très haut, à plusieurs reprises : « Je ne veux pas de voleurs parmi les employés de l'empire! » Et cette parole, qui eut des échos partout, avait déjà produit un heureux effet, en inspirant une crainte salutaire à ceux des fonctionnaires publics qu'elle atteignait d'une manière plus ou moins directe et plus ou moins ostensible.

Mais l'empereur ne pouvait tout voir et tout vérifier de ses propres yeux, comme il l'aurait souhaité. Il pensa

que sa présence seule serait souvent le meilleur préservatif contre les abus, qui se multipliaient surtout par l'assurance de l'impunité. Il se présentait donc, au moment où il était le moins attendu, dans les établissements publics de la couronne, et il en faisait l'inspection avec une minutieuse sévérité. Il interrogeait les chefs de service, et il ne leur laissait pas ignorer qu'il entendait être instruit exactement de tous leurs actes administratifs.

Il aurait voulu pouvoir étendre cette enquête personnelle aux provinces de l'empire, mais il se trouvait retenu à Saint-Pétersbourg par les affaires de la politique générale, qui le forçaient de remettre ses voyages à l'année suivante.

Il envoya, dans tous les chefs-lieux de gouvernement, des commissaires chargés d'examiner la gestion des administrateurs civils et militaires. Les rapports qui lui parvinrent de toutes parts à ce sujet lui causèrent autant de surprise que d'indignation. Dans seize régences de gouvernement, on avait refusé ou négligé d'exécuter 2,749 ukases du Sénat depuis l'année 1821; dans le seul gouvernement de Koursk, 660 de ces ukases étaient restés comme non avenus!

Les ministres, par ordre de l'empereur, adressèrent de vives réprimandes aux gouverneurs, les invitèrent à fournir des explications et leur accordèrent un délai d'un an pour l'exécution des ukases arriérés. Mais ce délai d'un an ne fut pas approuvé par l'empereur, qui le réduisit à trois mois, et qui fit savoir aux fonctionnaires coupables de négligence ou de forfaiture, qu'ils seraient poursuivis criminellement en cas de récidive.

Le gouvernement de Koursk se trouvait surtout dans une situation déplorable; une première révision, ordonnée

dans son ressort, ne produisit pourtant que des résultats à peu près négatifs, car le gouverneur avait eu l'adresse de cacher ses méfaits et de fermer la bouche aux employés qui pouvaient le perdre. Mais l'empereur chargea le sénateur prince Dolgorouky de recommencer l'enquête, qui, cette fois, amena la découverte d'actes monstrueux de concussion et de cruauté. Le gouverneur fut destitué sur-le-champ, et le prince Dolgorouky, qui s'était acquitté de sa mission avec tant de perspicacité et d'énergie, reçut l'ordre de préparer un plan général de réorganisation pour le gouvernement de Koursk.

Quant à la régence du gouvernement de Saint-Pétersbourg, elle n'était pas dans un meilleur état que les autres : le sénateur Pierre Poletika, homme intègre, justement estimé, avait été chargé, par l'empereur, d'une révision générale, à laquelle les ministères eux-mêmes essayèrent vainement de se soustraire.

Cette révision permit de constater les plus graves irrégularités. Aucune caisse n'avait été vérifiée depuis plusieurs années, et deux ou trois comptables prirent la fuite en laissant des déficits énormes. Tous les comptes étaient remplis d'erreurs; partout, des négligences impardonnables; ici, des abus de pouvoir; là, des actes de vénalité.

Poletika eut le courage de dire la vérité à l'empereur et de lui montrer toute l'étendue du mal; il lui proposa, dans un rapport sage et lumineux, différentes mesures réparatrices, que l'empereur adopta, mais qui ne furent jamais mises en pratique. Poletika craignit de n'être pas soutenu jusqu'au bout comme il le fallait : à la suite d'un démêlé qu'il avait eu avec le gouverneur civil de Moscou, il demanda bientôt à être relevé de ses attributions péni-

bles et absorbantes, que sa mauvaise santé l'empêchait de remplir avec le même zèle.

Ce fut alors que l'empereur, comprenant à demi-mot les véritables motifs de la retraite de ce loyal et courageux serviteur, eut l'idée de le remplacer par une Commission spéciale et permanente, qui aviserait aux moyens de mettre un terme à ces concussions, à ces dénis de justice, à ces prévarications de toute nature, qu'il était déterminé à démasquer et à punir.

Cette Commission fut nommée, en effet, au mois de juin de cette même année, et elle commença sur-le-champ ses opérations. Elle était composée d'hommes fort honorables; elle avait pour président le sénateur Engel, qu'environnait l'estime publique.

Elle s'acquitta donc, avec beaucoup d'activité, d'une tâche aussi délicate, et, après de longues et consciencieuses délibérations, elle proposa les mesures suivantes : abolir le secret des chancelleries en matière de procédure; entourer de plus de considération les fonctionnaires civils et créer des écoles préparatoires pour les diverses branches de l'administration; élever le taux des traitements, qui étaient tous insuffisants; séparer complétement des fonctions administratives les fonctions judiciaires, et proclamer l'inamovibilité des juges.

Lorsque ces propositions furent soumises à l'empereur, il les trouva sages, mais calculées de manière à réformer l'avenir plutôt que le présent; or, il voulait un remède immédiat; il les approuva toutefois en principe; mais il ne pensait pas que le moment fût venu de leur donner force de loi. Il invita seulement la Commission à continuer ses recherches, à sonder plus profondément les parties vicieuses de l'administration, à chercher les voies et moyens pour

arriver graduellement à des améliorations radicales, et tout à coup, au mois de mai 1827, lorsque la Commission se préparait à faire connaître le résultat de ses travaux et à proposer tout un ensemble de réformes, l'empereur la révoqua, en disant à son président Engel :

— J'ai à cœur d'établir un ordre stable dans l'empire, mais je ne veux pas laisser supposer que tout y soit à refaire, et que tout y reste dans le provisoire.

XLVIII

Le duc de Wellington était arrivé, depuis le 2 mars 1826, à Saint-Pétersbourg.

Son voyage à travers l'Allemagne avait été une suite de réceptions triomphales, et le peuple s'était associé aux rois et aux gouvernements pour rendre hommage au plus illustre général de la coalition européenne de 1814 et de 1815. Le roi de Prusse l'avait traité comme un ami; l'empereur de Russie ne lui fit pas un accueil moins cordial et ne l'entoura pas de moins d'honneurs.

Des officiers généraux russes, envoyés à sa rencontre, l'avaient reçu à la frontière et lui servirent d'escorte jusqu'à la capitale, où un magnifique hôtel était préparé pour lui, auprès du palais de l'Ermitage.

Le jour de son entrée à Saint-Pétersbourg, où toutes les troupes de la garnison furent déployées en haie sur son passage, il portait, au lieu de l'habit rouge des officiers anglais de sa suite, le grand uniforme de feld-maréchal russe avec le cordon de Saint-André, et, tant qu'il fut en Russie, il n'eut pas d'autre costume de cérémonie, par reconnaissance pour la mémoire d'Alexandre Ier, qui lui avait fait présent de cet

uniforme, tiré de sa propre garde-robe, en le nommant feld-maréchal.

On comprend qu'un uniforme, taillé pour un des plus beaux hommes du monde, faisait ressortir avec plus de désavantage la maigreur, l'apparence grêle et la tournure disgracieuse de Wellington, mais on oublia ce qu'il y avait de burlesque et d'étrange dans cette espèce de mascarade, pour ne songer qu'au sentiment délicat et touchant qui engageait le général anglais à s'affubler d'un pareil costume : la vue d'un uniforme que l'empereur défunt avait porté lui-même, produisit partout une profonde impression de respect et de tristesse.

Le duc de Wellington se vit comblé d'égards et de politesses par la famille impériale : on lui fit, à la cour, la réception la plus brillante; on le fêta partout, autant que le permettait le deuil général.

L'empereur lui avait dit à son arrivée : « Il y a neuf ans, mylord, que vous me faisiez les honneurs de votre pays et que j'étais véritablement votre hôte. Vous êtes mon hôte maintenant, et c'est à moi de vous faire les honneurs de la Russie. »

L'empereur, en effet, se montrait sans cesse en public avec lord Wellington, comme pour le présenter lui-même à ses sujets, et le public, réglant sa conduite sur l'exemple de son souverain, se pressait sur les pas de l'illustre étranger, pour lui témoigner la même sympathie et la même admiration.

Wellington, cependant, ne payait pas de mine et n'offrait rien, dans son extérieur, qui justifiât la grande idée qu'on avait de ses talents militaires et politiques. A côté de l'empereur surtout, si remarquable par sa haute stature, par sa belle tête et par son air imposant, il paraissait, pour ainsi

dire, étriqué, chétif et mesquin, malgré son air terrible, malgré la morgue dont il ne se départait jamais.

Il était, d'ailleurs, habituellement vêtu d'une redingote noire, avec un petit chapeau rond en castor. Il ressemblait ainsi à un négociant de la cité de Londres plutôt qu'à un général en chef des armées britanniques, quand il se promenait à pied, dans les rues de Saint-Pétersbourg, sans aucun cortége, mais toujours suivi à distance par un élégant droschki conduit par le second cocher de l'empereur. Le peuple, qui le reconnaissait à sa longue figure amaigrie et à son grand nez aquilin, accourait autour de lui, et lui faisait cortége en silence, la tête découverte.

Nicolas avait toujours eu beaucoup de confiance dans le génie politique du duc de Wellington : celui-ci profita de cette influence qu'il savait exercer à volonté, pour préparer l'esprit de son hôte auguste à envisager de même que lui les questions de politique générale, qu'il était appelé à traiter catégoriquement avec le comte de Nesselrode, ministre des affaires étrangères.

Néanmoins, pendant plusieurs jours, l'empereur évita de se prononcer sur les affaires de la Turquie et de la Grèce, au sujet desquelles lord Wellington cherchait sans cesse à le pressentir et à le diriger.

L'empereur lui dit seulement, à la fin d'un de ces entretiens, où il avait refusé d'admettre que son différend avec la Turquie pût être une question européenne :

— Vous savez, mylord, que je suis résolu à marcher sur les traces de mon bien-aimé frère, de glorieuse mémoire. Or, l'empereur Alexandre, avant sa mort, avait pris la détermination formelle de faire reconnaître par les armes les droits qu'il avait inutilement réclamés par la voie diplomatique. La Russie n'est pas encore en guerre avec la Porte,

mais les relations amicales ont cessé entre les deux pays, et, je vous le répète, ce n'est pas moi qui ferai un pas en arrière, lorsqu'il s'agira de l'honneur de ma couronne.

Wellington connaissait le caractère ferme et inébranlable de l'empereur; il jugea donc qu'il obtiendrait à peine un délai pour l'évacuation définitive des principautés danubiennes que la Turquie persistait à occuper militairement. Quant à la question grecque, l'empereur parut tout disposé à la résoudre, de concert avec ses alliés, et à suivre même à cet égard les inspirations généreuses de l'Angleterre, qui semblait vouloir arrêter en Grèce l'effusion du sang chrétien et couvrir de sa protection le berceau de l'indépendance hellénique.

Dans ses conversations intimes avec Wellington, l'empereur lui demanda son avis sur une foule de questions relatives à l'administration intérieure de l'empire; il se plut à le consulter au sujet des mesures à prendre dans un grand nombre de cas, et, comme il le dit plus d'une fois, en remerciant l'illustre général de ses bons conseils, il ne perdit pas une si heureuse occasion de s'instruire dans la science du gouvernement et dans l'art de connaître les hommes.

Wellington, de son côté, ne trouvait pas moins d'intérêt à ces causeries familières, dans lesquelles l'empereur exposait avec une entière franchise ses idées, ses sentiments, ses vues et ses projets. Il ne manqua pas de se faire raconter dans les plus minutieux détails toutes les circonstances de l'avénement et surtout cette mémorable journée du 26 décembre, qui avait soulevé tant d'opinions contradictoires dans la presse anglaise.

Wellington répéta plus d'une fois, depuis, le récit à la fois simple et sublime que l'empereur lui avait fait alors, et il appuyait toujours sur certaines particularités qui l'avaient

frappé dans ce récit, où l'auguste narrateur semblait, disait-il, avoir rempli une mission divine.

Au reste, le même récit fut souvent renouvelé par l'empereur dans le cours de son règne et toujours dans les mêmes termes, empreints de la plus sincère modestie, mais d'une sorte d'exaltation mystique.

Ainsi, comme il se plaisait à le rappeler avec émotion, quand il avait été informé de la révolte des troupes, avant de rien entreprendre, avant de savoir ce qu'il devait faire, il était descendu avec l'impératrice dans la chapelle du palais d'Hiver, et là, tous deux agenouillés sur les degrés de l'autel, ils se jurèrent l'un à l'autre de mourir en souverains, s'ils ne parvenaient pas à triompher de la révolte des troupes.

— En me relevant, après avoir fait le signe de la croix, ajoutait Nicolas avec une noble simplicité, j'étais un autre homme. Je partis pour aller dompter les rebelles par la seule puissance de ma parole et de mon regard.

— Votre Majesté, Sire, reprit lord Wellington, avait puisé sa force à la vraie source, en se recommandant à Dieu.

— Eh bien! vous l'avouerai-je, mylord, avait répliqué l'empereur, dont la belle et calme physionomie s'illuminait d'un rayon céleste, j'ignorais absolument ce que j'allais dire et faire ; j'étais inspiré !

— Inspiré? repartit son interlocuteur, qui ne saisit pas d'abord le sens que l'empereur attachait à ce mot. Il n'y a que les grands hommes qui ont de pareilles inspirations.

— J'étais réellement inspiré, répliqua l'empereur, j'avais en moi l'esprit de Dieu qui conduit quelquefois les souverains. Cependant, je n'ai rien fait d'extraordinaire : lorsque je me suis vu seul au milieu du peuple en délire,

j'ai crié : *A genoux!* Tous ont obéi. Je savais que les conspirateurs avaient armé des assassins pour attenter à ma personne : je n'ai pas hésité à me présenter devant les rebelles, en les sommant de rentrer dans le devoir. Ils n'ont pas osé porter la main sur leur empereur. Ce qui m'avait rendu fort, invulnérable, ajouta-t-il, c'est que l'instant d'auparavant je m'étais résigné à la mort, j'avais mis mon âme dans les mains de Dieu. Je suis reconnaissant du succès, mais je n'en suis pas fier, car je n'y ai, en vérité, aucun mérite personnel. Dieu seul a tout fait, puisque c'est lui qui m'inspirait.

— Votre Majesté, en acceptant et en défendant si bien l'héritage de son auguste frère Alexandre, dit le général, qui respecta la foi religieuse de l'empereur, venait de s'assurer l'admiration du monde et la sympathie de toutes les âmes élevées.

— Je ne le croyais pas, répondit l'empereur; on a beaucoup trop vanté, je vous jure, ce que je fis alors, et ce qui n'était que mon devoir rigoureux.

— L'émeute apaisée, Sire, continua Wellington, que ces révélations imprévues intéressaient au plus haut degré, Votre Majesté a dû rentrer au palais dans une disposition d'esprit bien différente de celle où elle était avant d'en sortir?

— Hélas! dit l'empereur avec mélancolie, en revenant auprès de l'impératrice, je l'ai retrouvée atteinte d'un tremblement nerveux, qui n'est pas encore entièrement dissipé. En guérira-t-elle jamais! Elle s'était imaginé qu'elle ne me reverrait plus : elle avait failli mourir d'inquiétude. Après l'avoir rassurée, je me sentis faiblir à mon tour; j'étais redevenu homme, et je me jetai dans les bras de mon aide de camp Adlerberg, en versant des larmes

et en lui disant à demi-voix : « Quel commencement de règne ! »

— Sire, s'écria Wellington ému du souvenir de cette scène pathétique, un règne qui commence par l'abnégation, le courage et le dévouement du souverain, ne peut être qu'un grand règne. Oui, Votre Majesté a été bien inspirée ce jour-là, et elle le sera de même toutes les fois qu'elle aura un beau rôle à remplir vis-à-vis de ses peuples et de l'Europe.

Une conversation tout à fait semblable eut lieu, presque à la même époque, entre l'empereur et le prince Lubeçky, adjoint au ministère des finances du royaume de Pologne.

Le prince Lubeçky était venu à Saint-Pétersbourg, avec la députation polonaise, pour complimenter le nouvel empereur et lui remettre en mains propres plusieurs lettres du césarévitch et des principaux membres du gouvernement de Varsovie.

L'empereur Nicolas avait, de longue date, une amitié particulière pour le prince Lubeçky, et ce prince fut aussi flatté que surpris de voir que cette amitié n'avait pas encore subi la plus légère métamorphose depuis leur dernière rencontre.

L'empereur était aussi cordial, aussi franc, aussi familier que le grand-duc l'avait été toujours avec lui. Le prince Lubeçky se crut autorisé à conserver également la même franchise et la même cordialité à l'égard de l'empereur, qui semblait l'y encourager.

Ce fut alors que les événements du 26 décembre servirent de texte à un entretien tout confidentiel, où l'empereur répondit avec abandon aux questions les plus délicates que le prince se permit de lui adresser, peut-être un peu légèrement.

— Je ne doute pas, en effet, lui dit Lubeçky, que Votre Majesté n'ait été inspirée dans ce moment solennel où il s'agissait de sauver l'empire contre des factieux et des conspirateurs; mais, à coup sûr, elle ne l'était pas, quand elle a ordonné d'abord de prêter serment au césarévitch...

— Lubeçky! interrompit l'empereur avec amertume, en lançant à cet indiscret un regard de reproche : as-tu bien le courage de me dire cela en face?

— Pardon, Sire! Il me semblait que Votre Majesté m'invitait à lui parler sans détour et à lui dire ce que je pense. C'est ainsi que j'en usais avec Son Altesse Impériale le grand-duc Nicolas.

— Tu peux toujours en user de même avec l'empereur, qui tient à garder tous les amis du grand-duc.

— Ah! Sire, le souverain pouvoir gâte les meilleures natures! repartit le prince Lubeçky, refusant, malgré les pressantes sollicitations de l'empereur, de revenir sur un sujet qu'il avait imprudemment effleuré. Certes, Votre Majesté daigne me permettre gracieusement de tout dire et de parler sans réticence devant elle; j'ai même abusé de la permission, et l'empereur veut bien me pardonner mon intempérance de langue. Mais attendons une dizaine d'années, et probablement moins, tout sera bien changé. Dans dix ans, Sire, et qui sait? peut-être demain, une fois habituée à la puissance, à la flatterie, à cette espèce de fascination qui enveloppe les grands de la terre, Votre Majesté ne voudra plus entendre la vérité, et alors elle me ferait pendre sans rémission, pour les paroles loyales, mais hardies, qu'elle écoute maintenant avec indulgence.

— Non, Lubeçky! répondit l'empereur, visiblement ému de la leçon indirecte qu'un fidèle serviteur n'avait pas craint de lui donner. Jamais, Dieu merci! je ne me las-

serai d'entendre la vérité. Mon ami! ajouta-t-il avec une sorte d'attestation solennelle, en lui prenant la main : si, un jour ou l'autre, je venais à changer, à me démentir, à subir, comme les autres souverains, l'influence funeste de la puissance et de la flatterie, si je cessais tout à coup d'être ce que j'ai été, ce que je suis encore, ami sincère de la vérité, je te permets, je te prie, je t'ordonne de me dire tout net : « Nicolas, tu mens! »

Le prince Lubeçky pouvait croire que son auguste ami avait complétement oublié cette conversation intime, lorsque, deux ans après, arrivant de Varsovie à Saint-Pétersbourg, il se retrouva en présence de l'empereur. Nicolas l'avait reçu, non dans son cabinet, mais dans le salon d'attente qui précédait cette pièce où étaient toujours admis les ministres et les hauts fonctionnaires.

L'empereur lui adressa sèchement quelques questions insignifiantes, sans le regarder, sans le faire asseoir, allant et venant d'un air distrait, s'approchant de la fenêtre et paraissant être impatient de congédier un importun. Lubeçky éprouva une amère douleur, en voyant que l'ami d'autrefois était devenu un indifférent, et en accusant de cette triste métamorphose l'habitude de la flatterie et du pouvoir absolu; il dissimula pourtant ses impressions et répondit aux questions de l'empereur avec le plus profond respect, sans se départir des règles rigoureuses de l'étiquette et du cérémonial.

Tout à coup, Nicolas, changeant de visage et de contenance, se mit à rire aux éclats et tendit la main à Lubeçky :

— Eh bien! que t'en semble? lui dit-il gaiement. N'ai-je pas bien joué le rôle d'un homme gâté par la puissance et par la flatterie? Non, mon frère, je ne suis pas changé et

je ne changerai pas. Néanmoins, si un jour j'avais le malheur de changer à mon insu, je te prie avec instances de ne pas m'épargner et de me faire rentrer en moi-même, par ces seuls mots : « Tu mens, Nicolas ! »

XLIX

Le deuil le plus sévère régnait toujours au palais d'Hiver. Ce deuil-là était encore plus dans les cœurs que dans le costume d'étiquette.

Les deux impératrices passaient des journées entières à pleurer ensemble, car l'impératrice-mère ne pouvait s'accoutumer à la perte qu'elle avait faite, et l'impératrice Alexandra pleurait avec elle, en s'efforçant de la consoler.

Une touchante lettre de Marie Féodorovna, écrite en français et adressée au comte Kotchoubeï, qui était encore en pays étranger, à la date du 28 février 1826, nous initie à cette profonde douleur de l'auguste veuve de Paul Ier.

« J'ai tardé, Monsieur le comte, à répondre à vos deux lettres du 11 (23, nouv. st.) décembre et du 3 (15, nouv. st.) janvier, parce que j'ai voulu vous écrire de ma main, et j'étais si accablée, qu'à peine si j'ai pu suffire aux correspondances de ma famille. Je me sens bien, bien malheureuse, et les trois mois de temps, passés depuis la date de notre affreuse perte, en font trois siècles de tourments et d'angoisses.

« La mort de mon fils, de cet ange, est venue nous surprendre, nous frapper, comme un coup de foudre; nous

nous livrions à l'espoir, quoique, je l'avoue, mon cœur maternel éprouvât des angoisses mortelles, et malheureusement le 19 novembre (1er décembre, nouv. st.) les a légitimées.

« C'est le 27 (9, nouv. st.) que j'ai appris la perte du fils chéri, qui faisait le bonheur, la gloire de ma vie, tout le charme et la douceur de mon existence. La plume ne rend pas ce que j'ai souffert. Je croyais ne pouvoir pas être plus malheureuse, lorsque la journée du 14 (26, nouv. st.) décembre m'a fait connaître un nouveau genre de souffrance affreuse : j'ai vu mes deux fils en danger de mort, et la tranquillité de l'État exposée à des chances bien funestes. La miséricorde divine a détourné ces malheurs ; et la conduite noble de mon fils Nicolas, sa magnanimité, sa fermeté et son admirable abnégation, ainsi que le beau courage de Michel, ont sauvé l'État et la Famille. Cette journée a été si cruelle, que lorsque tout fut apaisé le soir et que je me suis vue seule chez moi, je bénissais Dieu de me retrouver avec ma douleur constante !

« Mais quelle horrible histoire ! Je remercie le Ciel de ce que notre cher empereur Alexandre l'a ignorée dans ses détails, quoiqu'il fût informé de la trame. Bénissons encore le Ciel, de ce que les auteurs ne sont pour la plupart que des jeunes gens très peu marquants et qui, à l'exception des chefs, se sont laissé entraîner par l'orgueil et l'amour-propre, sans prévoir peut-être l'abîme qu'ils creusaient sous leurs pas ; les chefs eux-mêmes n'ont pas eu de titres, par leurs services passés, à une réputation très distinguée ; il y en est qui ont bien servi la patrie, mais, grâce à Dieu, chez nous, en Russie, la bravoure est une vertu héréditaire dans notre armée ; toutefois, il est malheureux qu'ils aient flétri par le crime leur honneur militaire, et que leur

inconduite fasse la désolation de leurs parents, de leurs épouses...

« Le convoi de notre ange arrive le 20 février (4 mars, nouv. st.) à Tzarskoé-Sélo ; jugez quel jour de douleur et d'angoisse ce sera pour moi, comme toute cette quinzaine qui suivra ! L'enterrement est fixé au 13 (25, nouv. st.) mars ; alors il n'y aura plus que le souvenir seul de cet ange de bonté, qui nous restera ! »

Cependant le jour des funérailles d'Alexandre Ier avait pu enfin être fixé au 18 mars.

Le convoi impérial, qui était parti de Taganrog depuis le 9 janvier et qui avait traversé lentement, avec une imposante solennité, toute la Russie, approchait de sa dernière étape.

Les immenses préparatifs qu'on avait faits à Saint-Pétersbourg pour la réception du corps de l'empereur défunt, touchaient à leur terme. La commission de deuil, présidée par le prince Kourakine, avait tout prévu, tout ordonné, avec l'approbation de l'empereur Nicolas, qui voulut arrêter lui-même avec un soin minutieux les moindres dispositions de la pompe funèbre.

Une multitude d'ouvriers s'était emparée, pour ainsi dire, de la capitale, où le parcours du cortége se trouva bientôt indiqué par les travaux exécutés à la fois aux frais du gouvernement et aux frais des particuliers : toutes les maisons furent tendues de noir ; les fenêtres et les balcons encadrés de draperies blanches ; on dressa partout des estrades et des tribunes peintes en noir ou couvertes de tentures noires. Les rues, débarrassées des glaces et des neiges, avaient été nettoyées et sablées ; des poteaux noirs, dressés de distance en distance, marquaient la place des divisions du cortége.

Déjà une étrange et lugubre cavalcade faisait courir le peuple sur tous les points où elle se montrait, au bruit des trompettes : c'étaient les hérauts d'armes, en grand appareil de deuil, escortant des secrétaires du Sénat qui lisaient à haute voix le décret relatif aux funérailles.

On attendait, avec une inquiétude qui devint bientôt générale, le jour où elles devaient avoir lieu.

Des bruits sinistres circulaient de nouveau à Saint-Pétersbourg, et les fables les plus absurdes y trouvaient créance. On parlait de tentatives criminelles contre la vie de l'empereur Nicolas ; on disait qu'un complot existait, qui livrerait la ville à l'incendie et au pillage, dès que le corps d'Alexandre arriverait à la cathédrale de Notre-Dame de Kasan ; on allait jusqu'à supposer que les alentours de cette église étaient minés et que les conspirateurs se proposaient de faire sauter tout le quartier, au moment où l'empereur, la famille impériale et la cour seraient rassemblés près du cercueil.

La police, quoique rassurée par les rapports de ses nombreux agents, dut pourtant donner satisfaction à la rumeur publique, en faisant des recherches et des visites domiciliaires autour de Notre-Dame de Kasan. On fouilla les souterrains de l'église et les caves voisines, où l'on ne trouva ni barils de poudre ni matières incendiaires; mais, comme les fausses nouvelles continuaient à se répandre au sujet de cette espèce de conspiration des poudres, on enleva tous les tonneaux de vin qui remplissaient ces caves et ces souterrains, on en fit sceller les portes et les soupiraux, on ferma des deux côtés, avec une cloison de planches, la voûte du pont de Kasan et l'on y plaça des factionnaires.

En même temps, on faisait sortir de la ville tous les individus suspects, non-seulement les gens sans aveu, tels que

mendiants, vagabonds, etc., mais encore beaucoup d'ouvriers sans ouvrage et de domestiques sans place, des étrangers, des Polonais et des Petits-Russiens, qui n'avaient que des permis de séjour temporaire.

On aurait dû se tranquilliser tout à fait, en sachant que la garde de Saint-Pétersbourg était confiée à 40,000 hommes de troupes, appartenant à des corps d'élite, et commandés par des chefs dévoués à l'empereur et à son gouvernement.

On prétendait que l'empereur aurait dit qu'il n'était pas sûr de sa vie un seul instant, et tous les jours on le rencontrait se promenant dans les rues, même les plus désertes, et dans les quartiers du peuple, sans aucune escorte, à pied ou à cheval, ou dans son droschky, qu'il conduisait lui-même.

L'empereur ne voulait pas laisser à Saint-Pétersbourg, dans les corps de la garde, beaucoup de sous-officiers et de soldats, dont la fidélité lui était suspecte, puisqu'elle avait été plus ou moins ébranlée par les suggestions des conspirateurs.

Il avait pardonné cependant aux régiments de Moscou et des grenadiers du corps, qui fournirent tant d'adhérents à l'insurrection du 26 décembre; mais ces deux régiments n'avaient pas repris leur service et restaient consignés dans leurs casernes. On croyait toujours qu'ils seraient licenciés, d'autant plus qu'on avait déjà fait partir pour les garnisons de la Sibérie trois cents hommes appartenant à l'un ou l'autre régiment, arrêtés sur la place du Sénat après l'émeute dont ils avaient été les principaux soutiens, et retenus depuis deux mois dans les cachots de la forteresse.

On assurait même que ces soldats avaient subi la peine

du fouet, et que plusieurs d'entre eux, plus maltraités que les autres, étaient encore à l'hôpital, pour se guérir des suites de leur punition. Ces bruits, de triste augure, circulaient parmi les deux régiments compromis et y entretenaient une anxiété continuelle.

Tout à coup le grand-duc Michel leur fit annoncer que l'empereur désirait les passer en revue. Ce fut dans les deux régiments une joie générale.

La revue eut lieu, et l'empereur, quoique gardant son air froid et sévère, parut satisfait de la belle tenue de ces troupes, qui l'accueillirent avec des transports de bonheur et de reconnaissance.

Nicolas, en se retirant, remit au grand-duc Michel une liste qui contenait les noms de tous ceux qui avaient pris part à la révolte du 26 décembre et qui étaient encore dans les rangs du régiment de Moscou et du régiment des grenadiers du corps.

— Soldats! leur dit le grand-duc, qui, en quittant l'empereur, était revenu se placer au centre des troupes : l'empereur est content de vous, l'empereur vous pardonnera. Mais ce n'est point assez pour des soldats russes : il faut une expiation glorieuse ; il faut offrir votre sang à notre sainte Russie.

Une immense acclamation répondit à cet appel militaire.

— C'est bien! vous m'avez compris! poursuivit le grand-duc. Que tous ceux qui reconnaissent avoir manqué à leur devoir, dans la journée du 14 (26, nouv. st.) décembre, en se mêlant aux rebelles, sortent des rangs!

A l'instant même, quinze cents hommes, tant sous-officiers que soldats, sortirent des rangs, d'un mouvement spontané, sans connaître le sort qui leur était réservé.

— Je ne croyais pas qu'il y eût tant de coupables! dit le grand-duc, mais n'importe! Il n'y a plus ici devant moi que de braves soldats, impatients de se distinguer dans la guerre du Caucase. Vous savez, mes amis, que cette guerre contre les montagnards insurgés offre de belles occasions d'avoir de l'avancement et d'être cité à l'ordre du jour. En ce moment, on se bat chez les Tchetchènes avec plus d'ardeur que jamais. Eh bien! l'empereur vous envoie sous les ordres de l'intrépide général Yermoloff, commandant le corps d'armée détaché du Caucase. Vous y resterez deux ans, mes amis, et, pendant votre absence, l'empereur se charge de prendre soin de vos femmes et de vos enfants. A votre retour, vous aurez acquis des droits à son auguste bienveillance, et je vous promets, en son nom, des croix et des pensions, si vous avez bien rempli votre tâche et mérité votre pardon. Rentrez dans vos quartiers et préparez-vous à partir à la fin de la semaine.

Tout le régiment exprima son adhésion par de nouveaux cris et des applaudissements redoublés.

Ces régiments venaient de subir ainsi, sans efforts et sans violence, une épuration complète, qui allait débarrasser, des hommes les plus dangereux et les plus compromis, l'armée et la capitale.

On forma immédiatement une colonne expéditionnaire que le général Chipoff devait conduire au Caucase, et dont le départ s'effectua, le 11 mars, avec un noble enthousiasme, à la suite d'une cérémonie religieuse qui fit éclater, une fois de plus, l'abnégation et le dévouement du soldat russe.

— Notre père est bien bon! disaient entre eux, avec des larmes et des signes de croix, ces braves qui partaient pour le Caucase. Il pouvait nous faire mourir infâmes,

et il nous envoie nous faire tuer honorablement pour le service de notre chère patrie!

La guerre du Caucase, où le général Chipoff était chargé d'amener des renforts au général Yermoloff, commandant en chef des provinces caucasiennes, semblait devoir s'éterniser, sans prendre néanmoins un plus large développement et sans changer de théâtre.

Depuis des années, les Tchetchènes essayaient, non pas de chasser de leurs provinces les troupes russes, qui avaient des postes fortifiés et des lignes de défense imprenables, mais de prouver, par des prises d'armes permanentes, qu'ils n'acceptaient pas la domination des étrangers qui avaient envahi leur sol.

Ce pays n'était réellement pas occupé par l'un ou l'autre des partis belligérants : les Russes ne sortaient de leurs forteresses que pour abattre les bois impénétrables qui faisaient aux insurgés un retranchement naturel et pour brûler des villages qui se trouvaient mis à découvert par la destruction de ces bois, et incapables, dès lors, de résister à une attaque régulière.

Les Tchetchènes, réfugiés dans leurs rochers et leurs forêts comme dans des retraites inaccessibles, soutenaient vaillamment l'attaque des Russes, dans laquelle ils avaient toujours le désavantage; puis, abandonnant pied à pied le terrain qu'ils ne pouvaient plus défendre, ils se retiraient dans la montagne avec leurs bestiaux et tout ce qu'ils possédaient. Ils revenaient ensuite faire des courses perpétuelles sur les terres qu'ils avaient livrées à l'ennemi, mais dont ils revendiquaient sans cesse la possession, en y ramenant la dévastation, l'incendie et le pillage.

La campagne s'était ouverte, cette année-là, en plein hiver, parce que les insurgés, instruits de la mort de l'em-

pereur Alexandre, avaient pensé que le moment leur était favorable pour regagner le terrain qu'ils avaient perdu dans la campagne précédente, et peut-être pour rejeter les Russes au delà de leur ligne d'occupation.

Mais le général Yermoloff n'attendit pas que les montagnards se fussent réunis pour l'attaquer. Il sortit, le 7 février 1826, de la forteresse Groznaïa, avec six bataillons d'infanterie, six cents cosaques réguliers et quinze pièces d'artillerie. Il établit son camp sur les bords de la rivière Argoune, et la cavalerie cosaque chercha un gué pour la traverser. Elle fut inquiétée par la fusillade, car les insurgés avaient reçu du renfort et semblaient décidés à s'opposer au passage du fleuve. Le lieutenant-colonel Kovaleff reçut l'ordre de détruire le village de Tchakhkeri, où l'ennemi avait rassemblé ses approvisionnements. Le village fut pris et brûlé, mais les montagnards tentèrent, à trois reprises, d'y rentrer et de s'y maintenir : ils y laissèrent deux ou trois cents morts.

Le froid était devenu si vif, que le général Yermoloff se vit obligé de retourner dans ses cantonnements, les insurgés ayant, les premiers, abandonné le terrain. Les Russes n'avaient perdu que quelques hommes, mais ils avaient eu cinquante à soixante blessés.

Peu de jours après sa rentrée à Groznaïa, le général fit une nouvelle sortie pour s'emparer de cinq ou six villages, entre autres Aldon, Schali et Scheltchikhi, dont les habitants avaient repris les armes et ravageaient le pays jusque sous les murs de Groznaïa. Ils s'enfuirent dans les bois, à l'approche du général russe, mais ils continuèrent cependant à harceler la marche de la colonne expéditionnaire. Leurs villages, quoique fortifiés, furent occupés l'un après l'autre et détruits avec tous les approvisionnements de

grains qu'ils contenaient. Le colonel Sorotchane avait été chargé de pénétrer dans la forêt de Ghoïtinsk et d'y ouvrir un chemin militaire pour empêcher les Tchetchènes de s'y fortifier. Mais l'intensité du froid força Yermoloff, qui ne trouvait plus d'ennemis à combattre, de ramener ses troupes à Groznaïa et d'y attendre le printemps pour se remettre en campagne.

— Il serait aisé d'en finir dans une seule campagne, si tel était le désir de Votre Majesté, répondit le baron Diebitsch à l'empereur, qui s'étonnait des lenteurs de cette interminable et pénible guerre ; mais il vaut mieux que la guerre dure au Caucase : c'est la meilleure école pour les généraux comme pour les soldats russes.

L

Le corps d'Alexandre Ier, après avoir été soumis à l'autopsie et embaumé, était resté pendant vingt-deux jours exposé, sur un lit de parade, dans la grande salle de la maison où l'empereur avait rendu le dernier soupir, à Taganrog.

L'impératrice Elisabeth, si gravement atteinte qu'elle fût dans sa santé, trouvait des forces physiques et du courage moral, pour revenir sans cesse, jour et nuit, pleurer et prier auprès de l'auguste défunt. Son médecin, Stoffregen, qui avait ordinairement tant d'empire sur elle; le prince Wolkonsky, auquel Alexandre l'avait recommandée en mourant; la comtesse de Strogonoff elle-même, sa meilleure amie; toutes les personnes de sa maison essayèrent inutilement de l'éloigner de la chapelle ardente.

— Qu'on ne m'ôte pas, disait-elle avec une fermeté calme et douce, la consolation de remplir mon devoir d'épouse envers mon époux bien-aimé ! Je me sens forte, d'ailleurs, parce qu'il est là et que je le possède encore; mais, quand il faudra m'en séparer, ô mon Dieu! me permettras-tu d'aller rejoindre son âme au ciel? »

Cette douloureuse séparation, qu'elle redoutait d'avance, eut lieu le 23 décembre, lorsque le corps fut transféré de

la demeure impériale dans l'église du couvent grec de Saint-Alexandre, situé à l'une des extrémités de Taganrog.

L'impératrice Elisabeth eut à peine la force de rendre les derniers devoirs aux restes mortels de son cher mari : en lui donnant le baiser d'adieu, elle tomba privée de sentiment et ne revint à elle que pour apprendre que le défunt l'avait quittée pour toujours. L'énergie factice qui la soutenait depuis la perte irréparable qu'elle avait faite l'abandonna entièrement, et l'on crut durant plusieurs jours qu'elle ne survivrait pas à une secousse qui avait achevé de briser sa frêle existence.

La translation du corps d'Alexandre au couvent grec, où il devait être publiquement exposé durant dix-huit jours, s'était faite avec une grande pompe militaire et religieuse, conduite par l'évêque de Kherson, Théophile, à la tête de son clergé, et par le hetman des cosaques du Don, Ilovaïsky, à la tête de son régiment : les cosaques de la garde impériale et les troupes de la garnison de Taganrog formaient la haie. Le char funèbre, attelé de huit chevaux houssés de noir, avait reçu le cercueil couvert en drap d'argent et placé sous un dais de drap d'or; plusieurs généraux tenaient les cordons du dais ou portaient sur des coussins les insignes des ordres russes qui avaient brillé sur la poitrine de l'illustre défunt.

Dans la petite église de Saint-Alexandre, toute tendue de noir, s'élevait, sur une estrade de douze marches, tapissées de drap noir, un catafalque de trois marches en drap rouge, avec un socle de velours pourpre; on y déposa le cercueil, entouré d'une multitude de cierges, sous un immense baldaquin à rideaux en drap d'or et en velours cramoisi, au-dessus duquel étaient la couronne, le sceptre et le globe impériaux.

Chaque jour, l'évêque célébra pontificalement l'office divin et le service funèbre, et la lecture des évangiles continua sans interruption, jour et nuit, jusqu'au 9 janvier. Une affluence considérable d'hommes, de femmes et d'enfants, ne cessa de venir, de tous les environs, et même de fort loin, rendre un pieux et touchant hommage au souverain, dont leurs larmes et leurs sanglots faisaient la plus éloquente oraison funèbre.

Le jour où le convoi dut partir de Taganrog, l'impératrice, dont la vie semblait prête à s'exhaler, retrouva tout à coup assez de forces pour se rendre à l'église de Saint-Alexandre et pour assister aux cérémonies religieuses qui précédèrent la levée du corps, à huit heures et demie du matin; elle sembla s'être fortifiée en baisant le cercueil qu'elle eût voulu pouvoir suivre jusqu'à Saint-Pétersbourg, et elle rentra dans ses appartements avec la volonté de vivre encore.

Le prince Wolkonsky se trouvant retenu près d'elle par la promesse qu'il avait faite à l'auguste défunt, elle avait désigné elle-même le général comte Vassily Orloff-Denissoff pour conduire le convoi impérial. Dix aides de camp de l'empereur régnant devaient faire le service auprès du corps, sous les ordres de ce général, à qui l'impératrice avait confié le précieux dépôt qu'elle accompagnait de ses regrets et de ses prières à travers les provinces de la Russie centrale.

La marche du cortége fut ouverte par les députés de Taganrog et des villes voisines, suivis des autorités locales, des fonctionnaires, etc. Six généraux portaient les ordres de Russie sur des coussins de velours, devant le char funèbre entouré de huit aides de camp de la suite de l'empereur. Derrière le char, le comte Orloff-Denissoff condui-

sait le deuil avec les aides de camp généraux, tous vêtus de longs manteaux noirs. Deux escadrons des cosaques de la garde fermaient la marche, les lances baissées, aux sons d'une musique plaintive.

Jamais cérémonie ne fut plus simple ni plus majestueuse à la fois.

La population entière de Taganrog suivait le cortége en versant des larmes; des deux côtés de la route où passait le convoi, on voyait accourir une foule d'hommes et de femmes, qui s'agenouillaient dans la neige et poussaient des gémissements. Chaque fois que le cortége s'arrêtait un moment, les assistants demandaient comme une faveur insigne la permission de traîner le char funèbre pendant quelques minutes; quand on descendait le corps à la porte d'une église, cinq ou six cents personnes de toutes les classes se précipitaient à l'envi pour baiser le cercueil ou pour le toucher seulement.

Il faisait un froid des plus intenses, et ce froid s'éleva, les jours suivants, à dix-huit et vingt degrés. Plusieurs fois le convoi fut assailli par des tourbillons de neige et par des vents terribles qui l'empêchaient d'avancer, mais aucun des spectateurs ne semblait s'apercevoir des rigueurs de la saison, et l'on ne compta pas ceux qui eurent des membres gelés, en restant à genoux, en prières, au passage du convoi.

L'ordre de la marche était le même tous les jours.

Le convoi partait invariablement vers huit heures du matin, à moins que le mauvais temps ne vînt retarder l'heure du départ; on avançait lentement, non à cause des difficultés de la route, qui était aplanie et sablée, mais à cause des nombreuses stations qu'on était obligé de faire pour donner satisfaction aux vœux impatients des habitants de

chaque localité. On parcourait ainsi trente à quarante verstes par jour.

Le corps était reçu, à son entrée sur le territoire d'un gouvernement, par l'évêque ou l'archevêque à la tête de son clergé, par le gouverneur général ou gouverneur civil, et par le maréchal de la noblesse, accompagné d'une députation des familles nobles; les maréchaux de district, entourés également de députations, attendaient le convoi sur les limites respectives de leurs juridictions. La population tout entière, en habits de deuil, suivait le cortége ou stationnait sur son passage, avec des pleurs, des sanglots et des gémissements.

La nuit, le cercueil restait exposé, soit dans une église de village à peine éclairée par quelques lampes fumeuses, soit dans une cathédrale tout illuminée de cierges, mais partout entouré des prières et des respects d'une foule désolée.

C'étaient les magistrats municipaux, qui se chargeaient d'ordonner, aux frais des communes, les honneurs funèbres, que la plus pauvre bourgade, comme la ville la plus riche, s'empressait de rendre aux restes mortels d'Alexandre Ier. Et généralement, pour honorer la mémoire de l'auguste défunt, on accomplissait, en son nom, des actes de bienfaisance publique.

Dans le gouvernement de Toula, la noblesse fit distribuer pendant six semaines des secours aux indigents et aux malades; à Toula même, la bourgeoisie de la ville consacra une somme importante (plus de 30,000 fr.) à solder des arrérages dus par des mineurs ou par des chefs de famille pauvres.

Les ouvriers de la grande manufacture d'armes, voisine de cette ville, renoncèrent aussi au recouvrement de

150,000 roubles, que leur caisse de secours avait prêtés à des membres nécessiteux de leur corporation.

A Koursk, il y eut également, après le service funèbre, un repas, dont le gouverneur et la noblesse firent les frais et auquel prirent part mille indigents; on distribua, en outre, des dons pécuniaires parmi la classe nécessiteuse.

Ce fut surtout à Moscou que la charité publique se manifesta, en l'honneur de l'illustre défunt, avec le plus d'empressement et de générosité : on appliqua des sommes énormes aux aumônes et aux fondations pieuses; on n'oublia pas même, dans cette large distribution de subsides et de dons collectifs, les troupes qui escortaient le convoi : elles reçurent, de la corporation des négociants, un présent de 15,000 fr. « pour améliorer leur entretien. »

Le convoi, qui avait atteint, le 21 janvier, la ville de Kharkow, et, huit jours après, celle de Koursk, parvint à Orel, le 2 février, et à Toula, le 9; il devait arriver, le 15, à Moscou, et y faire une halte de plusieurs jours à la cathédrale de Saint-Michel, au Kremlin.

La population tout entière de la vieille cité moscovite s'était portée à la rencontre du cortége, jusqu'au village de Kolomensk, où, suivant l'opinion la plus commune, naquit Pierre le Grand. A l'approche du corps d'Alexandre, tous ceux qui venaient au-devant de lui, les autorités de la ville à leur tête, tombèrent à genoux et restèrent prosternés dans un muet recueillement.

L'entrée solennelle du convoi impérial, dans Moscou, eut lieu avec une pompe extraordinaire, au milieu d'une prodigieuse affluence de spectateurs. Le char de voyage avait été remplacé par un corbillard magnifique, qui s'arrêtait devant chaque église qu'il rencontrait en chemin, et le clergé de chacune de ces églises bénissait le cercueil, sur

lequel on avait ajouté à la couronne impériale de Russie et à la couronne royale de Pologne les antiques couronnes de Sibérie, de Kasan, d'Astrakan, de Crimée et de Géorgie.

Les bruits inquiétants qu'on avait fait courir, à Moscou comme à Saint-Pétersbourg, au sujet d'un complot qui devait éclater pendant la cérémonie, ne furent justifiés par aucune tentative de désordre ; il est vrai que les pompiers étaient à leur poste, que des soldats de police (*boutotchniks*) occupaient toutes les maisons sur le parcours du cortége, et que la ville renfermait 60,000 hommes de troupes avec un parc d'artillerie.

Enfin, à cinq heures du soir, le corbillard faisait sa dernière station devant la cathédrale de l'archange Michel, et le corps, transporté par les aides de camp généraux et les aides de camp de l'empereur, était placé sur le catafalque, dans ce sanctuaire vénéré qui renferme les sépultures des anciens tzars.

L'archevêque de Moscou célébra pontificalement l'office des morts; puis, les portes de l'église furent ouvertes, et, durant trois jours consécutifs, la foule se renouvela silencieusement dans l'étroite enceinte où tout le monde était admis à l'honneur de baiser le cercueil impérial.

Le convoi se remit en marche le 18 février, en se dirigeant vers le chef-lieu du gouvernement de Tver; le corbillard fut traîné, à bras d'hommes, pendant trois quarts de lieue, et, quand l'ordre vint de replacer le cercueil sur le char de voyage, aux abords de la résidence impériale de Pétrowsky, on eut de la peine à le retirer des mains de ceux qui se disputaient l'honneur de traîner le char. L'archevêque prononça quelques touchantes paroles d'adieu, et le cortége continua lentement sa route.

Il n'arriva que le 23 février, à Tver; le 25, il entrait à Torjok : les bourgeois et les négociants de cette petite ville commerçante, pour rendre hommage à l'auguste défunt, abandonnèrent spontanément à leurs concitoyens pauvres une somme d'arrérages assez considérable et s'engagèrent, en outre, pour l'année courante, à exonérer de toute espèce d'impôts les mineurs et les vieillards.

De Vyschnii-Volotchok, le convoi s'achemina vers Novogorod, où il fit son entrée le 7 mars : le cercueil y reposa, une nuit, dans la vieille cathédrale de Sainte-Sophie. Il ne fallait plus que deux journées pour atteindre le palais de Tzarskoé-Sélo, où l'empereur et la famille impériale étaient déjà réunis, afin d'y recevoir le corps d'Alexandre.

La veille de l'arrivée du convoi, l'empereur Nicolas voulut aller lui-même au-devant de ce funèbre cortége, et son auguste mère lui demanda la permission de l'accompagner; ils partirent ensemble, presque à la dérobée, avec deux ou trois personnes de leur maison : ils étaient tous deux d'intelligence sur le douloureux objet de ce voyage.

Ce n'est qu'au deuxième relais de poste au delà de Tzarskoé-Sélo, qu'ils trouvèrent le convoi arrêté dans le village de Tossna : aussitôt, par ordre de l'empereur, le cercueil fut déposé dans la chétive église de ce village, et la foule qui accourait de tous côtés, pour apporter le tribut de ses larmes et de ses prières à l'auguste mort, n'eut pas le droit de s'en approcher, ce jour-là.

Marie Féodorovna et son fils Nicolas étaient entrés dans l'église, avec leur suite et le général Orloff-Denissoff, à qui l'impératrice Elisabeth avait confié la garde du corps de son bien-aimé époux. Les portes avaient été fermées derrière eux.

L'empereur, les yeux pleins de larmes et la poitrine

gonflée de sanglots, ordonna qu'on ouvrît la bière; le général Orloff-Denissoff essaya de s'y opposer respectueusement, en représentant à l'empereur que le corps n'avait pu être embaumé que très imparfaitement et que, les traits du défunt étant tout à fait décomposés, ce serait un spectacle horrible, intolérable, pour une mère et pour un frère.

L'empereur insista pour l'ouverture du cercueil; dès qu'on eut obéi à son ordre, l'impératrice-mère, penchée sur les restes mortels de son fils, saisit la main glacée du cadavre, comme si elle eût espéré la réchauffer dans les siennes : elle éclata en lamentations déchirantes.

Nicolas, immobile à côté d'elle, pleurait en silence et contemplait avec une profonde douleur la silhouette du corps qui se dessinait sous les plis du linceul; mais la face du mort demeura voilée.

Après une longue et lugubre station vis-à-vis de cette bière ouverte, l'empereur entraîna de force son auguste mère qui ne voulait plus quitter ces restes chéris, et il la ramena, gémissante et noyée de larmes, à Tzarskoé-Sélo.

Le lendemain, arrivait le convoi, et le prince Alexis Kourakine, maréchal suprême du deuil, venait recevoir solennellement le corps de l'empereur défunt, qui lui fut remis par le général Orloff-Denissoff. Aussitôt, le cercueil, sur lequel on avait replacé la couronne impériale, est conduit, avec un grand appareil funéraire, dans la chapelle du palais, où il doit rester quelques jours, avant d'être transféré à Saint-Pétersbourg.

Il fut visité, pendant toute la journée, par une foule qui s'augmentait sans cesse et qui ne cessa d'être admise dans la chapelle qu'à la tombée de la nuit.

Les portes se ferment; il ne reste plus autour du corps,

que les fonctionnaires de service et quelques personnes de la cour, lorsque la famille impériale entre, à son tour, dans la chapelle, et s'avance d'un pas précipité vers le catafalque.

L'empereur marche en tête, seul; le grand-duc Michel soutient sa vénérable mère, qui se traîne en chancelant; l'impératrice Alexandra, prête à perdre connaissance, s'appuie sur le bras du prince d'Orange.

Il y eut un intervalle de silence solennel et terrible, tandis que les membres présents de la famille impériale, agenouillés auprès du cercueil, restent absorbés dans une morne méditation; le prince d'Orange contemple cette scène émouvante, la main posée sur la bière qui renferme son meilleur ami; tout à coup un sanglot qu'il ne peut plus étouffer se fait entendre; d'autres sanglots y répondent, et la chapelle retentit de plaintes et de gémissements.

Ce fut en ce moment que le jeune grand-duc héritier, amené par son gouverneur, qui le laissa entrer seul, vint se réunir à son auguste famille : le noble enfant, qui se trouvait pour la première fois en face de la mort, était frappé de stupeur et il baissait la tête en pleurant.

— Alexandre! lui dit l'empereur, avec un accent solennel, en étendant la main vers le cercueil : voici le bienfaiteur de ton père! Pleurons-le, regrettons-le toujours, et tâchons de l'imiter.

La grande-duchesse Hélène n'avait pas obtenu d'accompagner son mari à Tzarskoé-Sélo, et elle n'assista point aux cérémonies des funérailles; elle était dans le septième mois d'une grossesse laborieuse qui l'empêchait de sortir de ses appartements.

Le corps du défunt empereur resta jusqu'au 17 mars dans la chapelle de Tzarskoé-Sélo, et, tous les jours, le

peuple fut admis, après le service divin, à venir baiser le cercueil. Tous les jours aussi, la famille impériale allait prier devant le catafalque.

Enfin, tous les préparatifs des obsèques étant terminés à Saint-Pétersbourg, le convoi dut se rendre à sa dernière étape, au château impérial de Tchesmé, où se terminait le voyage funèbre d'Alexandre Ier.

Le corps fut déposé dans la chapelle qui était trop petite pour recevoir aucune personne étrangère à la cérémonie. Le service s'y fit pourtant comme à l'ordinaire, avec plus de recueillement et de douleur, car il n'y avait là, outre le clergé, que les personnes attachées à la maison de l'auguste défunt.

Les portes de l'église avaient été fermées; tout le monde s'était retiré aux approches de la nuit : les cierges allumés veillaient seuls autour du cercueil. Minuit sonne; une procession lugubre, conduite par le clergé, s'avance à pas mystérieux, portant un cercueil vide, et s'arrête devant le catafalque. Après les prières et bénédictions d'usage, le corps, extrait de la bière, en présence des aides de camp généraux et des aides de camp qui l'avaient accompagné depuis Taganrog, fut mis, des propres mains de quelques officiers de la maison impériale, dans un cercueil de parade, en bois précieux, qui fut clos et scellé irrévocablement.

Un fait caractéristique et touchant, malgré sa bizarrerie, peindra mieux que tout le reste peut-être les regrets que l'empereur Alexandre avait laissés parmi les gens de son entourage. Le cercueil de voyage, d'où le corps venait d'être tiré, fut placé dans les appartements du château pour être transporté le lendemain matin à la cathédrale de Saint-Pierre et Saint-Paul et descendu dans les caveaux, où il

devait être brisé, selon la coutume. Durant la nuit, par un pieux larcin, le satin blanc dont le cercueil était garni à l'intérieur fut enlevé, ainsi que des éclats de bois, des clous dorés et des ferrures de ce cercueil, pour passer comme des reliques dans les mains des personnes qui avaient voulu conserver un souvenir matériel de cette funèbre cérémonie.

LI

Le lendemain, 18 mars, jour des funérailles, le cercueil, placé, dès sept heures du matin, sur le magnifique char qui l'attendait, se trouva tout à coup entouré, précédé et suivi d'un nouveau cortége de deuil, qui se déployait dans l'espace d'une lieue.

C'était une immense procession, divisée en treize sections dont chacune avait en tête un maître des cérémonies à cheval, et composée de tous les officiers et de tous les serviteurs de la maison impériale, de toutes les corporations bourgeoises et marchandes, de toutes les sociétés de bienfaisance, de tous les employés des administrations civiles, de tous les pensionnaires des établissements de la couronne, de toutes les autorités constituées, de tous les grands fonctionnaires de l'empire, et chaque section se formait à la hâte, ceux qui en faisaient partie sortant à la fois des maisons qui leur avaient été assignées comme lieu de rendez-vous sur la route.

Les gouvernements de la Russie étaient représentés dans le cortége par leurs étendards, que portaient des fonctionnaires ayant rang d'officier, en manteaux de deuil, avec chapeaux rabattus, garnis de crêpes. Les plus grands per-

sonnages de l'État avaient été choisis par l'empereur, pour porter, sur des coussins couverts d'étoffe d'or, les ordres de chevalerie et les régaux de l'auguste défunt.

Le char, qui s'élevait à la hauteur de vingt-cinq pieds, et dont les panaches blancs dominaient de loin les étendards armoriés, était traîné par huit chevaux noirs, caparaçonnés de deuil, que conduisaient à la main des officiers des écuries, couverts de longs manteaux. Les aides de camp généraux et les aides de camp du défunt empereur entouraient le cercueil, et des deux côtés allaient à la file soixante pages tenant des torches allumées.

Ce fut encore le premier cocher de l'empereur Alexandre, le fidèle Ilia, qui eut la mission de conduire le char des funérailles, comme il avait rempli le même office depuis Taganrog, sans vouloir céder à personne, si fatigante que fût la tâche qu'il s'imposait, « l'honneur de faire son service auprès de l'empereur, disait-il avec une naïveté touchante, pendant le dernier voyage de Sa Majesté. »

Devant le char, la procession du clergé s'ouvrait par les chantres du couvent de Saint-Alexandre-Newsky et ceux de la cathédrale de Notre-Dame de Kasan; les prêtres, à la barbe touffue et aux longs cheveux flottants, portaient des cierges allumés ou de saintes images. Derrière eux, marchait l'archiprêtre Féodotoff, qui avait assisté l'empereur Alexandre à ses derniers moments.

La route que devait suivre le cortége jusqu'à Notre-Dame de Kasan était bordée, à droite et à gauche, par une haie de la garde impériale en grande tenue, formée sur trois rangs, chaque homme ayant un crêpe au bras et au bout du fusil.

A dix heures, l'empereur Nicolas, en uniforme de général, montait à cheval, accompagné du grand-duc Michel,

du prince d'Orange, du prince Guillaume de Prusse, de lord Wellington et d'autres personnages illustres, environné de tout son état-major et suivi des équipages de la cour. La voiture des deux impératrices était escortée par le comte de Modène et le prince Basile Dolgorouky, l'un écuyer de l'empereur, l'autre de l'impératrice Alexandra.

L'empereur parcourut, sans s'arrêter, et souvent au galop, tout l'intervalle qui sépare Tchesmé de Saint-Pétersbourg, saluant les troupes du geste et de la voix, leur adressant les compliments d'usage et recevant leurs chaleureux remercîments.

Quand il fut arrivé à la barrière où il devait attendre le char funèbre, on lui mit sur les épaules un long manteau de deuil, et sur la tête un grand chapeau à bords rabattus; toutes les personnes de sa suite prirent également des manteaux et des chapeaux semblables, en sorte qu'on ne reconnaissait plus l'empereur au milieu de son entourage.

Les membres du Saint-Synode, le clergé de la cour, le gouverneur général de Saint-Pétersbourg et le commandant de la forteresse, avec leurs officiers, se portèrent alors à la rencontre du convoi impérial. Midi sonnait, quand une salve d'artillerie annonça que le char s'arrêtait à la barrière. Aussitôt, toutes les cloches des églises et des couvents de Saint-Pétersbourg furent mises en branle à la fois, et, de minute en minute, un coup de canon était tiré à la forteresse.

L'empereur Nicolas reçut solennellement le corps de l'auguste défunt, que lui présentaient en même temps le maréchal suprême du deuil et le général Orloff-Denissoff, mandataire de l'impératrice Élisabeth.

Il ordonna sur-le-champ que le convoi se remît en mar-

che, et lui-même prit rang derrière le corbillard, avec le grand-duc Michel, le prince d'Orange et le prince de Prusse.

Suivaient immédiatement, comme assistants nommés par l'empereur, le duc de Wellington, le général comte Pierre Tolstoï et le lieutenant-général Emmanuel. Puis venaient le duc Alexandre de Wurtemberg et ses deux fils, le ministre de la guerre, le chef de l'état-major général, le feld-maréchal prince de Wrede, et plusieurs centaines de généraux appartenant à tous les cadres de l'armée.

La famille impériale et les dames de la cour remplissaient vingt carrosses de deuil, après lesquels le cortége se continuait à perte de vue par groupes détachés, jusqu'à la compagnie de l'empereur, du régiment de Semenowsky, laquelle fermait la marche, comme l'avait ouverte la compagnie de l'empereur, du régiment de Préobragensky, les soldats portant leurs armes baissées, et les tambours exécutant des roulements sur tout le parcours du cortége.

Derrière la garde impériale, formant la haie, se pressait une foule immense, qui resta exposée, pendant six ou huit heures, à une bise glaciale, sans pouvoir et sans vouloir bouger de sa place, et sans prendre de nourriture.

La journée était une des plus froides et des plus sombres de la saison; il neigeait depuis la veille, et cette neige, tourbillonnant dans l'air, changeait le jour en crépuscule. Mais personne n'y prenait garde, tant chacun était avide de voir tous les détails de cet interminable cortége.

Au passage du corbillard, tout le monde s'agenouillait et demeurait prosterné, pleurant, gémissant, priant.

A deux heures, le char funèbre, après s'être arrêté devant toutes les églises et tous les temples qui s'étaient offerts sur sa route, arriva enfin devant Notre-Dame de

Kasan. Le métropolitain l'attendait, debout sur les degrés du péristyle, au milieu de son clergé.

C'était ce même Séraphim, qui, huit mois auparavant, avait donné sa bénédiction, dans le couvent de Saint-Alexandre-Newsky, au monarque, que la pensée de la mort poursuivait déjà au moment de son départ pour Taganrog. Ce souvenir fit ruisseler deux larmes sur les joues du vénéré prélat.

Le cercueil fut transporté dans la cathédrale, dont une partie de la nef avait été transformée en chapelle ardente: des milliers de cierges et de lampes combattaient à peine l'obscurité qui régnait à l'intérieur de l'église, où toutes les fenêtres avaient été obstruées par des tentures noires que décoraient de grandes croix en étoffe d'argent, des faisceaux de drapeaux et les écussons d'armes des gouvernements et des principales villes de l'empire. Le catafalque, sur lequel on plaça le cercueil, était formé des plus riches étoffes et s'élevait jusque dans la coupole, au-dessous d'un gigantesque baldaquin, étincelant d'or et de pierreries.

On n'avait pu réserver, dans l'église, qu'un étroit espace pour les tribunes, drapées de noir, où toutes les stalles étaient occupées depuis plusieurs heures par des personnes de la plus haute distinction, par le corps diplomatique, les dames de la cour et les femmes des grands dignitaires. L'empereur, entouré de sa famille, avait pris place devant le cercueil.

Le métropolitain officiait : on commença les prières de la sainte liturgie, entrecoupées par des chants mélodieux, que la chapelle de la cour, invisible à tous les regards, exécutait au fond du sanctuaire. Puis, l'office des morts fut suivi de la lecture des Évangiles, et la cérémonie se termina par la

bénédiction du métropolitain, qui congédia ensuite l'assemblée.

Le corps d'Alexandre devait rester huit jours dans la cathédrale, avant d'être transféré dans la sépulture des tzars, et, pendant ces huit jours d'exposition en chapelle ardente, un aide de camp général et deux aides de camp du défunt furent constamment de service auprès de son cercueil. Capitaines des gardes, pages et porte-enseignes se succédaient jour et nuit, ainsi que les conseillers d'État, les chambellans et les gentilshommes de la Chambre, autour de l'auguste mort.

Tous les jours on célébrait l'office divin, toutes les nuits on faisait la lecture des Évangiles, et, deux fois par jour, la famille impériale, conduite par l'empereur, venait assister aux prières des morts.

L'affluence des visiteurs ne fit que s'accroître, tant que les portes restèrent ouvertes au public. Ce n'était pas seulement la curiosité, qui poussait vers la cathédrale la population de Saint-Pétersbourg et des provinces voisines, c'était surtout le désir d'apporter un tribut de regrets et de prières à ce magnanime souverain, dont la voix du peuple avait déjà fait l'apothéose. Ces braves gens, qui stationnaient en plein air par le froid et le vent pour attendre le moment où ils pourraient pénétrer dans l'église, ne songeaient pas à y admirer les splendeurs de la décoration et du cérémonial mortuaires : ils appliquaient leurs lèvres sur le cercueil de leur bon maître et y laissaient la trace de leurs larmes.

Deux jours avant la translation de l'illustre mort au lieu de sa supulture, la cathédrale de Notre-Dame de Kasan fut fermée au peuple, et l'on n'admit plus dans l'intérieur de l'église, que les personnes de la cour, celles surtout qui avaient

été de l'entourage du défunt et qui pouvaient s'honorer d'être ses anciens serviteurs et ses fidèles amis. Ainsi, le catafalque se trouva toujours environné d'une assemblée d'élite, parmi laquelle on voyait fréquemment reparaître la famille impériale, qui semblait multiplier ses visites et ses dévotions, à mesure que l'heure de la séparation suprême approchait.

La cérémonie de l'inhumation avait été fixée au 25 mars; ce jour-là, un violent ouragan, accompagné de rafales et de tourbillons de neige, sembla se déchaîner sur Saint-Pétersbourg, mais sans interrompre, sans troubler l'ordre admirable de cette imposante cérémonie.

La cathédrale de Saint-Pierre et Saint-Paul, où reposent les tzars et les impératrices depuis Pierre le Grand, était ornée d'une multitude de drapeaux conquis, qui rappelaient l'histoire militaire de la Russie pendant plus d'un siècle. Un immense catafalque s'élevait sous la coupole, entouré de colossales figures d'anges en plâtre bronzé, et de candélabres gigantesques en argent, au milieu des tombeaux de cinq générations de la famille impériale. La nef, tendue de noir, sans autre décoration que des croix et des rosaces blanches, ne devait contenir qu'un nombre très restreint d'invités, l'admission dans l'église n'étant accordée qu'aux personnes des premières classes du tchinn, aux grandes charges de l'État, aux charges de la cour et à ceux qui avaient eu l'honneur de porter les ordres de chevalerie et les régaux devant le corps d'Alexandre.

Dès le point du jour, la garde impériale formait la haie sur le chemin que le convoi allait parcourir, de la cathédrale de Notre-Dame de Kasan à la cathédrale de Saint-Pierre et Saint-Paul.

Sur tout ce parcours, les maisons étaient tapissées de

noir; les portes, les fenêtres, les balcons et jusqu'aux toits se couvraient de spectateurs en deuil; derrière la troupe, se pressait une foule impatiente, mais respectueuse et docile.

On vit se reproduire, dans le même ordre et avec la même pompe, le cortége qui avait amené le cercueil impérial à Notre-Dame de Kasan. L'empereur s'y était rendu, à cheval avec son état-major, et sa famille l'y avait rejoint, pour assister à la levée du corps.

A midi, le cortége s'était mis en marche, se dirigeant vers la forteresse, le long de la Perspective Newsky jusqu'à la rue Sadovaïa, pour gagner le quai de la Néwa en traversant le Champ de Mars. L'empereur, ainsi que les princes et toute la maison militaire, suivait à pied le char funèbre, que conduisait pour la dernière fois le fidèle et infatigable Ilia. Tout le monde s'agenouillait, en pleurant, au passage du char.

La cérémonie religieuse eut un caractère encore plus solennel à l'église de Saint-Pierre et Saint-Paul qu'à Notre-Dame de Kasan, car, ici, c'était moins un deuil public et officiel, qu'une réunion de famille gémissant sur la perte d'un de ses membres les plus illustres.

L'impératrice-mère gisait, prosternée, sans mouvement, au pied du cercueil; à ses côtés, l'impératrice Alexandra, en proie à une douleur convulsive, s'agitait en tressaillements nerveux; le prince d'Orange, le prince de Prusse, versaient des torrents de larmes; le grand-duc Michel s'abandonnait à tout l'emportement de son affliction; l'empereur restait plongé dans un morne accablement. Il eut besoin de faire appel à sa force d'âme et d'employer en quelque sorte son autorité, pour arracher les deux impératrices au cercueil qu'elles embrassaient en gémissant, quand on voulut l'enlever du catafalque et le descendre dans le

caveau mortuaire. On emporta l'impératrice-mère sans connaissance.

De vieux grenadiers, qu'on avait fait entrer dans l'église pour aider à soulever le cercueil, émus de ce spectacle déchirant, ne purent s'empêcher de laisser couler des pleurs sur leurs moustaches grises.

A trois heures, le pavillon noir qui flottait sur une des tours voisines de la cathédrale s'abaissa tout à coup; à ce signal, une salve de trois cents coups de canon qui partirent de la forteresse, et un feu roulant, exécuté à trois reprises par la troupe qui stationnait sur les quais, annoncèrent que la cérémonie était terminée. Alexandre Ier reposait dans la tombe à côté de son père Paul Ier.

Au sortir de la cathédrale, l'empereur tenait par la main le grand-duc héritier, que cette lugubre cérémonie avait vivement impressionné.

— Sacha, lui dit-il en cherchant à le distraire de sa douleur expansive, je vais ordonner qu'on te mène chez l'impératrice; tu lui diras de ma part que je t'envoie pour la consoler.

— Oh! j'en suis bien aise, repartit le noble enfant, je pleurerai avec elle notre bienfaiteur.

Le comte Christophe de Lieven, ambassadeur de Russie à Londres, était venu exprès pour rendre les derniers devoirs à l'auguste défunt, dont il avait été le compagnon d'enfance : l'empereur, le rencontrant tout en larmes, l'embrassa tristement et le chargea personnellement de remettre à l'impératrice-mère l'épée d'Alexandre Ier, qu'on reportait au palais d'Hiver avec la couronne, le globe et le sceptre impériaux.

Marie Féodorovna conserva religieusement, comme une sainte relique, cette épée glorieuse que son illustre fils avait

portée dans toutes les guerres auxquelles il prit part en personne pendant son règne.

— Cette épée, disait-elle en la montrant au duc de Wellington, a été, dans les mains de feu l'empereur, le talisman de la paix de l'Europe.

LII

Le duc de Wellington et les ministres étrangers, qui avaient été envoyés à la cour de Saint-Pétersbourg en l'honneur de l'avénement de l'empereur Nicolas, devaient partir, peu de jours après les funérailles d'Alexandre Ier. L'empereur voulut les réunir encore une fois autour de lui, en les priant d'assister à une grande revue de la garde impériale, qu'il avait fixée exprès au 31 mars, jour anniversaire de l'entrée des troupes alliées à Paris en 1814.

Ce fut pour consacrer cet anniversaire, qu'il créa, selon le vœu de son auguste prédécesseur, une médaille militaire en argent, portant l'effigie de l'empereur défunt et suspendue à un ruban aux couleurs des ordres de Saint-André et de Saint-Georges, avec une inscription commémorative de sa fondation. Cette médaille était destinée à tous les officiers et soldats qui avaient fait campagne dans l'armée russe jusqu'au 31 mars 1814 : « En me conformant ainsi à une volonté qui m'est sacrée, disait l'empereur dans un ordre du jour, en date du 19 (31, nouv. st.) mars 1826, j'accomplis définitivement l'intention que feu l'empereur avait conçue en faveur de ses braves armées, dont la valeur et la fidélité ont assuré la paix de l'Europe, couvert le nom russe d'une

gloire impérissable et mérité la gratitude du père de la patrie, qui, du fond de sa tombe, les bénit encore par ma voix. »

Pendant la revue qui avait lieu sur la place de l'Amirauté, l'empereur distribua lui-même la nouvelle médaille, non-seulement à un grand nombre d'anciens militaires, mais encore au duc de Wellington, au prince de Wrede et à d'autres personnages éminents qui étaient sous les drapeaux de la coalition européenne à l'époque de la capitulation de Paris.

L'empereur voulut plus particulièrement reconnaître les services éclatants que lord Wellington avait rendus à la cause des alliés : il lui adressa donc le rescrit suivant :

« A notre feld-maréchal le duc de Wellington.

« Afin de vous offrir un témoignage de mon estime particulière pour vos hautes qualités et pour les services considérables que vous avez rendus à toute l'Europe, il me sera très agréable qu'un des régiments de mon armée porte votre nom. En conséquence, ce jour même 19 (31, nouv. st.) mars, qui fut signalé, il y a douze ans, par la prise de Paris et la fin d'une lutte à jamais mémorable, où la bonne cause vous doit de si brillants succès, j'ai ordonné que le régiment d'infanterie de Smolensk, formé par Pierre le Grand, et l'un des plus distingués de mon armée, qui déjà s'est trouvé sous vos ordres en France, fût dorénavant nommé régiment du duc de Wellington, désirant vous donner par là une preuve de ma constante et sincère bienveillance. »

Cette bienveillance, que l'empereur ne cessa jamais de témoigner au duc de Wellington, fut encore mieux constatée par le succès de la mission diplomatique confiée à l'illustre général.

L'empereur persistait toujours à repousser toute intervention officieuse, de la part de ses alliés, dans ce qui lui semblait être une question exclusivement russe : il déclara qu'il était décidé à régler, dans un bref délai, fût-ce par la voie des armes, son différend avec la Porte Ottomane; mais il s'engagea, vis-à-vis du duc de Wellington, à ne rien exiger au delà des traités que la Turquie avait ratifiés, et, dans le cas même où il se verrait forcé de recourir aux moyens extrêmes, à ne pas aller jusqu'à menacer l'existence d'un empire qui était considéré, à tort ou à raison, comme nécessaire à l'équilibre européen.

Quant aux affaires de la Grèce, qu'on pouvait croire alors destinée à succomber dans une guerre d'extermination, où toutes les forces mahométanes étaient mises en mouvement contre la suprême résistance de l'insurrection, l'empereur consentit à marcher d'accord avec l'Angleterre qui offrait son intervention pour faire cesser l'effusion du sang et pour protéger les victimes contre les bourreaux. Ce n'était pas encore la reconnaissance politique de l'indépendance hellénique, mais c'était un acheminement vers le protectorat des chrétiens en Orient.

En conséquence, le duc de Wellington et le comte de Nesselrode signèrent, le 4 avril, un premier protocole secret, relatif à la Grèce. D'après cette convention, à laquelle les puissances catholiques, notamment la France, pourraient adhérer, l'Angleterre et la Russie devaient, disait-on, notifier à la Sublime Porte, que l'humanité leur commandait de prendre des mesures immédiates pour mettre fin à une guerre horrible, injuste et inutile.

L'empereur Nicolas ne laissa pas ignorer à l'envoyé du cabinet de Saint-James, que, dans le cas où la Turquie refuserait de faire droit aux plaintes et aux sommations de

l'Europe chrétienne, il était tout disposé, pour sa part, à envoyer une flotte aux Dardanelles et une armée en Bulgarie. En ce moment même, les héroïques défenseurs de Missolonghi se préparaient à s'ensevelir, plutôt que de se rendre, sous les ruines de leur ville assiégée depuis près d'un an par les Égyptiens d'Ibrahim-Pacha. La mémorable convention du 4 avril fut le point de départ des négociations diplomatiques, auxquelles la Grèce allait devoir, dans un prochain avenir, et son salut et sa résurrection.

Dans les longues et fréquentes conférences qui se terminèrent par la signature du protocole du 4 avril, le comte de Nesselrode, organe de son auguste maître, ne fit pas difficulté de déclarer à lord Wellington, que l'empereur, sans se séparer absolument de la politique de son prédécesseur, se voyait forcé, en raison des circonstances, d'adopter et de suivre les principes d'une politique nouvelle, plus ferme, plus énergique, et surtout moins subordonnée aux convenances personnelles de ses alliés.

« La Russie, aurait dit alors Nicolas, se montrera toujours très jalouse de défendre les intérêts généraux de l'Europe, mais elle a aussi ses propres intérêts à soutenir et à ménager. Les puissances me trouveront tout disposé à trancher, de concert avec elles, les questions européennes; mais je n'admettrai jamais leur immixtion dans une question purement russe. »

En outre, l'empereur ne cacha pas au général anglais, qui avait essayé de sonder ses projets à l'égard de la Turquie, que le moment était venu de traiter diplomatiquement une des plus grandes questions qu'on pût rattacher au pacte de la Sainte-Alliance.

Selon lui, l'Empire Ottoman se trouvait depuis longtemps en pleine décadence et ne tarderait pas à entrer en dissolu-

tion complète; cet empire n'avait aucun lien avec le reste de l'Europe, quoique son existence eût été maintenue, d'une manière factice, comme utile et même indispensable à l'équilibre européen; ses peuples, par le fait seul de leur religion, étaient les ennemis irréconciliables de tous les peuples chrétiens; son gouvernement, hostile et antipathique à tous les autres gouvernements, manquait de base et menaçait ruine; les réformes même, que le sultan Mahmoud avait tenté de faire dans le sens de la civilisation moderne, ne pouvaient que hâter l'instant de la catastrophe; en un mot, la Turquie paraissait condamnée à périr et à disparaître dans un temps plus ou moins proche. Il fallait donc prévoir d'avance une pareille éventualité, qui était grosse de complications de toute espèce :

— Que la Turquie meure de consomption ou de mort violente, peu importe, dit l'empereur. Il serait sage de ne pas attendre l'ouverture de sa succession, pour connaître ses héritiers. Je suis tout prêt à discuter la question avec l'Angleterre.

— Sire, reprit Wellington qui avait écouté froidement et silencieusement la thèse politique posée par Nicolas, la question serait plus facile à résoudre, sans doute, s'il y avait deux Constantinople dans l'héritage du sultan Mahmoud. Je reconnais d'ailleurs, avec Votre Majesté, que le gouvernement turc est bien malade, mais c'est une maladie qui dure depuis plus de trois siècles.

L'empereur ne put s'empêcher de sourire, et, depuis ce jour-là, dans ses conversations intimes ou familières, il ne parlait jamais de la Turquie ou de son gouvernement, sans l'appeler *le malade*.

Le duc de Wellington n'avait pas encore quitté Saint-Pétersbourg, que le chargé d'affaires de la Russie auprès

de la Sublime Porte, M. de Minciaky, déposait entre les mains du reïs-effendi, une note en date du 5 avril, note très catégorique et très menaçante, par laquelle l'empereur sommait le sultan de satisfaire définitivement aux justes réclamations de la Russie, formulées dans sa protestation du 13 octobre 1825.

Cette protestation était restée sans réponse, et le gouvernement turc avait méconnu non-seulement les traités les plus solennels, mais encore la modération et la longanimité du glorieux souverain que l'Europe pleurait. L'empereur, quelles que fussent ses intentions pacifiques et ses dispositions conciliantes envers la Porte, se croyait donc en droit d'exiger une éclatante réparation d'un silence contraire à tous les usages comme aux égards que commandait la dignité de la Russie. Il espérait que la Porte elle-même comprendrait la nécessité d'effacer de pénibles impressions, par un irréfragable témoignage de ses vrais sentiments. En conséquence, les principautés de Valachie et de Moldavie devaient être remises, sous tous les rapports, dans la situation où elles se trouvaient avant les troubles de 1821, ce qui impliquait l'évacuation des troupes ottomanes et le rétablissement des deux principautés dans tous leurs droits et privilèges nationaux. De plus, la Porte, pour réparer ses mauvais procédés envers la cour de Saint-Pétersbourg et la longue inexécution de ses promesses, pour anéantir aussi tout sujet de différend dans les relations futures des deux puissances, serait tenue d'envoyer, sur les frontières de la Russie, des plénipotentiaires autorisés à entrer en négociation, avec les plénipotentiaires du tzar, sur toutes les questions qui avaient été discutées, depuis 1816 jusqu'en 1821, à Constantinople, par le baron de Strogonoff, en vertu du traité de Bucharest.

Telles étaient les demandes définitives que l'empereur de Russie faisait adresser au gouvernement du sultan : « Il n'aurait tenu qu'à l'empereur, ajoutait la note de M. de Minciaky, d'employer depuis plusieurs mois les moyens les plus efficaces de faire respecter ses droits et les traités; mais, dans cette grave conjoncture, Sa Majesté impériale n'a encore écouté que ses dispositions pacifiques ainsi que sa modération, et Elle croit incontestable que, en exprimant à la Porte le désir de voir disparaître simultanément tous les griefs de la Russe et jusqu'au germe d'une discussion nouvelle, Elle donne à Sa Hautesse la plus forte preuve d'amitié qu'elle puisse lui fournir, le plus réel motif de confiance et de sincérité. »

Si, contre la légitime attente de l'empereur, il n'était pas fait droit, dans le délai de six semaines, aux demandes contenues dans la note laissée au reïs-effendi, le chargé d'affaires de la Russie quitterait aussitôt Constantinople.

La note se terminait par cette phrase comminatoire : « Il est facile aux ministres de Sa Hautesse de prévoir les conséquences immédiates de cet événement. »

On apprit, peu de jours après, que le Divan avait transmis aux chefs de troupes qui occupaient les principautés l'ordre de se préparer à l'évacuation.

L'empereur avait encore beaucoup d'autres griefs contre le gouvernement turc, qui entretenait la révolte parmi les peuplades du Caucase, qui poussait secrètement la Perse à une rupture définitive avec la Russie et qui encourageait sous main le commerce des esclaves dans des pays soumis à la domination russe; mais c'était aux plénipotentiaires des deux puissances, qu'il appartenait de chercher à établir entre elles, pour l'avenir, de vrais rapports de paix, d'amitié et de bon voisinage.

Quand le duc de Wellington, comblé d'honneurs et de magnifiques présents, eut pris congé de la famille impériale et que la grande-duchesse Hélène se fut mise en route pour se rendre à Moscou, qu'elle devait habiter jusqu'à l'époque de ses couches, l'empereur et l'impératrice allèrent se fixer pour quelques semaines au château de Tzarskoé-Sélo.

L'empereur ne se résigna pas encore à prendre un peu de repos, qu'il avait bien acheté par tant de fatigues. Il faisait des excursions presque journalières, à dix et vingt lieues autour de sa résidence, pour visiter les colonies militaires, les cantonnements des troupes, et les grands établissements dépendant du ministère de la guerre.

Il avait d'ailleurs aux environs de Tzarskoé-Sélo le camp de la garde impériale, qu'il faisait manœuvrer sans cesse sous ses yeux et dont il surveillait lui-même l'instruction, la tenue et la discipline, avec autant de minutie et de rigueur qu'à l'époque où il commandait la deuxième brigade de la garde.

Une brillante revue de cette même deuxième brigade eut lieu au mois d'avril, en présence d'un concours immense de spectateurs.

Pendant que Nicolas donnait toute son attention à des mouvements stratégiques, que le grand-duc Michel faisait exécuter par l'infanterie, quatre hommes à longue barbe, vêtus de cafetans et coiffés du bonnet que portent les paysans russes, s'avancent résolûment au milieu du carré des troupes; on veut leur barrer le passage, on leur enjoint de se retirer, on les injurie, on les menace : ils disent qu'ils viennent parler à l'empereur et qu'ils ont à lui communiquer un secret de la plus haute importance. On a beau les interroger, ils refusent d'en dire davantage.

Les officiers supérieurs ordonnaient de les chasser ignominieusement, mais l'empereur les avait aperçus de loin et s'était fait rendre compte de ce que voulaient ces inconnus. Il n'hésite pas à leur accorder audience ; les quatre mougiks s'approchent avec calme, se découvrent, et s'inclinent jusqu'à terre.

— Que voulez-vous, mes enfants? leur dit Nicolas.

Un d'eux prend la parole et déclare hardiment à leur *père*, qu'ils ont résolu de lui dévoiler des vols incroyables qui se font à Cronstadt, avec une audace et une impudence extraordinaires, presque sous les yeux du directeur de la marine, frère du chef de l'état-major de la flotte. Nicolas fronce le sourcil et lève un regard terrible sur les dénonciateurs. Ils ne se troublent pas, et l'orateur continue ses révélations.

— Le bazar de la ville, dit-il, est encombré d'objets de toute sorte appartenant à la couronne et dérobés dans ses magasins, dans ses chantiers, dans ses arsenaux, dans ses navires : agrès, ferrures, ancres, cordages, goudron, tout ce qui sert dans la construction et l'armement des vaisseaux de l'État, est entassé dans des boutiques derrière de fausses cloisons. C'est là que les recéleurs trafiquent de ces objets qui leur sont apportés de toutes parts en cachette et qu'on enlève la nuit pour en charger des bâtiments de commerce que protége la complicité de la douane marchande. Il n'est pas jusqu'aux canons et aux munitions de guerre qu'on ne fasse ainsi sortir du port de Cronstadt, au détriment du trésor...

— Tu mens ! s'écrie l'empereur avec colère.

— Si nous avons menti, répondent les quatre moujiks avec une fermeté respectueuse, que notre père nous punisse !

— Eh! pourquoi avez-vous refusé de vous expliquer sur l'objet de votre venue, repartit vivement Nicolas, quand on vous a demandé de ma part ce que vous vouliez?

— Si nous avions parlé de cela, Sire, à d'autres qu'à notre père (*batiouschka*), dit l'orateur de la bande, Votre Majesté n'en aurait jamais rien su, et il n'y aurait eu de punis que nous.

— Dans quel but, dans quel intérêt faites-vous cette dénonciation? reprit l'empereur, dont le visage et la voix se radoucirent.

— Tous vos enfants savent que vous vous occupez d'eux, Sire, continua l'orateur, vous êtes vraiment notre père, vous avez déjà diminué les impôts; on assure que les serfs de la couronne ne payeront plus l'obrok...

— Ceux qui vous donnent cette assurance se trompent ou vous trompent, interrompit l'empereur qui examinait les dénonciateurs avec une certaine défiance. Je sais qu'on répand parmi le peuple bien des bruits mensongers, bien des nouvelles fausses... Qui êtes-vous?

— Serfs de la couronne, Sire, et nous sommes reconnaissants de tout ce que notre père a fait pour nous. Nous prions Dieu qu'il t'accorde un long règne pour faire tout le bien qu'attendent de toi tes fidèles sujets.

— Prenez-garde! leur dit sévèrement l'empereur. Je vous rends responsables de vos paroles.

Il les congédia, en ordonnant qu'ils fussent surveillés et tenus aux arrêts; puis, il fit partir sur-le-champ pour Cronstadt un de ses aides de camp, Michel Lazareff, capitaine de vaisseau, avec des instructions secrètes.

Le capitaine Lazareff, arrivant à l'improviste dans la ville, prit avec lui trois cents soldats et fit une descente au Gastinoï-Dvor : toutes les boutiques, tous les magasins de ce

bazar furent fouillés; on y trouva, comme les quatre mougiks l'avaient annoncé, des amas de marchandises et d'objets divers, provenant des chantiers et des arsenaux du port. Lazareff fit partout apposer les scellés et les laissa sous la garde des soldats qui avaient investi le Gastinoï-Dvor. Il alla immédiatement rendre compte du résultat de sa mission à l'empereur.

Stupéfait autant qu'indigné de ces vols audacieux qui étaient restés si longtemps impunis, Nicolas avait la ferme volonté de faire punir les coupables, quels qu'ils fussent, suivant la rigueur des lois. Il ordonna une enquête et des poursuites qui commencèrent aussitôt. L'enquête, dirigée par un homme intègre et courageux, amena la constatation des faits les plus monstrueux, des brigandages les plus éhontés, mais on ne parvenait pas à découvrir les voleurs.

L'empereur examinait lui-même les pièces de cette enquête, qui se ralentit bientôt et traîna en longueur; il apprit, un jour, en parcourant les interrogatoires des témoins, que la cargaison de plusieurs bâtiments, chargés de bois de construction pour le compte de la marine impériale était entrée dans le port de Cronstadt et avait disparu tout entière après le déchargement.

— Ainsi donc, s'écria-t-il tristement, se trouve réalisée, presque à la lettre, cette parole de mon frère Alexandre: « S'ils savaient où les mettre, ils me voleraient mes vaisseaux de guerre! »

Cette mystérieuse affarie eut un dénoûment plus prompt qu'on ne l'attendait : dans la nuit du 21 juin, l'horizon s'illumina d'une lueur rouge, qu'on prit, à Saint-Pétersbourg, pour une aurore boréale, et le lendemain on annonça que le Gastinoï-Dvor de Cronstadt était consumé avec tout

ce qu'il renfermait de provisions de bois, de cordages, de chanvre, de goudron, etc. L'enquête commencée n'alla pas plus loin, mais un grand nombre de fonctionnaires de la marine furent privés de leurs grades et envoyés en Sibérie.

LIII

Nicolas n'en était encore qu'au début de son règne, mais, par tout ce qu'il avait déjà fait, on pouvait pressentir ce qu'il ferait, ce qu'il voulait faire, en administration comme en politique. Ses paroles et ses actes avaient eu trop de retentissement, même en dehors de la Russie, pour que tous les cabinets de l'Europe ne fussent pas d'accord sur son compte, reconnaissant qu'il possédait toutes les qualités d'un grand souverain.

On s'explique ainsi l'empressement que ses alliés avaient mis à lui témoigner leurs sentiments d'estime et de sympathie. Ce n'était point assez de lui avoir envoyé des personnages considérables pour le féliciter à l'occasion de son avénement au trône, les principales cours se préparaient à nommer des ambassadeurs extraordinaires qui devaient les représenter elles-mêmes aux cérémonies du couronnement.

La prépondérance que le nouveau tzar avait dès lors conquise dans la politique générale fut constatée d'une manière plus caractéristique par la démarche que le gouvernement républicain des États-Unis d'Amérique fit tenter auprès de ce monarque absolu.

Middleton, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis à Saint-Pétersbourg, avait remis au comte de Nesselrode une note dans laquelle le cabinet de Washington réclamait l'intervention impériale de la Russie, pour obtenir que l'Espagne mît un terme à la lutte que soutenaient contre elle ses anciennes colonies de l'Amérique méridionale et reconnût généreusement leur indépendance, dans l'intérêt de la paix du monde.

Le comte de Nesselrode, dans la réponse courtoise qu'il adressa (3 mai 1826) au représentant des États-Unis, évita de se prononcer sur le fait même de la rébellion des colonies espagnoles, mais il ne manqua pas de remarquer avec satisfaction que le cabinet de Washington, en témoignant une noble sollicitude pour les droits de l'Espagne sur les îles de Cuba et de Puerto-Rico, « professait des maximes que la Russie a depuis longtemps adoptées pour bases de son système politique. » L'empereur, au reste, tout en émettant le vœu de prolonger et de consolider la paix générale, regrettait de ne pouvoir se prêter à l'intervention qu'on attendait de lui dans la question des colonies espagnoles, car, disait Nesselrode : « Sa Majesté a toujours pensé que la justice, le droit des nations et l'intérêt général qui commande de respecter des titres de souveraineté incontestables, ne permettaient pas, dans cette grave circonstance, de préjuger ni de devancer les déterminations de la mère-patrie. » De plus, l'Espagne n'ayant jamais voulu discuter l'avenir du midi de l'Amérique, sans faire concourir aux délibérations toutes les puissances alliées de l'Europe, l'empereur de Russie ne se croyait pas fondé à entamer isolément avec l'Espagne une négociation à laquelle ses alliés avaient droit de participer.

C'était le principe de la Sainte-Alliance européenne, qui

s'affirmait pour la première fois vis-à-vis des républiques naissantes du Nouveau-Monde.

Les yeux de l'Europe étaient tournés vers la Russie. Dans toutes les cours, on ne parlait que des fêtes du couronnement qui devait se faire à Moscou vers le milieu du mois de juin.

Le deuil que les Russes avaient pris pour six mois à la mort d'Alexandre ne touchait pas encore à son terme, mais beaucoup aspiraient à se voir délivrés de la servitude de ce deuil si long, si lugubre et si sévère, qui, depuis cinq mois, avait interrompu les bals, les spectacles et tous les divertissements publics ou privés. La cour elle-même était impatiente de sortir de cette atmosphère de tristesse officielle.

L'annonce du couronnement fut donc accueillie avec une satisfaction unanime, quand parut ce manifeste impérial :

« Nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., à tous Nos fidèles sujets, savoir faisons :

« Dès Notre avénement au trône de Nos ancêtres, Nous étant chargé du fardeau qu'il plut à Dieu de Nous imposer, et cherchant dans sa toute-puissance et sa miséricorde infinie Notre appui et Nos forces, Nous avons résolu, à l'exemple des monarques Nos ayeux, de recevoir l'onction sacrée, de placer la couronne sur Notre front et d'associer également à cet acte solennel Notre épouse bien-aimée, l'impératrice Alexandra.

« En attendant cet événement qui doit s'accomplir, avec l'aide de Dieu, au mois de juin de la présente année 1826, dans Notre capitale de Moscou, Nous appelons tous Nos fidèles sujets à joindre leurs prières ferventes à celles que Nous adressons au Très-Haut, pour qu'avec l'huile sainte sa

grâce ineffable se répande sur Nous et sur Notre empire, pour que cet acte sacré devienne le signe et le gage de sa suprême bonté à Notre égard et le sceau de l'affection qui Nous unit à Nos fidèles sujets, dont le bonheur est le but unique de Nos pensées, l'accomplissement de tous Nos vœux, la récompense de Nos travaux et le premier de Nos devoirs envers le Roi des rois.

« Donné à Saint-Pétersbourg, le 21 avril (3 mai, nouv. st.), l'an de grâce 1826 et de Notre règne le premier.

« NICOLAS. »

Un ukase, promulgué sous la même date, avait nommé maréchal suprême du couronnement le vieux prince Nicolas Youssoupoff, conseiller privé actuel de première classe, qui avait été ambassadeur en Turquie sous le règne de Catherine II et qui, possesseur de la plus grande fortune de la Russie, s'était retiré de la cour pour habiter sa belle terre d'Arkhanghelsk, aux environs de Moscou. Cet illustre vieillard devait présider la commission chargée de faire tous les préparatifs et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour le couronnement. Cette commission, à laquelle serait adjoint plus tard un grand-maître de la cérémonie, se composait de trois membres, le sénateur prince Ouroussoff et les conseillers d'État actuels Kamaroff et Aklopkoff.

Par un autre ukase, daté du même jour, l'empereur ordonna au sénat de Moscou d'appeler, pour la cerémonie, tous les maréchaux de la noblesse et tous les maires des chefs-lieux de gouvernement, à l'exception de ceux des gouvernements situés aux extrémités de l'empire.

La famille impériale ne voulait pas attendre, pour se rendre dans la vieille capitale moscovite, l'époque fixée

pour le couronnement, car l'empereur avait déjà fait partir sa garde, qui reçut même l'ordre de se hâter, afin d'arriver avant lui, et qui se plaignit plus d'une fois de la longueur des étapes. On disait que l'empereur serait à Moscou vers le 15 mai. Le grand-duc Michel s'était déjà mis en route, pour le rejoindre à Novogorod, où il devait inspecter les colonies militaires.

Les deux frères semblaient chercher les occasions de se montrer concurremment aux yeux du peuple et de l'armée, et, dans les revues où ils s'étaient trouvés ensemble, on avait remarqué l'union et la bonne intelligence qui régnaient entre eux. C'était une sorte de protestation contre les bruits qu'on répandait sur la prétendue brouille du grand-duc Constantin avec l'empereur. On allait jusqu'à supposer que le césarévitch s'abstiendrait de paraître aux fêtes du couronnement; mais, en revanche, on pouvait espérer qu'on y verrait l'impératrice Élisabeth.

La noble veuve d'Alexandre I[er] avait écrit à l'impératrice-mère qu'elle quitterait Taganrog, dès qu'elle aurait achevé de régler tout ce qui concernait la fondation d'un monument que les habitants de cette ville voulaient élever à la mémoire de feu l'empereur. « Elle avait hâte, disait-elle, de revoir l'auguste mère de son bien-aimé époux, » et elle la priait de venir au-devant d'elle jusqu'à Kalouga, en se rendant à Moscou.

L'impératrice-mère était encore à sa résidence de Gatchina. Ce ne fut pas sans éprouver une appréhension vague et inquiète, qu'elle entreprit ce voyage, qui promettait pourtant de la réunir bientôt à sa malheureuse belle-fille et qui leur gardait à toutes deux, comme une dernière épreuve, les poignantes émotions du couronnement.

L'impératrice Élisabeth, minée par la douleur, dévorée

de consomption, avait trouvé la force de vivre jusque-là : son médecin, Stoffregen, n'espérait pas la voir jamais revenir à la santé, mais il se faisait illusion, à ce point qu'il lui donnait encore des mois et des années d'existence. L'impératrice se gardait bien de le désabuser; elle souriait mélancoliquement quand il lui parlait des bienfaisants effets qu'il attendait pour elle de son retour à Oranienbaum.

Ce délicieux palais, qui avait été longtemps le séjour favori de l'excellente princesse, lui était attribué, en toute propriété, par un ukase du 9 (21 nouv. st.) janvier, avec tous les villages, fermes et autres lieux attachés à cette magnifique propriété impériale. Elisabeth avait accepté cette donation dont elle appréciait la pensée délicate, mais, en exprimant sa gratitude à l'empereur, elle l'avait prié de transférer au grand-duc Michel l'île de Kamennoï-Ostrow et le palais qui fait partie de cette admirable résidence d'été. « Qu'ai-je besoin de deux palais pour le peu de temps qu'il me reste à passer sur la terre! disait-elle dans une touchante lettre à l'impératrice-mère. Si je tiens à Oranienbaum, qui était la propriété personnelle de feu l'empereur, j'y tiens comme à un souvenir. Hélas! je ne suis pas sûre de me retrouver jamais à Oranienbaum, où j'ai versé tant de larmes dans la solitude, où j'ai obtenu du ciel quelques instants de bonheur. C'est là que je reviendrai, si la Providence veut que je vive! »

L'empereur résista d'abord au désir que son auguste belle-sœur lui avait manifesté, mais il finit par y céder, pour être agréable à cette princesse, et, par un ukase du 27 mars (8 avril) 1826, il avait transmis à son frère Michel la possession perpétuelle et héréditaire du palais de Kamennoï-Ostrow et de ses dépendances.

Le couronnement de l'empereur Nicolas avait été an-

noncé aux cours de l'Europe longtemps avant la publication du manifeste qui en fixait l'époque, car non-seulement les ambassadeurs extraordinaires qui devaient représenter ces différentes cours étaient nommés, mais encore plusieurs de ces ambassadeurs avaient pu se mettre en route avec tout le personnel de leur légation.

Le représentant de la France arriva, dès le 13 mai, à Saint-Pétersbourg; c'était le maréchal duc de Raguse, dont le choix ne pouvait manquer d'être sympathique à la Russie, en évoquant d'une manière indirecte les souvenirs de la capitulation de Paris en 1814, capitulation à laquelle l'illustre maréchal de l'empire n'aurait, dit-on, que trop participé. Le duc de Raguse était, d'ailleurs, une des premières célébrités militaires de son temps, et son nom se trouvait mêlé avec éclat à l'histoire des guerres du règne de Napoléon.

La Restauration, en l'envoyant à Saint-Pétersbourg, l'avait entouré des noms les plus fameux de l'ancienne noblesse française, la plupart appartenant à l'état-major de l'armée du roi; dans la suite brillante et nombreuse qui l'accompagnait, on remarquait trois maréchaux de camp, le vicomte Talon, les comtes de Broglie et Danrémont; trois colonels, le comte de Caraman et les marquis de Castries et de Podenas; le chef d'escadron, comte Alfred de Damas; trois capitaines, comtes de Villefranche, de Caumont-Laforce et de Brezé, et six ou huit sous-lieutenants, qui n'étaient autres que le marquis de Vogué, le comte de Biron, le vicomte de la Ferronnais et les ducs de Maillé et de Guise.

L'empereur fut particulièrement sensible à l'intention qui avait fait désigner le duc de Raguse pour représenter, à la cour de Russie, la monarchie des Bourbons et la France royaliste; il avait connu le maréchal, à Paris, en

1814; il savait les services plus ou moins directs, plus ou moins avoués, que Marmont pouvait avoir rendus alors à la cause des souverains alliés; il se rappelait aussi que l'empereur Alexandre accordait à ce vaillant soldat de fortune autant d'estime que de reconnaissance.

Il retarda donc son départ pour Moscou, et il revint exprès à Tzarskoé-Sélo, afin d'y recevoir, en audience solennelle, l'ambassadeur extraordinaire du roi de France. Il l'accueillit avec une distinction flatteuse, et, après l'audience, il resta longtemps seul avec lui.

Le lendemain, 20 mai, il lui fit l'honneur de le faire assister à une revue du régiment de Préobragensky, qui était de service au château ce jour-là, et dont il portait l'uniforme : il commanda lui-même les manœuvres, et il se plut à faire admirer au vieux soldat de Napoléon l'étonnante précision des troupes russes dans le maniement des armes et dans les évolutions militaires.

— Sire! lui dit le maréchal, qui le félicitait d'avoir formé de si belles troupes: je ne m'étonne pas que le soldat russe fasse des miracles, quand il est aussi bien commandé et quand il se sent fier d'être commandé par son empereur. Un pareil régiment, dans une bataille, vaudrait une armée entière.

L'empereur Nicolas, comme Alexandre Ier, était préoccupé de l'idée de fortifier sans cesse les liens d'affection et de dévouement, qui attachaient le soldat russe à son souverain. Il comprenait que l'armée devait être la sauvegarde et l'appui de la couronne. Voilà pourquoi l'insurrection du 26 décembre lui avait paru d'autant plus redoutable et criminelle, que la plupart des conspirateurs étaient des officiers de cette armée, où l'amour du chef de l'État faisait partie essentielle de la discipline militaire.

Ce fut donc pour raviver et pour exalter la fidélité du soldat, qu'il avait adressé le rescrit suivant à ses fidèles troupes du Don:

« Les services distingués des braves troupes du Don leur ont constamment mérité la bienveillance des monarques Nos prédécesseurs. Feu l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire, qui leur avait voué un intérêt particulier, s'est occupé au milieu d'elles de leur organisation et de leur bien-être, même pendant les derniers moments de sa précieuse existence; et, d'un autre côté, la garde de sa personne sacrée a été faite, jusqu'à son heure suprême, par les zélés et fidèles Cosaques du Don.

« En mémoire de cette circonstance, et, voulant récompenser la fidélité inébranlable de ces troupes et leur donner un témoignage de Notre bienveillance impériale, Nous avons résolu de leur faire présent du sabre qu'avait porté l'empereur Alexandre I[er]. Que ce sabre soit ajouté aux autres insignes de ces troupes; qu'il soit, dans les temps à venir, le trophée de leurs exploits et de leurs services, et le gage des sentiments de sollicitude invariable qui m'animent pour elles.

« Saint-Pétersbourg, 19 mars (31, nouveau style) 1826.

« NICOLAS. »

Le général Kamemcoff avait été désigné par l'empereur pour porter le sabre d'Alexandre aux Cosaques du Don; il arriva, dans les premiers jours de mai, à Novo-Tcherkask, chef-lieu de la province, où les habitants avaient eu l'honneur, peu de mois auparavant, d'offrir à feu leur auguste maître le pain et le sel de l'hospitalité.

La mort de l'illustre empereur était l'objet de regrets

unanimes dans cette brave armée du Don, qui se souvenait de l'avoir accompagné deux fois à travers l'Europe en 1814 et 1815. Un service funèbre solennel fut annoncé pour le 21 mai.

Tous les chefs de l'armée avaient été convoqués ; ils vinrent se ranger, avec leurs insignes et leurs étendards, à la suite de leur hetman, le lieutenant général Ilovaïsky ; le cortége se dirigea ensuite, entre deux haies de Cosaques de la garde, vers la cathédrale : le rescrit impérial et le sabre de l'empereur Alexandre avaient été déposés sur une table vis-à-vis de l'autel.

Après la cérémonie, terminée par un *Te Deum*, chanté en l'honneur de l'empereur régnant, au bruit des cloches et de l'artillerie, les troupes se formèrent en un vaste cercle, au milieu duquel vinrent se placer le hetman et son cortége, accompagnés du clergé. Le sabre d'Alexandre fut présenté solennellement aux troupes, et le rescrit impérial lu à haute voix. Mille hourras y répondirent. Alors, le hetman Ilovaïsky, s'adressant à ses frères et concitoyens, leur proposa de célébrer tous les ans l'anniversaire de cette grande journée, par une cérémonie religieuse et militaire, et de fonder, au moyen d'une souscription volontaire, une maison d'éducation pour les orphelins, laquelle porterait le nom d'Alexandre Ier. La souscription, ouverte immédiatement, se couvrit de signatures.

Le peuple, qui avait assisté avec enthousiasme à cette cérémonie touchante, alla s'asseoir à des tables dressées sur la place publique, et prit part, en commun, à un repas fraternel, tandis que tous les officiers, réunis chez le hetman, dans un banquet splendide, portaient des toasts à la santé de l'empereur et de la famille impériale.

Une autre fête, d'un genre tout différent, fut célébrée

aussi, à peu près vers la même époque, à l'occasion de l'avénement de Nicolas Ier, par les Tatars d'Astrakan.

Cette population musulmane avait eu l'idée de rattacher, en quelque sorte, l'inauguration du nouveau tzar aux cérémonies religieuses du ramazan. Un grand nombre de mahométans étaient venus, des gouvernements voisins, se joindre aux habitants d'Astrakan, dans une vaste plaine hors de la ville. Dans cette réunion, composée de quatre mille hommes, vêtus de leurs plus beaux habits, assis par terre, en longues files, et gardant le plus profond silence, on voyait des Tatars de Crimée, d'Orenbourg et de Kasan, des montagnards du Caucase et des individus appartenant aux tribus nomades de l'Orient.

Le grand mollah, entouré de mollahs subalternes, qui répétaient après lui les versets du Coran, auxquels répondaient à la fois tous les assistants, prononça ensuite, en langue turque, cette prière qui appelait sur l'empereur et sa famille la bénédiction de Dieu :

« Dieu, créateur du monde! bénis et glorifie le règne de ton élu, le puissant seigneur, l'illustre empereur et l'éminent tzar, notre auguste et gracieux autocrate Nicolas Pavlovitch; élève-le, ô Dieu, par la plénitude de ta grâce; garde-le de la malignité de l'œil, de la méchanceté des langues, de toutes maladies intérieures et extérieures. Amen.

« Fais qu'il ait part à ta grâce digne de gloire, et qu'il soit le père miséricordieux de ses sujets; affermis dans le bien toutes ses entreprises et intentions; prolonge et agrandis son règne auguste. Amen.

« Fais que l'héritier de son trône, ses enfants, son auguste mère, son épouse chérie et ses nobles frères jouissent d'une santé non interrompue et d'une joie perpé-

tuelle ; affermis et consolide parmi eux la paix et la concorde ; maintiens en paix les ministres et conseillers sincères, fidèles et éminents, et, en particulier, le directeur des affaires des confessions étrangères et toutes les personnes qui approchent du trône ; que l'amour et l'amitié règnent parmi eux ; agrandis et fortifie leur fidélité et leur dévouement pour le seigneur notre empereur. Amen. »

Au moment même où le chef de la religion musulmane en Russie recommandait au ciel, par ces édifiantes et nobles paroles, le règne du successeur d'Alexandre I[er], l'impératrice Élisabeth avait cessé de vivre ; le jour même où le sabre d'Alexandre était reçu, avec des transports de joie, comme une sainte relique, par les Cosaques du Don, qui avaient donné tant de preuves de fidélité à l'auguste défunt, la nouvelle de la perte douloureuse et imprévue que venait de faire la famille impériale arriva tout à coup à Saint-Pétersbourg.

— Nous n'avons pas encore quitté le deuil ! dit l'empereur à l'impératrice Alexandra, en lui apprenant cette triste nouvelle.

— Pleurons, regrettons la bonne impératrice Élisabeth, reprit Alexandra avec une émotion de profonde et délicate sympathie, mais ne la plaignons pas : elle est allée se réunir là-haut à celui qui lui manquait ici-bas.

LIV

L'impératrice Élisabeth, depuis qu'elle avait appris l'arrivée du corps de son auguste époux à Saint-Pétersbourg et la célébration des funérailles, ne songeait plus qu'à se préparer à la mort. C'était assez pour elle d'avoir pu vivre jusque-là.

Elle avait supporté, il est vrai, avec la fermeté d'une héroïne et la piété d'une sainte, cette perte immense, qui aurait voué sa vie à une douleur de tous les instants, si la Providence eût voulu lui imposer plus longtemps le fardeau de l'existence; mais le coup affreux qui l'avait frappée acheva de briser sa frêle organisation et d'anéantir ses forces vitales, malgré l'effort prodigieux qu'elle fit alors sur elle-même pour suppléer, par l'énergie de sa grande âme, aux défaillances de la nature physique. Ses médecins avaient cru remarquer dans l'état de sa santé une amélioration quotidienne, que toutes les personnes de sa maison accompagnaient de leurs espérances et de leurs vœux. Mais l'auguste malade était arrivéé au dernier degré de la consomption et de l'épuisement; elle sentait que son courage ne serait pas mis à une plus longue épreuve, et elle s'en réjouissait au fond du cœur.

Elle eût souhaité toutefois de pouvoir mourir au milieu de la famille impériale; elle essaya, du moins, d'aller recevoir les embrassements et les bénédictions de son auguste belle-mère, qui venait au-devant d'elle.

Lorsqu'elle quitta Taganrog, le 8 mai, son départ offrit le spectacle d'une scène bien touchante. Toute la population se pressait autour de sa voiture et semblait ne pouvoir se résoudre à se séparer de cette bonne et adorable princesse, qui lui disait adieu en versant des larmes.

L'impératrice Élisabeth portait déjà, sur ses traits altérés et dans ses yeux brillants, le signe d'une mort prochaine. Chacun, en la voyant si pâle et si défaite, comprenait bien qu'il la voyait pour la dernière fois.

Il fallut pourtant que l'impératrice s'arrachât à ces précieux témoignages d'affection et de respect. Elle avait à faire un long voyage, avant de rejoindre l'impératrice-mère à Kalouga; elle doutait que cette suprême consolation lui fût accordée, et pourtant elle écrivit encore une fois à l'impératrice Marie : « Mon unique désir ici-bas est de revoir la mère de l'ange qui m'a devancé dans la vie éternelle! »

Ses médecins avaient été toujours opposés à son départ de Taganrog. La princesse Wolkonsky et sa fille Alexandrine, demoiselle d'honneur de l'impératrice, accompagnaient l'auguste voyageuse; elles s'aperçurent de son affaiblissement progressif, et elles insistèrent, à plusieurs reprises, pour qu'elle consentît à se reposer quelques jours; le docteur Stoffregen joignit ses sollicitations pressantes à celles du prince Pierre Wolkonsky, qui accomplissait les dernières volontés d'Alexandre Ier en continuant son service auprès de la malheureuse veuve de son auguste ami.

L'impératrice ne voulut rien entendre.

— Hâtons-nous, disait-elle, car je n'ai plus à moi que quelques heures.

Elle n'avait pas même la force d'écrire une lettre; elle envoya un courrier à l'impératrice-mère pour la prier verbalement de ne pas l'attendre à Kalouga, et de venir en toute hâte, s'il était possible, à Bélef, petite ville du gouvernement de Tver, où elle se voyait forcée de s'arrêter. Elle s'y arrêta, en effet, dans la soirée du 15 mai.

Elle paraissait épuisée de fatigue, et elle se mit au lit de bonne heure. Elle ne voulut pas que le docteur Stoffregen et les dames d'honneur se privassent de sommeil pour veiller à ses côtés. Elle cherchait, d'ailleurs, à les rassurer, en répétant qu'elle se trouvait bien et qu'elle avait besoin seulement de repos. Une de ses demoiselles d'honneur obtint, à grand'peine, la permission d'être de garde dans sa chambre.

La nuit fut calme : l'impératrice semblait dormir tranquillement. Vers quatre heures, la demoiselle d'honneur qui veillait, n'entendant plus le bruit de la respiration de son auguste maîtresse, s'approche avec anxiété et reconnaît un étrange changement dans les traits contractés de la mourante; elle appelle du secours : « L'impératrice se meurt! »

A ce cri lamentable, on s'éveille, on accourt, mais déjà Élisabeth avait rendu l'âme.

Deux heures après, arrivait l'impératrice-mère, qui était partie de Kalouga aussitôt qu'elle eut reçu le message de son auguste belle-fille et qui avait appris la fatale nouvelle à son passage à Pérémyschl. Marie Féodorovna, que cette mort si rapide, et néanmoins dès longtemps prévue, avait plongée dans une profonde affliction, vint s'agenouiller auprès du lit mortuaire et donner le baiser d'adieu

à la vertueuse épouse de son bien-aimé fils Alexandre.

L'impératrice, qui venait de s'éteindre doucement à l'âge de 48 ans, conservait, sur son visage amaigri où rayonnaient encore la jeunesse et la beauté, l'empreinte de la sérénité de sa belle âme : elle semblait sourire, comme si elle avait eu conscience de son bonheur, en se réunissant à l'être chéri qu'elle pleurait depuis cinq mois.

— Chère fille, s'écria l'impératrice-mère, tu es allée recevoir des mains de ton époux une couronne plus glorieuse encore et aussi plus durable que celle que tu as portée sur la terre!

Après avoir donné cours à sa douleur et rempli auprès du corps de sa digne belle-fille les devoirs de la religion, l'impératrice-mère partit de Bélef, pour retourner à Moscou où la rappelait un devoir de famille moins douloureux : une autre de ses belles-filles, la grande-duchesse Hélène, accoucha heureusement, six jours après (26 mai), d'une princesse qui reçut en naissant le nom d'Élisabeth.

L'empereur, qui était resté à Saint-Pétersbourg pour assister aux grandes manœuvres de la flotte rassemblée dans la baie de Péterhoff, fit savoir à ses sujets, par un ukase du 9 (21, nouv. st.) mai, que l'impératrice Elisabeth avait « quitté cette terre pour passer à la vie éternelle. » L'ukase se terminait ainsi : « La Russie tout entière partagera, nous en sommes persuadé, la nouvelle affliction qui vient d'atteindre notre maison impériale et unira ses ferventes prières aux nôtres pour le repos de l'âme de la défunte impératrice. »

L'empereur fit cesser aussitôt tous les préparatifs du couronnement et ordonna un nouveau deuil, qui devait durer six mois à partir du 16 mai, et dont il avait réglé lui-même avec un soin minutieux le cérémonial officiel. En

même temps, il envoyait à Bélef le grand-veneur Naryschkine, qui devait accompagner les restes mortels de l'impératrice et les ramener à Saint-Pétersbourg.

Nicolas eut la pieuse pensée de faire acquérir par le gouvernement la maison où Elisabeth avait rendu le dernier soupir, pour en faire un asile où vingt-quatre pauvres veuves seraient entretenues aux frais du trésor, sous la protection spéciale de l'impératrice régnante. Ainsi, même après sa mort, la sainte et noble femme semblait encore présider personnellement à une de ces œuvres de bienfaisance, qui avaient fait l'occupation de sa vie entière et dont son invariable modestie s'efforçait de cacher le secret.

Cette bonne impératrice fut pleurée par toute la Russie qui l'aimait et qui la vénérait comme l'ange gardien d'Alexandre Ier, comme le génie tutélaire de l'empire. On ne l'avait vue que rarement briller au milieu des pompes de la cour, mais on se souvenait avec émotion de l'avoir souvent rencontrée dans les asiles de l'indigence et du malheur, dans les hôpitaux qu'elle visitait en y laissant de nombreux témoignages de sa charité chrétienne, dans ces établissements d'éducation gratuite qu'elle avait fondés et qu'elle surveillait elle-même pour y faire élever de jeunes filles d'une condition obscure et pour les former aux devoirs et aux vertus de leur sexe.

La mort de l'impératrice Élisabeth avait fait d'autant plus d'impression sur l'empereur Nicolas, qu'elle suivait de bien près celle d'Alexandre et qu'elle avait été précédée de la perte successive de divers personnages illustres appartenant à l'histoire du dernier règne.

Ce n'était pas une faiblesse d'esprit, c'était une délicatesse de sentiment chez l'empereur Nicolas, qui ne pouvait s'empêcher d'éprouver une pénible émotion toutes les fois

qu'on lui apprenait la mort de quelqu'un qu'il eût connu et auquel il gardait un bon souvenir.

Depuis son avénement, il avait eu à regretter plusieurs hommes éminents, qui, malgré leur âge avancé, auraient pu encore rendre des services à la Russie, qu'ils servaient depuis le règne de Catherine II : le chancelier de l'empire comte Nicolas Roumiantzoff, protecteur éclairé et généreux des arts et des sciences; le savant mathématicien Fuss, membre de l'Académie impériale des sciences de Saint-Pétersbourg, et le grand chambellan Alexandre Naryschkine, type aimable et spirituel de la politesse russe, tous trois morts au mois de janvier 1826.

Un autre type d'originalité nationale, le comte Rostoptchine, qui s'était exilé volontairement depuis l'incendie de Moscou, que la voix publique lui attribuait, avait été rappelé dans sa patrie par l'avénement d'un nouveau tzar; il n'eut que le temps d'écrire à l'empereur Nicolas : « Je ne suis revenu que pour voir Pierre le Grand ressuscité, et mourir content. » Il ne revit pas l'empereur et mourut à Moscou, le 30 janvier, peu de jours après son retour en Russie.

Un de ses anciens rivaux dans la faveur de Paul Ier, le vieux comte Pierre Pahlen, exilé comme lui de la cour depuis vingt-cinq ans, le suivit de près dans la tombe et eut aussi la consolation de s'éteindre au milieu de ses enfants et petits-enfants. Des cinq fils du comte Pahlen, deux étaient généraux et le troisième diplomate et membre du conseil privé.

Le général Paul Pahlen, l'aîné de tous, n'avait pas eu occasion de se distinguer autant que son frère le général Pierre dans les campagnes de 1812, 1813 et 1814, mais il passait à bon droit pour un des meilleurs généraux de

l'armée russe. La première fois qu'il se trouva, depuis la mort de son père, en présence de l'empereur, Nicolas, qui l'estimait beaucoup à tous égards, lui tendit la main, en lui disant :

— Paul Pétrovitch, j'ai l'intention de vous charger d'une mission diplomatique, à laquelle j'attache une grande importance ?

— Ah ! Sire, répondit le général Paul Pahlen, je n'ai fait toute ma vie que le métier des armes ! Vous m'appelleriez à un rude poste, en me nommant ambassadeur...

— Et, moi, donc, s'écria l'empereur, avais-je donc fait de la politique, avant de monter sur le trône?...

Et il s'éloigna, en haussant les épaules.

Paul Pahlen resta général, mais Pierre ne refusa pas, comme l'avait fait son frère assez maladroitement, d'entrer dans la carrière diplomatique, quand l'empereur lui offrit plus tard l'ambassade de France.

L'empereur Nicolas allait ainsi mettre à profit les observations qu'il avait faites dans son for intérieur, lorsqu'il était grand-duc, sur le caractère et la valeur des hommes qui pouvaient rendre le plus de services à l'État.

Il aurait, par exemple, attribué une haute position, dans son gouvernement, à l'historien Karamsine, si cet illustre écrivain eût vécu assez pour obtenir la récompense que lui assuraient l'estime et l'amitié de son souverain. Mais, depuis la journée du 26 décembre, Karamsine était gravement malade des suites d'une fluxion de poitrine, qu'il avait gagnée ce jour-là, par imprudence, en s'exposant au froid, sans pelisse et sans chapeau, sur la place du palais d'Hiver.

L'empereur, qui s'informait souvent de sa santé, lui fit donner un appartement au palais de la Tauride, afin qu'il pût, dans les beaux jours de printemps, respirer un meilleur

air et jouir de la promenade dans les jardins de cette résidence impériale. L'état du malade s'aggravait tous les jours. L'empereur en fut instruit, et il écrivit de sa propre main cette admirable lettre à l'auteur de l'*Histoire de l'empire de Russie* :

« Nicolas Mikhaïlovitch, le dérangement de votre santé vous oblige à quitter, pour un temps, votre patrie, et à chercher des climats plus doux. C'est un plaisir pour moi de vous exprimer à ce sujet le vœu sincère, que vous puissiez revenir bientôt au milieu de nous avec des forces nouvelles, afin de vous consacrer de nouveau à l'utilité et à l'honneur de notre patrie, ainsi que vous l'avez fait jusqu'à présent. De même, je me plais à vous témoigner, au nom de feu l'empereur, qui avait éprouvé votre attachement si noble, si désintéressé à sa personne, et pour mon propre compte, ainsi qu'au nom de la Russie, toute la reconnaissance que vous méritez comme citoyen et comme auteur.

« L'empereur Alexandre vous avait dit : « Le peuple « russe est digne de connaître son histoire. » Je vous dis, moi, que l'Histoire que vous avez écrite est digne du peuple russe !

« Aujourd'hui je remplis une intention, à laquelle mon frère Alexandre n'a pas eu le temps de donner suite. Le papier ci-joint vous mettra au fait de ma volonté, qui n'est, en ce qui me concerne, qu'un acte de justice, mais que je regarde également comme une disposition conforme à un legs sacré de l'empereur Alexandre. Je désire que votre voyage vous soit favorable, et qu'il vous rende les forces dont vous avez besoin pour terminer l'œuvre principale de votre vie.

« Je suis votre affectionné, « Nicolas. »

« Tzarskoé-Sélo, 13 (25, nouv. st.) mai 1826.

L'empereur lui avait déjà assigné une somme de 50,000 roubles pour se rendre dans le midi de la France, dès que ses forces lui permettraient de supporter le voyage à bord d'une frégate de la marine impériale. Un ukase, joint au rescrit de l'empereur, accordait une pension annuelle de 50,000 roubles à Karamsine, pension reversible sur la tête de sa femme et de ses enfants.

Peu de jours après, Karamsine s'éteignit doucement, à l'âge de soixante ans, en regrettant de n'avoir pu achever sa grande Histoire, qu'il eût été heureux, dit-il, de continuer jusqu'au glorieux avénement de Nicolas Ier.

— J'avais été, ajouta-t-il, témoin oculaire de cet avénement, et j'aurais rempli dignement ma tâche d'historiographe de l'empire, en prophétisant un grand règne, que je ne verrai pas, mais que mes enfants auront le bonheur de voir.

L'opinion publique se montrait, en effet, très favorable au nouveau règne, surtout parmi le peuple des campagnes, qui regardait le successeur d'Alexandre comme un libérateur.

C'était l'œuvre machiavélique des Sociétés secrètes et des conspirateurs, qui avaient imaginé de créer des embarras sérieux au gouvernement et de jeter dans le pays un germe de guerre civile, en publiant partout que l'empereur Nicolas avait inauguré son règne par l'affranchissement des serfs.

Cette fausse nouvelle trouva d'autant plus de crédit, dans toutes les provinces de l'empire, que ce grand acte d'émancipation s'accomplissait depuis plusieurs années dans la Courlande et la Livonie. On comprend avec quel enthousiasme, avec quelle reconnaissance, furent accueillis ces bruits mensongers, que tous les efforts de l'autorité ne

parvinrent pas à détruire. Les serfs de la couronne se croyaient dispensés de payer l'obrok ou loyer annuel qu'ils devaient acquitter en sus de la capitation; les serfs des particuliers se réjouissaient d'être affranchis du joug de leurs maîtres et ne voulaient plus entendre parler de tributs ni de corvées.

On eut beau leur dire que rien n'était changé à l'ancien système du servage : on ne pouvait ni les convaincre, ni même ébranler leur confiance; ils refusaient de travailler, et bientôt ils se mutinèrent. Il y eut des troubles graves qui se communiquèrent de proche en proche jusqu'aux environs de Saint-Pétersbourg.

Dans quelques localités, les paysans signaient des suppliques qu'ils adressaient à l'empereur. Mais ces démarches collectives furent considérées comme des actes d'insubordination et n'eurent pas d'autre résultat que de faire punir ceux qui les avaient provoquées. Les signataires avaient pourtant fondé leurs réclamations sur l'état de détresse de la classe agricole, qui, accablée du poids des impôts et des prestations de toute nature, manquait encore de débouchés pour la vente des blés, depuis que le Gouvernement avait presque cessé d'acheter aux paysans les grains dont il avait besoin pour l'alimentation de ses armées, les colonies militaires offrant désormais une production suffisante pour cet usage. Ainsi les paysans trouvaient là un prétexte pour protester contre les colonies militaires, qu'ils n'avaient jamais vues de bon œil.

Les autorités provinciales ne pouvaient rien contre l'obstination de cette émeute permanente; l'emploi de la force armée était inévitable; mais, avant d'y recourir, on essaya encore d'un dernier moyen pacifique. Dans un manifeste en date du 18 (30, nouv. st.) mai 1826, l'empereur déclara

que les bruits répandus au sujet de l'abolition immédiate du servage étaient faux et méchamment inventés par des gens, qui abusaient de la simplicité des paysans et qui espéraient faire d'eux les instruments des plus coupables projets. En conséquence, il rappelait sévèrement les paysans au strict accomplissement de leurs obligations légales, « sans contradiction aucune, » à l'égard de leurs maîtres comme à l'égard du gouvernement. Ce manifeste devait être lu, durant six mois, tous les dimanches et jours de fête, dans les églises, dans les marchés et sur les places publiques.

Les paysans persistèrent dans leur aveuglement et leur résistance : il fallut envoyer des troupes pour les faire rentrer dans le devoir. Le 17 juillet, le secrétaire d'Etat Mourawieff présenta au Sénat, de la part de l'empereur, un décret, portant que, partout où il faudrait employer la force pour mettre fin aux troubles, les formes ordinaires de la justice seraient suspendues et les mutins jugés suivant la loi martiale. Les jugements ainsi rendus n'auraient besoin, pour être exécutés, que de l'adhésion du gouverneur civil, qui recevait plein pouvoir à cet effet, dans le cas où le jugement ne comprendrait pas plus de neuf condamnés ; si ce nombre était supérieur, la sentence des juges serait soumise au gouverneur général de la province ; en certains cas seulement, le gouverneur général devrait en référer au comité des ministres. Ordre fut donné aux gouverneurs de tenir la main à la prompte exécution des volontés impériales.

En même temps, l'empereur, qui se voyait forcé de prendre ces mesures de sévérité, voulut prouver aux paysans qu'il s'intéressait à leur sort et qu'il s'occuperait tôt ou tard de l'améliorer. Par un autre ukase, il enjoignit

aux diverses autorités locales de protéger les paysans, en empêchant que leurs maîtres n'exigeassent d'eux rien d'injuste et ne les traitassent avec trop de dureté; dans ce cas-là, le gouverneur civil devrait être averti par un rapport immédiat.

Malheureusement, les autorités subalternes ayant bientôt abusé de cet ukase pour s'immiscer dans la gestion des affaires seigneuriales, il en résulta que les sages prescriptions de l'empereur, dictées par l'humanité autant que par la politique, furent impuissantes contre les maux inhérents à la condition du servage et n'aboutirent qu'à motiver dans les campagnes un système d'espionnage intolérable.

L'ordre avait fini par se rétablir, mais les paysans, en retournant à leurs travaux, restèrent persuadés que l'empereur Nicolas immortaliserait son règne par l'émancipation des serfs.

— Ils ont lu dans ma pensée, dit l'empereur à qui l'on rapportait les espérances des paysans au sujet de ce grand acte de réforme sociale, mais mon glorieux prédécesseur avait aussi la ferme intention d'abolir le servage en Russie, et il est mort sans avoir pu réaliser le rêve de sa vie entière.

L'agitation des paysans avait prouvé que les sociétés secrètes conservaient encore dans le pays une action redoutable, lors même que les principaux conspirateurs se trouvaient sous la main de la justice. Des avis officieux avaient été adressés à l'empereur, pour l'avertir du danger que sa vie pourrait courir, s'il s'obstinait à ne prendre aucune précaution contre les assassins.

L'empereur ne tint pas compte de ces avertissements anonymes, et il continua de se montrer en public, sans suite et sans escorte.

— Ce n'est pas à moi, disait-il, c'est à la police de me garder.

Le comte Araktchéïeff avait eu, en effet, du vivant d'Alexandre I[er], une police spéciale, chargée de veiller sur la personne du souverain. La police générale s'étendait, en outre, comme un immense réseau, sur toutes les parties de l'empire. Mais, d'après l'impunité qui avait couvert les actes les plus patents de la dernière conspiration, il y avait lieu de supposer que cette police, ordinairement si clairvoyante et si active, pouvait tout à coup, dans certaines circonstances, fermer les yeux et s'endormir.

Araktchéïeff, quoique toujours chargé de la haute direction des colonies militaires, tombait en disgrâce, et le moment n'était pas éloigné où l'empereur devait l'inviter à quitter la Russie et à voyager à l'étranger. Il fallait donc songer à lui donner un successeur, qui fût capable, par son zèle, son dévouement, son intelligence et son habileté, d'assurer la sécurité de l'empereur et de la famille impériale.

Le choix de Nicolas était fait, depuis le jour de son avénement : il avait vu à l'œuvre, ce jour-là, l'aide de camp général Benkendorff, ayant l'œil à tout, se multipliant, se portant avec un prodigieux entrain sur tous les points de l'insurrection, donnant à tous l'exemple du sang-froid, de la fermeté et du courage. Il connaissait, d'ailleurs, de longue date, Alexandre de Benkendorff, parent de la vénérable comtesse de Lieven, qui lui avait recommandé ce brillant officier, homme aimable, doux, souple, insinuant, agréable de figure et de manières, plein d'esprit et de talent; Benkendorff avait su plaire au grand-duc Nicolas, et il ne tarda pas à se faire aimer de l'empereur.

Ce fut donc lui que l'empereur, à la fin de juin, nomma

chef des gendarmes et chargea du commandement de son quartier général. Benkendorff, depuis le jour de sa nomination jusqu'à sa mort, fut, en quelque sorte, inséparable de son souverain et le suivit partout et à toute heure, comme un ange gardien.

L'institution de cette haute police, confiée à Benkendorff, dépendait de la chancellerie impériale, où elle forma une troisième section, qui prit des développements considérables et qui acquit une immense importance dans l'action du gouvernement.

Benkendorff avait toujours été intègre ; il le fut, pour ainsi dire, davantage, quand il eut entre ses mains la fortune, la liberté et la vie de tous les habitants de la Russie.

LV

La Commission d'enquête venait enfin de terminer l'instruction du procès criminel des conspirateurs du 26 décembre 1826.

Après cinq mois entiers de recherches, d'interrogatoires, de confrontations et de travaux poursuivis incessamment avec un zèle infatigable, cette Commission avait accompli, sous la surveillance directe de l'empereur et parfois sous ses yeux, la tâche colossale dont elle était chargée.

Malgré le soin qu'elle avait pris, suivant le désir exprimé par son auguste collaborateur, de diminuer autant que possible le nombre des accusés, ceux qu'on n'avait pu mettre hors de cause, en faisant preuve d'une justice pleine de modération, formaient encore, dit-on, un total de deux cent cinquante personnes, plus ou moins coupables, divisées en différentes catégories et appartenant toutes nominativement aux faits d'association secrète, de régicide, de conspiration et d'insurrection, signalés dans le Rapport de la Commission d'enquête.

Le Rapport détaillé, qui fut soumis à l'empereur le 11 juin, contenait en substance tous les renseignements que la Commission avait réunis sur les Sociétés secrètes de

la Russie, prévenues de conspiration contre l'Etat, sur leur origine, leur marche, le développement successif de leurs plans, le degré de participation de leurs principaux membres à leurs projets et à leurs entreprises, ainsi que sur les actes individuels et même les intentions avérées de la plupart de ces membres.

Cet admirable Rapport, rédigé avec une rare habileté par Bloudoff, secrétaire de la Commission, qui en avait fait disparaître quelques noms par ordre de l'empereur, résumait en ces termes les travaux minutieux auxquels s'étaient livrés les commissaires : « Lorsque cette Commission fut établie, et presque à l'instant de la répression des troubles du 14 (26) décembre, vous avez témoigné, Sire, que, ne voulant suivre que les mouvements de votre cœur, à l'exemple de vos glorieux ancêtres, vous aimeriez mieux pardonner à dix coupables que de punir un seul innocent. C'est, d'après ce principe, où tant de sagesse s'unit à tant de magnanimité, que la Commission s'est constamment dirigée, dans le cours de ses investigations, sans néanmoins perdre de vue l'obligation qui lui était imposée de travailler, par de scrupuleuses recherches, à purifier la Russie de germes pernicieux, à assurer la tranquillité et le bon ordre, à calmer les citoyens paisibles dévoués au trône et aux lois. Pleine du désir d'atteindre ce but, la Commission a approfondi avec un grand soin et une égale impartialité toutes les circonstances qui pouvaient conduire à la découverte des ramifications du complot. Mais, dans l'examen de ces circonstances, et dans les cas divers qui se sont présentés, elle a, autant qu'il était en son pouvoir, distingué la faiblesse et un aveuglement momentané, d'une malveillance persévérante; elle a presque toujours pris pour base de ses conclusions les aveux des prévenus ou des pièces écrites de

leur main; regardant les dépositions de leurs complices et tous les autres témoignages comme des moyens subsidiaires de conviction ou comme de simples indications de la marche à suivre dans les enquêtes ultérieures et dans les interrogatoires. »

A ce Rapport volumineux, qui ne remplissait pas moins de 139 pages, étaient joints les procès-verbaux de tous les interrogatoires et des notices séparées sur chacun des accusés. La Commission s'était efforcée d'établir, avec la plus scrupuleuse exactitude, dans ces notices personnelles, le degré de leur culpabilité respective, en indiquant leurs propres aveux, les dépositions des témoins à leur égard, et les nouvelles réponses qu'ils avaient faites au sujet de ces dépositions.

Deux ou trois mille témoins, appelés de tous les points de la Russie, avaient été confrontés avec les accusés, et ceux-ci, confrontés aussi les uns avec les autres, avaient subi des interrogatoires réitérés : quatre des accusés seulement s'étaient refusés à toute espèce d'aveux.

L'empereur se montra satisfait des résultats de l'enquête, et il autorisa la publication du Rapport de la Commission, qui parut accompagné de ce manifeste, dans lequel le souverain annonce solennellement à ses peuples que sa ligne de conduite lui a été tracée par le doigt de Dieu :

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., etc.;

« Par Notre Manifeste du 19 (31, nouv. st.) décembre de l'année dernière et par les publications qui ont été faites subséquemment, tous nos fidèles sujets ont appris l'existence d'un complot, dont le but était de renverser le trône, de changer la forme du gouvernement, de détruire les lois,

et avec elles tout ce que la patrie reconnaît de plus sacré.

« Nous avions imposé à la Commission d'enquête, chargée d'examiner à fond cette trame sacrilége, le devoir d'embrasser l'affaire dans tout son ensemble, de pénétrer jusqu'aux racines du mal, de découvrir son origine, d'en suivre toutes les ramifications, d'en constater les progrès et l'étendue, et d'établir enfin les résultats de l'enquête, non sur des suspicions ou des probabilités, mais sur des preuves certaines, péremptoires, irréfragables.

« Des perquisitions aussi exactes et aussi étendues étaient commandées par une nécessité impérieuse. Lorsque, dès les premiers jours de Notre règne, les décrets impénétrables du Très-Haut Nous eurent dévoilé un horible dessein, qui, depuis dix années déjà, se poursuivait dans les ténèbres, Nous avons reconnu le doigt de Dieu, qui Nous traçait visiblement Notre conduite et Nos devoirs; Nous avons compris d'autant mieux la sainteté de ces obligations, que la naissance du complot précéda de loin Notre avénement au trône, et qu'il ne menaçait pas Notre personne seule, mais la Russie tout entière.

« Telle fut Notre pensée lors de l'établissement de la Commission d'enquête; tels furent les principes qui devaient diriger ses opérations. Après plus de cinq mois de travaux continués tous les jours avec un zèle infatigable, ayant pesé et vérifié soigneusement chaque circonstance, chaque déposition, chaque fait, écartant les conjectures et les simples soupçons, ne se fondant jamais que sur l'évidence, sur les aveux mêmes des accusés, ou sur des moyens de conviction qui ne laissent plus l'ombre du doute, enfin accordant aux prévenus toute la latitude et toutes les facilités dont ils avaient besoin pour la défense, la Commission a atteint le but qu'elle avait à remplir; elle vient de Nous

soumettre un Rapport définitif sur l'ensemble de ses recherches, accompagné de tous les documents originaux sur lesquels il s'appuie.

« Il résulte, de l'examen de ce Rapport et des pièces justificatives, deux espèces d'accusations, évidemment distinctes : les premières, de la nature la plus grave, portent sur des crimes de haute trahison, sur des projets formés de longue main, entretenus et mûris avec un endurcissement opiniâtre, constamment et invariablement dirigés vers le but criminel que l'on se proposait; les secondes concernent des égarements qui eurent pour principe, soit la faiblesse du caractère ou une aveugle confiance, le manque d'une pénétration suffisante pour découvrir le secret des véritables conspirateurs, l'élan momentané des passions, suivi du repentir, et, en général, des intentions vacillantes, sans objet déterminé, et auxquelles surtout on n'a à reprocher aucune participation à des actes de révolte. On voit, par le genre même du délit, que les accusés de cette espèce encourent l'application des peines simplement correctionnelles; quant aux individus sur qui pèsent les premiers chefs d'accusation; qui, plus ou moins rapprochés du centre d'activité de ce complot, en ont connu les véritables fins; tous seront compris dans le même jugement, quoique tous ne soient pas coupables au même degré.

« Nous avons résolu de composer le tribunal, auquel ce jugement doit être référé, des trois premiers corps de l'État : le Conseil de l'empire, le Sénat-dirigeant et le Saint-Synode, en y adjoignant des personnes choisies dans les grades supérieurs de l'armée et du civil. Le président et les membres de la Commission d'enquête ne doivent point y siéger.

« Par une semblable organisation de ce tribunal, Nous

avons voulu maintenir, non-seulement l'autorité des anciens usages, mais faire voir encore que Nous n'avons jamais cessé de considérer cette affaire comme la cause de tous les Russes qu'anime l'amour de la patrie, comme celle de tout l'empire.

« En confiant le sort des accusés à cette Cour suprême, Nous n'attendons d'elle et Nous ne lui demandons qu'une justice impartiale, rigoureusement fondée sur les lois et sur la force et l'évidence des preuves.

« Lorsque le jugement aura été prononcé, et après qu'il Nous en aura été rendu compte, l'arrêt sera publié avec tous les détails de la procédure.

« Donné à Saint-Pétersbourg le 1er (13, nouv. st.) juin, l'an de grâce 1826, et de notre règne le premier.

« NICOLAS. »

Un ukase, portant la même date que le manifeste, nomma président de la Cour suprême le prince Lapoukhine, qui serait, en cas de maladie, remplacé par le prince Kourakine. L'ukase désignait, en outre, pour siéger, dans cette Cour suprême, un certain nombre de personnes qui ne faisaient point partie des trois grands corps de l'Etat, et parmi eux on en remarquait plusieurs qui avaient aidé l'empereur à réprimer l'insurrection du 26 décembre, entre autres les aides de camps généraux Voinoff, Komarowsky, Baschoutsky, Bistrom, etc. Le prince Labanoff-Rostowsky, ministre de la justice, devait remplir les fonctions de procureur général auprès de la Cour de justice.

La Haute Cour, présidée par le prince Lapoukhine, se réunit, dès le 15 juin, au Palais du Sénat, où elle tint sa première séance, sous la protection d'un poste d'honneur fourni par la garde impériale, en sus du grand poste or-

dinaire du palais. Après la lecture du manifeste de l'empereur, on lut successivement le Rapport de la Commission d'enquête et les notices circonstanciées, relatives à chacun des accusés, notices rédigées sur le texte des documents authentiques qui composaient le dossier de l'enquête.

La Cour fut pénétrée d'indignation et d'horreur, en voyant se dérouler ainsi sous ses yeux l'effrayant tableau de cette vaste conspiration, qui avait menacé à la fois la vie du souverain et l'ordre social en Russie, et qui présentait tant de faits étranges et monstrueux, mêlés parfois, il est vrai, à de généreuses aspirations et à de nobles sentiments.

On jugea impossible de faire comparaître tous les accusés devant la Cour et de les interroger à nouveau; c'eût été recommencer l'enquête et prolonger indéfiniment le procès. On décida donc qu'une Commission, tirée du sein de la Cour suprême, se transporterait auprès des accusés et recueillerait leurs aveux, de leur propre bouche.

Cette Commission fut nommée sur-le-champ, et elle s'occupa, sans désemparer, de la révision des interrogatoires. Tous les prévenus, sans exception, amenés en sa présence, confirmèrent leurs dépositions précédentes, en y apposant leurs signatures. Cinq d'entre eux, seulement, usèrent de la faculté qui leur avait été accordée de compléter leurs dépositions antérieures par l'exposé des circonstances qu'ils pourraient croire utiles à leur justification. Mais ces dépositions supplémentaires n'amenèrent aucun fait nouveau, qui fût de nature à modifier le rapport de la Commission d'enquête, tant l'instruction de cet énorme procès avait été faite avec soin, exactitude et impartialité.

Le travail de révision n'en fut pas moins sévère et mi-

nutieux; la Commission ne perdait pas un jour, pas une heure, et pourtant plusieurs semaines devaient s'écouler encore, avant que le jugement définitif fût rendu par la Haute Cour de justice.

LVI

L'attention publique à Saint-Pétersbourg s'était détournée du procès des accusés du 26 décembre, pour se préoccuper exclusivement des funérailles de l'impératrice Elisabeth, pour lesquelles on faisait déjà de magnifiques préparatifs, sous la surveillance de la commission de deuil et de son président le prince Alexis Kourakine, à qui l'empereur avait confié le soin de cette affaire, pour reconnaître le zèle que ce conseiller privé avait déployé en s'acquittant des mêmes devoirs aux obsèques d'Alexandre Ier.

Le corps de l'illustre défunte était resté exposé, pendant 15 jours, dans la petite église de Bélef transformée en chapelle ardente. Le convoi se mit en mouvement, le 2 juin, dans le même ordre et avec le même cérémonial, qui avaient été observés pour le convoi d'Alexandre.

Les habitants de Bélef obtinrent l'autorisation de traîner le char funèbre jusqu'aux portes de leur ville, mais cette même autorisation, sollicitée depuis par les habitants de toutes les villes que traversait le convoi impérial, ne put être toujours accordée, parce que le cortége était obligé de marcher la nuit, à cause des grandes chaleurs de la saison, et que sa marche ne devait être retardée sous aucun

prétexte. Il avait à parcourir deux cent cinquante-sept lieues environ jusqu'à Saint-Pétersbourg, où il était attendu pour la fin de juin.

Sur toute la route, on vit se renouveler autour du cercueil de l'impératrice les scènes touchantes qui avaient eu lieu pendant le voyage funéraire de son auguste époux. Les populations en habits de deuil accouraient de toutes parts, pour rendre un dernier hommage à cette bonne impératrice, dont le nom n'évoquait que des souvenirs de piété, de bienfaisance et de vertu. Dans chaque gouvernement où passait le lugubre cortége, la noblesse, précédée de ses maréchaux, le clergé, précédé de ses évêques, recevaient le corps et lui faisaient escorte jusqu'au gouvernement voisin. Partout, les larmes et les sanglots se mêlaient aux cérémonies du culte et dominaient, en quelque sorte, le bruit de l'artillerie et le son des cloches.

L'impératrice-mère avait, presque à la dérobée, quitté Moscou, pour aller au-devant du convoi qui s'était arrêté à Mojaïsk, vers dix heures du soir : elle passa la nuit en prières près du cercueil, et le lendemain elle assista au service funèbre qui fut célébré par l'archevêque Philarète.

Le convoi, dont la conduite était confiée au prince Pierre Wolkonsky (il tenait ainsi la promesse qu'il avait faite à Alexandre mourant, de ramener l'impératrice à sa famille), continua de s'acheminer solennellement vers le palais de Tchesmé, où il arriva dans la matinée du 25 juin.

Le révérend père Fédotoff, confesseur de l'empereur et de l'impératrice défunts, avait voulu suivre le convoi depuis Bélef, marchant devant le corbillard et portant une image, sans avoir abandonné son poste un seul instant, quelle que fût la chaleur de l'été, quelle que fût la fatigue

de ce long voyage : il avait donc fait deux cent cinquante-cinq lieues, à pied, en vingt-quatre jours!

Le corps fut transporté dans la chapelle du palais, à l'entrée de laquelle la commission de deuil et son président vinrent le recevoir. La famille impériale, conduite par l'empereur, ne manqua pas d'apporter ses pleurs et ses prières, au pied du catafalque entouré de toutes les personnes qui avaient suivi le convoi depuis son départ de Bélef.

Le lendemain 26 juin, à trois heures de l'après-midi, le cercueil, déposé sur le char de parade (c'était le même qui avait servi, deux mois auparavant, aux obsèques d'Alexandre Ier), se dirigea lentement vers la capitale; des deux côtés du char, les dames décorées de l'ordre de Sainte-Catherine et les demoiselles d'honneur qui avaient accompagné la défunte dans son dernier voyage, s'avançaient au milieu d'une double haie de pages portant des torches allumées. Les bâtons du dais étaient soutenus par les chambellans et les maîtres de la cour.

Lorsque le cortége approcha de la barrière, où s'étaient réunis, pour l'attendre, les membres du Saint Synode avec le clergé de la cour, et le gouverneur général de Saint-Pétersbourg avec ses aides de camp et ses officiers, la famille impériale, en grand costume de deuil, alla au-devant du corps. L'empereur était venu à cheval, suivi de son état-major, en passant la revue des troupes échelonnées dans les rues et sur les places, que le convoi devait traverser pour se rendre directement à la cathédrale de Saint-Pierre et Saint-Paul.

Après que le clergé eut récité la prière des morts, vers cinq heures, la procession funèbre se remit en marche et entra dans la ville, au son de toutes les cloches et au bruit de l'artillerie.

Cette procession, divisée en quinze sections dont chacune était précédée d'un maître des cérémonies à cheval, ne différait pas essentiellement de celle qui avait été ordonnée pour la translation du corps de l'empereur. On y voyait aussi les étendards des gouvernements de la Russie et l'étendard de soie noire aux armes de l'empire, derrière lequel marchait à pied un héraut revêtu d'une armure noire et tenant son épée nue abaissée vers la terre.

Les ordres et la couronne impériale étaient portés par des sénateurs, assistés de conseillers d'État. Tous les fonctionnaires civils et militaires, tous les employés des différents services de la cour, toutes les sociétés philanthropiques, tous les membres de l'Académie des sciences et de l'Académie des beaux-arts, tous les professeurs de l'Université de Saint-Pétersbourg, toutes les corporations de bourgeois, tous les corps de métiers, avaient leur place marquée dans le cortége, comme aux funérailles d'Alexandre.

Mais ce qui distinguait d'une manière toute spéciale cette pompe funèbre, c'était la présence des jeunes élèves des instituts d'éducation, que l'impératrice Elisabeth avait eus sous sa protection et sous son administration directe, la maison d'Industrie, les maisons de la Société patriotique des dames et les écoles des Orphelines, toutes les pensionnaires en deuil, accompagnées de leurs gouvernantes et inspectrices.

Derrière le char mortuaire, marchait à pied l'empereur, ayant à ses côtés son beau-frère le prince Charles de Prusse et les généraux comte de Langeron et comte Tolstoï, en qualité d'assistants, tous en manteaux de deuil avec chapeaux rabattus garnis d'un long crêpe. L'empereur était, en outre, accompagné du duc Alexandre de Wurtemberg et de ses deux fils, ainsi que du prince Pierre Wolkonsky, lequel avait

eu le douloureux privilége de recueillir les derniers soupirs de feu l'empereur qu'il avait tant aimé, et de ramener, comme il s'y était engagé vis-à-vis de son auguste ami, l'impératrice Elisabeth à sa famille.

Après les grands personnages qui suivaient l'empereur, une voiture de deuil de la cour, attelée de huit chevaux, dans laquelle se trouvaient seulement l'impératrice Alexandra, la princesse Marie de Wurtemberg et le grand-duc héritier, précédait la file des voitures, où étaient les dames et les demoiselles d'honneur de feu l'impératrice; toutes les dames des quatre premières classes; les médecins ordinaires de la défunte et toutes les personnes qui avaient été attachées à son service.

On remarquait, dans une de ces voitures de deuil, deux femmes d'illustre origine, intéressantes par leurs malheurs, la reine détrônée d'Iméréthie et sa fille la régente de Mingrélie, qui toutes deux étaient devenues pensionnaires de la Russie depuis la conquête de leurs États. L'impératrice Elisabeth leur avait toujours témoigné les égards dus à une grande infortune, en y joignant de délicates attentions que lui suggérait son angélique bonté.

Une foule énorme s'était portée de toutes parts sur le passage du cortége, et les milliers de spectateurs, qui avaient voulu assister ainsi aux funérailles, se tenaient immobiles, la tête découverte, dans un religieux recueillement : beaucoup s'agenouillaient, et tous versaient des larmes.

A sept heures et demie du soir, le char arrivait devant le portail de la cathédrale de Saint-Pierre et Saint-Paul, où le corps diplomatique et les ambassadeurs extraordinaires, avec toute leur suite, avaient déjà pris place, ainsi qu'un petit nombre d'invités qui remplissaient l'église. Le cercueil, enlevé du corbillard par les personnes qui l'avaient accompa-

gné depuis Bélef, fut reçu par le métropolitain entouré des membres du Saint Synode et du haut clergé, et ensuite transporté sur le catafalque. Puis, le service funèbre commença.

L'impératrice Alexandra, dont les forces physiques ne pouvaient plus supporter tant d'émotions successives, fut obligée de se retirer, et l'empereur, inquiet sur l'état de santé de son auguste épouse, ne tarda pas à la rejoindre. Il revint, le lendemain et les jours suivants, avec elle, pour assister aux services qui se célébraient le soir et le matin avec une imposante solennité, à laquelle la décoration funèbre de l'église ajoutait encore un caratère plus sublime.

Pendant sept jours, aux heures où la famille impériale et la cour n'étaient pas en prières devant le cercueil de l'impératrice Elisabeth, le peuple fut admis à venir le baiser en y laissant la trace de ses larmes, mais tous ceux qui avaient à cœur de rendre ce dernier hommage à l'auguste défunte ne réussirent pas, après une longue station aux portes, à pénétrer dans l'intérieur de la cathédrale.

Enfin, la cérémonie de l'inhumation eut lieu, le 3 juillet, avec autant de pompe et d'apparat que pour l'inhumation d'Alexandre. La famille impériale y assistait, à l'exception de ceux de ses membres qui attendaient à Moscou l'arrivée de l'empereur Nicolas.

Au moment où le cercueil fut descendu dans la tombe avec les formalités d'usage, on crut entendre s'élever de cette tombe comme un gémissement lugubre qui se prolongea en sanglots étouffés : tous les assistants furent saisis d'angoisse et glacés de terreur. Il sembla aux témoins de cette scène émouvante, que les deux augustes époux revenaient ensemble à la vie pour éprouver la joie de se sentir réunis dans la mort.

Un feu roulant, exécuté par les troupes qui n'avaient pas quitté leurs rangs, et une salve générale de tous les canons de la forteresse, annoncèrent aux habitants de Saint-Pétersbourg, que la tombe venait de se fermer sur l'illustre impératrice, dont l'existence entière avait été constamment un admirable modèle des plus hautes et des plus touchantes vertus.

On apprit, le même jour, que le baptême de la grande-duchesse Elisabeth avait été célébré, le 24 juin, à Moscou, dans l'église du monastère de Tchoudow, en présence de sa mère, la grande-duchesse Hélène. Les parrains étaient l'impératrice Marie et l'empereur, le roi et la reine de Wurtemberg.

L'archevêque Philarète, après avoir baptisé l'enfant, adressa un discours à l'auguste marraine, dans lequel il évita de lui rappeler la double perte qu'elle venait de faire, car l'impératrice-mère avait quitté, ce jour-là, à l'occasion du baptême de sa petite-fille, le deuil de son fils et de sa bru, pour le reprendre le lendemain et le garder jusqu'au couronnement.

« Très pieuse souveraine,

« La nature t'avait donné une petite-fille; un sacrement de notre sainte religion vient de te conférer, à l'égard de ce même enfant, le titre sacré de mère, lien étroit, adoption complète, d'après les intentions de l'Église, et à laquelle cèdent même les parents naturels, ainsi que le prouve l'ordre de cette cérémonie.

« L'Eglise se réjouit, et de ce que le pouvoir de devenir la fille de Dieu (saint Jean, I, 22) a été donné à cette enfant de la maison impériale, et, plus particulièrement, de ce que tes mains sacrées ont reçu cette nouvelle fille de

l'Eglise. Tu es digne de la présenter à notre Sauveur. Elle recevra de toi non-seulement tout ce qui fait aux yeux du monde l'ornement des princesses issues de sang royal, mais encore ce charme céleste dont il est écrit : « La fille du roi est toute pleine de gloire au dedans » (Ps. XXIV, 14).

« Puissent les anges, gardiens des enfants offerts à Jésus-Christ, t'aider à faire prendre l'essor à ce petit ange, et à élever ta nouvelle fille comme il convient à l'enfant du Seigneur ! »

LVII

Nicolas ne devait pas se rendre à Moscou avant le commencement d'août, mais il s'était hâté de ramener l'impératrice et ses enfants à Tzarskoé-Sélo, pour les distraire du lugubre spectacle du deuil public et des funérailles, qui avaient trop longtemps affligé leurs yeux depuis sept mois.

Il attendait que la Haute Cour de justice eût achevé de remplir son pénible mandat et que le juste châtiment des conspirateurs du 26 décembre donnât satisfaction à la loi, en permettant à sa clémence de faire un choix parmi les condamnés.

Plus ce moment approchait, plus il ressentait à l'avance les poignantes appréhensions des rigoureux devoirs qu'il aurait à remplir, en s'interdisant de pardonner à tous les coupables. C'était là souvent le sujet de ses entretiens avec l'impératrice, qui ne comprenait pas, disait-elle, que le souverain eût le courage de punir, ayant le droit de faire grâce.

— Je pardonnerais sans doute à l'auteur d'un attentat contre ma personne, lui dit l'empereur, mais il ne m'est

pas permis de pardonner à des gens qui ont voulu assassiner mon bienfaiteur. Il faut aussi, pour empêcher que de pareils attentats se renouvellent, faire un exemple et frapper de terreur les régicides et les révolutionnaires.

— Si l'impératrice Elisabeth vivait encore, reprit Alexandra Féodorovna, elle vous demanderait elle-même la grâce de ces malheureux qui avaient eu l'horrible pensée de tuer son époux bien-aimé.

L'empereur avait donc, suivant la généreuse inspiration de l'impératrice, exprimé, en présence des principaux membres de la Cour suprême, le désir de n'avoir pas à signer un seul arrêt de mort, mais on lui représenta respectueusement que la clémence la plus large devait avoir des bornes, et que la punition exemplaire de certains crimes était une nécessité absolue et inévitable, bien que la peine capitale n'eût pas été appliquée une seule fois en Russie depuis plus de soixante-et-dix ans.

— La Haute Cour, d'une voix unanime, opinera certainement à la mort, dit le prince Lapoukhine, mais elle fait d'avance ses réserves à l'égard de cinq ou six individus indignes de toute indulgence et de tout pardon. Votre Majesté aura donc, pour exercer sa clémence, une belle occasion, qui, j'ose l'espérer, ne se représentera pas une seconde fois dans le cours de son règne.

L'empereur ne se rendit pas sans hésitation à la raison d'État qu'on lui fit valoir pour motiver la condamnation à mort, mais il fut surtout très vivement frappé de l'avis exprimé par un conseiller privé, qui soutint que, le souverain étant l'agent et le délégué du pouvoir divin sur la terre, tout complot dirigé contre la vie et l'autorité du souverain méritait d'être assimilé aux crimes de lèse-majesté divine.

— Je sens déjà ce qu'il en coûte pour être sévère et inflexible, reprit Nicolas avec tristesse. Il est plus facile, en effet, de pardonner que de punir.

Le caractère ferme et résolu de l'empereur ne s'était fait connaître encore que par la mission de Minciaky à Constantinople et par la note très sévère et très menaçante que ce chargé d'affaires avait remise au Divan, mais on savait, dans tous les cabinets de l'Europe, que le nouveau tzar n'accepterait ni subterfuge, ni moyens dilatoires, et que son ultimatum serait soutenu par une armée.

La Porte Ottomane, qui se trouvait alors aux prises avec de graves complications intérieures, et qui avait ainsi beaucoup de ménagements à garder avec son puissant voisin et allié, eut l'air de céder de la meilleure grâce à toutes les prétentions de la Russie. Elle fit exécuter sur-le-champ les clauses du traité de Bukharest, en retirant des principautés danubiennes les troupes qu'elle y laissait depuis 1821, sous prétexte d'y maintenir la paix et la tranquillité publiques; elle restitua aux vaïvodes de Moldavie et de Valachie le droit de nommer eux-mêmes les chefs militaires du pays; elle ordonna la mise en liberté des députés serviens, qu'elle avait prétendu garder en otage.

Bien plus, dans sa réponse officielle, remise à Minciaky la veille de l'expiration du délai fixé, elle protesta de son désir de conserver toujours des rapports de bonne intelligence avec la cour de Russie, « qui est son intime amie et voisine; » elle se plut à reconnaître, avec l'expression la plus cordiale, les sentiments de droiture, de loyauté et de bienveillance de l'empereur Nicolas, et dans le but d'aviser aux moyens de cimenter une amitié sincère entre les deux empires, elle accepta la reprise des négociations entamées jadis à Constantinople par le comte de Strogonoff, à condi-

tion, toutefois, que les plénipotentiaires adoptassent dans les conférences les principes établis précédemment, « sans élever de prétentions hors des traités, sans introduire de nouvelles clauses, ni vouloir changer, étendre ou modifier les stipulations existantes, et en se tenant, au contraire, en tout, à la lettre claire desdits traités, en se conformant à leur sens précis. »

Le Divan ne voulait pas que la Russie, à propos des principautés danubiennes ou des provinces du Caucase, pût en venir à s'immiscer dans les affaires de la Turquie relativement à la Grèce. On décida immédiatement que les conférences se tiendraient sur les frontières de Bessarabie, dans la ville d'Akerman. Les plénipotentiaires nommés par la Porte étaient Mehemet-Hadi-Effendi, contrôleur d'Anatolie, et Ibrahim-Afet-Effendi, mollah de Scutari.

L'empereur de Russie, satisfait des premiers résultats que son chargé d'affaires, Minciaky, avait obtenus, lui adressa un rescrit très flatteur, en lui envoyant les insignes de chevalier grand-croix de l'ordre de Sainte-Anne. Il s'empressa de nommer, à son tour, ses plénipotentiaires, et il adjoignit, à son aide de camp, comte Michel de Worontzoff, gouverneur de la Petite-Russie, le conseiller privé de Ribeaupierre, d'origine française, lequel n'avait pas encore été appelé à essayer en politique les qualités de son esprit pénétrant et délié.

Le comte de Worontzoff s'était fait estimer comme administrateur plutôt que comme diplomate, et tout le monde était d'accord pour applaudir aux améliorations de toute espèce dont il avait pris l'initiative dans son gouvernement de la Petite-Russie; la Crimée lui devait une prospérité qui s'accroissait tous les jours au double point de vue agricole et commercial; les relations du commerce turc avec le port

d'Odessa avaient rendu le nom de Worontzoff presque populaire en Turquie.

On ne pouvait douter, en connaissant l'honnêteté du caractère de ce brave général qui allait représenter la Russie, des intentions droites et loyales de Nicolas, qui, loin de chercher un prétexte pour rompre avec la Turquie, voulait bien encore fermer les yeux sur les sourdes menées des agents et des émissaires de cette puissance à la cour de Perse et dans les possessions russes de la mer Noire. L'empereur avait dit à ses plénipotentiaires, à leur départ pour Akerman :

— Les traités existants me suffisent, pourvu qu'ils soient bien compris et fidèlement exécutés; je ne tiens guère à faire un pas en avant, mais je suis résolu à n'en jamais faire un en arrière.

C'était, en vertu de ce principe, que l'empereur Nicolas avait insisté auprès de la cour de Suède, pour arriver à la délimitation précise et définitive des frontières entre la Russie et la Norwége, dans les districts lapons où cette absence de délimitation amenait des collisions fréquentes entre les habitants des communes limitrophes des deux pays. La question avait été étudiée sur les lieux mêmes par des commissaires qui avaient recueilli tous les documents relatifs à cette affaire. Le roi de Suède et de Norwége se montra empressé de satisfaire au désir de son puissant voisin, et le baron de Palmstjerna, qu'il avait envoyé en qualité de ministre plénipotentiaire à Saint-Pétersbourg, renonça, en son nom, pour lui et ses successeurs, à toute prétention qui pourrait être élevée sur des territoires ayant appartenu à la couronne de Norwége et possédés depuis par la Russie.

Le traité, qui fixait la démarcation de la frontière en

Laponie et qui sauvegardait les intérêts et la nationalité des possesseurs du sol et des habitants de ces localités, avait été conclu le 14 mai, avec un désir réciproque de faire régner, dans tous les rapports des sujets de l'un et l'autre État, « cette bonne intelligence, si conforme aux relations d'amitié et de bon voisinage qui unissent les deux pays. »

L'empereur, cependant, attendait avec impatience le jugement du procès des accusés du 26 décembre : il avait hâte de passer l'éponge sur ce triste épisode révolutionnaire qui faisait tache dans son règne.

Par un rescrit adressé au général Tatistcheff, ministre de la guerre, il loua publiquement l'activité et le zèle infatigables que ce vieux général avait déployés dans l'exercice des fonctions de président de la Commission d'enquête ; il lui en témoigna une entière reconnaissance, et il le pria de remercier aussi tous les membres de la Commission, qui, en justifiant son choix et sa confiance, avaient acquis des titres impérissables à sa gratitude et à celle de la patrie ; il récompensa immédiatement plusieurs des membres de cette Commission, entre autres le prince Galitsyne, le général Ouschakoff et le conseiller Bloudoff, en leur envoyant des décorations en diamants, avec des rescrits très honorables. Il n'oublia pas son aide de camp, le colonel Adlerberg, qui avait été chargé souvent de porter ses communications verbales à la Commission ; il lui conféra la décoration de Saint-Wladimir.

Beaucoup d'autres personnes furent récompensées, à cause des services qu'elles avaient rendus à l'Etat dans les travaux de la Commission d'enquête et antérieurement. Ainsi, celui qui avait donné le premier avis de la conspiration à l'empereur Alexandre, Sherwood, officier au régi-

ment des lanciers du Boug, qui avait eu déjà en récompense, du vivant d'Alexandre, une somme d'argent considérable, fut jugé digne d'obtenir la noblesse héréditaire avec le surnom de *Vernii* (le fidèle), et il reçut encore d'autres faveurs, assez éclatantes pour le désigner au ressentiment et à la vengeance des sociétés secrètes.

L'anniversaire de la naissance de l'impératrice fit diversion aux idées tristes qui envahissaient tous les esprits, à l'approche du grand verdict de la Cour de justice. Cet anniversaire fut célébré par des réjouissances publiques, où le peuple apporta sa gaieté naturelle et son enthousiasme pour la famille impériale.

L'empereur, à l'occasion de cette fête qui lui fut toujours chère, avait annoncé, par un ordre du jour à l'armée, que le régiment des chevaliers-gardes aurait pour chef l'impératrice; et dans les grandes manœuvres du corps de la garde, qui eurent lieu durant plusieurs jours aux environs de Tzarskoé-Sélo, les nombreux spectateurs, que ces brillants exercices militaires avaient attirés de vingt lieues à la ronde, admirèrent la bonne grâce et la belle tenue du nouveau chef des chevaliers-gardes, lorsque la charmante impératrice, portant l'uniforme de son régiment, et montée sur un cheval blanc qu'elle maniait avec une rare dextérité, se montrait partout à côté de l'empereur et passait devant les rangs qui l'acclamaient avec enthousiasme.

Il récompensa aussi, de la manière la plus flatteuse, l'aide de camp général baron de Diebitch, chef de son état-major, qui, après la mort d'Alexandre Ier, avait pris, de son propre mouvement, les mesures les plus énergiques et les plus prudentes, pour faire arrêter les chefs du complot dans l'armée du Midi. Voici le rescrit autographe qu'il daigna lui adresser :

« J'éprouve une satisfaction très particulière à vous témoigner ma reconnaissance des soins infatigables que vous avez apportés à prévenir les complots des conspirateurs, qui se préparaient à lever l'étendard de la révolte dans la seconde armée, et de vos sages dispositions pour parvenir à ce but.

« De tous les services que vous avez rendus à la patrie, la postérité considérera toujours comme le plus éminent l'énergie et la fermeté des mesures que vous avez prises, au moment où, accablé du malheur qui nous avait frappés tous, vous agissiez de votre propre autorité. Recevez ici, par ma voix, l'expression de la profonde gratitude de la patrie entière.

« Je suis toujours votre affectionné,

« NICOLAS.

« Ile d'Yélaguine, le 14/26 juillet 1826. »

LVIII

La Haute Cour de justice, après la révision de l'enquête, après une nouvelle enquête, en quelque sorte, non moins lumineuse que la première, s'était d'abord préoccupée de la peine, qui, en vertu des lois existantes, devait être appliquée aux coupables. Elle posa donc les deux questions suivantes, qu'elle discuta dans une de ses réunions générales : 1° A quel genre de crimes faut-il rapporter ceux qui se trouvaient dévoilés par les actes de la Commission d'enquête? 2° Quelles sont les peines portées par les lois contre de tels crimes? La Cour reconnut et déclara, à l'unanimité, que les crimes de tous les accusés appartenaient à la classe des crimes d'État, que la législation russe désigne sous le titre des ***deux premiers chefs***, et que ces crimes, spécifiés dans les actes de la Commission d'enquête et confirmés à deux reprises par les aveux des prévenus eux-mêmes, emportaient tous, sans exception, la peine de mort.

Cet arrêt unique et uniforme eût terminé le procès, si la clémence du souverain n'avait pas été là pour adoucir la rigueur de la loi.

La Cour elle-même penchait pour la clémence, quoiqu'elle se fût acquittée, avec l'impartialité la plus invariable,

de la pénible mission qu'elle avait reçue. Les membres du Saint Synode, en effet, eu égard à leur caractère religieux, ne pouvaient être qu'opposés à toute pénalité entraînant l'effusion du sang. Plusieurs des membres du Conseil de l'empire n'étaient pas moins portés à l'indulgence, en voyant assis sur les bancs des accusés, soit un parent, soit un allié, soit un ami ; en songeant peut-être tout bas que leurs propres fils avaient failli subir le même sort. Enfin, la plupart des sénateurs, plus ou moins accessibles aux influences des relations sociales et circonvenus par des familles puissantes, n'avaient garde de se montrer impitoyables, même en reconnaissant que, selon les termes de la loi, tous les accusés avaient mérité la mort.

C'était une tâche lourde à remplir, que de condamner au dernier supplice deux cents prévenus, qui tenaient aux plus grandes familles de l'empire, aux fonctionnaires les plus élevés, à la noblesse de rang comme à la noblesse héréditaire, et qui avaient fait partie de l'armée ou de l'administration civile.

L'empereur ne voulut pas se charger de mesurer les effets de sa clémence aux droits que chacun des condamnés pouvait avoir à se trouver compris dans la commutation des peines ; car il n'y avait pas lieu de prononcer une amnistie générale et définitive. L'empereur y avait renoncé à regret. D'après les représentations de ses conseillers, et pour tempérer la rigueur des anciennes lois, en établissant une gradation de peines par catégories, il avait fait dresser une série de règles additionnelles, basées sur l'ordre général de la procédure juridique.

Il ordonna, en conséquence, que la Haute Cour eût à rechercher quelles circonstances particulières et individuelles étaient de nature, soit à aggraver, soit à atténuer,

la participation de chacun des accusés au complot du 26 décembre. La Cour aurait ensuite à former des catégories, correspondant aux principaux faits de l'accusation; à prononcer la peine que chaque catégorie entraînerait avec elle, et à répartir enfin les coupables dans ces différentes catégories, selon le degré de la culpabilité de chacun d'eux. En outre, l'empereur avait décidé, dans sa justice, qu'un certain nombre des accusés, qu'il désigna lui-même, seraient immédiatement distraits de l'accusation, par des raisons d'État, qu'il pouvait seul apprécier. Par suite de ces éliminations secrètes, le nombre des accusés, que pouvait atteindre le jugement de la Cour suprême, resta fixé à cent vingt.

Ce fut encore à une Commission spéciale que la Cour suprême remit le soin d'examiner de nouveau les dossiers des accusés et d'apprécier la culpabilité de chacun, au point de vue des catégories qui seraient formées en raison des genres de crimes à punir. Ces genres de crimes correspondaient aux trois moyens que les auteurs du complot s'étaient proposé d'employer pour atteindre leur but : 1° Le régicide; 2° la révolte générale; 3° l'insurrection militaire. Quant aux caractères de culpabilité, quoiqu'ils offrissent bien des degrés et bien des nuances, ils pouvaient être rangés dans un des trois genres de crimes, que la Cour avait définis minutieusement en vingt-sept paragraphes, dont il suffit de connaître les trois principaux, qui se rapportaient aux trois catégories criminelles et pénales :

1° Complot de régicide, avec offre spontanée de l'accomplir, ou désignation d'autres individus pour en être les instruments, ou acceptation personnelle d'une désignation semblable, ou bien indication des moyens pour la faire agréer à d'autres complices, etc.

2° Établissement et direction des Sociétés secrètes ayant pour but la révolte générale; réunion des moyens de la provoquer ou de fixer le terme où elle éclaterait; rédaction de plans, de règlements, de projets de Constitution, de proclamations, de formules de serment; tentatives d'instigation ou de séduction, faites sur le soldat, etc.

3° Participation active à l'insurrection militaire, accompagnée d'effusion de sang et d'une connaissance complète du but secret du complot; acceptation du titre de chef de l'insurrection, quand bien même elle n'aurait été accompagnée, ni d'effusion de sang, ni de participation active, etc.

Mais, quand il fallut distribuer les coupables dans ces trois catégories, qui se rattachaient à trois genres de crimes et qui semblaient emporter seulement trois sortes de pénalité, la Cour s'aperçut que, pour répondre au vœu de l'empereur, elle était forcée de créer une classification plus compliquée, qui permettrait de mieux opérer le classement des condamnés, suivant la culpabilité respective de chacun, et d'arriver ainsi à une répartition plus équitable des peines, en tenant compte des circonstances aggravantes ou atténuantes, qu'on pourrait faire valoir à l'égard des uns et des autres.

On forma donc onze catégories nouvelles, représentant l'échelle de la pénalité : la première catégorie impliquait la peine de mort par décapitation; la seconde, la mort politique et les travaux forcés à perpétuité; la troisième, la dégradation, la privation de la noblesse, et les travaux forcés à perpétuité; la quatrième, ainsi que les cinquième, sixième et septième, les travaux forcés à temps, suivis de l'exil perpétuel en Sibérie; la huitième, l'exil perpétuel en Sibérie; la neuvième, la déportation en Sibérie; la dixième, l'inscription comme simple soldat sur les rôles de l'armée,

avec faculté d'avancement; enfin, la onzième, semblable à la précédente, n'entraînait pourtant pas la privation de la noblesse, qui était comprise dans la pénalité des diverses catégories. En outre, ceux des coupables qui, par la nature exceptionnelle et l'énormité de leurs attentats, ne pouvaient être rangés dans aucune de ces onze catégories, devraient être condamnés à la peine de mort par l'écartellement.

A la répartition des peines succéda la répartition des coupables, et sur les cent vingt et un prévenus qui restaient en cause, la Cour en mit cinq hors de toutes catégories, et distribua les autres dans les onze catégories, savoir : trente et un dans la première; dix-sept dans la seconde; deux dans la troisième; trente-huit dans les cinq catégories suivantes; quinze dans la huitième; trois dans la neuvième; un dans la dixième, et huit dans la onzième et dernière. Un seul, laissé en dehors de toute catégorie, on ne sait pourquoi, échappa ainsi à toute pénalité.

Toutes les décisions de la Haute Cour avaient été prises, soit à la pluralité des voix, soit à la majorité relative des opinions.

La liste nominative des cent vingt et un condamnés, qui, à l'exception des cinq mis en dehors, étaient compris dans les onze catégories, suivant la peine portée contre eux et avec l'indication des caractères principaux de leurs crimes, fut annexée au Rapport, dans lequel la Cour rendait compte de ses opérations à l'empereur. « Si une gradation de peine par catégories, disait-elle dans ce Rapport, engageait Votre Majesté impériale à faire grâce de la vie à quelques-uns d'entre eux, cette grâce ne pourrait être l'effet de la loi; elle ne pourrait être l'effet du jugement porté par la Cour, mais uniquement, Sire, celui de Votre clémence, mais une simple exception, bornée à ce seul cas et qui ne serait

admise qu'en vertu des dispositions expresses de Votre Majesté. Sans doute, la loi ne saurait tracer de limites à cette clémence qui forme le plus bel apanage de l'autorité suprême. La Cour ose néanmoins représenter ici, que, parmi les forfaits qu'elle a signalés, il en est d'une nature si atroce et qui touchent de si près à la sûreté de l'État, que l'espoir même de la clémence du souverain leur semble interdit. »

Au moment où fut prononcé le jugement définitif des condamnés, le président de la Cour ayant invité les juges à venir signer la sentence, les membres du Saint Synode s'y refusèrent et déposèrent la déclaration suivante entre les mains du président : « Après avoir ouï, dans la Haute Cour, la lecture des actes du procès relatif aux criminels d'État, Pestel, Ryléïeff et consorts, qui ont tramé le régicide et l'introduction en Russie du régime républicain; après avoir vu leurs forfaits constatés avec la dernière évidence et constatés par leurs propres aveux, nous reconnaissons que ces criminels d'État méritent les derniers supplices. En conséquence, nous ne nous opposons pas à la sentence qui sera portée contre eux, mais, vu notre état sacerdotal, nous ne pouvons munir de notre signature ladite sentence. »

Cette déclaration solennelle fut insérée dans le Rapport, qui se terminait par cette noble et touchante allocution à l'empereur, dans laquelle on reconnaît la plume éloquente de Bloudoff, secrétaire de la Commission :

« Sire, dès le jour où de tristes événements dévoilèrent cette trame criminelle, dès le jour où votre seule présence étouffa la révolte au moment même où elle éclatait, tous les fidèles sujets de Votre Majesté, dans un transport unanime de gratitude, reconnurent que les grandes destinées de la Russie, confiées par la Providence à votre main ferme

et tutélaire, resteraient inébranlables. Depuis, lorsque, voyant dans cette cause la cause de tous les Russes qu'anime l'amour de la patrie, vous daignâtes, Sire, à l'exemple de vos glorieux ancêtres, en déférer le jugement aux premiers corps de l'État, augmentés de plusieurs éminents fonctionnaires militaires et civils, Votre Majesté offrit à ses peuples une nouvelle confirmation de cette consolante vérité, que, si le ténébreux esprit des révolutions parvenait à s'introduire en Russie, alors même, resserré dans des bornes étroites, ne trouvant pour auxiliaires que ces penchants effrenés au crime, ces passions aveugles et fougueuses qui sont heureusement si rares, il ne pourrait se frayer les voies jusque dans le sein de notre patrie, inaccessible à son influence, et que chez nous l'amour du souverain et le dévouement au trône s'identifient à nos lois fondamentales, à nos mœurs, et au caractère même de notre nation. »

La clémence impériale ne tarda pas à modifier le jugement de la Haute Cour, sans en changer les bases, par un ukase rendu à Tzarskoé-Sélo et daté du 10 (22) juillet : « Après avoir, disait l'empereur, attentivement pesé le Rapport qui nous a été soumis par la Haute Cour de justice, Nous avons reconnu que la sentence, portée par elle, est conforme à la nature de la cause dont elle était appelée à connaître et au texte des lois existantes. Néanmoins, ayant à cœur de concilier le texte des lois et les devoirs d'une rigoureuse justice avec les sentiments de clémence qui Nous animent, Nous avons résolu de commuer les châtiments et peines prononcés contre les coupables. »

Aux criminels d'État placés dans la première catégorie et condamnés à être décapités, l'empereur fit grâce de la vie, en ordonnant qu'ils fussent envoyés aux travaux forcés

à perpétuité, après avoir été dégradés et privés de la noblesse. Six de ces condamnés obtinrent même, exceptionnellement, une plus forte commutation de peine, par des motifs énumérés en ces termes dans l'ukase qui les envoyait pour vingt ans aux travaux forcés : « Le lieutenant-colonel en retraite Mathieu Mourawieff-Apostol, en considération de son profond repentir; l'assesseur de collége Kukhelbecker, par égard pour l'intercession du grand-duc Michel; le capitaine en second Alexandre Bestoujeff, en considération de ce qu'il s'est présenté spontanément à Nous pour confesser son crime; le capitaine Nikita Mourawieff, en considération de la franchise de ses aveux; le général-major prince Serge Wolkonsky, en considération de son sincère repentir; le capitaine en retraite Yakouchkine, également en considération de son repentir. »

Parmi les condamnés de la première catégorie se trouvaient les principaux acteurs de la sanglante journée du 26 décembre, le prince Troubetzkoï, le prince Obolensky, le prince Chtchepine-Rostowsky, le lieutenant de vaisseau Arbousoff, le farouche capitaine Iakoubovitch, etc.

Pour la plupart des condamnés compris dans les dix autres catégories, l'empereur ne changea rien à la nature de la pénalité, mais il réduisit, d'un tiers ou d'un quart, le temps des travaux forcés qu'ils devaient subir, en leur laissant à tous la perspective d'un exil perpétuel en Sibérie. Pour quelques-uns seulement, qui avaient eu une assez bonne part dans l'indulgence des premiers juges, la peine subsista telle que la Haute Cour l'avait prononcée; pour quelques autres, l'empereur se souvint de l'impression favorable qu'ils lui avaient laissée dans leurs interrogatoires, et il fit fléchir en leur faveur la sévérité de la loi; ainsi, le colonel Alexandre Mourawieff, condamné à six ans de tra-

vaux forcés, fut presque gracié, en considération de la sincérité de son repentir, car sa peine se trouva réduite à une déportation temporaire en Sibérie, sans dégradation et sans privation de la noblesse. Quelques autres aussi se ressentirent d'une juste irritation de l'empereur, qui aggrava leur condamnation autant que le lui permettait la pénalité de la catégorie où la Cour suprême les avait placés par erreur ou par excès de bienveillance.

Quant aux cinq coupables que la Cour avait placés en dehors de toute catégorie, l'empereur abandonna leur sort à la décision des juges et s'abstint de toute intervention dans l'arrêt définitif qui serait exécuté.

La Cour suprême se réunit au complet, pour la dernière fois, le 23 juillet: usant du pouvoir discrétionnaire dont elle était investie, et prenant pour guide la clémence dont l'empereur avait donné un éclatant témoignage par la commutation des peines portées contre les autres criminels, elle arrêta que les cinq grands coupables, qui avaient été condamnés à être écartelés, Paul Pestel, Conrad Ryléïeff, Serge Mourawieff-Apostol, Michel Bestoujeff-Rumine et Pierre Kakhowsky, seraient pendus, en punition de leurs horribles attentats. Ensuite, la Haute Cour, étant chargée d'annoncer aux condamnés l'arrêt qui les concernait, ainsi que les commutations de peines que l'empereur leur avait accordées, se rendit processionnellement à l'hôtel du commandant de la forteresse. Les condamnés, extraits de leurs cachots et amenés par catégories en présence de leurs juges, entendirent la lecture de leur sentence, avec calme et résignation. Ceux qui devaient mourir ne furent pas les moins impassibles. Aucun incident ne vint troubler la majestueuse solennité de cette scène lugubre.

Ainsi se termina ce grand procès, où, malgré le secret

des procédures et des débats, on ne saurait méconnaître la sage lenteur des formes et des précautions judiciaires, la scrupuleuse exactitude des recherches, l'évidence des preuves acquises par l'instruction, et la lumineuse clarté des jugements. Telles sont les expressions dont s'est servi un historien éclairé et impartial, pour caractériser ce mémorable épisode de l'histoire de la justice criminelle en Russie.

Il est à remarquer que, sur les cent vingt et un accusés qui furent compris dans le jugement, tous, à l'exception de cinq ou six, appartenaient à l'ordre de la noblesse ou faisaient partie de l'état-major de l'armée. On comptait, parmi eux : deux cornettes, douze enseignes, dix-neuf sous-lieutenants, vingt-un lieutenants, vingt capitaines, trois majors, dix lieutenants-colonels, treize colonels et deux généraux-majors. En fait de fonctionnaires civils, il y avait, outre un individu non qualifié, deux assesseurs et un secrétaire de collége, un chirurgien, un scribe, et deux conseillers d'État; en fait de personnages titrés : trois barons, deux comtes et sept princes!

La Haute Cour, il faut le dire, avait tenu compte aux accusés, de leurs bons antécédents, de leur jeunesse, de leurs aveux et de leur repentir; mais elle n'eut pas le moindre égard à la naissance, au grade, au rang, au titre, à la fortune des coupables.

Depuis plus de soixante-dix ans, Saint-Pétersbourg n'avait pas vu d'exécution capitale; depuis le règne de l'impératrice Élisabeth, l'échafaud n'avait été dressé que bien rarement en Russie. On supposait donc généralement que les cinq condamnés à mort ne subiraient pas leur arrêt. Les autorités, en effet, avaient laissé planer la plus grande incertitude sur le jour, l'heure et le lieu de l'exécution. Aussi, tout le monde ignorait que les condamnés avaient été aver-

tis de se préparer à mourir, et qu'ils avaient reçu dans leur prison les consolations suprêmes de la religion.

Ces malheureux ne firent pas d'aveux nouveaux; mais ils reconnurent tous, que, d'après les lois existantes, la condamnation qui les avait frappés était juste.

— L'ardeur de mon zèle politique, l'amour de mon pays, m'ont trompé sans doute, dit Ryléïeff; mais le patriotisme ayant été l'unique mobile de mes actions, j'attends la mort sans crainte. C'est peut-être une expiation que je dois à la Société, pour laquelle je me suis dévoué sans son aveu.

On lui demanda ce qu'il entendait par ce mot : *la Société*, qui pouvait se rapporter aux associations secrètes dont il avait fait partie. Il hésita un instant, et répondit avec calme : « Mes intentions ont toujours été libérales et patriotiques; je ne voulais que le bien de la Russie. »

Pestel conserva jusqu'au dernier moment la même force d'âme : « Je suis certain, disait-il, que, tôt ou tard, la Russie trouvera dans mon Code russe le remède à tous ses maux. Ma faute a été de vouloir faire la moisson, avant les semailles. »

Les condamnés avaient obtenu la permission d'écrire à leur famille. Ryléïeff profita seul de cette liberté, pour adresser à sa jeune femme la lettre la plus touchante : « Quand je ne serai plus, lui disait-il dans cette longue lettre, vous partirez, je le désire, pour Novogorod, votre pays, mais auparavant vous recevrez le prêtre qui doit m'assister à l'article de la mort. Il vous fera part de mes dernières volontés et vous redira mes dernières paroles. Adieu, ma pauvre amie, pardonnez-moi si, à votre amour, j'ai cru devoir préférer celui de la Russie! »

Les autres accusés, à qui l'on offrit les moyens d'écrire des lettres d'adieux ou leurs dernières volontés, refusèrent

d'user d'une faveur qui leur parut suspecte, et qui, selon eux, ne pouvait servir qu'à compromettre leurs parents et leurs amis.

Dans la nuit du 25 juillet, les troupes désignées pour assister à l'exécution quittèrent leurs quartiers vers deux heures du matin et traversèrent silencieusement les rues désertes, pour se rendre sur le glacis de la forteresse, vis-à-vis du rempart, où s'élevaient cinq potences de même hauteur, qu'on achevait de construire à la hâte, en face de la petite église de la Sainte-Trinité.

Les premières lueurs de l'aurore commençaient à rougir l'horizon; un léger brouillard, qui flottait dans le crépuscule de cette nuit boréale, n'empêchait pas de distinguer, même à distance, tous les objets revêtus d'une teinte uniforme. La capitale était encore plongée dans le sommeil; à peine si quelques rares spectateurs venaient un à un se ranger derrière les troupes, qui formaient un vaste cercle, au milieu duquel on avait allumé un grand feu.

Un roulement de tambours se fit entendre : tous les condamnés à qui l'empereur avait fait grâce de la vie sortirent lentement de la forteresse et furent conduits par groupes devant une députation des régiments où chacun d'eux avait servi. Un second roulement de tambours précéda la lecture de leur jugement, qu'ils écoutèrent à genoux. Cette lecture terminée, on leur arracha leurs décorations, leurs épaulettes et leurs uniformes; puis, on brisa leurs épées au-dessus de leurs têtes en signe de dégradation : ils furent revêtus d'une capote grise, et ils défilèrent devant le gibet, pendant que la flamme dévorait leurs habits et leurs insignes militaires

A peine étaient-ils rentrés dans la forteresse, que les cinq condamnés à mort furent amenés sur le rempart : ils étaient

couverts de capotes grises, avec un capuchon qui enveloppait leur tête.

Ils montèrent d'un pas ferme sur la plate-forme qui régnait sous les potences, et se livrèrent à l'exécuteur, qui leur passa le nœud fatal autour du cou. Aussitôt le plancher de l'échafaud s'enfonça, et ils restèrent suspendus; mais la corde, mal affermie, glissa sur le capuchon de trois d'entre eux, qui furent précipités dans le trou, béant sous leurs pieds.

Un cri d'horreur retentit parmi les assistants. Pestel et Kakowsky étaient seuls attachés au gibet; les autres avaient disparu : ils s'étaient plus ou moins meurtris et blessés dans leur affreuse chute, mais ils vivaient encore.

Ce terrible incident ne fut qu'une prolongation de leur supplice et de leur agonie. Quelques voix courageuses s'élevèrent dans la foule pour qu'il fût sursis à l'exécution, car on ne doutait pas, disait-on, que l'empereur ne commuât la peine de ceux que la Providence avait sauvés!

Ah! si l'on avait su qu'en ce moment même, l'empereur, renfermé dans la chapelle du palais de Tzarskoé-Sélo, priait avec l'impératrice pour les malheureux que la clémence impériale n'avait pu soustraire aux vengeances de la loi!

Personne n'eût osé, personne n'osa donner un ordre pour ajourner au moins l'exécution. Le plancher de la plate-forme fut rétabli, les cordes furent consolidées, et, après un quart d'heure d'attente, on vit reparaître sur la plate-forme les trois patients, qu'on était obligé de soutenir et de porter pour les conduire à l'échafaud. Leur énergie et leur sang-froid ne les avaient pas toutefois abandonnés.

— Il sera donc dit, s'écria Ryléïeff, que rien ne me réussira, pas même la mort!

Serge Mourawieff-Apostol lui répondit amèrement :

— Nous sommes, en vérité, dans un maudit pays où l'on ne sait ni conspirer, ni juger, ni pendre !

Bestoujeff-Rumine, qui avait les deux jambes cassées, protesta encore une fois que le mode d'exécution était illégal :

— Je suis militaire, murmurait-il pendant les tristes apprêts de son supplice, je devrais donc être fusillé et non pendu !

Au bout de quelques secondes, le roulement des tambours annonça que la justice humaine était satisfaite. Les troupes retournèrent à leurs casernes, et les autres témoins de cette triste scène s'écoulèrent en silence, pendant qu'on enlevait le hideux appareil du supplice. Il n'en restait aucune trace, à six heures du matin.

LIX

On apprit avec stupeur, dans la ville, ce qui s'était passé cette nuit-là, mais la part faite à l'émotion inséparable de pareilles circonstances, émotion qui s'accrut au récit du douloureux épisode que l'exécution avait offert, tout le monde respira plus à l'aise, en se disant que c'était le dénoûment du redoutable procès du 26 décembre et que la justice criminelle ne demanderait pas d'autres victimes.

Le tableau des condamnations fut publié dans la journée, et ce manifeste impérial, qu'on affichait en même temps dans les rues de Saint-Pétersbourg, acheva de rassurer la population paisible et fidèle :

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., etc., etc.

« La Haute Cour, instituée, par notre manifeste du 1er de juin, pour le jugement des criminels d'Etat, a rempli la tâche que Nous lui avions commise. Ses arrêts, fondés sur le texte des lois existantes, mais adoucis par Nous autant que Nous le permettaient le devoir de la justice et la sûreté de l'empire, ont été publiés et mis à exécution.

« Ainsi s'est terminé ce procès, où Nous n'avons cessé de voir la cause de la Russie tout entière ; les criminels

ont reçu le châtiment qu'ils avaient mérité ; la patrie a été purgée de la contagion qui couvait dans son sein depuis trop longtemps.

« En portant un dernier regard sur ces événements déplorables, Nous trouvons qu'une obligation encore nous est imposée. Dans les lieux où, sept mois auparavant, l'explosion d'une soudaine révolte Nous a tout d'un coup révélé l'affreux secret d'un mal qui comptait déjà dix années, il faut qu'un dernier acte de commémoration, un sacrifice expiatoire, consacre le souvenir du sang russe versé dans ces mêmes lieux pour la religion, le souverain, la patrie ; il faut que de solennelles actions de grâces s'y élèvent vers le Seigneur. Nous avons reconnu sa main toute-puissante, lorsqu'elle déchirait le voile qui couvrait cet horrible mystère ; Nous l'avons reconnue, lorsqu'en permettant au crime de s'armer, elle assurait sa perte. Telle qu'un orage d'un moment, la révolte sembla n'avoir éclaté que pour anéantir la conspiration dont elle avait été le premier acte.

« Elle n'était pas dans le caractère, elle n'était pas dans les mœurs du peuple russe, cette conspiration. Tramée par une poignée de scélérats, elle n'eut pour auxiliaires que le petit nombre d'hommes qu'unissait à eux un contact de tous les instants, que des cœurs pervertis, que des passions fougueuses, et malgré dix années de malveillants efforts, d'efforts sans cesse renouvelés, elle ne réussit point à s'étendre. Le cœur de la Russie y fut et y sera toujours inaccessible. Le nom russe ne saurait être flétri par une trahison envers le trône et l'État. Loin de là, dans ces mêmes conjonctures, Nous avons recueilli les touchants témoignages d'un dévouement sans bornes. Nous avons vu les pères s'armer d'une inflexible rigueur envers leurs en-

fants criminels; Nous avons vu les plus proches parents renier et livrer à la justice les malheureux sur lesquels planaient des soupçons de complicité; Nous avons vu, enfin, toutes les classes de nos sujets, animées d'une seule et même pensée, d'un seul et même vœu, ne demander que le jugement et le châtiment des coupables.

« Mais, quoique renfermé dans une sphère étroite, le travail des conspirateurs n'en avait pas été moins actif. La plaie était profonde, elle était dangereuse, par cela même qu'elle était cachée. Quand on songeait que le principal dessein des conjurés, que leur premier but, n'avait cessé d'être un attentat aux jours d'Alexandre le *Béni*, on se sentait pénétré tout à la fois d'indignation et de douleur. D'autres idées jetaient le même trouble dans les esprits; d'autres soins inspiraient une juste sollicitude : il fallait, au milieu d'investigations devenues indispensables, respecter l'innocence, la défendre des soupçons gratuits, lui en épargner l'amertume. Mais cette même Providence, à qui il avait plu, dès notre avénement au trône, de Nous environner de soucis et de peines, en Nous imposant une tâche où s'unissaient pour Nous tant de difficultés à tant de regrets, Nous donna aussi le courage et la force de la remplir. Après cinq mois de travaux, la Commission d'enquête réussit, par l'effet de son zèle, de son exactitude, de son impartialité, par l'emploi des moyens de persuasion, à émouvoir le cœur des criminels les plus endurcis, à y réveiller le remords, et à les amener à de libres et sincères aveux. La Haute Cour de justice, embrassant ce grand procès dans toute l'étendue de son importance politique, dans tous ses caractères, dans toutes ses gradations, vient de le conduire au terme indiqué par les lois.

« C'est ainsi qu'a disparu, grâce à l'unanime accord de

tous les bons et fidèles Russes, et dans un court espace de temps, un fléau, qui, avec d'autres mœurs, aurait opposé une longue résistance. Les tristes événements qui ont troublé la paix intérieure de la Russie sont passés, et, Nous aimons à l'espérer de la miséricorde divine, ils sont passés sans retour. Dans les voies impénétrables du Tout-Puissant, qui du sein des malheurs fait sortir les prospérités, ces événements peuvent même encore tourner au bien général.

« Puissent maintenant les pères porter toute leur attention sur l'éducation morale de leurs enfants! Ce n'est, certes, point aux progrès de la civilisation, mais à la vanité qui ne produit que le désœuvrement et le vide de l'esprit, mais au défaut d'instruction réelle, qu'il faut attribuer cette licence de la pensée, cette fougue des passions, ces demi-connaissances si confuses et si funestes, ce penchant aux théories extrêmes et aux visions politiques, qui commencent par démoraliser, et finissent par perdre. En vain le Gouvernement fera-t-il de généreux efforts, en vain s'épuisera-t-il en sacrifices, si l'éducation domestique ne seconde son action et ses vues, si elle ne verse dans les cœurs tous les germes de la morale.

« Dans cette carrière, comme dans les autres, c'est la Noblesse, ce boulevard du trône et de l'honneur national, qui est appelée à servir de modèle. Tous les soins qu'elle accordera au perfectionnement d'une éducation indigène, consacrée à la Russie et donnée dans son sein, Nous inspireront autant de satisfaction que de reconnaissance. Devant la Noblesse, s'ouvrent dans notre patrie, toutes les voies de l'honneur et du service public. La justice, les armées, les diverses branches de l'administration intérieure, tout réclame des agents zélés et capables, tout dépend de leur choix.

« Que toutes les classes de citoyens accordent donc la même confiance au Gouvernement! Dans les empires où l'amour du souverain et le dévouement au trône sont pour les peuples un besoin et un sentiment héréditaire, où la vigueur de l'administration s'allie à la nationalité des lois, les efforts de la malveillance seront toujours insensés, toujours stériles. Ils pourront se cacher dans l'ombre; mais, dès que le grand jour les frappera, ils se briseront devant les lois et l'indignation publique. Dans une telle organisation de l'État, chacun peut se fier à la solidité de l'ordre, à la garantie des biens et des personnes, et, tranquille sur le présent, porter vers l'avenir un regard plein d'espérance. Ce n'est point par des entreprises téméraires, et toujours destructives, c'est d'en haut, c'est par degrés, que s'opèrent les vraies améliorations, que se comblent les lacunes, que se réforment les abus. Dans cette marche de perfectionnements graduels, tout sage désir du mieux, toute pensée tendant à l'affermissement des lois, à la propagation des véritables lumières, au développement de l'industrie, qui Nous seraient communiqués par les voies légales ouvertes à tous, ne pourront qu'être accueillis par Nous avec gratitude, car Nous ne formons, Nous ne pouvons former d'autre vœu que celui de voir notre patrie atteindre le plus haut point de prospérité et de gloire, qui lui soit marqué par la divine Providence.

« Enfin, dans la ferveur même de ce vœu que partagent tous nos sujets, et dans l'espoir de son accomplissement, Notre sollicitude particulière se reporte encore sur les familles infortunées que le crime a privées de quelques-uns de ses membres. Pendant tout le cours de ce procès, Nous Nous sommes associés à leur affliction, et Nous Nous hâtons de les assurer que, à nos yeux, les liens de famille transmet-

tent la gloire des ancêtres à leurs descendants, mais ne peuvent faire rejaillir la honte d'un crime isolé. Quiconque oserait en tirer un motif de reproche, enfreindrait les lois humaines, et plus encore les préceptes de notre sainte religion.

« NICOLAS.

« Tzarskoé-Sélo, le 13/25 juillet 1826. »

Le lendemain, une cérémonie funèbre et religieuse eut lieu sur la place du Sénat, qui avait été arrosée du généreux sang de Miloradowitch et de quelques braves serviteur de l'empereur, mais qui n'était pas encore purifiée des honteux souvenirs de l'insurrection du 26 décembre.

Dès sept heures du matin, toute la garnison de Saint-Pétersbourg était rangée en bataille, autour d'un autel qui s'élevait sur une haute estrade à l'endroit même où avait été arboré le drapeau de la révolte.

Tout à coup on vit sortir de l'église de l'Amirauté l'empereur, accompagné du vieil archevêque de Saint-Pétersbourg, Stanislas Siestrzencevicz, en habit pontifical, qui marchait courbé sous le poids de ses quatre-vingt-seize ans, tandis que l'impératrice arrivait en voiture, avec le prince royal de Prusse, au milieu des troupes qui avaient mis le genou en terre, pour la recevoir. Le service divin commença, et les prêtres firent processionnellement le tour de la place, en jetant de l'eau bénite.

A la fin de cette imposante cérémonie, 101 coups de canon furent tirés, et cet ordre du jour, adressé aux armées russes par l'empereur, fut lu à haute voix devant chaque régiment qui avait assisté à l'expiation :

« Braves soldats, leur disait-il, lorsque, dans les mémorables journées du 14/26 décembre 1825 et du 3/15 janvier

1827, votre fidélité a formé autour du trône un rempart inexpugnable, lorsqu'elle a sauvé nos temples de la profanation et délivré la patrie des horreurs de la révolte, je vous ai prévenus que vos rangs avaient le malheur de recéler quelques-uns de ces fauteurs de trouble et d'anarchie. Vous les avez repoussés avec effroi et indignation. La justice a prononcé sur leur sort; la sentence qu'ils avaient méritée a reçu son exécution, et l'armée est purgée de la contagion qui la menaçait, ainsi que la Russie tout entière.

« Aujourd'hui, avec l'aide du Tout-Puissant, dans le lieu même où sept mois auparavant vous avez versé votre sang et sacrifié votre vie pour la défense de votre souverain, sur cette même place où le vaillant capitaine dont la mémoire est impérissable dans l'armée russe, le comte Miloradowitch, a succombé sous vos yeux, de solennelles actions de grâces ont été offertes au Seigneur, qui par vous a sauvé l'empire, et des prières lui ont été adressées pour le repos de l'âme de ceux qui sont morts pour leur foi, leur empereur et la patrie.

« Braves soldats russes, en portant ces faits à votre connaissance, je vous témoigne ma reconnaissance et celle de toute la Russie. Conservez à jamais les nobles vertus qui vous ont toujours distingués. Soyez religieux, fidèles, braves et infatigables, et le monde reconnaîtra que Dieu est avec nous!

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 14/26 juillet 1826. »

Peu de jours après, une partie des condamnés du 26 décembre partit pour la Sibérie, avec l'escorte qui devait les conduire au lieu de leur destination. Ils étaient placés quatre par quatre sur des télègues ou chariots à quatre roues, sans autre siége que des bottes de paille; ils por-

taient déjà le grossier costume des déportés. Quelques-uns versaient des larmes muettes, la plupart se résignaient à leur sort.

A leur première station au delà de Saint-Pétersbourg, ils reçurent les adieux de leurs familles, comme l'empereur l'avait permis. Ils n'allaient pas entreprendre seuls ce long et pénible voyage : plusieurs d'entre eux avaient obtenu la faveur de faire partager leur infortune et leur exil, à leurs épouses, à leurs sœurs, à leurs mères.

Ces nobles femmes, que les conseils et même les prières de l'empereur ne purent dissuader de leur pieux sacrifice, devaient échanger toutes les habitudes de l'opulence et du luxe contre la vie dure et misérable des forçats. On les avait prévenues que, si elles se mettaient en route pour rejoindre leurs maris, leurs fils et leurs frères en Sibérie, elles n'auraient plus la liberté de retourner en arrière; on leur avait dit qu'après avoir passé Irkoutsk, elles ne pourraient plus même disposer de leurs propres bagages; on avait tout fait, en un mot, pour les effrayer, pour les décourager. Elles ne faiblirent pas : l'exemple de l'héroïque princesse Troubetzkoï avait enflammé leur émulation, et Mesdames Alexandre Mourawieff, Nikita Mourawieff, Naryschkine née Konovnitsyne, etc., accomplirent jusqu'au bout un acte de dévouement, qui semblait être au-dessus de leurs forces et qui devait entraîner après lui des années de captivité, de privations et de souffrances.

L'empereur avait fait venir la princesse Troubetzkoï pour la faire renoncer à son projet de départ; il n'y réussit pas. Il fut touché aux larmes de l'obstination inflexible de cette jeune femme.

— Eh bien! partez donc! lui dit-il enfin : je me souviendrai de vous!

L'impératrice était présente, qui essayait aussi de retenir la noble épouse du condamné.

— Vous avez bien raison de suivre votre mari! s'écria-t-elle tout à coup en l'embrassant et en pleurant avec elle : à votre place, je n'eusse pas, non plus, hésité à partir!

Elle lui promit de plaider sa cause en son absence.

— Qu'importe la Sibérie! lui dit la princesse dans son exaltation de piété conjugale : on se trouve bien partout auprès d'un époux que l'on aime et qui vous aime!

On rapporta plus tard à l'impératrice un mot admirable, que la mère de cette princesse avait adressé à sa fille, qui exprimait avec trop de pétulance et de joie son impatience de partir : « Sophie! si vous n'êtes pas sage, vous n'irez pas en Sibérie! »

L'impératrice dit alors à l'empereur :

— Sire, voilà qui me réconcilie avec le prince Troubetzkoï, si coupable qu'il puisse être vis-à-vis de Votre Majesté : un homme qui inspire de si beaux sentiments à sa femme ne saurait être un méchant homme.

Loin de faire peser aucune responsabilité sur les familles des condamnés, Nicolas, au contraire, leur témoigna une bienveillance et un intérêt particuliers. Il leur fit porter des secours et des consolations.

Le père de Pestel était dans une situation de fortune très embarrassée : l'empereur lui envoya une somme de cinquante mille roubles et lui abandonna les arrérages d'une terre de la couronne, située dans le gouvernement de Pskow, que ce vieil officier avait prise à ferme pour douze ans; bien plus, l'empereur ne craignit pas de rapprocher de sa personne, en le nommant son aide de camp, le propre frère de Pestel, colonel dans le régiment des chevaliers-gardes.

La veuve de Ryléïeff était devenue folle en apprenant la triste fin de son mari; elle croyait qu'il avait été passé par les armes, et elle ne retrouvait sa raison par intervalles, que pour gémir sur la perte qu'elle avait faite. L'empereur s'informa de ses nouvelles et lui fit offrir une pension; elle la refusa, en disant qu'elle ne demandait qu'une grâce : celle d'être fusillée comme son époux, dont elle était complice, répétait-elle, et dont elle avait juré d'achever l'œuvre politique. L'empereur ordonna que cette pauvre femme ne fût pas inquiétée malgré ses paroles outrageantes, et qu'on prît soin d'elle et de ses enfants aux frais du Trésor.

Le procès des accusés du 26 décembre n'était pas encore complétement terminé, puisque celui des accusés polonais commençait seulement à s'instruire à Varsovie. Ce fut, il est vrai, un procès tout à fait nouveau, qui n'aboutit à un jugement définitif qu'après une année et demie de recherches et de poursuites. Mais il restait, en outre, à prononcer beaucoup de jugements partiels, que l'empereur s'était réservé de transformer en lettres de grâce.

Tous les accusés, dont les causes avaient été distraites, à la dernière heure, du procès général auquel elles semblaient appartenir, furent jugés souverainement par une commission militaire, et des ordres du jour qui les concernaient, publiés au nom de l'empereur, dans les derniers jours de juillet et les premiers d'août, ne portèrent pas même à la connaissance du public les décisions qui furent prises à leur égard. Emprisonnement dans une forteresse durant quelques mois, translation du corps de la garde dans un des régiments de l'armée, envoi dans une garnison lointaine, sans perte de la noblesse ni d'aucuns droits acquis, telles furent les peines correctionnelles infligées aux coupables

qui avaient mérité l'indulgence de l'empereur, sinon leur pardon absolu.

Ces ordres du jour, insérés dans la *Gazette du Sénat*, au mois d'août, décidèrent du sort de cent trente-huit prévenus, savoir : cinq colonels, trois lieutenants-colonels et beaucoup d'officiers d'un grade inférieur, parmi lesquels figuraient trois princes, un comte et plusieurs nobles, porteurs des plus grands noms de la Russie. Des condamnations capitales furent prononcées, mais aucune ne fut exécutée ; ceux qu'elles frappaient se virent seulement placés sous le gibet et ensuite dégradés, avant d'être envoyés en Sibérie.

Il y eut aussi un jugement supplémentaire, rendu, au mois d'août, par le département de l'auditoriat et promulgué par le Sénat de Moscou, contre quinze complices de Serge Mourawieff-Apostol, entre autres le capitaine d'état-major baron Solovieff, le capitaine Maïewsky, le prince Meschtchersky, etc. Ce jugement n'entraîna pas d'autres peines que la dégradation, l'exil ou les travaux forcés.

Une décision du Sénat-dirigeant avait inventé, dit-on, une pénalité posthume à l'égard des rebelles qui avaient été tués près d'Oustinowka, en ordonnant qu'on placerait, sur leur sépulture, au lieu de croix et autres signes chrétiens, des potences peintes en rouge, avec leurs noms. Mais l'empereur s'opposa formellement à l'exécution de cette bizarre sentence.

L'empereur n'avait pas balancé à accorder aux prières du général Alexis Orloff, qui s'était montré si fidèle et si dévoué dans la journée du 26 décembre, la grâce entière de son frère Michel, qui ne s'était mêlé d'ailleurs aux menées des Sociétés secrètes, disait-il, que pour répandre

en Russie l'enseignement mutuel, dont il se montrait le partisan fanatique. Par un ordre du jour du 28 juillet, le général Michel Orloff avait donc été rendu à la liberté, en conservant son rang et ses décorations, mais sans pouvoir rentrer au service et sans avoir le droit d'habiter l'une ou l'autre des deux capitales de la Russie.

Enfin, d'autres personnages furent condamnés à des punitions légères, ou même tout à fait graciés, sans que la décision dont ils furent l'objet ait laissé la moindre trace.

— Dieu merci! dit l'empereur à un confident de ses pensées intimes, j'ai appris, en allant au fond de cette affaire ténébreuse, à connaître mes ennemis et mes amis.

LX

Le jour du couronnement n'était pas encore fixé, mais on pensait que cette auguste cérémonie aurait lieu dans le cours du mois d'août.

L'empereur et la famille impériale avaient quitté Tzarskoé-Sélo, pour se rendre à Moscou et y retrouver l'impératrice-mère, qui les attendait depuis plus de deux mois, qu'elle avait passés auprès de la grande-duchesse Hélène.

L'empereur était alors tourmenté à la fois par de graves inquiétudes politiques et par une vive préoccupation morale; car il voyait s'amasser, du côté de la Perse, les symptômes menaçants d'une guerre prochaine, et, du côté de la Pologne, il craignait d'en être arrivé, sinon à une rupture complète avec son frère Constantin, du moins à un état de défiance et de froideur réciproques, que les circonstances seules n'avaient pu produire entre eux et qu'il ne devait pas se reprocher d'avoir amené par sa conduite à l'égard du césarévitch.

Il y avait eu certainement autour des deux frères une machination perfide, tendant à faire cesser la bonne intelligence qui avait toujours régné entre eux. On avait fait

croire au grand-duc Constantin, que l'empereur le soupçonnait de n'être pas resté étranger aux manœuvres et surtout aux projets des conspirateurs du 26 décembre. On avait essayé de faire croire à l'empereur, que le grand-duc, qu'on lui représentait comme nourrissant l'espoir de reconstituer l'ancien royaume de Pologne entièrement séparé de la Russie, n'eût pas été fâché de voir réussir une conspiration, qui pouvait servir ses vues personnelles.

Cette grossière et ridicule calomnie, dont les auteurs sont restés inconnus, équivalait à dire que le césarévitch, depuis son mariage avec la princesse de Lowicz, étant devenu Polonais, ne songeait qu'à se faire roi de Pologne. C'était là un bruit absurde, et pourtant il avait trouvé créance, non-seulement en Russie et en Pologne même, mais encore à l'étranger, en France spécialement, où l'on persistait à regarder l'avénement de Nicolas Ier comme une révolution de palais, comme une usurpation appuyée par la noblesse, en haine du grand-duc Constantin et de la nationalité polonaise.

L'empereur avait été profondément blessé et indigné, en apprenant que la presse française libérale osait insinuer que l'instruction du procès des accusés du 26 décembre avait prouvé, de la manière la plus évidente, leurs relations de complicité avec le grand-duc Constantin. Suivant les inventeurs de cette fable odieuse, ce procès n'aurait été jugé à huis clos, que pour éviter de mettre en cause le propre frère de l'empereur!

Le comte Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie à la cour de France, fut chargé de répondre lui-même à ces monstrueuses insinuations et, dans un remarquable article qui ne parut que le 18 août à la *Quotidienne* de Paris, il n'hésita pas à déclarer que la Haute Cour de justice, en

procédant d'après les formes de la législation russe, n'avait pas eu besoin d'écarter une accusation qui eût atteint le cœur du souverain dans ses affections les plus tendres : « Ceux-là, disait-il avec amertume, ceux-là connaissent bien mal les trois augustes frères d'Alexandre, qui leur supposent des ambitions et des haines! Unis par la plus touchante amitié, ils vivent dans cet échange de respect et d'affection, dont la famille royale de France offre le plus noble exemple. Hélas! serait-ce aussi une tactique révolutionnaire, que de supposer des divisions au pied du trône, afin de rendre la foi du sujet, timide, incertaine, et de profiter de cette incertitude pour troubler le pays? »

Quoi qu'il en soit, il était à peu près sûr que le césarévitch n'assisterait pas au couronnement. Il avait répondu à l'invitation que l'empereur lui avait adressée dans une lettre intime, en s'excusant sur le fâcheux état de sa santé. La princesse de Lowicz avait écrit elle-même à l'impératrice, pour la prier d'obtenir de l'empereur qu'il n'exigeât pas la présence de son frère Constantin, qui avait une espèce de spleen, disait-elle, et qui ne pouvait se résoudre à se montrer en public depuis la mort d'Alexandre Ier.

On sait aujourd'hui que les meneurs de cette intrigue, intéressés à brouiller les deux frères et à empêcher tout rapprochement entre eux, avaient imaginé d'effrayer la tendresse conjugale de la princesse de Lowicz, en lui persuadant que la liberté et même la vie de son mari seraient en danger à Moscou, et qu'il pourrait bien être arrêté s'il avait l'imprudence d'y venir trouver l'empereur.

Les prières, les larmes de la pauvre princesse avaient toujours beaucoup d'empire sur le grand-duc, qui l'aimait, et qui ne craignait rien tant que de lui faire de la peine; mais il ne pouvait supposer qu'il eût à redouter, de la part

de son frère, un mauvais accueil, encore moins un mauvais traitement; il ne faisait que rire des terreurs vraies ou simulées de son entourage; cependant il semblait déterminé à rester à Varsovie, quoique sa résolution fût de plus en plus ébranlée par les lettres affectueuses et pressantes qu'il recevait, à ce sujet, de l'impératrice-mère et du grand-duc Michel, car ce dernier n'avait pas hésité à lui écrire, avec une cordiale franchise, que s'il n'assistait pas au couronnement, il aurait le malheur de justifier tous les bruits qu'on faisait courir sur sa rupture avec l'empereur.

— Il ne viendra pas! disait Nicolas au grand-duc Michel. Je lui pardonne de bon cœur le chagrin qu'il me cause, car je ne doute pas de sa fidélité, ni de son attachement. Il cède aux illusions qui l'entourent, mais cela sans méchante intention... Eh bien! après les fêtes, c'est moi qui l'irai trouver à Varsovie, et je suis sûr que nous nous entendrons aussi bien qu'à l'époque du *tzar de Mirliky*.

La conduite de Constantin vis-à-vis de l'empereur était d'autant plus inexplicable, que son auguste frère, depuis l'avénement, lui avait donné les preuves les plus honorables de sympathie et de déférence, en lui faisant part des principaux actes politiques du gouvernement, et même en le consultant dans diverses circonstances délicates. Nicolas tenait ainsi la promesse qu'il s'était faite à lui-même, en montant sur le trône, de considérer toujours le césarévitch comme l'héritier légitime de la couronne.

Constantin, dans ses réponses, semblait gêné et contrarié de la position morale qui lui était réservée par le successeur d'Alexandre : « Les sentiments de gracieuse déférence que Votre Majesté manifeste pour les droits d'aînesse, écrivit-il à l'empereur, me touchent profondément, mais les

droits à la succession du trône, établis par un pouvoir légitime, passent avant tout. J'ai eu le bonheur d'offrir mes droits en holocauste pour la prospérité de la Russie ; je les ai transmis, sans arrière-pensée, à un frère digne de régner et dont les hautes qualités de l'âme servent de garantie à tous ses actes de souverain. Je supplie donc Votre Majesté de me conserver sa confiance et son affection, en me laissant me renfermer loyalement dans mon rôle de fidèle sujet et de serviteur dévoué. »

Le césarévitch s'était donc abstenu de formuler une opinion sur les affaires de la politique extérieure aussi bien que sur celles de la politique intérieure, excepté en ce qui regardait la Pologne. L'empereur lui avait pourtant fait part des inquiétudes sérieuses que les dispositions hostiles de la Perse devaient inspirer au cabinet russe.

En effet, depuis la mort d'Alexandre, les Persans, tant de fois vaincus par la Russie, semblaient croire que l'heure était venue de prendre leur revanche et de reconquérir des provinces qu'ils avaient abandonnées à l'empire russe depuis le traité de Gulistan, conclu le 24 octobre 1813 sous la médiation de l'Angleterre.

C'était probablement la Porte Ottomane qui avait conseillé au schah de Perse d'en venir à une rupture définitive avec la Russie, qu'on supposait livrée à des luttes intestines et prête à subir la terrible épreuve d'une révolution sociale ; mais le sultan Mahmoud, qui promettait à son allié d'Asie aide et protection, avait reculé lui-même devant l'imminence d'une guerre contre les Russes, et se voyait forcé d'accepter des conditions de paix plus humiliantes encore qu'onéreuses, pour n'avoir point sur les bras un puissant ennemi, alors qu'il ne venait pas même à bout d'étouffer dans le sang l'insurrection grecque, et qu'il était bien en

peine de réaliser, dans ses Etats, de grandes réformes qui devaient changer la face de son gouvernement.

La contestation entre la Perse et la Russie s'était engagée depuis plusieurs mois sur une question de frontières, question qui restait pendante et indécise depuis douze ans. Lors de la signature du traité de Gulistan, il avait été convenu que les parties belligérantes demeureraient en possession du territoire qu'elles occupaient au moment de la cessation des hostilités. La Russie avait donc gardé, entre le Caucase et la mer Caspienne, différents khanats gouvernés par des khans qui reconnaissaient en apparence la suzeraineté russe, mais qui n'en demeuraient pas moins sincèrement attachés à la domination persane. Il existait ainsi dans ces contrées un mécontentement général, une haine sourde contre les maîtres du pays, qui avaient saisi toutes les occasions d'étendre leur frontière bien au delà des limites fixées par le traité de Gulistan.

La délimitation de cette frontière était devenue l'objet des pourparlers et des débats de commissaires nommés par les deux puissances : on aurait pu s'entendre au moyen de l'échange de quelques portions de territoire, et l'on avait même fini par se mettre à peu près d'accord sur les points les plus litigieux. Mais le général Yermoloff, qui commandait l'armée du Caucase et qui exerçait une autorité absolue sur la Géorgie, l'Iméréthie, la Mingrélie, l'Abasie et toutes les provinces caucasiennes annexées à l'empire, apprit que les mollahs prêchaient la guerre sainte en Perse et que le prince Abbas-Mirza, second fils du schah Feth-Ali et son général en chef, réunissait une armée au camp de Sultanieh.

Le général Yermoloff était un brave et intrépide militaire, d'un caractère hautain et inflexible, qui savait faire respecter son gouvernement et qui puisait son énergie et

sa force dans le désir qu'il avait de représenter dignement la Russie. On l'avait accusé, auprès de l'empereur Nicolas, d'être tellement dévoué au grand-duc Constantin, qu'il n'attendait que l'occasion de se déclarer pour lui; mais Yermoloff, qui n'avait pas à cacher ses sympathies pour le grand-duc, n'en était pas moins soumis à son devoir, ni moins fidèle à son souverain.

Il s'empressa de prévenir l'empereur de l'agitation religieuse, qui soulevait les populations musulmanes, et des préparatifs de guerre qui se faisaient secrètement sur plusieurs points des frontières de la Perse. En même temps, il envoya demander des explications catégoriques au prince Abbas-Mirza et au sardar d'Érivan, relativement à ces mouvements de troupes; il n'attendit pas, pour se mettre en mesure de repousser toute agression, la réponse, qui fut dilatoire, vague et conciliante; il rassembla les forces dont il pouvait disposer, doubla les postes, augmenta les garnisons et occupa militairement une partie du khanat d'Érivan.

L'empereur avait fait partir immédiatement l'aide de camp général prince Menchikoff, avec une suite nombreuse, lequel était muni de pleins pouvoirs pour terminer provisoirement l'affaire de la délimitation des frontières. Menchikoff devait s'aboucher, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, avec le schah de Perse, et ses instructions l'autorisaient à faire, dans l'intérêt de la paix, tous les sacrifices qui ne seraient pas contraires à la dignité de la Russie. Il avait surtout mission de gagner du temps, dans le cas où il jugerait la guerre imminente, car le général Yermoloff ne voulait prendre l'offensive, qu'après avoir reçu des renforts considérables.

Le prince Menchikoff fut accueilli avec beaucoup d'é-

gards, à Tauris, par le prince Abbas-Mirza, qui était venu à sa rencontre; mais quand il manifesta l'intention de se rendre auprès du schah de Perse, au camp de Sultaniéh, il ne trouva plus que mauvais vouloir, de la part d'Abbas-Mirza et de ses officiers; il n'en persista pas moins à se mettre en route, et il n'atteignit pas le but de son voyage, sans avoir couru des dangers.

En arrivant à Sultaniéh, où se trouvait réunie une armée de quarante mille hommes, il comprit que la guerre était résolue. Aussitôt sa tente fut entourée de gardes, et on osa lui interdire toute communication au dehors. Il parvint cependant à savoir ce qui se passait : la rupture de la paix avait été décidée, malgré le schah de Perse, par son premier ministre, Alaïar-Khan, et par le prince Abbas-Mirza; les mollahs avaient fait un appel au peuple, pour la délivrance des provinces musulmanes opprimées par les Russes, et la guerre de religion était prêchée dans toute la Perse.

Le prince Menchikoff obtint toutefois une audience de Feth-Ali (17 juillet); mais cette audience sembla n'avoir pour objet que d'effacer le souvenir de celle que le général Yermoloff avait obtenue en 1817, sans vouloir se soumettre à aucune des exigences du cérémonial persan; non-seulement Menchikoff se vit obligé de les subir toutes, mais encore il n'eut pas l'honneur de remettre en mains propres au schah de Perse la lettre de l'empereur Nicolas ; cette lettre dut être déposée sur un coussin. C'était là un manque de convenance, auquel il fut sur le point de répondre par une retraite immédiate; il crut devoir demander de nouvelles instructions à son gouvernement, et, en attendant, il eut deux ou trois conférences avec les ministres de Perse, au sujet de la délimitation des frontières; mais, comme il le disait dans ses dépêches, qui furent

toutes interceptées, il avait peu d'espoir de traîner en longueur la négociation, et il prévoyait que, d'un jour à l'autre, le cabinet persan saisirait le premier prétexte de la rompre avec éclat.

L'empereur avait donc lieu de se préoccuper de l'absence des courriers de son ambassadeur; ceux qu'il recevait du prince Yermoloff ne lui laissaient pas de doutes sur les périls de la situation : il l'avait si bien jugée, qu'il envoyait à l'armée de Géorgie un secours de trente mille hommes, qui devaient être bientôt suivis de nouveaux renforts tirés de l'armée du Midi.

Nicolas avait pourtant quitté Saint-Pétersbourg, avant de savoir si la guerre était déclarée, et il espérait encore que cette fâcheuse nouvelle n'arriverait en Russie qu'après son couronnement. Il voyageait avec l'impératrice, dont la santé, naturellement frêle, avait éprouvé une atteinte sensible depuis les émotions de la journée du 26 décembre. Ce fut pour lui épargner de la fatigue, qu'il prolongea la durée de ce voyage, en s'arrêtant plusieurs fois pendant la route et en ordonnant lui-même aux postillons de ralentir la vitesse de leurs chevaux.

Sur tout le parcours des cent trente-cinq lieues qui séparent Saint-Pétersbourg de Moscou, les populations venaient saluer de leurs hourras joyeux le passage de Leurs Majestés Impériales.

Le grand-duc héritier et les grandes-duchesses Marie et Olga devancèrent de vingt-quatre heures l'arrivée de leurs augustes parents; l'impératrice-mère était allée au-devant d'eux, à quelques verstes hors de Moscou; elle les conduisit au palais Petrowsky, aux portes duquel les attendait une foule immense, impatiente de les voir et de leur faire fête.

Deux jours après, le 1er août, l'empereur et l'impératrice arrivèrent aussi, accompagnés du prince Charles de Prusse, à ce même palais, qu'ils devaient habiter jusqu'à leur entrée solennelle dans la capitale.

Le jour de cette entrée n'était pas encore fixé, mais les gigantesques préparatifs qu'on avait déjà faits, sur tout le trajet que devait parcourir le cortége impérial, annonçaient que ce jour-là serait prochain. Une multitude d'ouvriers, que la perspective d'abondants salaires avait attirés des gouvernements voisins, travaillaient à construire, de tous côtés, des arcs de triomphe, des estrades, des gradins et des échafaudages.

La population ordinaire de la ville, qui se composait d'environ trois cent cinquante mille âmes à cette époque, était plus que doublée, et chaque jour amenait, de tous les points de la Russie, une interminable procession d'équipages, de chevaux, de charrois et de domestiques. On eût dit que la vie sociale de tout l'empire s'était concentrée dans cette grande cité, dont les habitants avaient disparu, en quelque sorte, au milieu de l'invasion de leurs hôtes.

Pour se faire une idée de l'affluence de riches voyageurs qui se rendaient à Moscou, il suffit de citer ce fait curieux, savoir, que, sur la seule route de Saint-Pétersbourg, à chaque station de poste, le nombre des chevaux d'yemstchiks avait été porté de cinq cents à huit et neuf cents, et que le passage des membres du corps diplomatique avait employé trois cent sept de ces chevaux; d'où il résulte que les paysans qui fournirent le service de la poste gagnèrent plus en un mois que dans le cours de deux années.

Quant aux apprêts du couronnement, pour lequel une somme de plusieurs millions de roubles avait été assignée provisoirement sur le Trésor, ils n'étaient pas encore

terminés, quoiqu'on y travaillât nuit et jour depuis plusieurs mois. Les frais que devait entraîner la pompe extraordinaire de cette cérémonie s'élèveraient, disait-on, à vingt-cinq ou trente millions de francs.

La presse libérale, dans les pays étrangers, avait déjà critiqué avec amertume ce qu'elle nommait de folles prodigalités, sans avoir égard à l'état de prospérité des finances russes. Il est vrai que l'Angleterre sortait à peine d'une grande crise commerciale et financière, et que la plupart des États de l'Europe en avaient ressenti le contre-coup; le cours des effets publics ne s'était pas encore raffermi; mais, grâce à l'habile administration du ministre des finances, Cancrine, la Russie se trouvait dans une situation très favorable, surtout eu égard aux embarras financiers de tous les autres gouvernements de l'Europe.

Le budget de 1826 présentait une économie de soixante-huit millions de roubles sur le budget de l'année précédente, et cette importante économie avait pu être réalisée, sans nuire aux services de l'État, malgré la suppression ou la diminution de plusieurs impôts : « Le ministère des finances, disait Cancrine dans son Rapport sur les établissements de crédit de la Russie (25 juillet), continuera, de concert avec les autres administrations publiques, à se régler d'après ce système d'économie, tout en employant les mesures les plus efficaces pour encourager le commerce et l'industrie nationale. C'est le moyen le plus sûr d'amener les affaires publiques à une situation florissante. En effet, il n'est pas toujours possible de donner au dégrèvement des impôts toute l'extension désirable, l'honneur et l'intérêt de l'État devant passer avant tout. »

Il y avait eu pourtant une baisse générale sur le prix des denrées, et l'industrie agricole était en souffrance,

parce que les blés se vendaient mal ou ne se vendaient pas pour l'exportation. Cependant, le ministre des finances avait assuré à l'empereur, qui s'inquiétait de cet état de choses, que le crédit public s'affermirait, sans qu'il fallût recourir à l'augmentation des impôts ou à de nouveaux emprunts.

Toutes les pensées, tous les yeux étaient alors dirigés vers le couronnement, qui semblait encore ajourné. Les personnes de distinction qui devaient y assister, les ambassadeurs extraordinaires et les membres du corps diplomatique, les délégués des diverses nations qui composent l'empire russe, les maréchaux de la noblesse, les hauts fonctionnaires, les représentants de tous les corps de l'État, venaient d'arriver à Moscou.

Le bruit avait couru que la santé de l'impératrice semblait sérieusement atteinte. Cependant, l'entrée solennelle de Leurs Majestés Impériales eut lieu le 5 août.

Dès le point du jour, les rues désignées pour le passage du cortége impérial, à travers les quartiers les plus populeux de la cité, regorgeaient de peuple, que la curiosité avait attiré de toutes les villes et de tous les villages voisins à vingt lieues à la ronde. Les maisons, pavoisées de drapeaux et tendues d'étoffes de soie et de velours à franges d'or, ressemblaient à des tribunes monumentales, garnies de spectateurs jusqu'en haut des toits; de vastes échafaudages, ornés de tentures, s'élevaient en gradins que la foule avait déjà envahis. Les troupes, en grande tenue, formaient la haie, du Kremlin au palais Petrowsky.

A cinq heures de l'après-midi, toutes les cloches des quinze cents églises et couvents de Moscou s'ébranlèrent à la fois; une salve de soixante et onze coups de canon annonça que le cortége arrivait à la barrière de la ville.

L'empereur Nicolas, en grand uniforme de chef de son régiment de Préobragensky, était à cheval, ayant à sa droite le grand-duc Michel, et à sa gauche le prince de Prusse. L'impératrice Alexandra suivait, dans un carrosse d'apparat, où le grand-duc héritier se trouvait seul avec elle.

La beauté gracieuse et imposante de l'impératrice, la finesse de ses traits, l'élégance de sa taille, la grâce de son maintien, la beauté fière et majestueuse de l'empereur, l'énergique expression de son visage noble et régulier, sa haute stature, son air dominateur, tout, en lui et en elle, charmait, enthousiasmait, frappait d'admiration et de respect cette foule innombrable, qui se souvenait alors de la beauté d'Alexandre et d'Élisabeth. On admirait aussi l'angélique figure et la gracieuse physionomie du grand-duc héritier, qui portait déjà le costume militaire avec autant de fierté que d'élégance.

Partout, à leur passage, le peuple faisait éclater les transports de sa joie. Le cortége, qui se déployait sur une ligne immense, offrait aux regards la plus riche et la plus étonnante variété d'uniformes militaires, d'habits de cour et de costumes nationaux. Le défilé dura deux heures jusqu'à l'entrée de l'empereur au Kremlin.

Devant le parvis de la cathédrale de l'Assomption, l'archevêque Philarète et le clergé attendaient l'arrivée du monarque : dès que Nicolas eut mis pied à terre, et que l'impératrice fut descendue de voiture, l'archevêque leur présenta la croix, qu'ils baisèrent, avant d'entrer dans le temple et d'aller faire leur prière devant les saintes images du Christ et de Notre-Dame de Wladimir.

Des députations de la noblesse et de la bourgeoisie de Moscou furent admises, suivant l'antique usage, à offrir à

Leurs Majestés le pain et le sel sur de magnifiques plateaux en vermeil.

Cette splendide journée, prologue du couronnement, se termina par une illumination générale.

LXI

On avait remarqué que l'impératrice Alexandra paraissait faible et souffrante; on apprit avec tristesse, que son indisposition n'avait fait que s'accroître par suite de la fatigue qu'elle avait éprouvée le jour de l'entrée solennelle. On la vit bien encore se montrer quelquefois, aux côtés de l'empereur, en calèche découverte, mais elle dut renoncer à ces promenades, et elle n'eut pas même la force de visiter, avec l'impératrice-mère, les établissements de charité et d'éducation, où elle était attendue avec l'impatience la plus vive : car on savait qu'elle hériterait du patronage que l'impératrice Élisabeth avait exercé sur tous ces établissements. Elle n'assista pas davantage aux brillantes revues, qui se renouvelaient sans cesse dans la plaine de Khodyne.

On attribuait donc à son état de santé le retard du couronnement, qui était remis de semaine en semaine, quoique tout fût prêt enfin pour cette solennité.

D'après l'avis des médecins, la famille impériale quitta le Kremlin et alla établir sa résidence dans l'hôtel de la comtesse Orloff. Cette charmante maison de plaisance, bien que située dans la ville même, offrait tous les agréments de la campagne, à cause des vastes et délicieux jardins qui

l'environnaient. L'impératrice ressentit promptement l'influence salutaire du bon air et du repos; elle eut bientôt repris ses forces et sa santé.

Quant à l'empereur, la vie active, qu'il menait à Moscou et qui ne lui laissait pas une minute de loisir, ne lui causait aucune fatigue et convenait bien à sa nature énergique; il restait à cheval, quatre ou cinq heures de suite, presque tous les jours, pour diriger les manœuvres de la garde, auxquelles les ambassadeurs extraordinaires et le corps diplomatique ne manquaient pas d'assister; il se portait ensuite, toujours à cheval, sur différents points de la ville, où sa présence provoquait toujours le même enthousiasme : le soir, il travaillait avec ses ministres; ordinairement, il travaillait encore, seul, bien avant dans la nuit.

Par moments, un nuage de tristesse se répandait sur son front, et plus d'une fois on l'avait surpris, à l'écart, plongé dans une sombre rêverie; dès qu'il se trouvait en tête-à-tête avec le grand-duc Michel, leur entretien devenait intime et mystérieux. On ne pouvait douter que l'empereur ne fût troublé d'une secrète préoccupation.

On crut en connaître la cause, quand les dépêches du général Yermoloff, que le cabinet impérial s'empressa de porter à la connaissance du public, au lieu de les tenir cachées, annoncèrent que les hostilités, de la part de la Perse, avaient commencé et que l'on devait considérer la guerre comme déclarée.

Vainement, l'envoyé anglais, Willock, s'était-il efforcé d'empêcher une rupture entre la Perse et la Russie, en offrant la médiation de son gouvernement. Le prince Abbas-Mirza avait quitté la cour de son père, pour se mettre à la tête de l'armée persane et pour envahir le territoire russe. Le khan de Talychyne donna immédiatement le signal de la révolte,

en égorgeant la garnison russe d'Arkivan; les districts méridionaux de la Géorgie furent envahis par la population musulmane des frontières, et les cosaques, chassés des postes isolés qu'ils occupaient et qu'ils n'eussent pu défendre contre une attaque régulière, durent se replier successivement devant l'ennemi.

En même temps, le prince Menchikoff, qui se voyait prisonnier dans le camp de Sultaniéh, avait obtenu à grande peine la liberté de partir, mais, après avoir été en butte à des vexations de toute espèce, il s'était vu, à son arrivée à Érivan, enfermé et gardé à vue par ordre du sardar, qui le menaçait des plus odieux traitements : les personnes de la légation avaient été éloignées de lui, ses courriers arrêtés, ses papiers enlevés; et de sinistres rumeurs faisaient craindre qu'il n'eût été assassiné par ses gardiens qui en voulaient surtout à ses bagages.

Le général Yermoloff réunissait à la hâte tout ce qu'il avait de troupes disponibles pour faire face au soulèvement des Abases, des Mingréliens et des tribus demi-sauvages de l'Iméréthie; mais il n'avait pas d'armée organisée à opposer à celle du schah de Perse, commandée par le prince Abbas-Mirza.

L'empereur, en donnant l'ordre de repousser la force par la force et de ne pas avoir de ménagement pour les bandes fanatiques qui avaient violé la frontière russe, fit demander des explications catégoriques au cabinet de Teheran et ne lui accorda qu'un délai de cinq jours pour faire amende honorable. On hésitait encore à croire que la cour de Perse eût commis de pareils attentats contre le droit des gens et la foi des traités. Ces fâcheuses nouvelles n'en avaient pas moins produit autant d'indignation que d'inquiétude parmi toutes les classes de la société russe.

Elles étaient déjà connues de tout le monde, lorsque l'empereur passa en revue la cavalerie et l'artillerie du corps de la garde : il fut accueilli avec plus d'enthousiasme que jamais, car l'espérance d'une guerre contre les Persans flattait le patriotisme du soldat.

Les yeux de Nicolas se rencontrèrent tout à coup avec ceux du général Paskewitch, qu'il avait nommé à dessein membre auxiliaire de la Haute Cour de justice, et qu'il se repentait de n'avoir pas encore récompensé de la loyauté et du dévouement, avec lesquels ce brave général avait rempli son mandat dans le procès des accusés du 26 décembre. Il se souvint qu'à cet endroit même, peu d'années auparavant, le général, qui était alors son supérieur sous le rapport de la hiérarchie militaire, avait osé, dans une revue, lui adresser des paroles sévères et presque dures, en face de tout un régiment.

L'empereur, prenant un air froid et solennel, poussa son cheval vers Paskewitch, qui ne put se défendre d'une émotion que trahissait sa pâleur.

— Te rappelles-tu, lui dit le tzar, comment tu m'as traité ici même, il y a quatre ans? Maintenant le vent a tourné et je suis devenu ton chef. Prends garde que je ne te rende la pareille!

Paskewitch s'attendait à une éclatante disgrâce, quoique, dans la circonstance que lui rappelait l'empereur, il n'eût fait que son devoir, mais avec trop de rudesse et de grossièreté. On ne parlait de rien moins que de son envoi en Sibérie; mais l'empereur n'avait pas de rancune contre un des meilleurs généraux de son armée : le lendemain, il le nommait général en chef et l'envoyait prendre un commandement dans l'armée de Géorgie.

Ce n'était pas l'audacieuse provocation de la Perse, que

l'empereur avait le plus à cœur, en ce moment : il n'avait point à redouter les suites d'une guerre qui ne pouvait qu'être favorable à ses armes et à la politique, car la Perse, comme l'avaient prouvé toutes les guerres qu'elle avait soutenues depuis un siècle, était absolument incapable de lutter avec la Russie, et quoique son injuste agression eût été sans doute encouragée par la Porte Ottomane, elle se voyait déjà abandonnée par son alliée, qui ne pouvait plus même se soustraire à l'humiliation de signer le traité d'Ackerman. L'empereur alors n'avait pas d'autre souci que l'absence de son frère Constantin.

On l'avait entendu dire avec amertume à l'impératrice :

— Conçoit-on que Michel puisse s'abuser encore sur les intentions du césarévitch? Qu'ai-je donc fait à Constantin, pour qu'il me garde ainsi rancune!

Le couronnement, après des remises plus ou moins motivées, avait enfin été fixé au dimanche 3 septembre.

Le 26 août, à onze heures du matin, l'empereur était dans sa chambre; un aide de camp accourt tout essouflé, en s'écriant : *le grand-duc!* Nicolas, ne pensant qu'au grand-duc Michel, fait prier son frère d'attendre un instant et se hâte d'achever sa toilette. Mais l'aide de camp hésite à obéir, et ajoute avec émotion : *le césarévitch.* A ce nom, l'empereur jette un cri de joie et s'élance à la rencontre de son frère aîné, qui n'osait entrer, avant d'y être invité.

Constantin saisit la main de Nicolas et la baise en s'inclinant profondément, mais l'empereur l'embrasse avec transport, et lui prodigue, en versant des larmes de joie, les plus sincères témoignages de tendresse, de reconnaissance et de respect.

— Sire, lui dit le césarévitch, que Votre Majesté me pardonne d'avoir tant tardé!

— Qu'importe ! s'écrie l'empereur, puisque te voilà !

Cette journée se passa en famille, et les deux frères, qui avaient bien des confidences réciproques à se faire, ne sortirent pas de l'hôtel Orloff, où l'impératrice-mère, qui habitait l'hôtel Apraxine, avait été mandée par l'empereur.

— C'est bien, Constantin, dit-elle au césarévitch en l'embrassant : tu avais fait un sacrifice à ta patrie en renonçant à la couronne ; aujourd'hui, en venant assister au couronnement de ton frère, tu fais un sacrifice à ta famille. Ta sœur, la grande-duchesse Marie, avait bien raison de dire que tu es un honnête homme.

La nouvelle de l'arrivée du césarévitch n'avait pas transpiré hors de l'hôtel Orloff.

Le lendemain, fête de l'Assomption, la famille impériale devait venir au Kremlin, pour assister à la messe dans la cathédrale de l'Assomption, où s'achevaient les apprêts du sacre. Dès le point du jour, le peuple encombrait les abords du Kremlin, et les troupes étaient rangées sur la grande place, où la parade allait se faire sous les yeux de l'empereur.

Tout à coup Nicolas sort du palais, ayant à sa droite le grand-duc Constantin et à sa gauche le grand-duc Michel. Les trois frères, le visage rayonnant, marchaient en se tenant par la main.

Une exaltation frénétique s'empare de la foule ; les chapeaux et les bonnets volent en l'air ; les applaudissements éclatent de toutes parts ; les noms de l'empereur et de Constantin se mêlent dans une acclamation prolongée.

Nicolas a fait un signe, a donné un ordre, et les troupes répètent : *Hourra Constantin !*

L'expression vive et franche de la joie de l'empereur

contraste avec l'air inquiet et embarrassé du césarévitch, qui s'étonne de cet enthousiasme populaire à son égard et qui se demande tout bas si ce n'est pas un piége qu'on lui a tendu pour le forcer à reprendre la couronne; il fronce ses longs sourcils blancs, et ses petits yeux bleus, vifs et perçants, s'animent d'une expression presque sauvage de défiance et de colère. Il s'écrie alors d'une voix tonnante : *Vive l'empereur Nicolas!* Ce cri est répété par tous les spectateurs de cette scène émouvante, et l'empereur ne ramène le silence, qu'en élevant la voix pour prendre le commandement des troupes.

Pendant plusieurs jours, ces transports de joie et d'enthousiasme se renouvelèrent, toutes les fois que le césarévitch paraissait en public : la foule se précipitait, en criant *hourra*, sur son passage; elle s'entassait autour de sa voiture, à ce point qu'il fallait mettre les chevaux au pas pour n'écraser personne; quand il était à cheval, il avait bien de la peine à fendre cette masse de peuple qui l'acclamait, en lui baisant les pieds; les mères élevaient dans leurs bras leurs enfants, en leur montrant le prince, dont la vue devait être pour eux une bénédiction. « C'est le frère aîné de l'empereur, se disait-on l'un à l'autre. C'est lui qui aurait dû succéder à feu l'empereur Alexandre; mais, n'ayant pas d'enfant, il a transmis tous ses droits à son frère cadet, dont le fils est né dans notre bonne ville de Moscou. Il n'a pas voulu être empereur, pour obéir à la sainte volonté de notre maître défunt, qui avait désigné comme son successeur le grand-duc Nicolas, aujourd'hui régnant. Le césarévitch refusait de venir à Saint-Pétersbourg, parce qu'il craignait qu'on ne l'obligeât, malgré lui, à monter sur le trône. Il n'est pas encore rassuré à ce sujet, et s'il a tardé à se rendre ici, c'est qu'il avait peur de se voir couronné à la place de

son frère. Aussi, ne sera-t-il tranquille, qu'après le couronnement de l'empereur. »

Constantin, qui, pendant son court séjour à Moscou, ne quitta pas une seule fois l'uniforme polonais, semblait vouloir rappeler par là qu'il n'était plus que le lieutenant du tzar dans une province de l'empire; mais, en même temps, comme il l'avait promis à la princesse de Lowicz en partant, il affectait de montrer à tous, qu'il s'était, en quelque sorte, naturalisé Polonais et qu'il se trouvait lié désormais, par des liens indissolubles, aux destinées de la Pologne.

L'empereur lui-même avait si bien compris les sentiments et les intentions du césarévitch, qu'il lui manifesta le désir de faire pour la Pologne tout ce qui pourrait servir à la grandeur, à la prospérité et au bonheur de ce royaume, que leur frère Alexandre Ier avait pris sous sa protection spéciale.

— La Pologne, lui dit-il, est irrévocablement unie à l'empire russe, mais elle aura toujours son gouvernement à part, ses lois, ses finances, son armée, sa nationalité même et, autant que possible, son souverain à elle, puisque c'est toi qui me représentes à Varsovie.

Le césarévitch parut aux côtés de l'empereur, dans plusieurs revues où sa présence excita les mêmes transports, la même curiosité, le même enthousiasme. Les soldats surtout reconnaissaient chez Constantin le plus strict, le plus minutieux observateur de la théorie, de la tenue et de la discipline militaires; ils ne lui savaient pas mauvais gré de son excessive sévérité dans les choses du service, parce qu'elle n'épargnait pas plus leurs chefs qu'eux-mêmes. Ils ne se lassaient donc pas de crier *hourra*, en son honneur.

Constantin ne manqua pas d'assister aux grandes manœuvres, qui remplirent les journées du 29 et du 30 août et qui

furent exécutées par toutes les troupes de la garde. L'aide de camp général baron Rosen était censé commander l'armée ennemie; le lieutenant-général prince Schakhowskoï avait le commandement de l'armée qui défendait Moscou. L'empereur et le césarévitch, accompagnés d'un nombreux état-major, suivirent à cheval tous les mouvements de l'attaque et de la défense, et applaudirent plus d'une fois aux belles opérations stratégiques, qui devaient amener la retraite des assiégeants.

L'impératrice Alexandra s'était trouvée assez bien rétablie pour aller en calèche, sur le champ des manœuvres, et pour être témoin de ce brillant simulacre de la guerre.

Le jour suivant, la famille impériale revint habiter le Kremlin.

Dans la matinée, une cavalcade de maîtres des cérémonies, en grand costume, avait parcouru la ville, au son des trompettes et des timbales, précédée de deux hérauts d'armes portant des armures d'acier poli, et escortée d'un escadron de la garde à cheval avec des drapeaux. Le cortége s'arrêtait dans les carrefours et sur les places publiques, pour y lire à haute voix une proclamation, dont les exemplaires imprimés étaient ensuite jetés à la foule :

« Notre très auguste, très haut et très puissant seigneur l'empereur Nicolas Ier, étant monté sur le trône de ses pères, à l'exemple des monarques ses glorieux prédécesseurs, a daigné ordonner que le couronnement de Sa Majesté Impériale, de même que son sacre, ait lieu, avec l'aide du Tout-Puissant, le 22 du mois d'août (3 septembre, nouv. st.), associant à cet acte auguste son épouse bien-aimée l'impératrice Alexandra. Cet événement solennel est annoncé, par la présente publication, à tous les fidèles sujets de Sa Majesté, afin que, en cet heureux jour, redoublant

de ferveur dans leurs prières au Roi des rois, ils le conjurent de répandre les grâces attachées à sa bénédiction toute-puissante, sur le règne de Sa Majesté, et lui demandent de maintenir, pendant sa durée, la tranquillité et la paix, à la gloire de son saint nom et pour la prospérité inébranlable de l'empire. »

La veille du 3 septembre, jour fixé pour le couronnement, il y eut, le soir, dans toutes les églises de Moscou, un service préparatoire, à l'occasion de la cérémonie du lendemain; la famille impériale assista aussi à ce service, derrière la grille d'or, dans la vieille église du Sauveur, au centre du palais des tzars, et le peuple, agenouillé, tête nue, aux abords de cette église où sa vue ne pouvait pénétrer, s'associait par la pensée aux prières de son souverain, en s'inclinant sans cesse jusqu'à terre et en multipliant ses signes de croix.

LXII

Le 3 septembre, la plus splendide journée favorisa les fêtes du couronnement et du sacre.

Dès sept heures du matin, les immenses gradins, qui avaient été construits dans l'intérieur du Kremlin et qui remplissaient tout l'espace qu'on avait pu réserver sur le passage du cortége impérial, furent envahis par cinq ou six mille spectateurs, munis de billets, qui n'avaient pas suffi à l'empressement des personnes curieuses d'assister à cette grande solennité nationale. Il y eut, en outre, un millier de privilégiés, qui obtinrent à grand'peine la permission d'avoir des places gardées dans la cathédrale de l'Assomption, où devait se faire le couronnement, et dans les autres églises qui recevraient ensuite le cortége du sacre.

Tous les assistants étaient en costume de gala, la plupart des femmes en toilette de bal; beaucoup d'entre elles avaient pris, à cette occasion, l'ancien costume russe; les hommes portaient généralement des habits de cour ou des uniformes. Rien ne peut donner une idée de l'éclat éblouissant que présentaient, aux rayons du soleil, ces amphithéâtres, tendus de drap écarlate à crépines d'or et sur-

chargés d'une foule compacte, étincelante de bijoux et de pierreries, et toute bigarrée d'étoffes d'or et d'argent.

Des troupes de toutes armes avaient été désignées pour faire la haie et occuper tous les postes. On avait, quoique le Kremlin ne fût déjà pas trop vaste pour contenir tous les invités, donné accès à deux ou trois mille individus, qui s'étaient glissés tant bien que mal derrière la double haie formée par les troupes, et qui avaient l'honneur de représenter le peuple. Au reste, la population entière de Moscou et des environs s'agglomérait autour du Kremlin, et, sans rien voir du spectacle magnifique que lui cachaient les murailles de l'enceinte crénelée, elle y prenait part cependant, en mêlant ses prières, ses cris et ses applaudissements, aux sons des cloches et au fracas du canon.

Un premier cortége se mit en marche, à dix heures du matin, descendant le Perron Rouge et se dirigeant vers la cathédrale de l'Assomption : c'était le cortége de l'impératrice-mère, qui, la couronne sur la tête et revêtue de la pourpre impériale, marchait seule sous un dais en drap d'or et d'argent; la grande-duchesse Hélène suivait, dans toute la splendeur de sa beauté, que rehaussait à peine la richesse de sa parure, chargée de perles et de diamants. Après elle, le prince Charles de Prusse conduisait par la main le grand-duc héritier; puis, la famille de Wurtemberg précédait le prince de Hesse-Hombourg, ambassadeur extraordinaire d'Autriche.

L'impératrice-mère vint occuper le trône préparé pour elle sur la grande estrade où étaient élevés ceux de l'empereur et de l'impératrice; la grande-duchesse se plaça près d'elle, et leur suite au bas de l'estrade.

Une demi-heure plus tard, un second cortége sortit du palais et se rendit processionnellement à la cathédrale par

le même chemin, que marquait un tapis de drap pourpre depuis le Perron Rouge jusqu'à la cathédrale. Ce second cortége, précédé des hérauts d'armes armés de toutes pièces, était suivi des insignes de l'autorité des tzars : les couronnes, le sceptre, le globe, l'étendard de Russie, le manteau impérial, et les autres ornements destinés à l'impératrice. Le clergé les reçut solennellement à la porte de l'église, les encensa, les bénit et les accompagna jusqu'à la table, couverte de drap d'or, où ils furent déposés par les grands personnages qui les portaient sur des coussins de brocart.

A onze heures, une salve de cent et un coups de canon et la sonnerie de toutes les cloches du Kremlin et de la ville annoncèrent que le cortége de l'empereur commençait à défiler, en sortant du palais, pour se rendre à la cathédrale, où étaient réunis, dès longtemps, le corps diplomatique et les invités de haute distinction. Ce cortége, qui avait en tête un détachement des chevaliers-gardes, le corps des pages de la Chambre et deux maîtres des cérémonies, se composait des anciens du corps des marchands des chefs-lieux de gouvernement, des magistrats de l'hôtel de ville et de la bourgeoisie de Moscou, des fonctionnaires de toutes les administrations publiques de la ville, de l'Université, de la députation des Cosaques du Don, conduite par l'hetman, des maréchaux de la noblesse de toutes les provinces, des membres du Sénat, de ceux du Conseil de l'Empire, et des deux grands maîtres des cérémonies, le prince Grégoire Gagarine et le comte de Worontzoff-Daschkoff.

Le prince Youssoupoff, maréchal suprême des cérémonies du couronnement, précédait immédiatement l'empereur, devant lequel ses aides de camp généraux et ses aides de camp formaient escorte.

Nicolas, en uniforme de général, s'avançait, tête nue,

entre ses deux frères Constantin et Michel : l'attitude respectueuse des deux grands-ducs ne faisait que mieux ressortir son air de majesté et de grandeur. Derrière lui, le baron Diebitsch, chef de l'état-major général, le comte Zakrewsky, aide de camp général de service, et le colonel Orloff, commandant des cuirassiers de la garde, l'épée à la main.

L'impératrice Alexandra venait ensuite sous un dais d'or, porté par seize généraux-majors, et dont les cordons étaient tenus par seize lieutenants-généraux. Elle avait à ses côtés, comme assistants, le vieux général comte de Sacken, le prince Kotchoubeï et le ministre prince Pierre Wolkonsky.

L'impératrice, vêtue d'une robe de gaze d'argent, n'avait jamais été plus belle, car la joie et l'émotion ranimaient son teint et rayonnaient dans ses yeux : sa démarche, noble et majestueuse, ne faisait que mieux ressortir les grâces élégantes de sa personne. Elle était suivie de ses dames et de ses demoiselles d'honneur, des grands dignitaires de la cour, et des chambellans.

Un détachement des chevaliers-gardes précédait la dernière partie du cortége, comprenant le corps de la haute noblesse russe, représentée par un membre de chaque famille, le corps des principaux manufacturiers et fabricants et le corps des marchands de la première guilde de Moscou, tous en costume national de cérémonie, allant trois par trois, et ayant à leur tête le plus considérable d'entre eux. Un détachement de chevaliers-gardes fermait la marche.

Un petit nombre seulement des personnes qui formaient cet immense cortége pouvait trouver place dans la cathédrale; le reste ne faisait que la traverser, et sortait par

une autre porte, pour se tenir prêt à se remettre en rang, au moment où le cortége se reformerait après la cérémonie.

L'empereur, à son passage, fut salué par les acclamations qui s'élevaient de tous les points du Kremlin, et qui avaient d'éclatants échos par toute la ville : les cent mille voix de la foule couvraient le bruit des cloches et de l'artillerie. Les troupes, genou en terre, rendirent les honneurs militaires à Leurs Majestés.

Le clergé, revêtu des plus riches ornements, était venu recevoir l'empereur, à l'entrée de la cathédrale. Le vieux métropolitain de Novogorod, Séraphim, lui présenta le crucifix à baiser; le métropolitain de Kiew, Eugène, aspergea d'eau bénite le pavé du parvis, et le métropolitain de Moscou, Philarète, prononça, d'une voix ferme et sonore, cette courte allocution :

« Très pieux Empereur,

« Enfin, l'attente de la Russie est satisfaite : te voilà arrivé aux portes du sanctuaire, auquel, depuis des siècles, est confié le dépôt de la consécration héréditaire.

« Peut-être l'impatience d'un peuple fidèle et soumis oserait-elle te demander : « Pourquoi as-tu tant tardé ? » si nous ne savions que, de même que ta venue actuelle, si pleine de solennité, est pour nous une source de joie, de même aussi ç'a été un bienfait que le retard prolongé jusqu'à ce jour. Tu ne t'es point trop pressé de nous manifester ta gloire, parce que tu avais à cœur, avant tout, de pourvoir à notre sécurité. Maintenant tu t'avances, vers ces lieux, tzar d'un empire que tu ne possèdes pas seulement à titre d'héritage, mais qui est à toi, parce que tu l'as sauvé.

« Ces paroles rappelleraient-elles, à ton esprit, des sou-

venirs douloureux? Non; qu'il n'en soit pas ainsi. Si la mansuétude de David n'a pu le préserver des Joab et des Simhi, faut-il s'étonner qu'il s'en soit trouvé aussi pour Alexandre le Béni? Cette mauvaise engeance affligea le règne de David, mais il fut donné à son successeur d'en purger la terre d'Israël. Quoi donc! le rôle de Salomon ne serait-il pas réservé aussi au successeur d'Alexandre? Les difficultés qui l'assaillirent au début n'eurent d'autre effet, que de faire connaître au peuple quel bienfait Dieu lui avait ménagé en Salomon.

« Que rien ne trouble donc ta sainte joie et la nôtre!

« Entre, seigneur, empereur, toi que Dieu a élu, et à qui il a destiné cet héritage! En te parant des symboles de la majesté, revêts-toi des caractères de la véritable grandeur, et que l'onction sainte vienne y imprimer le cachet de la consécration tant intérieure que visible, de cette consécration qui est durable et éternelle! »

La cathédrale de l'Assomption, construite au quinzième siècle par l'architecte Fioraventi, n'était que bien faiblement éclairée par la lumière tamisée et incertaine qui descend des coupoles et des étroites croisées. Mais, dans cette espèce de demi-jour vaporeux, l'or, l'argent et les pierreries jetaient d'innombrables reflets et donnaient à tous les objets un éclat extraordinaire.

Une large estrade, exhaussée de douze marches, couverte en velours écarlate et entourée d'une balustrade dorée, occupait le centre de l'église, sous un dais colossal de velours cramoisi, surmonté de panaches blancs et portant à l'intérieur les armes de l'empire, accompagnées des armes de Kiew, de Wladimir, de Kasan, d'Astrakhan, de Sibérie et de Tauride. Le trône où l'empereur devait s'asseoir était ce célèbre trône de diamants, que les Arméniens

d'Ispahan avaient offert en don au tzar Alexis Mikhaïlovitch ; le trône de l'impératrice, placé à la droite de l'empereur, n'était pas moins précieux : façonné en or massif, incrusté de quinze cents rubis et de huit mille perles et turquoises, il avait servi au premier des Romanoff, Michel Féodorovitch. Quant au trône où l'impératrice-mère avait pris place, c'était celui que Schah-Abbas avait donné, en 1605, au tzar Boris Godounoff. Le pavement de l'église, les marches de l'autel et les bas-côtés du sanctuaire disparaissaient sous un tapis de drap rouge ; les tribunes construites le long des murs s'élevaient jusqu'à la voûte, et enveloppaient, de leurs tentures en velours cramoisi, les parois de l'édifice, couvertes de peintures à fresque sur fond d'or.

L'empereur et l'impératrice, introduits dans l'église pendant qu'on chantait le psaume : *Clementiam et justitiam cantabo tibi*, s'avancèrent vers le sanctuaire, s'y inclinèrent trois fois, baisèrent les saintes images et allèrent prendre place sur leurs trônes : le maréchal suprême du couronnement, les maréchaux de la cour et les hérauts d'armes s'étaient rangés sur les marches de la plate-forme, au bas de laquelle les métropolitains, les évêques, les archimandrites et le clergé officiant formaient une double ligne, jusqu'aux portes saintes. Les assistants de Leurs Majestés se tenaient debout à côté d'elles ; à droite et à gauche, les officiers des chevaliers-gardes, l'épée nue à la main ; en arrière, les généraux et les grands personnages qui avaient un rôle à remplir dans les cérémonies du sacre.

Le chant du psaume terminé, le métropolitain Séraphim, au milieu d'un profond silence, se dirigea lentement vers les marches du trône, et saluant l'empereur, il lui dit : « Très pieux et grand seigneur, notre empereur et auto-

crate de toutes les Russies! Puisque, selon la volonté de Dieu, par les effets du Saint-Esprit et en vertu de votre commandement, doit s'accomplir maintenant, dans ce temple de la première capitale, le couronnement de Votre Majesté impériale et son onction avec l'huile sainte, plaît-il à Votre Majesté de faire profession, en présence de ses fidèles sujets, de la foi catholique orthodoxe, qui est sa croyance, conformément à l'usage des anciens monarques chrétiens et de vos prédécesseurs glorifiés par Dieu? »

Le métropolitain présenta ensuite le Symbole des apôtres au tzar, qui le lut à haute voix. Puis, le vénérable prélat donna la bénédiction.

Après plusieurs chants et litanies, l'empereur se leva, en ordonnant que les ornements impériaux lui fussent apportés. Le métropolitain Séraphim, aidé du métropolitain de Kiew et du métropolitain de Moscou, déploya le manteau de pourpre et l'offrit à l'empereur, qui s'en revêtit lui-même avec l'aide de ses assistants. Le monarque resta debout et s'inclina devant le pontife. Celui-ci lui toucha la tête, en prononçant des prières, auxquelles le clergé répondait.

Par l'ordre de l'empereur, le prince Lapoukhine alla chercher la couronne et la remit au métropolitain Séraphim, qui présenta au tzar le coussin sur lequel elle était posée. L'empereur la prit et la plaça lui-même sur sa tête. Le métropolitain lui adressa ces paroles du rituel grec : « Très pieux, très puissant, grand empereur de toutes les Russies! cet ornement visible et matériel, qui pare ton chef, est l'image de l'acte mystérieux, par lequel Jésus-Christ, le Roi de la gloire, te couronne en ce moment, toi le chef du peuple russe, au moyen de sa bénédiction sainte, te confirmant dans ton autorité absolue et suprême sur tes sujets. »

Le métropolitain reçut ensuite, des mains du comte de

Golowkine et du prince Labanoff-Rostowsky, le sceptre et le globe, qu'il présenta simultanément à l'empereur, en récitant les prières d'usage; puis, il lui dit : « O Toi, couronné de Dieu, Toi qu'il a favorisé de ses dons et paré de ses grâces, très puissant et grand seigneur, empereur de toutes les Russies, reçois le sceptre et le globe : ce sont les signes du pouvoir suprême que le Très-Haut t'a donné sur tes peuples, pour les gouverner et pour leur procurer tout le bonheur qu'ils désirent. »

L'empereur s'assit sur son trône, le sceptre dans la main droite, le globe dans la main gauche; un instant après, les ayant déposés sur les coussins qu'on lui présentait, il fit signe à l'impératrice de venir à lui. Alexandra Féodorovna descendit de son trône et vint s'agenouiller devant l'empereur, qui ôta sa couronne pour la poser sur la tête de son auguste épouse. Ensuite, ayant replacé cette couronne sur son propre front, il en prit une autre plus petite en diamants, qu'il mit sur la tête de l'impératrice, et les dames d'honneur s'approchèrent d'elle pour fixer cette couronne sur sa coiffure et pour attacher sur sa poitrine le collier de Saint-André et sur ses épaules le manteau impérial. L'impératrice, ainsi parée, alla se rasseoir, et l'empereur reprit dans ses mains le globe et le sceptre, pendant que le protodiacre proclamait à voix haute tous les titres honorifiques du tzar couronné; après quoi, ce prélat entonna le *Domine salvum*, que les chantres répétèrent trois fois.

Le couronnement était terminé. Aussitôt le bourdon de la tour d'Ivan-Veliki fut mis en branle et donna le signal à toutes les cloches de la ville qui carillonnèrent à la fois. Une salve de cent et un coups de canon, tirés sur la place du Marché-Rouge, et les hourras du peuple, s'élevant de toutes parts, se mêlaient à cette éclatante sonnerie. On eût dit,

selon la belle expression d'une relation officielle, on eût dit la grande voix de la nation élevant au loin vers le ciel un concert de vœux et d'hommages.

Pendant le ***Domine salvum***, les membres de la famille impériale avaient quitté leurs places pour aller féliciter l'empereur.

L'impératrice-mère s'avança la première, mais l'empereur, la prévenant, courut à elle et voulut lui baiser respectueusement la main. L'impératrice Marie se jeta dans ses bras et y resta quelques instants anéantie, inondée de larmes : elle pensait sans doute à son fils aîné, qu'elle avait vu couronner aussi et que la mort lui avait enlevé. L'empereur, en répondant à ses embrassements, comprit et partagea son émotion qui gagna toute l'assemblée.

A peine l'impératrice-mère se fut-elle arrachée des bras de son fils, le grand-duc Constantin vint à son tour fléchir le genou devant l'empereur : Nicolas, avec un élan spontané, le releva, le serra contre sa poitrine et l'embrassa tendrement à plusieurs reprises, les yeux remplis de larmes.

Un murmure d'admiration circula dans l'église, lorsqu'on vit l'impératrice-mère, pâle, mais rayonnante de joie, revenant sur ses pas, pour bénir ses deux fils qui se tenaient embrassés. Ce fut la scène la plus saisissante de ce drame solennel.

Le grand-duc Michel, la grande-duchesse Hélène, le grand-duc héritier, les princes étrangers viennent ensuite successivement offrir leurs félicitations à l'empereur, et tous les assistants s'associent aux hommages que sa famille lui adresse, en le saluant trois fois avec un profond respect.

Le bruit des cloches et de l'artillerie a cessé; l'empereur se lève de son trône, dépose le globe et le sceptre entre les mains des dignitaires qui les avaient apportés et

s'agenouille. Le silence et l'attention redoublent. Il lit à demi-voix cette prière, que le métropolitain Séraphim lui présente écrite en lettres d'or sur vélin pourpre :

« Dieu tout-puissant, par qui règnent les rois, dont la « parole forma tout ce qui est, dont la sagesse instruit « l'homme, et qui gouvernes le monde en toute justice et « en toute vérité, tu as daigné me choisir et me donner « pour monarque et pour juge au glorieux empire de Rus- « sie; je reconnais tes décrets adorables à mon égard, et « je te rends grâce en me prosternant devant ta majesté « sainte. Accorde-moi, Seigneur, la force et les moyens de « remplir la tâche que tu m'as imposée; daigne me sou- « tenir et m'éclairer sur les devoirs de ma haute mission. « Que la sagesse qui émane de ton trône préside à mes « conseils; envoie-moi tes saints, du haut des cieux, pour « que j'apprenne ce qui peut être agréable à tes yeux et « juste d'après tes commandements. Que mon cœur soit « en ta main; qu'il ne cesse de m'inspirer, pour ta plus « grande gloire, tout ce qui sera utile à ceux dont tu m'as « confié le bonheur. Puissé-je être en état de te répondre « sans crainte, au jour de ton jugement redoutable, par « les mérites et la grâce de Jésus-Christ, ton Fils unique. « Que ton nom soit glorifié à jamais avec le sien, et avec « celui de ton Esprit saint et vivifiant. *Amen.* »

Le métropolitain de Novogorod se met à genoux, pour dire une prière, au nom du peuple russe, et toute l'assistance s'agenouille et prie. Après un discours relatif à la circonstance, prononcé par le métropolitain, les chantres entonnent le *Te Deum* au son des cloches. On va commencer la célébration de la sainte liturgie.

L'empereur ôte sa couronne, pour ne la remettre qu'à la fin de la messe. L'évangile lu, on présente le saint livre à

l'empereur et à l'impératrice, qui le baisent. Avant le canon de la messe, le vice-gouverneur de Moscou, assisté de deux fonctionnaires, étend, pour le passage de Leurs Majestés, depuis le trône jusqu'à l'autel, un tapis de velours cramoisi, qu'il recouvre d'un second tapis en brocart d'or. Les métropolitains, les archevêques et le clergé se retirent dans le sanctuaire pour communier, pendant qu'on chante le canon de la messe.

Tout à coup les portes saintes se rouvrent, et deux évêques, suivis de protodiacres, viennent annoncer à l'empereur que le moment du sacre est arrivé.

L'empereur et l'impératrice descendent de leurs trônes et se dirigent vers le sanctuaire, précédés du maréchal suprême du couronnement, des maîtres des cérémonies, des maréchaux de la cour, des grands dignitaires portant les insignes impériaux, et des officiers des chevaliers-gardes, ayant toujours l'épée nue à la main. L'empereur s'avança jusqu'à l'entrée des lieux saints; l'impératrice s'arrêta un peu en arrière.

Le métropolitain de Novogorod, tenant le vase qui contenait le saint chrême, y trempe un rameau d'or, avec lequel il touche le front, les paupières, les narines, les lèvres, les oreilles, la poitrine du tzar, ainsi que la paume et la partie supérieure de ses mains, en répétant à chaque onction : « Ceci est l'empreinte du Saint-Esprit. » Le métropolitain de Kiew s'approche ensuite, pour essuyer les traces de l'huile sainte.

Les cloches s'ébranlent de nouveau et une nouvelle salve de cent et un coups de canon annonce au peuple que l'empereur est sacré.

En même temps, l'impératrice, qui s'est approchée des portes saintes, reçoit à son tour l'onction du saint chrême.

Alors l'empereur, que le pontife conduit par la main, pénètre dans le sanctuaire et va s'agenouiller, sur un tapis d'or, devant la sainte table où il communie sous les deux espèces; un archevêque lui présente le pain et le vin; un autre, l'eau et le linge pour les ablutions. Le monarque retourne ensuite à son trône, avec la même pompe, pendant que l'impératrice, arrêtée sur le seuil du sanctuaire, reçoit à son tour la communion, suivant le rite usuel.

L'empereur a replacé la couronne sur sa tête et repris en main le globe et le sceptre; la messe s'achève et le métropolitain donne la bénédiction à l'assistance avec la croix qu'il fait baiser à Leurs Majestés :

« Puisses-tu, Seigneur, s'écrie-t-il d'un accent ému et inspiré, puisses-tu accorder une vie heureuse et paisible, la santé du corps et le salut de l'âme, ta bonne protection en toutes choses, le succès et la victoire contre les méchants, à notre monarque orthodoxe, très glorieux et très chrétien, notre grand seigneur couronné, élevé au rang suprême et oint de l'huile sainte, Nicolas Pavlovitch, empereur et autocrate de toutes les Russies, et à son épouse orthodoxe et très glorieuse, à l'impératrice Alexandra Féodorovna, couronnée, élevée au rang suprême et ointe de l'huile sainte! Conserve-les un grand nombre d'années! »

Et toute l'assemblée répète à la fois ces dernières paroles qui retentissent encore dans les chants des prêtres.

Il était midi, quand le cortége impérial se reforma, de l'autre côté de la cathédrale, et se remit en marche vers l'église de l'Archange, au bruit des cloches et du canon. Tous les yeux étaient fixés sur la porte par laquelle Leurs Majestés allaient sortir du temple; l'enthousiasme éclata en clameurs tumultueuses, quand on vit reparaître le dais qu'on portait au-dessus de la tête de l'impératrice.

L'empereur marchait en avant, revêtu du manteau impérial, la couronne au front, le globe et le sceptre dans les mains. Le grand-duc Constantin, l'air grave et respectueux, était à la droite de son auguste frère; le grand-duc Michel, à la gauche.

Les vivats des spectateurs retentissaient avec une sorte de frénésie et se prolongeaient au loin dans une immense et confuse acclamation.

Le césarévitch se sentit gagné par cette émotion générale qui l'entourait : deux larmes brillèrent dans ses yeux, qui avaient rencontré ceux de l'empereur.

— Quelle belle journée, mon frère! murmura-t-il, en montrant le ciel d'azur, étincelant des rayons du soleil : pas le plus léger nuage!

— Eh! que pouvais-je craindre? lui répondit Nicolas qui ne laissa pas échapper l'allusion délicate que renfermait sans doute la réflexion de Constantin : l'orage s'est éloigné, et, d'ailleurs, n'avais-je pas près de moi mon paratonnerre!

Ce mot charmant, dicté par le cœur, eut immédiatement des échos dans toute la population de Moscou.

Suivant l'usage des anciens tzars, l'empereur se rendait à l'église de l'Archange, pour s'incliner devant les tombeaux de ses ancêtres et de ses prédécesseurs qui y sont inhumés, et pour prier devant la châsse miraculeuse de saint Dmitri. Le clergé de cette cathédrale l'attendait sur le parvis; un évêque lui présenta la croix à baiser et l'introduisit dans l'église qu'il ne fit que traverser avec tout le cortége.

Il entra ensuite dans la cathédrale de l'Annonciation, pour y saluer les saintes reliques, mais, dans cette église étroite et sombre, il ne fut suivi que d'un très petit nombre de personnes; il en sortit, au bout de quelques minutes, et

une troisième salve de cent et un coups de canon annonça que Leurs Majestés rentraient au palais, par le Perron Rouge, sur les marches duquel s'était rangé en haie tout le corps diplomatique.

De retour dans leurs appartements, l'empereur et l'impératrice s'y reposèrent jusqu'à ce que le maréchal suprême du couronnement vint leur dire que le dîner était servi.

C'était dans la salle Granovitaïa-Palata que ce dîner devait avoir lieu, comme au temps des anciens tzars. Cette salle énorme avait été tendue de velours cramoisi, galonné d'or : autour du pilier central qui en soutient la voûte, on avait étalé sur des dressoirs circulaires l'antique vaisselle des tzars, en or et en argent massif, toute couverte de bas-reliefs et d'ornements exécutés au repoussé. Le trône, également tapissé de velours cramoisi à galons et franges d'or, s'élevait, à droite, sous un dais de drap d'or parsemé d'aigles à deux têtes; la table impériale, placée au milieu du trône, n'avait que trois couverts, celui de l'empereur et ceux des impératrices. A quelque distance du trône, de longues tables étaient destinées aux membres du Conseil de l'Empire et aux personnes des deux premières classes. Dans une salle voisine, d'autres tables avaient été dressées pour le reste des convives, qui devaient prendre part au festin, présidé par la grande-duchesse Hélène et par les princes de la famille impériale.

Dès que l'empereur fut assis entre les deux impératrices, les grands dignitaires se placèrent derrière leurs fauteuils; l'écuyer tranchant, Lassousky, vis-à-vis de l'empereur, et quatre officiers des chevaliers-gardes, l'épée à la main, des deux côtés du trône. Des aides de camp généraux apportaient les plats sur la table de l'empereur et les présentaient en fléchissant le genou.

Des médailles d'or, frappées à l'occasion du couronnement, furent distribuées dans la salle, tandis que les mêmes médailles en argent étaient jetées au peuple. Le métropolitain Séraphim bénit le repas, et l'empereur demanda à boire, en élevant son verre : alors les convives, qui étaient restés debout, s'inclinèrent devant l'empereur et allèrent prendre place aux tables qui avaient été préparées pour eux.

Durant tout le repas, l'orchestre, qui occupait un des angles de la salle, fit entendre une musique délicieuse, mêlée de chants composés en l'honneur de la solennité. Au sortir de table, l'empereur, qui retournait dans ses appartements, se montra au peuple, sur le Perron Rouge, et fut salué des plus sympathiques acclamations.

Une illumination générale du Kremlin et de Moscou, laquelle se renouvela les deux jours suivants, termina cette journée mémorable, que n'oublièrent jamais les personnes qui en avaient admiré les splendeurs. Les édifices publics, les palais, les églises, les hôtels, les maisons particulières étincelaient de feux ; une ligne de lampions dessinait les formes variées de l'architecture du vieux séjour des tzars, et la tour d'Ivan Veliki, dont la croix radieuse surmontait une couronne éblouissante de lumière, était du haut en bas décorée de verres de couleurs rouge, bleu et jaune, qui reproduisaient les couleurs de l'empire et donnaient au Kremlin l'aspect magique d'un palais enchanté.

LXIII

Le premier acte de l'empereur, après son couronnement, fut la promulgation d'un ukase destiné à régler dorénavant l'ordre de succession au trône.

Cet ukase avait été signé à Saint-Pétersbourg, dès le 9 février précédent; mais il était resté secret, quoique Nicolas en eût fait approuver les dispositions par l'impératrice-mère, et qu'il les eût communiquées à son frère Constantin; mais le césarévitch, qui n'acceptait pas le pouvoir consultatif dont l'empereur voulait le charger, avait répondu seulement qu'il n'avait à intervenir, en aucune manière, dans les actes de son souverain, et qu'il ne se permettrait jamais, lui sujet fidèle et soumis, de gêner en rien le libre arbitre de l'empereur.

Nicolas n'avait pas été satisfait de cette réponse, qui semblait évasive, sinon contradictoire, et il avait attendu, pour régler de vive voix avec le grand-duc cette affaire de famille. Il le trouva, de prime abord, tout décidé non-seulement à approuver l'ukase, mais encore à en réclamer la promulgation immédiate.

— Pourquoi avoir attendu si longtemps? dit le césarévitch à l'empereur; si notre bien-aimé frère Alexandre

avait, de son vivant, fait connaître l'héritier du trône, qu'il désignait, par sa volonté formelle, pour lui succéder, nous n'aurions pas à déplorer tous les malheurs qui sont arrivés en décembre. J'ai renoncé librement, volontairement, à tous mes droits; ce serait me faire injure et m'affliger au fond du cœur, que de laisser planer une espèce de doute à l'égard de ma sincérité, comme si je pouvais revendiquer des droits qui ne m'appartiennent plus.

Cette explication franche et loyale entre les deux frères ne servit qu'à fortifier leur confiance mutuelle.

— Que veux-tu? lui disait l'empereur, j'ai obéi à la volonté de feu notre frère, de glorieuse mémoire; j'ai obéi à la tienne aussi, puisque je règne aujourd'hui; mais, dans toutes les questions majeures, je me fais un cas de conscience de prendre une décision, sans ton avis, ou du moins sans ton adhésion.

Voici quel était le Manifeste qui devait, à l'avenir, établir l'ordre de succession au trône dans la famille impériale :

« Par la grâce de Dieu, Nous, Nicolas Ier, empereur de toutes les Russies, etc., etc., etc.

« La pragmatique publiée par Notre père, de glorieuse mémoire, l'empereur Paul Ier, le cinquième jour (17, nouv. st.) d'avril de l'année 1797, dans ses dispositions relatives à la famille impériale, a réglé l'ordre de succession au trône, et, prévoyant les cas divers qui peuvent se présenter à cet égard, elle a posé les principes d'après lesquels ils doivent être décidés. Ce même acte réserve à l'Empereur régnant, pour le cas où il viendrait à décéder en ne laissant qu'un héritier mineur, la faculté de désigner le régent de l'empire et de nommer une tutelle à la personne impériale.

« A ces causes, voulant, dès Notre avénement au trône, donner à la patrie une preuve de la sollicitude que Nous

inspire l'exécution des lois qui constituent la garantie de sa tranquillité, avec l'approbation de Notre mère bien-aimée l'impératrice Marie et de Notre frère chéri le césarévitch et grand-duc Constantin, Nous avons décrété et décrétons :

« Art. 1er. Notre vie étant dans la main de Dieu, c'est Notre frère chéri le grand-duc Michel, que, dans le cas de Notre décès, et jusqu'à l'époque de la majorité légale de Notre héritier le grand-duc Alexandre, Nous nommons régent de l'empire de Russie, du royaume de Pologne et du grand-duché de Finlande, qui en sont inséparables.

« Art. 2. Si, après Notre décès, il plaisait au Tout-Puissant d'appeler également à lui Notre fils et héritier le grand-duc Alexandre, avant qu'il eût atteint l'âge de sa majorité, la couronne passera, de plein droit, à Notre second fils (si la Providence daignait Nous en accorder un), et, dans ce cas comme dans le cas précédent, Notre frère chéri le grand-duc Michel sera régent de l'empire.

« Art. 3. Si, dans les circonstances qui viennent d'être énoncées ci-dessus, après Notre décès et celui de Notre héritier avant l'époque de sa majorité, Nous ne laissions pas de fils, mais que Notre épouse bien-aimée l'impératrice Alexandra se trouvât enceinte, sera encore régent de l'empire Notre frère chéri le grand-duc Michel, jusqu'au moment de la délivrance de l'impératrice ; et si la Providence divine lui accorde un fils, à ce fils appartiendra de plein droit Notre couronne, et, jusqu'à l'époque de sa majorité, Notre frère chéri le grand-duc Michel sera régent de l'empire. Si, au contraire, l'impératrice donne le jour à une fille, dès lors la couronne passera à Notre frère chéri le grand-duc Michel.

« Art. 4. Dans tous les cas prévus par les trois articles

qui précèdent, la tutelle de tous Nos enfants, jusqu'à l'époque où chacun d'eux deviendra majeur, sera exercée, dans toute l'étendue que lui assignent les dispositions de la pragmatique du 5 (17, nouv. st.) avril 1797, relatives à la famille impériale, par Notre épouse bien-aimée l'impératrice Alexandra.

« En publiant le présent Manifeste comme conséquence et complément des lois existantes sur l'ordre de succession au trône et sur les cas de minorité des membres de Notre famille impériale, Nous prions le Roi des rois d'étendre sa main toute-puissante et fertile en bienfaits, sur Notre maison comme sur notre chère patrie.

« Donné à Saint-Pétersbourg, le vingt-huitième jour du mois de janvier (9 février), l'an de Jésus-Christ 1826, et de notre règne la première année.

« NICOLAS. »

Le jour du couronnement fut marqué par d'innombrables actes de clémence, de faveur et de munificence, de la part du souverain, qui avait prononcé, ce jour-là, ces belles paroles : « Je voudrais qu'il ne coulât, aujourd'hui, que des larmes de joie dans mon empire ! »

Un ukase impérial, daté du 22 août (3 septembre, nouveau style) et adressé au Sénat-dirigeant, avait adouci, autant que possible, le sort des condamnés du 26 décembre compris dans la sentence de la Haute Cour de justice : la peine des travaux forcés à perpétuité fut réduite à vingt ans, pour les individus de la première catégorie ; à quinze ans, pour ceux de la seconde, et, dans une proportion relative, pour les autres catégories. Il y eut même pour quelques-uns, auxquels l'empereur daignait s'intéresser plus spécialement, une atténuation de pénalité, équivalant

à une grâce entière. On a lieu de croire que la miséricorde de l'empereur ne se fût point arrêtée là, si plusieurs de ces grands coupables n'avaient pas exprimé des sentiments séditieux dans le cours de leur transportation aux mines de Sibérie.

Par un autre ukase du même jour, l'empereur libéra tous les individus mis en jugement dans toute l'étendue de l'empire, à l'exception de ceux qui étaient prévenus d'assassinat, de vol, de brigandage et de vénalité; il accorda une amnistie complète aux déserteurs militaires appartenant aux armées de terre et de mer; il fit remise des sommes dues au fisc, pour amendes, déficits, etc., ainsi que des arrérages sur les redevances et les impôts; enfin, il accorda les plus grandes facilités pour le remboursement des sommes avancées par l'État aux communautés et aux particuliers.

L'ukase se terminait par des vœux que l'empereur adressait à ses peuples, avec toute la ferveur d'une prière à Dieu : « En accordant les exemptions, immunités et grâces, ci-dessus détaillées, nous suivons avec plaisir les mouvements de notre cœur. Qu'elles soient le garant de notre constante sollicitude pour nos fidèles sujets! Que la justice et l'impartialité règnent dans les tribunaux, l'ordre et le désintéressement dans les administrations territoriales et municipales, la liberté dans le commerce! Que l'industrie redouble d'émulation; l'agriculture, d'activité! Que l'inviolabilité des propriétés soit respectée! Mais, surtout, que la crainte de Dieu et une éducation solide et patriotique de la jeunesse soient la base de toutes les espérances d'améliorations et le premier devoir de toutes les classes!

« L'accomplissement de ces vœux est entre les mains du Seigneur. Mais, nous soumettant avec confiance à sa Pro-

vidence divine, dirigé par une volonté ferme et une attention inébranlable, nous ne cesserons de faire tous nos efforts pour y parvenir graduellement, mettant en cela notre unique consolation, la récompense de nos soins et le but de toutes nos pensées et de toutes nos actions. Fasse le Ciel que tous les jours de notre existence soient autant de jours de bonheur et de gloire pour notre chère patrie ! »

L'empereur avait fait, le même jour, de nombreuses promotions militaires, parmi lesquelles on vit figurer, en première ligne, les généraux en chef comtes Osten-Sacken et Wittgenstein, qui furent élevés à la dignité de feld-maréchal, en récompense des services distingués qu'ils avaient rendus à la Russie. Les aides de camp généraux, promus au grade de général en chef, étaient le baron de Diebitsch, le prince Chakhowskoï, Dépréradovitch, Golénischeff-Koutousoff, le prince Vassili Troubetzkoï, le comte Orloff-Dénissoff, le baron Toll et le baron de Jomini ; cinquante généraux-majors furent nommés lieutenants-généraux, en conservant leurs titres et fonctions ; vingt-trois colonels, généraux-majors, etc.

L'empereur, par des rescrits particuliers, rédigés dans les termes les plus flatteurs, conféra divers titres de noblesse : celui de princesse à la comtesse de Lieven, qui avait été sa gouvernante, et qui restait son amie ; celui de comte à des ambassadeurs, hauts fonctionnaires et généraux. Il distribua des décorations à toutes les personnes de son entourage : les uns furent créés chevaliers de Saint-André ; les autres, en plus grand nombre, chevaliers grand'croix de Saint-Wladimir, de Saint-Alexandre-Newsky et de Sainte-Anne. Il fit distribuer aussi à profusion des médaillons à portrait, des tabatières et des bagues enrichies de diamants.

— Ce sont des récompenses, dit-il avec cette finesse d'à-propos qui ne lui faisait jamais faute : ce seront aussi des souvenirs.

Dans cette pensée délicate, il n'avait pas oublié d'envoyer son portrait, entouré de brillants, à son ancien gouverneur, le général comte de Lamsdorff.

Pour quelques-uns de ses plus éminents serviteurs, la récompense eut un caractère encore plus signalé. La lettre suivante, autographe, adressée à son conseiller privé, l'illustre comte de Nesselrode, fut un témoignage public de son estime et de sa reconnaissance pour cet habile homme d'État :

« Les talents qui vous distinguent et le zèle avec lequel vous les consacrez au service de votre patrie avaient appelé sur vous l'attention particulière de feu l'empereur Alexandre, Notre frère bien-aimé. Vous avez eu le bonheur d'exécuter ses sages volontés, aux époques les plus glorieuses de son règne Maintenant encore, vous justifiez son choix et sa confiance, et déjà vous avez su Nous prouver à Nous-même votre inviolable dévouement. Par là et par vos dispositions habiles dans la partie importante confiée à votre gestion, vous avez acquis des droits à Notre bienveillance. Pour vous en donner un témoignage, Nous avons choisi le jour de Notre couronnement et désigné, dans le gouvernement de Tambow, par un ukase à Notre ministre des finances en date de ce jour, et sans que cet exemple puisse servir à d'autres, une portion de terrain qui offre des avantages particuliers et que Nous vous concédons pour toujours en toute propriété. Puisse cette nouvelle récompense, en passant de génération en génération, perpétuer parmi vos descendants l'honorable souvenir des services

reconnus par un des plus grands souverains, comme celui de la bienveillance que Nous vous portons.

« Nous sommes votre affectionné à jamais.

« NICOLAS. »

« Moscou, 22 août (3 septembre) 1826. »

Plusieurs grands officiers de la couronne eurent également part à des concessions de terres. Les feuilles libérales ou hostiles de l'Allemagne et de la France ne manquèrent pas de représenter lesdites concessions comme une répartition de deux cent mille paysans entre les principaux favoris du tzar, répartition au moins étrange, disaient les journalistes, « dans la vingt-sixième année du XIXe siècle, » où l'on ne comptait plus les hommes ainsi que des têtes de bétail; le journal officiel de Saint-Pétersbourg répondit que le fait, tel que l'avaient rapporté les journaux étrangers, était notoirement faux, et que pas un seul paysan n'avait été donné, depuis l'avénement de l'empereur Nicolas, pas plus que sous le règne de son auguste prédécesseur.

Parmi les autres rescrits que l'empereur adressa, sous cette même date du 22 août (3 septembre), à tant de personnes qu'il honorait d'une faveur, à l'occasion de son couronnement, celui que reçut le général Pierre Wolkonsky, et qui était aussi autographe, inaugura l'entrée au ministère de cet homme d'État universellement estimé. En voici le texte :

« Dans le cours de votre longue et active carrière, Notre bienfaiteur commun, feu l'empereur Alexandre, Mon frère bien-aimé, auprès de la personne de qui vous n'avez cessé de vous trouver, vous a distingué par une confiance particulière et par ses dispositions amicales à votre égard. Vous conservant dans toute leur étendue les mêmes sentiments et voulant vous donner un témoignage de la reconnais-

sance, à laquelle vous avez de si justes titres auprès de Moi, Je vous ai assigné une pension de 50,000 roubles sur les revenus du département des apanages. Il m'est agréable de penser que vous trouverez dans cette décision une nouvelle preuve de la sincérité avec laquelle J'apprécie vos utiles services et le mérite personnel qui vous distingue.

« Je suis toujours votre affectionné,

« NICOLAS. »

« Moscou, 22 août (3 septembre) 1826. »

On apprit, en même temps, que l'empereur avait accru considérablement le ministère, vacant par la mort du comte Gourieff, en créant, sous le titre de ministère de la cour, un nouveau ministère, comprenant l'administration des affaires de toutes les dépendances de la cour impériale, conjointement avec celles du département des apanages et du cabinet. Ce ministère était confié au prince Wolkonsky, placé sous les ordres immédiats de l'empereur, ne recevant d'ordres que de lui seul, et ne rendant compte de son administration à personne, si ce n'est au souverain. Au bas de l'ukase adressé au Sénat-dirigeant, pour régler les attributions du ministre de la cour, l'empereur avait écrit de sa main : *Qu'il en soit ainsi.*

Le prince Wolkonsky se trouvant alors trop souffrant, par suite des fatigues et des émotions douloureuses qu'il avait éprouvées depuis la mort d'Alexandre Ier, le prince Galitsyne fut chargé de le remplacer par intérim au nouveau ministère.

Il y eut, en outre, une foule de nominations dans les charges de la cour. La maison de l'empereur et celles des impératrices ne furent pas renouvelées, mais considérablement augmentées.

L'armée eut largement part à la munificence de l'empe-

reur : tous les sous-officiers et soldats qui avaient honorablement servi, durant vingt ans, dans la garde, et, durant vingt-deux ans, en campagne ou dans les garnisons, obtinrent leur congé avec pension de retraite ; des distributions de drap pour uniforme furent faites aux sous-officiers qui restaient sous les drapeaux ; la plupart des officiers furent compris dans un vaste travail d'avancement.

Un second travail d'avancement concernait les services civils. Tous les conseillers titulaires ou employés de la neuvième classe du tchinn, tous les conseillers de collége ou fonctionnaires de la sixième classe, passèrent en masse à la classe supérieure et se virent dispensés de l'examen préliminaire qu'avait prescrit l'ukase du 6 (18, nouv. st.) août 1809.

Enfin, pour perpétuer dans l'armée russe le souvenir des victoires remportées par d'illustres généraux, Roumiantzoff, Souvaroff, Koutouzoff et Barclay de Tolly, leurs noms furent attribués aux régiments qui s'étaient le plus distingués naguère dans ces glorieux faits d'armes.

Quant au peuple de Moscou qui s'était associé de si bon cœur aux cérémonies du couronnement, il eut lieu d'être satisfait des réjouissances publiques qui lui furent offertes à grands frais, et il se montra très avide de voir quelque chose des fêtes, des spectacles et des galas de cour, qui se succédèrent, presque sans interruption, pendant six semaines.

Au reste, la Russie tout entière faisait écho avec Moscou pour célébrer le couronnement et le sacre de son empereur.

Saint-Pétersbourg avait appris avec joie que le césarévitch, qu'on disait devenu le plus dangereux ennemi de son auguste frère, imposait silence à ces calomnies par sa présence à Moscou. Ce rescrit, adressé au gouverneur général

militaire de Saint-Pétersbourg et affiché dans toutes les rues, produisit le meilleur effet parmi la population :

« A M. le général de cavalerie Golenistcheff-Koutouzoff.

« Avec la grâce de Dieu, Notre couronnement et celui de Notre épouse bien-aimée ont eu lieu à Moscou ce 22[e] jour du mois d'août (3 sept.). Nous avons eu la satisfaction particulière d'y voir assister aussi Notre frère bien-aimé, Son Altesse Impériale Monseigneur le césarévitch et grand-duc Constantin, qui était arrivé ici quelques jours auparavant. Nous vous chargeons, comme commandant en chef dans la capitale de Saint-Pétersbourg, d'annoncer cet événement à ses habitants, et Nous sommes convaincu que toutes les classes de la population, animées de sentiments de fidélité à Notre personne, adresseront au Souverain dispensateur de tous biens, les plus sincères actions de grâces pour l'heureux accomplissement de cette auguste cérémonie.

« Je suis votre affectionné,

« NICOLAS. »

« Moscou, 22 août (3 septembre) 1826 »

Le *Te Deum* fut chanté dans toutes les églises, au bruit des salves d'artillerie, et le soir, la capitale, illuminée avec une magnificence inouïe, était remplie d'arcs de triomphe, de transparents, de tableaux allégoriques et de devises, qui exprimaient de la manière la plus ingénieuse l'amour du peuple russe pour la famille impériale.

Dans toutes les villes de l'empire et jusque dans les plus pauvres villages, la nouvelle du couronnement provoqua le même enthousiasme et les mêmes témoignages d'affectueuse vénération pour le tzar. Partout aussi, la nouvelle de l'arrivée du césarévitch à Moscou excita les mêmes sentiments de joyeuse surprise et de reconnaissance; on s'a-

bordait, en se disant l'un à l'autre, les larmes aux yeux : « Vous savez; l'empereur et le grand-duc Constantin sont réconciliés! »

Le césarévitch n'était déjà plus à Moscou.

Le lendemain du couronnement, il avait demandé à l'empereur la permission de commander le régiment de la garde, dont il était chef, et de défiler devant lui, à la tête de ce régiment. C'était sans doute, dans son idée, une manière toute naturelle de faire acte de subordination et d'obéissance à l'égard de son frère couronné.

Une grande parade eut lieu, en effet, sur l'esplanade du Kremlin, en présence de l'empereur. Les ambassadeurs extraordinaires, le corps diplomatique, n'y avaient pas été invités, mais tout le monde s'y trouvait, comme par hasard. On vit, au défilé, le grand-duc Constantin, après les manœuvres de son régiment, qu'il avait dirigées avec une entente merveilleuse du commandement militaire, s'incliner respectueusement, en passant devant l'empereur et en le saluant avec l'épée qu'il tenait à la main. Tous les assistants applaudirent, et le cri de *Vive Constantin* se mêla longtemps au cri de *Vive l'empereur*.

Le duc de Raguse, qui assistait incognito à cette brillante parade, s'approcha ensuite de Constantin et lui dit avec émotion :

— Monseigneur, vous êtes sublime comme la vertu antique!

L'empereur avait compris l'intention délicate et la pensée politique de son frère : il lui serra la main en souriant, et lui adressa un cordial remercîment.

La nuit même, le grand-duc, qui n'avait annoncé à personne le moment de son départ, que l'empereur savait seul, quitta Moscou pour retourner à Varsovie.

Pendant le peu de jours qu'il avait passés auprès de son frère, ils avaient eu ensemble de longues conférences au sujet de la Pologne et de son gouvernement.

Le général prince Joseph Zaïonczek, qui, depuis 1815, était à la tête de ce gouvernement constitutionnel, avec le titre de vice-roi, en qualité de *namiestnik* ou lieutenant du royaume, venait de mourir depuis peu (28 juillet), à l'âge de soixante et treize ans, sans laisser beaucoup de regrets dans sa patrie, où il avait fidèlement servi l'empereur de Russie qu'il représentait. Le césarévitch insista, pour que la place de *namiestnik* demeurât vacante, comme étant inutile et pouvant être dangereuse, la confiât-on à un Russe ou à un Polonais; quant à lui, quoiqu'il refusât tout autre titre que celui de généralissime de l'armée de Pologne, il ne se considérait pas moins comme le seul et véritable représentant du chef de l'État dans ce pays, qui avait un gouvernement tout à fait séparé de celui de la Russie, avec une charte, une législature et un pouvoir exécutif. Constantin proposa de remplacer le *namiestnik*, par un commissaire général de l'empereur, qui ne gênerait en rien les rouages du gouvernement constitutionnel, et qui inspirerait d'autant moins de défiance à la nation polonaise, car cette nation, quoique annexée à la Russie par les traités de Vienne, avait besoin de se persuader qu'elle était toujours indépendante.

Le procès des Polonais impliqués dans le complot du 26 décembre 1825, s'instruisait, en ce moment même, à Varsovie, et ne prouvait que trop au gouvernement combien étaient vivaces et indélébiles en Pologne l'amour de la patrie, le sentiment de la nationalité, le désir de l'indépendance. Ce procès devait être un utile enseignement pour la politique russe, en ne laissant pas de doute sur les vœux et les espérances des Polonais.

Constantin, cependant, ne voyait aucun péril dans la situation, et il croyait pouvoir répondre du maintien de l'ordre dans le royaume de Pologne, malgré toutes les tentatives des sociétés secrètes et des conspirateurs; il pria, toutefois, l'empereur d'ajourner son couronnement comme roi de Pologne, jusqu'à la fin de l'instruction du procès criminel qui devait livrer à la justice les derniers complices de la conspiration de Pestel et de Ryléïeff. Cette instruction judiciaire ne pouvait pas être achevée avant quatre ou cinq mois; le grand-duc pensait donc que son auguste frère ferait bien d'attendre l'époque de la convocation de la Diète, pour venir se faire couronner à Varsovie.

On assure que l'empereur aurait répondu : « Il n'est pas temps de convoquer la Diète, et je ne voudrais pas, en me faisant couronner roi de Pologne, diminuer le prestige de l'autorité souveraine que je suis heureux de te laisser dans ton pays d'adoption. »

Quoi qu'il en soit, la meilleure intelligence n'avait pas cessé un instant de régner entre les deux frères, et le césarévitch avait promis solennellement de venir à Saint-Pétersbourg passer les fêtes de Noël et du jour de l'an, dans la famille impériale, comme il en avait pris religieusement l'habitude sous le règne d'Alexandre Ier.

LXIV

La journée du couronnement avait beaucoup fatigué l'impératrice, qui prit quelques jours de repos et qui s'abstint de paraître à la plupart des réceptions officielles du Kremlin. Elle ne se montrait même que de loin en loin, toujours pâle et maladive; elle n'accompagna donc pas l'empereur dans les visites qu'il fit aux grands établissements publics de Moscou, à l'école des Cadets, à l'institution des Orphelins militaires, aux hôpitaux, à l'Université. Ce fut l'impératrice-mère qui la remplaça, dans la visite qu'elle avait promise à l'hospice des Enfants-Trouvés.

Elle avait besoin de reprendre des forces pour être en état d'assister aux fêtes magnifiques qu'on préparait pour elle. Le bruit et l'agitation qui régnaient dans le palais impérial la décidèrent à retourner avec ses enfants dans la délicieuse habitation de la comtesse Orloff. Son auguste époux l'y suivit d'autant plus volontiers qu'il sentait aussi le besoin de se reposer en famille de cette vie étourdissante de représentation, d'apparat et d'étiquette.

Tous les jours, c'étaient des parades, des revues, des manœuvres, des petites guerres, où l'empereur ne manquait jamais de faire acte de présence, accompagné du grand-

duc Michel, des princes et des ambassadeurs; les journées, pendant lesquelles l'empereur restait au Kremlin, étaient remplies par les réceptions et les audiences qui se prolongeaient fort tard dans la soirée.

La foule se pressait partout sur les pas de l'empereur; elle restait stationnaire autour du Kremlin, où affluaient sans cesse avec fracas les plus riches équipages; où s'étalait avec éclat un luxe extraordinaire de livrées, de chevaux, d'armoiries et de domestiques. Toutes les classes de la population, qu'on voyait sur pied, du matin au soir, courant çà et là, l'œil et l'oreille avides, semblaient possédées d'une sorte de délire.

Le haut clergé, la cour, les premiers fonctionnaires de l'État, les députés de la noblesse et de la bourgeoisie, les généraux et les officiers supérieurs de la garde, furent reçus tour à tour, avec toute la magnificence des tzars, mais rien ne saurait donner une idée du faste qui fut déployé à la grande réception du corps diplomatique. Il y eut aussi plusieurs banquets offerts par l'empereur à différentes séries d'invités; celui qui réunit les membres du Saint-Synode aux deux premières classes du service civil, fut comme le signal des réjouissances de toute espèce, qui allaient se succéder pendant plus d'un mois : festins, bals, mascarades, réprésentations théâtrales, chasses à courre et au vol, illuminations, feux d'artifice, tous les genres de plaisirs étaient appelés à concourir à la variété et à la splendeur des fêtes, qui furent offertes à l'empereur et à la famille impériale, par le corps de la noblesse, par le Commerce et la bourgeoisie de Moscou, ainsi que par quelques hauts dignitaires et par les ambassadeurs étrangers.

Le 14 septembre, une grande mascarade de cour, que la famille impériale honora de sa présence, rassembla plus de

cinq mille personnes dans la belle salle du théâtre Pétrowsky, décorée avec une rare magnificence. Parmi cette foule d'invités, on comptait les principaux négociants de l'empire, et un grand nombre de riches bourgeois, qui se trouvaient là sur le pied d'égalité avec les membres de la haute noblesse.

Le pittoresque costume national des dames, les éclatantes broderies de leurs coiffures et de leurs bandeaux, leurs colliers de perles fines et leurs voiles brodés en argent et en or contrastaient avec les brillants uniformes militaires et civils recouverts de larges vénitiennes en soie de toutes les nuances, et donnaient à cette superbe fête un caractère unique d'originalité.

Le lendemain, à la suite d'une grande revue de la garde, dans la plaine de Chodyne, revue à laquelle l'empereur avait assisté avec les impératrices, le Commerce de Moscou offrit un repas aux généraux, aux officiers-majors de l'armée et à tous les officiers de la garde.

Le repas fut servi dans l'intérieur de la maison d'exercice, sous une vaste tente formée de drapeaux et de trophées militaires, au milieu d'un bosquet d'orangers et de fleurs. L'empereur présida en personne ce banquet, auquel avaient été conviés les ambassadeurs et les membres du corps diplomatique. Deux tables étaient réservées à des sous-officiers et à des soldats de la garde, pour que toute l'armée fût représentée à cette fête de famille militaire.

A ce dîner, l'empereur porta un toast à la France, en se tournant vers le duc de Raguse : « A nos fidèles alliés et bons amis! » s'écria-t-il, et l'air de *Vive Henri IV*, exécuté par l'orchestre, compléta sa pensée.

Ce fut ensuite la Noblesse qui fit les frais d'une fête plus somptueuse encore : elle eut lieu, le 19, dans les sa-

lons du Club de la noblesse; elle se composait d'un bal, d'un concert et d'un souper, pour lequel s'étaient surpassées la recherche et la prodigalité russes. Cette soirée et cette nuit de merveilles coûtèrent, dit-on, plus d'un million de roubles.

Le 21, le maréchal duc de Raguse, ambassadeur extraordinaire de France, eut l'honneur de recevoir, à son tour, Leurs Majestés. Le bal qu'il leur offrit dans le palais Kourakine, où il avait établi sa résidence, égala tous les autres en richesse et les surpassa en bon goût et en élégance.

L'immense salle de danse, construite dans la cour du palais, et tous les appartements avaient été transformés en jardins magiques, dont l'ingénieux éclairage avait l'éclat d'un beau jour de printemps en Italie. Chacune des dames, à son entrée dans le bal, reçut un bouquet de fleurs naturelles, apporté de Paris par un courrier spécial.

— Ce sont des fleurs françaises qui naissent ici sous les pas de Votre Majesté! dit le maréchal à l'impératrice.

Le grand-duc Michel, qui avait toujours fait preuve d'un charmant esprit d'à-propos, se chargea de rendre au duc de Raguse l'équivalent de son aimable compliment.

— Ma foi! mon cher maréchal, lui dit-il gaiement, il paraît que vous cultivez avec un égal succès les lauriers et les roses.

La présence de l'empereur, l'expression gracieuse de sa physionomie, les mots bienveillants qu'il adressait à la ronde, animèrent cette brillante fête, qui se prolongea jusqu'au lendemain. L'empereur et la famille impériale ne s'étaient retirés qu'à trois heures du matin.

— On ne saurait rester trop longtemps en France! avait dit l'impératrice, en prenant congé de son hôte.

Le duc de Devonshire, ambassadeur extraordinaire d'An-

gleterre, eut aussi l'honneur d'offrir un bal à la famille impériale et de rivaliser de luxe et de courtoisie avec le représentant du roi de France.

Les fêtes que le prince Youssoupoff et la princesse Orloff-Tchesmensky donnèrent à leur tour, le 25 et le 28 septembre, ne furent pas les moins remarquables; dans la première, où le prince Youssoupoff avait fait figurer les chefs-d'œuvre de son admirable galerie de tableaux, on put se croire transporté au milieu des pompes d'une cour d'Asie; chez la comtesse Orloff, la famille impériale fut servie dans des vases d'or, sous une tente turque construite sur le modèle de celle qui était un présent du Sultan au comte Orloff, vainqueur de Tchesmé, beau-frère de la comtesse.

Enfin, le grand théâtre de Moscou, qui avait été fermé depuis la mort d'Alexandre Ier, rouvrit avec éclat, par une série de représentations, auxquelles assista la cour, et qui mirent en présence les meilleurs ouvrages de la scène française et ceux que pouvait leur opposer la littérature russe, ainsi que quelques jolis opéras comiques français et quelques opéras bouffons italiens.

Mais la fête la plus curieuse, sans contredit, fut celle que l'empereur offrit au peuple de Moscou; le mauvais temps l'empêcha d'avoir lieu le 25; elle fut remise forcément au 28.

On avait construit, dans la vaste plaine de Dévitchié-Polé, toute une ville fantastique en bois de sapin recouvert de toiles peintes des plus vives couleurs, pavillons chinois, kiosques turcs, théâtres forains, baraques de bateleurs, cirques d'équitation et de voltige, escarpolettes, et montagnes russes. Deux cent quarante tables, chacune longue de vingt mètres, occupaient un immense espace dans

le centre de cette kermesse nationale; chacune, garnie d'une nappe blanche, portait une quantité de volailles et de viandes de boucherie, outre un mouton rôti orné de cornes dorées, un amas de pains et de pâtisseries, et de grands bols de quass, boisson favorite du peuple. Autour de ces tables qui n'attendaient plus que leurs convives, seize fontaines monumentales devaient verser des flots de bière et de vin.

Un pavillon, richement décoré, avait été réservé pour la famille impériale, et quatre galeries en colonnade se trouvaient déjà encombrées de spectateurs, parmi lesquels on distinguait le corps diplomatique et les personnes des trois premières classes, qui avaient eu bien de la peine à parvenir jusqu'à leurs places.

Une multitude impatiente, haletante, affamée et altérée, n'était contenue que par de simples cordes qui entouraient le lieu du festin.

Le bruit des fanfares annonce l'arrivée de l'empereur : il est à cheval; sa famille le suit en voitures de gala. Après avoir fait le tour des tables, au milieu des hourras et des plus vifs témoignages de la joie populaire; il entre dans son pavillon, et y prend place, entouré de la famille impériale. Chose étonnante! la foule, qui convoitait avec tant d'ardeur une part des victuailles et des boissons étalées devant elle, les avait presque oubliées un moment, pour se livrer tout entière au bonheur de contempler face à face son auguste maître.

Tout à coup, Nicolas se lève et dit d'une voix sonore, en étendant la main vers les tables :

— Mes enfants, tout ceci est à vous!

Aussitôt les barrières tombent, la foule se précipite avec une sorte de furie sur les tables et sur les fontaines : on ne

voyait plus qu'un chaos vivant, s'agitant et se tordant en tous sens dans une mêlée indescriptible. Cinq minutes après, il ne restait pas vestiges des fontaines ni des tables : tout avait été dévoré, pillé, mis en pièces et emporté.

Vainement, les jeux et les exercices d'écuyers, funambules, tours d'adresse, aérostats, appelaient d'un autre côté l'attention des assistants; la populace, prenant à la lettre ces paroles du tzar : « *Tout ceci est à vous!* » se ruait sur les amphithéâtres, que les spectateurs abandonnaient en désordre, et faisait main-basse sur les draperies, les chaises, les banquettes et tous les objets qu'elle pouvait enlever.

Le chef suprême de la police, le général Schoulgine, à la tête d'un escadron de Cosaques, essaya inutilement de rétablir l'ordre : on fut obligé d'envoyer chercher une escouade de pompiers, qui vinrent avec leurs pompes mettre en fuite cette plèbe en délire, que l'emploi de la force n'eût pas réussi à disperser. « Notre père l'a dit, criaient-ils, tout ceci est à nous! » Et, en effet, des lambeaux de nappe, de tenture ou de draperie, sont encore aujourd'hui conservés précieusement dans les familles comme des trophées ou des reliques de la fête de Dévitchié-Polé.

Ce jour-là même, fut signé le Manifeste impérial, qui contenait la déclaration de guerre que l'empereur se vit forcé de faire à la Perse; ce Manifeste, rédigé avec autant de fermeté que de modération, empreint cependant d'un noble et fier sentiment de dignité blessée, commençait ainsi :

« Les doutes que la Russie conservait encore, sur la nature d'une injuste et soudaine agression, sont levés. Pendant un mois, elle s'est plue à regarder comme impossible, qu'en pleine paix, au milieu d'une négociation amicale,

sans motif de discussion grave, sans prétexte même de plainte, sans déclaration préalable, le souverain de la Perse eût ordonné à ses troupes de violer le territoire russe, de l'envahir, d'y porter à la fois l'insurrection et la guerre. Cette opinion si naturelle était cependant une erreur. Ce n'est pas, comme la Russie le supposait dans sa modération et sa bienveillance, une de ces peuplades barbares, voisines de nos frontières, qui les a franchies à l'improviste; c'est l'armée persane elle-même, qui a subitement attaqué nos postes, et qui s'est avancée vers l'intérieur de nos provinces limitrophes. Ce n'est pas non plus quelque chef turbulent qui la guide au mépris des ordres du schah, c'est son propre fils, c'est l'héritier présomptif de son trône, qui la commande, qui dirige cette invasion, qui l'accompagne de provocations à la révolte! »

En effet, l'empereur avait reçu du gouverneur militaire des provinces du Caucase une dépêche qui ne lui laissait plus de doutes sur les intentions du cabinet de Téhéran.

Le prince Abbas-Mirza, qui se voyait à la tête d'une armée de cinquante à soixante mille hommes exercés à la tactique de l'Europe, appelait aux armes les populations de la Géorgie, et s'avançait pour reprendre les belles provinces que la Russie avait conquises sur la Perse, et qu'elle conservait en vertu du traité de Gulistan : les districts de Karabag, de Talyschine et de Schirwan étaient déjà en son pouvoir.

Dès les premiers jours du mois d'août, en prévision de ces événements, le général Yermoloff s'était vu dans la nécessité d'adresser une proclamation aux habitants de la Géorgie, pour les mettre en garde contre l'attaque imminente des Persans et pour les sommer de rester fidèles à la Russie. En même temps, il avait réuni toutes les troupes

disponibles, et il se préparait à les envoyer à la rencontre de l'armée persane.

L'empereur avait espéré qu'il suffirait de détacher quelques corps de l'armée du Don et de l'armée du Caucase, et de faire agir la flotte de la mer Caspienne; mais le général Yermoloff avait besoin de forces plus considérales, non-seulement pour faire face au prince Abbas-Mirza, mais encore pour maintenir dans le devoir toutes les provinces caucasiennes.

L'empereur venait aussi de recevoir des nouvelles de son ambassadeur le prince Menchikoff, qui avait été retenu prisonnier, durant vingt-cinq jours, dans l'endroit le plus malsain des environs d'Érivan, qui s'était vu vingt fois sur le point d'être volé et massacré par ses geôliers, et qui n'avait pu sortir de la position la plus critique, que par l'intervention énergique et persévérante du ministre anglais : il était enfin arrivé à Tiflis, sain et sauf, avec tout le personnel de l'ambassade.

L'empereur n'avait donc plus de ménagements à garder envers un ennemi déloyal et perfide, qui venait d'envahir des provinces appartenant à la Russie, qui y excitait la révolte parmi les peuplades musulmanes et qui les appelait aux armes pour soutenir une guerre de religion. « Contrainte d'opposer la force à la force et la guerre à la guerre, disait la Déclaration officielle du gouvernement russe, la Russie se ferait un devoir de repousser, à la face de l'Europe, les accusations sur lesquelles la Perse aurait fondé la nécessité de ces mesures extrêmes, si elle connaissait les griefs de cette puissance, ou si elle pouvait simplement les pénétrer. Mais, quoiqu'elle ignore et le sujet et les causes du différend que vont décider ses armes, la Russie, en se bornant à tracer un rapide exposé de ses

rapports avec le gouvernement qui l'attaque, prouvera si elle devait s'attendre à une pareille infraction des traités et de tous les principes du droit des gens. »

D'après cet exposé, en effet, aussi calme, aussi sincère qu'impartial, il n'était pas douteux que tous les torts ne fussent du côté de la Perse, car l'empereur Alexandre, dans ses relations avec cet État, n'avait jamais dévié du système de paix, d'amitié et de bienveillance réciproques, qu'il suivait à l'égard de toutes les puissances européennes. Nicolas, fidèle à ce système, avait fait remettre à son ambassadeur extraordinaire, le prince Menchikoff, des instructions qui l'invitaient « à persuader le schah et le prince héréditaire, de la droiture des vues de Sa Majesté Impériale; à leur montrer la force unie à la justice et à la modération; à leur prouver que l'intérêt des deux empires est de resserrer les liens que la paix a formés entre eux; à les convaincre enfin que l'empereur Nicolas, suivant l'exemple de son auguste frère, ne souhaite que le maintien exact et religieux du traité de Gulistan. »

C'était à de pareils sentiments et à de pareils procédés, que la cour de Teheran avait répondu par la plus injuste et la plus folle agression; en conséquence, comme l'annonçait le Manifeste de l'empereur : « La Russie déclare la guerre à la Perse; elle déclare que, le traité de Gulistan étant rompu, elle ne posera les armes, qu'après s'être assurée des garanties de sécurité complète pour l'avenir et de justes compensations, par une paix honorable et solide. »

LXV

Le jour approchait, où l'empereur Nicolas et sa famille allaient quitter Moscou pour retourner à Saint-Pétersbourg. Les ambassadeurs étrangers avaient eu leurs audiences de congé, dans la journée du 28 septembre, et l'empereur, qui fit un rapide voyage dans le gouvernement de Toula, devait revenir le 4 octobre, pour assister à la fête d'adieu que la seconde capitale de l'empire avait préparée en son honneur.

C'était un feu d'artifice, dont le grand-duc Michel, en sa qualité de grand-maître de l'artillerie, n'avait pas dédaigné de diriger les apprêts gigantesques.

Leurs Majestés impériales vinrent prendre place, vers neuf heures du soir, au centre de la colonnade qui décore l'hôtel du Corps des cadets; plus de huit cents personnes de la cour remplissaient la galerie. L'impératrice mit le feu à une pièce d'artifice qui s'éleva dans les airs sous la forme d'une colombe enflammée.

Aussitôt on vit briller, en feux de mille couleurs, une allée de palmiers, emblème de la tranquillité, de la gloire et de la durée du nouveau règne; les chiffres de l'empereur et de l'impératrice, surmontés de la couronne impériale, se

dessinèrent au milieu d'un soleil environné d'étoiles. Un arc de triomphe, en lances de feu, apparut tout à coup, portant cette inscription qui semblait tracée en diamants : *A Nicolas, restaurateur de la tranquillité publique.* Les applaudissements et les hourras éclatèrent avec fracas et se prolongèrent dans le lointain. Au-dessus de l'arc de triomphe, la Russie, personnifiée sous les traits d'une amazone, montée sur un char et tenant une branche de lauriers, était précédée de deux Renommées et accompagnée de deux anciens Slavons à cheval. Des deux côtés de l'arc s'élevaient huit autels, et quatre colonnes symbolisaient la garde, l'armée et les flottes du Nord et du Midi. Entre les trophées d'armes, deux gladiateurs, assis sur des taureaux qu'ils avaient terrassés, agitaient des torches étincelantes, dont la clarté se reflétait à perte de vue sur des milliers de spectateurs émerveillés. La gerbe, composée de cinquante-deux mille fusées, qui firent explosion dans l'espace de cinq minutes, fut suivie d'une salve de cent et un coups de canon, après laquelle la ville et le Kremlin s'illuminèrent comme par enchantement. Ce fut le dernier épisode des fêtes du couronnement.

Leurs Majestés, pour se conformer à l'usage traditionnel des tzars, n'avaient plus à faire qu'un pèlerinage au monastère de Saint-Serge, à Troïtza, village situé à vingt lieues de Moscou; elles y arrivèrent le 7 octobre, vers six heures du soir, au son des cloches de toutes les églises : les moines du couvent, conduits par leur archimandrite, attendaient la famille impériale, qui fut reçue solennellement par l'archevêque métropolitain de Moscou en habits pontificaux. Après le *Te Deum*, elle occupa les appartements qui lui étaient destinés dans le vieux palais, construit pour la réception des empereurs nouvellement couronnés au Kremlin.

Le lendemain, elle entendit le service divin dans la cathédrale de la Sainte-Trinité, et elle visita les reliques de Saint-Serge, ainsi que les trésors d'antiquité sainte que renferme ce monastère, si célèbre dans l'histoire de Russie, et que tous les tzars, depuis quatre siècles, ont enrichi de leurs offrandes. L'empereur et les impératrices y laissèrent plus d'un témoignage de leur piété et de leur munificence.

Leur retour à Saint-Pétersbourg ne fut pas aussi prompt qu'il aurait pu l'être : l'impératrice Alexandra, épuisée de fatigue, après tant de jours donnés à la représentation et au cérémonial, avait besoin de beaucoup de ménagements. L'empereur, qui la voyait souffrante, l'entourait de sollicitude et la forçait de s'arrêter en route pour se reposer, quoique l'impératrice ne se plaignît jamais de sa santé.

L'impératrice Alexandra posait en axiome qu'une impératrice n'avait pas le droit d'être malade, et, comme elle le dit plus d'une fois à Madame Gleboff, une de ses dames d'honneur qu'elle affectionnait le plus, elle craignait, par-dessus tout, d'inquiéter l'empereur, qui, si ferme et si énergique qu'il fût de caractère, n'avait pourtant pas le courage de la voir souffrir.

Ce fut à son passage dans le gouvernement de Tver, que l'empereur reçut, le 13 octobre, deux courriers qui lui apportaient deux importantes nouvelles : les négociations d'Ackermann étaient closes, et les plénipotentiaires turcs avaient fini par accepter, le 6 octobre, le projet de convention qui leur avait été proposé au nom de la Russie; l'insolente et injuste agression de la Perse était déjà punie, et l'aide de camp général Paskewitch avait mis en pleine déroute l'armée d'Abbas-Mirza.

Cette victoire signalée n'avait pas été le premier avantage remporté par les Russes sur l'armée persane. Lorsque cette

armée, forte de trente-cinq à quarante mille hommes, avait passé l'Araxe et s'était avancée dans le khanat de Karabag, jusqu'aux environs de la ville d'Élisabethpol, le général Yermoloff avait donné ordre aux avant-postes russes de se replier en arrière devant l'ennemi, pendant qu'il concentrerait, à la hâte, autour de Tiflis, l'armée de Géorgie, qui se trouvait alors répartie dans ses cantonnements.

Le général-major prince Madatoff avait été envoyé à la rencontre des Persans, avec quelques bataillons d'infanterie et quelques centaines de Cosaques, non pour arrêter l'invasion de l'armée persane, mais pour inquiéter son avant-garde, qui avait pris position sur la rive droite de la rivière de Chamhora.

Le prince Abbas-Mirza n'avait pas été accueilli partout, comme il l'espérait, dans les provinces musulmanes où ses émissaires prêchaient la guerre sainte : ici, les populations n'osaient pas se soulever contre les Russes, dont la domination leur était moins à charge, d'ailleurs, que celle du schah de Perse ; là, les chefs indigènes du pays, les anciens khans, reconnus et soutenus par la Russie, ne voyaient que périls et désavantages pour eux à se séparer de cette puissance et à s'exposer aux effets de son ressentiment. Ainsi, le Daghestan était resté dans le devoir, malgré les excitations des agents de la Perse, et le chef le plus influent de cette province, Aslan-Khan, loin de répondre à l'appel de l'insurrection, avait envoyé son propre fils et trois cents cavaliers au gouverneur général des provinces caucasiennes.

Abbas-Mirza commençait à se préoccuper des résultats de son entreprise, et il hésitait à marcher en avant, quoiqu'il eût fait occuper la ville d'Élisabethpol et tous les postes que les troupes russes avaient abandonnés. Son avant-

garde, composée de dix mille hommes, dont deux mille d'infanterie régulière et huit mille de cavalerie, avec quatre canons et vingt fauconneaux de campagne montés sur des chameaux, se mit toutefois en bataille pour recevoir la division du général Madatoff, qui, malgré l'infériorité numérique des troupes qu'il commandait, n'avait pas hésité à commencer l'attaque par un feu de mousqueterie très vif et très bien dirigé. Les réguliers et les cavaliers persans, quoique organisés à l'européenne, étaient incapables de résister longtemps à une attaque vigoureuse et habilement conduite, surtout lorsque le canon ennemi fit une large trouée dans leurs rangs : ils se débandèrent, sans opposer aucune résistance à la cavalerie cosaque, qui les poursuivit l'épée dans les reins et leur tua beaucoup de monde.

Ce beau fait d'armes avait eu lieu, le 14 septembre, et son principal résultat fut de démoraliser l'armée persane, d'augmenter les hésitations d'Abbas-Mirza et d'empêcher la défection des peuplades musulmanes qui ne s'étaient pas encore prononcées en faveur de la guerre sainte.

On put juger, dès ce moment-là, que la Russie allait reprendre l'avantage et que le sort de la guerre était fixé d'avance. Le général Yermoloff vit aussitôt affluer dans son camp, autour de Tiflis, les mahométans et les Arméniens du Karabag, qui venaient se placer sous sa protection, et plusieurs khans qui ne demandaient qu'à servir sous le drapeau russe. L'armée persane était dès lors arrêtée dans sa marche et paralysée dans ses mouvements. Il ordonna au général Paskewitch de ne pas attendre que sa division eût reçu des renforts et d'opérer immédiatement sa jonction avec le général Madatoff. Celui-ci, après sa victoire, était entré, sans coup férir, à Élisabethpol, que lui avait livrée

la retraite de quinze cents hommes qui ne firent pas mine de défendre la ville et la citadelle, où l'ennemi avait formé un dépôt de vivres et de munitions.

La jonction des deux généraux s'opéra sans obstacle, dans la nuit du 21 septembre, pendant que, de son côté, le prince Abbas-Mirza opérait également sa jonction avec son beau-frère Alaïar-Khan, gendre et premier ministre du schah de Perse.

Toute l'armée persane se trouva ainsi réunie : elle se composait de vingt-quatre bataillons d'infanterie régulière, comprenant chacun huit cents à mille hommes; de douze mille cavaliers, de huit mille hommes de troupes irrégulières et de vingt-quatre pièces d'artillerie. Cette armée semblait impatiente de réparer l'échec de son avant-garde, et ses deux chefs, Abbas-Mirza et Alaïar-Khan, profitèrent de ses bonnes dispositions, pour la conduire contre les Russes.

Le prince Abbas-Mirza avait perdu six semaines à faire le siége de la forteresse de Choucha, et il n'avait pas réussi à s'en emparer. Cette forteresse, en assez mauvais état et presque dépourvue d'approvisionnements, était défendue par six compagnies de chasseurs à pied, commandées par le colonel Réout : « Mes enfants, avait dit le colonel à ses soldats, si vous êtes comme moi déterminés à vous ensevelir sous les ruines de la forteresse plutôt que de la livrer à l'ennemi, nous pouvons tenir ici jusqu'à ce que le gouverneur général nous envoie du secours. Si quelqu'un parle de se rendre, nous le punirons, en le privant de l'honneur de combattre et de se faire tuer avec nous. » Le colonel avait fait des héros de tous les hommes de la garnison, qui soutint plusieurs assauts, et qui, avec quatre bouches à feu, ne cessa de répondre à l'artillerie de l'armée per-

sane. Abbas-Mirza s'était vu obligé de laisser derrière lui cette forteresse, dont le siége aurait pu se prolonger encore pendant un mois.

— Mes enfants, vous avez fait vaillamment votre devoir, dit le colonel Réout à ses braves compagnons d'armes; mais la Providence nous est venue en aide, sans doute parce que notre bien-aimé maître et empereur a prié pour nous le jour de son couronnement.

Le sardar d'Érivan, qui, en dépit de son hostilité manifeste, avait tardé pourtant à se mettre en campagne, venait enfin de se déclarer, en forçant les habitants des districts de Kasask et de Chamchadil à prendre les armes, sous peine de perdre tout leur bétail et de voir leurs terres dévastées : il avait évidemment l'intention de se porter sur Tiflis et de chercher à s'emparer de cette ville dégarnie de troupes. Le général Yermoloff, qui n'avait conservé sous ses ordres que trois bataillons d'infanterie, avec douze pièces de canon et quatre cents Cosaques, n'attendit pas l'ennemi sous les murs de Tiflis, et, comme tout était encore tranquille dans le Dhagestan et sur la ligne du Caucase, il s'empressa de prévenir les dévastations et les représailles dont le sardar d'Érivan menaçait des populations dévouées à la Russie.

Pendant que le général Yermoloff cherchait à rencontrer le sardar qui reculait à son approche en pillant et en saccageant le pays, les généraux Madatoff et Paskewitch s'étaient trouvés, le 25 septembre, en présence de l'armée persane. Ils n'avaient à lui opposer, que six mille hommes d'infanterie, trois mille de cavalerie et quelques pièces d'artillerie de campagne. Le prince Abbas-Mirza et son beau-frère Alaïar-Khan, dans l'espoir de les écraser sous le nombre, attaquèrent les Russes sur les bords de la petite rivière de

Dhéjam, à sept verstes (deux lieues) d'Elisabethpol, où le général Madatoff avait mis une forte garnison.

L'aide de camp général Paskewitch, qui avait pris le commandement en chef, quand sa division s'était réunie à celle du général Madatoff, eut le temps de se préparer à bien recevoir l'ennemi, qui s'approchait en se déployant de manière à les envelopper de toutes parts : les bataillons russes étaient massés en carré, la cavalerie au centre et l'artillerie distribuée sur chaque front des lignes : un feu vif et bien nourri accueillit de quatre côtés à la fois l'infanterie persane, qui arrivait confusément, en tiraillant, après une première décharge générale dont l'effet avait été absolument nul, parce qu'elle fut faite hors de toute portée.

Cette infanterie, encore mal formée à la discipline et à la tactique européennes, recula en désordre. Cinq ou six coups de canon, bien dirigés, y jetèrent le trouble et la terreur : elle se débanda et se mit à fuir, entraînant dans sa fuite la cavalerie régulière et irrégulière, qui n'essaya pas même de la soutenir. Les canons russes tiraient toujours sur les fuyards, qui furent bientôt dispersés, en laissant plusieurs milliers d'hommes sur le terrain.

La cavalerie, que le général Paskewitch avait lancée pour couper la retraite à l'armée persane, fit onze cents prisonniers, y compris neuf officiers et deux khans, et s'empara de quatre drapeaux, de huit canons et de quatre-vingts caissons. Les Russes ne perdirent que quarante-trois soldats et trois officiers, dont l'un était le lieutenant-colonel Grékoff, mais ils eurent deux cent cinquante blessés.

L'armée persane s'était presque évanouie, à la suite de cette déroute qui délivra immédiatement de l'occupation ennemie la province de Karabag : Abbas-Mirza, à la tête de sa cavalerie, avait repassé l'Araxe, tandis que son infan-

terie, disséminée dans les montagnes, regagnait, par groupes isolés, les frontières de la Perse.

A la nouvelle de ce désastre, le sardar d'Érivan s'était renfermé dans sa capitale, et l'ancien khan du Schirwan, qui avait essayé inutilement de soulever les habitants du Kouba, se retirait dans les steppes de Moughan, sans oser en venir aux mains avec le général-major de Krabbe, qu'on envoyait à sa poursuite.

Ainsi donc, le général Yermoloff, dans son second rapport sur les opérations de l'armée de Géorgie, avait pu dire en annonçant la victoire remportée par Paskewitch : « Dieu a visiblement appesanti sa main sur les Persans. Leur châtiment a été aussi prompt que leur politique a été odieuse, et Abbas-Mirza lui-même, avec des forces quadruples de celles qu'il a eues à combattre jusqu'à présent, vient d'essuyer une défaite qui semble décider du sort de la campagne et de la guerre. »

L'empereur revint à Saint-Pétersbourg, précédé de la nouvelle de ces brillants succès militaires. Il fit son entrée solennelle, avec l'impératrice et le grand-duc héritier, le 18 octobre, et il descendit à la cathédrale de Notre-Dame de Kasan, où le métropolitain Séraphim, entouré de son clergé, eut l'honneur de le recevoir, en lui présentant la croix et l'eau bénite. Toute la population était sur pied, pour voir passer la famille impériale et pour lui témoigner, par des acclamations enthousiastes, la joie que son retour avait mise dans tous les cœurs.

Le soir, la ville fut splendidement illuminée, et le peuple, qui n'était pas encore rassasié, pour ainsi dire, de la vue de son auguste maître, se portait avec empressement sur tous les points où l'on assurait que la famille impériale s'était montrée, quoique l'empereur et l'impératrice ne fus-

sent pas sortis du palais dans la soirée. On aurait pu croire qu'ils avaient été reconnus partout dans la foule, car de nouveaux cris en leur honneur éclataient à chaque instant dans les rues.

Le triomphe des armes russes en Géorgie, il est vrai, avait donné un puissant élan à l'allégresse publique. Ce ne fut pourtant que vingt jours après, que les drapeaux pris sur les Persans à la bataille de Djéham arrivèrent à Saint-Pétersbourg : ils furent promenés dans la ville, au son des trompettes, sous l'escorte de deux détachements des chevaliers-gardes. On accourait de tous côtés pour admirer ces glorieux trophées, et chaque passant, qui les saluait avec une noble émotion de patriotisme, adressait tout bas une prière d'actions de grâces à Dieu, protecteur de la sainte Russie.

Les rapports du général en chef Yermoloff n'avaient pas mis en relief la part qui revenait de droit au général Paskewitch dans la défaite totale de l'armée persane, mais l'empereur savait à quoi s'en tenir sur l'antagonisme irréconciliable qui s'était déjà déclaré entre le gouverneur général des provinces circassiennes et l'aide de camp général Paskewitch, qu'on regardait comme son futur successeur. Ce dernier n'avait pas même obtenu du général en chef un nombre de troupes suffisant pour tenir la campagne, et s'il n'eût pas eu la prévoyance de réunir sa division à celle du général Madatoff, il se serait vu dans l'impossibilité de rien entreprendre contre un ennemi qui disposait de forces considérables. Madatoff avait sans doute fait preuve d'un courage presque téméraire, en se mettant à la poursuite de toute une armée qui lâchait pied à la fois ; mais c'était aux savantes dispositions stratégiques de Paskewitch, qu'il fallait attribuer la déroute si prompte et si complète de cette

armée, quatre ou cinq fois plus nombreuse que l'armée russe.

Nicolas fut instruit de toutes ces circonstances, mais il se réserva de récompenser plus tard le général Paskewitch, sur lequel il avait des vues particulières. On put croire qu'il l'avait oublié à dessein, quand on vit paraître un ukase en date du 1er/13 octobre, annonçant que l'empereur, pour récompenser le courage brillant que le général Madatoff avait montré et les sages dispositions qu'il avait prises dans la bataille du 25 septembre, lui avait décerné un sabre monté en or et orné de diamants avec l'inscription : *Pour la valeur*. En outre, le général prince Madatoff était promu au grade de lieutenant-général.

Le prince Menchikoff n'avait pas encore été mandé à Saint-Pétersbourg, pour y rendre compte de sa mission, longtemps contrariée et tout à coup interrompue par le mauvais vouloir et la déloyauté des ministres du schah de Perse ; il attendait à Tiflis les ordres de l'empereur, qui lui donna un témoignage public de satisfaction, en faisant insérer dans le Journal de Saint-Pétersbourg les rapports de ce plénipotentiaire, relatifs aux vexations et aux traitements indignes que lui avait fait subir le gouvernement persan, au point d'attenter à sa liberté et de menacer sa vie.

« Les armes russes, disait une note officielle annexée à ces rapports, achèveront de venger les insultes faites à la Russie dans la personne de son envoyé..... La Russie n'en déplore pas moins cette injuste agression, de la part du schah de Perse ; elle est trop amie de la paix, pour ne pas voir avec peine la nécessité d'une guerre, mais elle ne pouvait désirer d'événements plus propres à faire éclater ses intentions toujours loyales et pures. Le prince Menchikoff en a été le digne interprète : dans les circonstances les

plus difficiles, sa conduite n'a pas cessé d'offrir l'heureuse alliance de l'habileté et de la modération. Dans les dangers, elle a présenté un noble exemple de dévouement et de courage. »

En même temps, le prince Menchikoff était nommé aide de camp général de l'empereur, et un rescrit flatteur de Sa Majesté lui conférait les insignes en diamants de l'ordre de Sainte-Anne de la première classe, en récompense de son zèle et en dédommagement de tout ce qu'il avait souffert pendant son ambassade en Perse.

Dans la note officielle qui accompagnait les rapports du prince Menchikoff, le Gouvernement de l'empereur s'était plu à reconnaître que le ministre d'Angleterre à la cour de Tchéran avait tout fait pour empêcher une rupture entre la Perse et la Russie, comme pour protéger la personne de l'ambassadeur russe : « Il était impossible de donner un meilleur démenti, disait la Note, aux conjectures que les malveillants se sont empressés de propager, et les ignorants d'accueillir, sur la position réciproque de la Russie et de l'Angleterre dans les affaires de la Perse; impossible de mieux attester les liens qui unissent les deux États et la continuation de cette politique, commune aux grandes cours européennes, dont la paix générale est tout ensemble le premier but et la plus belle récompense. »

Les plénipotentiaires d'Ackerman, le comte de Worontzoff et le conseiller privé Alexandre de Ribeaupierre, avaient mieux réussi dans leur mission diplomatique : le traité qu'ils avaient conclu au nom de la Russie était bien plus avantageux que celui de Bukharest, dont ce traité ne devait être que le commentaire explicatif : aussi, disait-on qu'il ne serait pas ratifié par la Porte Ottomane, et l'on supposait au sultan l'intention de traîner les choses en longueur, de faire naître

un prétexte de rupture, et de recourir, comme son allié le schah de Perse, à la chance des armes, pour échapper aux conditions onéreuses et humiliantes que la Russie lui avait imposées.

Le bruit courait aussi que l'Angleterre avait, par l'organe de son ambassadeur à Constantinople, lord Strafford-Canning, annoncé au reiss-effendi, qu'elle s'était mise d'accord avec la Russie et la France pour arrêter l'effusion du sang chrétien en Grèce, et que, pour arriver à ce résultat par des voies pacifiques, les trois puissances invitaient la Turquie à ne pas refuser leur intervention.

Cependant le sultan Mahmoud se trouvait aux prises avec de si redoutables embarras dans son empire, qu'il n'osa pas retarder d'un jour la ratification du traité d'Ackerman, et il affecta même de l'accepter avec plaisir, comme la garantie d'une paix honorable, puisqu'il envoya, en témoignage de satisfaction, des pelisses d'honneur aux plénipotentiaires turcs.

L'empereur, en apprenant que l'échange des ratifications avait eu lieu entre les négociateurs du traité, adressa le rescrit suivant au comte de Worontzoff :

« Vous avez constamment attiré sur vous notre attention particulière par vos services distingués et vos utiles travaux pour le bien de la patrie; maintenant, dans le cours des négociations qui viennent d'avoir lieu avec les plénipotentiaires de la Turquie aux conférences d'Ackerman, vous vous êtes acquis de nouveaux titres à notre reconnaissance. Vos efforts et vos habiles dispositions ont terminé les dissensions qui depuis longtemps troublaient la bonne intelligence entre la Russie et la Porte Ottomane, et posé les bases de cette paix solide que nous avons toujours désirée. Voulant vous donner un témoignage de notre entière satisfaction,

pour un service aussi important, nous vous conférons les insignes en diamants de l'ordre de Saint-Alexandre Newsky, et vous les transmettons ci-joints,

« Je suis votre affectionné,

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 30 octobre (11 nov., nouv. st.) 1826. »

LXVI

L'empereur Nicolas n'avait plus rien à craindre du côté de la Turquie : les réformes violentes et intempestives que le sultan Mahmoud persistait à inaugurer dans ses États, sans tenir compte des idées religieuses et des mœurs nationales de ses peuples, semblaient devoir entraîner, dans un délai très rapproché, la dissolution de l'Empire Ottoman. Mahmoud, qui s'était privé de ses meilleures troupes, en ordonnant le massacre des janissaires, n'aurait pas eu peut-être une armée et une flotte à envoyer contre les Grecs, si le vice-roi d'Égypte lui avait refusé les moyens de tenter un dernier effort pour étouffer l'insurrection grecque, avant que l'Angleterre, la Russie et la France eussent imposé leur intervention aux parties belligérantes.

L'armée de quatre-vingt mille hommes, que Nicolas avait fait réunir sur les bords du Pruth, et qui s'attendait, d'un jour à l'autre, à entrer en Moldavie, ne fut pas dispersée dans ses cantonnements, après la signature de la convention d'Ackerman. Le cabinet de Saint-Pétersbourg ne songeait pourtant à aucune agression, puisqu'il avait obtenu tout ce qu'il pouvait demander loyalement à la Porte, c'est-à-dire la confirmation pleine et entière de

toutes les clauses et stipulations du traité de Bukharest; mais, dans la pensée des hommes d'État russes les plus clairvoyants, le gouvernement turc était aux prises avec de telles difficultés intérieures, qu'il serait incapable sans doute d'en triompher, malgré l'énergie de son souverain. On croyait généralement, dans les hautes sphères de la politique, à la chute prochaine de l'Empire Ottoman.

Il faut donc apprécier la modération de l'empereur Nicolas, qui n'abusa pas de la situation périlleuse où se trouvait le sultan Mahmoud, pour exiger de lui des concessions et des avantages nouveaux, que la Turquie n'eût pas osé refuser à son puissant voisin.

La convention d'Ackerman était seulement destinée à fixer, d'une manière définitive et irrévocable, le mode d'accomplissement de tous les articles du traité de Bukharest, qui n'avaient pas été exécutés par la Porte depuis 1812. Les plénipotentiaires russes avaient même consenti à envelopper, dans les formes d'une rédaction plus conciliante, ce qu'il y eut d'abord de trop impératif et de trop menaçant dans leurs demandes.

Il s'agissait d'assurer la possession territoriale de la Russie sur les côtes de la mer Noire et de remettre en vigueur tous les priviléges dont la Moldavie, la Valachie et la Servie devaient jouir sous l'influence tutélaire du gouvernement russe.

Tout avait été accordé et réglé, au gré des désirs du cabinet de Saint-Pétersbourg.

Il était convenu que les frontières asiatiques entre les deux empires demeureraient telles qu'elles existaient alors, et que les deux puissances aviseraient, dans le délai de deux ans, à adopter réciproquement les mesures les plus capables de maintenir la tranquillité et la sûreté de leurs su-

jets respectifs. La Porte s'engageait à donner satisfaction le plus promptement possible à toutes les réclamations qui lui seraient adressées par les sujets russes à l'égard des pertes et dommages qu'ils auraient subis à la suite du traité de Bukharest. Elle s'engageait aussi à favoriser l'extension du commerce russe dans la mer Noire, en ne mettant aucune entrave à la libre navigation des bâtiments marchands sous pavillon russe dans toutes les mers et eaux de l'Empire Ottoman, sans exception, et en les sauvegardant contre les attaques des corsaires barbaresques.

Quant aux principautés danubiennes, un acte séparé, relatif au rétablissement de leurs droits et priviléges, stipulait que les hospodars indigènes, élus désormais par les boyards de chaque province, avec le consentement de la Porte, feraient droit cependant aux représentations des agents diplomatiques de la Russie pour la fixation des impôts et le maintien des autres priviléges du pays; en outre, la Porte accorderait aux habitants des principautés la liberté du commerce pour toutes les productions de leur sol et de leur industrie, en les exemptant de tous tributs et redevances pendant deux années, eu égard aux malheurs qu'ils avaient eus à souffrir par suite des derniers troubles.

Enfin, dans l'acte séparé relatif à la Servie, la Sublime-Porte promettait de discuter à l'amiable, avec les députés serviens présents à Constantinople, la requête qui lui avait été présentée au nom de leur nation, et qui réclamait pour cette province la liberté du culte, le choix de ses chefs, l'indépendance de son administration intérieure, etc.

En un mot, la Russie avait ressaisi, par la convention d'Ackerman, toute l'influence de son protectorat sur la Servie et les provinces moldo-valaques.

La Porte Ottomane, en signant cette convention, qui était encore plus blessante pour son amour-propre que désavantageuse pour ses intérêts, ne croyait pas avoir donné pour base aux rapports des deux empires, comme elle le disait : « une parfaite harmonie et une confiance entière réciproque, » mais elle gagnait du temps, et elle empêchait l'entrée immédiate de l'armée russe dans les Principautés.

Elle n'avait donc pas suivi le conseil de son alliée, l'Autriche, qui lui proposait des moyens dilatoires pour faire traîner en longueur les négociations, et qui ne lui offrait ni un homme, ni un canon, ni un florin, pour défendre ses frontières.

Le schah de Perse, qu'elle avait poussé à la guerre, non pas qu'elle eût l'intention de lui fournir des troupes et de l'argent pour soutenir cette guerre inégale, mais avec l'espoir de profiter d'une diversion avantageuse à ses intérêts politiques pour achever la soumission de la Morée, le schah Feth-Ali avait fait annoncer, à Constantinople, par son ambassadeur, que ses armées victorieuses s'avançaient en Géorgie et refoulaient devant elles le peu de troupes russes qui se trouvaient disséminées dans ces provinces, où les populations musulmanes se levaient en masse, au signal de la guerre sainte.

Mais le sultan avait expérimenté lui-même ce que valaient ses propres troupes formées nouvellement à la tactique européenne; il ne pouvait donc avoir beaucoup de confiance dans celles que le schah de Perse se vantait d'avoir formées d'après la même tactique : la bataille de Dhéjam venait de prouver, en effet, que l'infanterie régulière des Persans n'était pas capable de tenir contre l'infanterie russe, et l'on apprit bientôt que le prince Abbas-Mirza avait

licencié jusqu'au printemps toute son armée fugitive, à l'exception d'un corps de cavalerie d'élite.

Le schah de Perse, à qui ses ministres avaient promis de rendre la Géorgie et toutes les riches provinces que la Russie lui avait enlevées dans la dernière guerre, apprit avec stupeur la défaite et la dispersion de cette armée persane, qu'il était si fier d'avoir organisée à l'europénne. Ce fut son fils Abbas-Mirza lui-même qui lui apporta la nouvelle de ce désastre.

On assure que, dans leur entrevue, Feth-Ali, dont l'opinion personnelle avait toujours incliné vers la paix, adressa les plus vifs reproches au prince Abbas-Mirza, qui l'avait engagé dans cette malheureuse guerre : il menaça son fils de le déclarer indigne de la couronne et de lui faire crever les yeux. Mais Abbas-Mirza eut l'habileté de l'apaiser, en lui persuadant que la campagne prochaine leur serait plus favorable, et que les Russes auraient bientôt reconnu l'impossibilité de se maintenir dans les provinces caucasiennes.

Le schah avait à cœur de venger la mort d'un de ses petits-fils, Seyful-Meluk-Mirza, blessé mortellement dans la bataille de Dhéjam; il consentit donc à reprendre les hostilités, au printemps de l'année suivante et à fournir à Abbas-Mirza une armée nouvelle, plus considérable, sinon mieux aguerrie, que celle qui avait lâché pied devant le petit corps d'armée des généraux Madatoff et Paskewitch.

Le schah, qui s'était avancé dans l'Abjerbidjan pour se rapprocher du théâtre de la guerre, quitta précipitamment la ville d'Agar, où il résidait avec sa cour, et alla s'établir à Douvarkand, au delà de Tauris. En même temps, ordre fut donné à tous les corps persans, qui opéraient dans les provinces de Kouba, de Schirwan et d'Érivan, de se retirer sans combattre, en chassant devant eux les populations neu-

tres ou fidèles à la Russie, pour les interner sur le sol de la Perse.

Ces provinces se trouvèrent, en peu de jours, débarrassées de leurs envahisseurs, mais changées en déserts et entièrement dévastées. Il n'y restait que des bandes de pillards qui se cachaient dans les montagnes, à l'approche des détachements russes.

Le général-major Davydoff avait pourtant rencontré, le 3 octobre, dans la province d'Érivan, une division persane commandée par Hassan-Khan, frère du sardar de cette province, qui s'était renfermé dans sa capitale : Hassan-Khan avait été battu, mis en fuite et poursuivi jusque sous les murs de la ville.

Le général-major de Krabbe, qui avait mission de protéger les habitants dans la province de Kouba contre les manœuvres des émissaires musulmans, vit les notables du pays accourir sous ses drapeaux et devenir ses plus fidèles auxiliaires.

La tranquillité n'avait pas même été troublée dans le Daghestan, malgré le voisinage des montagnes qui offraient une retraite sûre aux fauteurs de désordre.

Le gouverneur général des provinces caucasiennes, le général Yermoloff, qui n'avait eu qu'à se montrer à la tête d'une force imposante pour pacifier la partie méridionale de la Géorgie, se proposait de porter son quartier-général dans la province de Schekine. Le quartier-général de l'aide de camp général Paskewitch était à Koudolan, sur la rivière de Tchérakène, près de Choucha, dans cette province de Schirwan, qui avait été presque tout entière au pouvoir d'Abbas-Mirza : il n'y était pas resté un seul débris de cette armée persane, qui avait disparu en quelques heures, sans que le général Madatoff, qui la poursuivait avec vi-

gueur, en pût atteindre les derniers fuyards. Aucune opération militaire ne semblait devoir s'exécuter de ce côté-là, et le général Paskewitch attendait en vain l'ordre de marcher en avant et de passer l'Araxe.

Cet ordre vint du cabinet de l'empereur, et Yermoloff ne le transmit pas sans hésitation et sans dépit au général Paskewitch, qu'il eût voulu pouvoir condamner à l'inaction, car Paskewitch était pour lui un rival redoutable, qui ne demandait qu'une occasion de se distinguer par un grand fait d'armes.

Le 6 novembre, Paskewitch commença son mouvement au delà de l'Araxe : ce fleuve fut traversé à gué par un premier détachement de troupes russes; plusieurs bataillons d'infanterie franchirent ce gué, peu profond, sur des chevaux de dragons et de Cosaques. Cinq ou six mille hommes passèrent ainsi, dans la journée, sur le territoire de la Perse, sans qu'on leur eût disputé le passage.

Le lendemain, Paskewitch n'hésita pas à s'engager dans des défilés que l'ennemi n'essayait pas de défendre, car il les avait toujours regardés comme inaccessibles; l'artillerie même de gros calibre put être transportée à travers ces montagnes escarpées, et le général russe pénétra dans le pays, à vingt ou vingt-cinq lieues de la frontière : il cherchait une armée à combattre; il ne rencontra que quelques partis de cavalerie, qui se dispersaient à la première attaque, et quelques groupes de sujets russes, enlevés à leurs foyers par les Persans qui les emmenaient en otages.

La saison devenait tous les jours plus mauvaise, le chemin plus difficile, et la subsistance des troupes plus rare. Le but de cette expédition hardie et rapide était, d'ailleurs, atteint : on savait qu'il n'existait plus d'armée persane et que le prince Abbas-Mirza, retiré à Ardebil, avait congédié ses

troupes jusqu'au printemps; Paskewitch avait prouvé, en franchissant l'Araxe, que les obstacles naturels, qui protégeaient la frontière persane, ne pouvaient arrêter les armées russes. Il revint sur ses pas, en ramassant des familles et des individus isolés qui demandaient à retourner dans la province de Karabagh, et il repassa l'Araxe, le 12 novembre, pour aller reprendre ses positions près de la rivière de Tchérakène.

Cette courte irruption des Russes sur le territoire persan fut désapprouvée hautement par le gouverneur général des provinces caucasiennes. L'aide de camp général Paskewitch crut devoir en prendre toute la responsabilité, et il envoya plusieurs rapports à l'empereur, qui les fit publier par extraits dans le journal officiel de Saint-Pétersbourg.

La Perse s'était émue de l'expédition du général Paskewitch, et Feth-Ali adressait, au sujet de la violation de son territoire, une protestation et une demande de secours à l'Angleterre. On apprit ainsi qu'un traité secret avait été signé à Tehéran, par lequel l'Angleterre garantissait à la Perse, en cas d'invasion de la part de la Russie, non-seulement un corps de troupes auxiliaires, mais encore un subside de deux cent mille livres sterl. par an pendant toute la durée de la guerre.

Le gouvernement anglais se vit obligé, non d'intervenir à main armée, mais d'avertir le gouvernement russe des embarras sérieux que pourrait entraîner une nouvelle invasion de l'armée du Caucase dans le royaume de Perse : il se posa en médiateur, et il fit savoir au schah Feth-Ali que son injuste agression contre la Russie avait autorisé les représailles, que cette puissance s'était permises en violant le territoire persan : il invitait donc son allié à faire tous ses efforts pour obtenir la paix à des conditions justes et modérées.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg, en réponse aux représentations amicales que le cabinet de Saint-James lu avait adressées, déclara, dans les termes les moins ambigus, que l'empereur de Russie n'acceptait et ne souffrirait aucune intervention étrangère dans son différend avec la Perse, et qu'il entendait poursuivre la guerre contre un ennemi déloyal aussi longtemps et aussi vivement qu'il le jugerait convenable.

L'Angleterre, qui jugeait cette guerre contraire à ses intérêts et qui en redoutait surtout les conséquences, se tourna du côté de la Perse, pour déterminer un rapprochement entre cette puissance et la Russie; mais, excepté Feth-Ali, tout le monde, en Perse, les ministres, le peuple, la cour, étaient animés des sentiments les plus haineux et les plus hostiles contre les Russes. La politique anglaise, qui avait besoin de ménager les deux parties belligérantes, ne se prononça pas entre elles, mais reprocha indirectement au Gouvernement persan d'avoir été l'agresseur et de s'être exposé à subir une invasion de son territoire, en ordonnant ou en tolérant l'envahissement de la Géorgie, que les traités avaient placée sous la domination russe. C'était faire entendre au cabinet de Téhéran, que l'Angleterre se considérait comme dégagée de ses promesses, et que la Perse ne devait espérer d'elle aucun secours immédiat, ni en hommes, ni en argent.

En même temps, pour protester d'avance contre cette guerre dont le royaume de Perse serait inévitablement le théâtre, la politique anglaise chercha ses appuis dans l'opinion publique, en faisant répéter, par toutes les voix de la presse, que l'ambition démesurée de la Russie avait éveillé à juste titre les inquiétudes du Gouvernement persan et que l'administration intolérable du gouverneur général des

provinces du Caucase avait poussé à la révolte les populations musulmanes de ces provinces, encore mal façonnées au joug russe.

Cette dernière accusation, qui reposait peut-être sur des apparences factices plutôt que sur des faits authentiques, prit tout à coup une sérieuse consistance et trouva des échos complaisants en Russie, surtout auprès de l'empereur. Ces bruits fâcheux, plus ou moins fondés, ne firent que se fortifier et se répandre, et quoiqu'il n'y eût pas de pourparlers pour la paix, les ministres du schah de Perse ne manquèrent pas de signaler, parmi les griefs dont ils avaient à se plaindre, les procédés irritants et souvent iniques, dont le général Yermoloff aurait usé à l'égard des habitants et des chefs indigènes.

— Yermoloff n'aura fait certainement que son devoir, dit une fois l'empereur au sujet de ces allégations qui se faisaient jour jusque dans le Conseil privé ; mais, en ne craignant pas de se faire tant d'ennemis qui l'accusent, il a eu le tort de ne pas se faire des amis qui plaideraient sa cause et qui me forceraient à l'absoudre. La position d'un gouverneur général, j'en conviens, est bien délicate et bien difficile dans un pays à peine soumis et travaillé par la malveillance des indigènes, mais ce sont des généraux russes que j'envoie au Caucase, et non pas des satrapes.

La décision vigoureuse, avec laquelle l'empereur Nicolas avait mené à bonne fin les négociations d'Ackerman et conduit les opérations de la guerre contre la Perse, produisit la même impression dans tous les cabinets de l'Europe. On ne douta pas que la politique du nouveau règne ne fût très ferme et, au besoin, très énergique, tout en restant pacifique.

On en vint cependant à conclure que la Russie, qui con-

naissait sa force et sa puissance, ne fût assez portée, en cas de difficultés avec ses voisins ou ses alliés, à en appeler au droit des armes. Alexandre Ier s'était fait une gloire de maintenir la paix pendant dix ans entre les puissances européennes; on supposa, bien à tort, que son successeur avait l'intention de suivre une autre voie et d'ambitionner un rôle militaire dans le règlement des questions internationales, qui ne seraient plus soumises à l'arbitrage des souverains et des États signataires de la Sainte-Alliance.

En effet, l'empereur de Russie demanda tout à coup si l'Angleterre perdait de vue totalement le protocole secret qu'elle avait signé avec lui, par l'entremise de lord Wellington, huit mois auparavant, et qui aurait dû amener, de la part des deux gouvernements, une médiation amiable en faveur de la Grèce mise à feu et à sang par les Turcs. Le protocole existait, quoiqu'il n'eût pas encore été publié, et son existence seule avait produit une influence favorable sur les événements de la guerre de l'indépendance grecque, en faisant renaître l'espoir dans le cœur des Hellènes et en leur annonçant que leur sainte cause avait enfin trouvé des sympathies, sinon des auxiliaires, parmi les grandes puissances de l'Europe chrétienne. Le cabinet de Saint-James avait fait adresser sans doute des représentations et des conseils à la Porte Ottomane, relativement à la douloureuse situation des chrétiens de la Morée et de l'Archipel, mais ces conseils n'avaient pas été écoutés, ces représentations avaient été fort mal accueillies, et l'ambassadeur anglais, Strafford-Canning, avait transmis à son Gouvernement la réponse nette et fière du sultan, qui n'entendait reconnaître à personne le droit d'intervention officieuse entre lui et ses sujets rebelles.

Le Gouvernement français avait pourtant annoncé qu'il

était prêt à soutenir, de concert avec l'Angleterre et la Russie, le principe d'intervention en faveur de la Grèce. Les flottes anglaise et française étaient mouillées dans les eaux de l'Archipel, mais elles observaient la plus stricte neutralité et se contentaient de montrer leurs pavillons, comme un signal de délivrance prochaine, aux héroïques défenseurs d'Athènes, pendant qu'Ibrahim Pacha, à la tête de ses Égyptiens, parcourant le Péloponèse, mettait tout à feu et à sang.

Le comte de Nesselrode, chef du cabinet de Saint-Pétersbourg, fut chargé de donner avis au foreign-office de Londres, que son souverain voulait absolument que cette guerre d'extermination eût un terme; qu'il était las des lenteurs d'une négociation qui traînait depuis sept ou huit mois; qu'il jugeait nécessaire d'employer un langage plus catégorique vis-à-vis de l'Empire Ottoman et qu'il se faisait fort, en maintenant toujours son alliance avec l'Angleterre et la France, d'obtenir, à Constantinople, une solution prompte, juste et définitive de la question grecque. Or, la question grecque n'avait jamais été mêlée plus intimement à la question d'Orient, et le Gouvernement anglais voyait avec inquiétude renaître sous une forme indirecte la prétention que la Russie avait déjà mise en avant, de traiter elle-même, et pour son propre compte, avec la Porte Ottomane, des questions d'intérêt général et d'ordre public européen.

Telle fut l'origine de la mission nouvelle de M. de Ribeaupierre, qui s'était distingué, dans les conférences d'Ackerman, par son esprit droit et juste, ferme et conciliant à la fois, et qui eut l'honneur d'être choisi pour représenter son auguste maître auprès du sultan Mahmoud.

LXVII

La mission de M. de Ribeaupierre à Constantinople n'était pas encore connue, qu'on attribuait déjà, en Europe, au Gouvernement russe, le projet de tirer parti des embarras sans nombre, que les réformes violentes et hâtives du sultan avaient créées à la malheureuse Turquie.

On pensait que la Russie ne se bornerait pas à s'annexer définitivement les provinces danubiennes. Il semblait trop probable que l'Empire Ottoman, qui n'était pas parvenu, depuis cinq ans, à étouffer dans le sang l'insurrection grecque, et qui n'eût pas eu d'armée ni de flotte à lui opposer, dans la dernière campagne, sans l'assistance efficace du vice-roi d'Égypte, serait incapable de soutenir une guerre contre la Russie.

On fit revivre alors tous les mensonges politiques, auxquels avait donné lieu la supposition du prétendu testament de Pierre le Grand, et tous les journaux s'étant mis à l'unisson pour poser et débattre cette thèse imaginaire, on en conclut que la guerre était imminente et que le tzar allait déchaîner ses immenses armées sur la Turquie. On le voyait déjà s'emparant de Constantinople et se faisant couronner empereur d'Orient dans l'église de Sainte-Sophie !

Ces folles imaginations, qui alimentaient la polémique journalière de la presse, avaient ramené naturellement la discussion sur l'état des forces militaires de la Russie. On chercha un sujet de crainte et de défiance pour l'Europe, dans le fait d'une armée permanente, qui égalait en nombre toutes les armées réunies des puissances européennes, car on portait à 1,500,000 hommes le chiffre total des armées russes, en y comprenant les troupes irrégulières que pouvaient leur fournir les Kirghises, les Baskirs et les Tatars.

Cependant, on aurait pu, en recourant à des sources d'information moins exagérées, se rassurer contre des inquiétudes chimériques et se convaincre qu'une armée d'un million d'hommes était à peine suffisante pour défendre un empire, dont l'étendue territoriale comptait 375,174 milles carrés en Europe, en Asie et en Amérique, et dont la population ne s'élevait pas alors à plus de 59,534,000 individus.

Les forces militaires de la Russie, à cette époque, se composaient, en réalité, de quatre armées, formant ensemble un effectif de 480,000 hommes; des corps détachés de la Finlande, d'Orenbourg et de la Sibérie, chacun de 12 à 15,000 hommes; de la garde impériale, qui ne comprenait pas plus de 40,000 hommes; de l'armée du Caucase, qui était ordinairement de 85,000 hommes; des troupes de garnison, représentant environ 70 à 80,000 vieux soldats, la plupart invalides, et enfin, des colonies militaires, dans lesquelles la statistique européenne voyait plus d'un million d'hommes, et qui n'en comptaient à peine que 67,000.

Ces colonies militaires n'en étaient pas moins un épouvantail pour les puissances alliées de la Russie.

Ce système de colonisation n'avait été proposé et adopté, en effet, que dans le but avoué d'entretenir à l'état per-

manent une force militaire supérieure à toutes les forces réunies de l'Europe. Dans les hautes sphères du Gouvernement, il est vrai, on s'était laissé d'abord séduire, fasciner, enivrer, par les conséquences inappréciables qui paraissaient devoir résulter de cette nouvelle organisation de l'armée russe. On avait dépensé, depuis six ans, des sommes prodigieuses pour les premiers frais d'établissement; mais l'expérience n'était déjà pas trop favorable à l'institution, que l'empereur Alexandre eût voulu développer encore davantage, suivant les plans gigantesques du général en chef de ces colonies, le comte Araktchéïeff.

Les colonies militaires n'avaient servi jusqu'alors qu'à déranger les habitudes des soldats et celles des paysans colonisés; à jeter de l'inquiétude et du mécontentement dans les esprits; à préparer de redoutables foyers de désordre et d'insubordination, et à augmenter, dans une proportion menaçante, les dépenses de l'armée.

Nicolas, à son avénement, n'en était pas moins encore tout entiché des merveilleux résultats que devait produire la fondation des colonies militaires, à l'établissement desquelles il avait lui-même concouru, en faisant approuver par son frère Alexandre quelques-unes de ses idées personnelles à l'égard des plans primitifs de la colonisation.

Le rescrit suivant, qu'il avait adressé au général comte Araktchéïeff, peu de jours après l'insurrection du 26 décembre, annonçait même l'intention de donner encore plus de développement aux colonies militaires :

« Comte Alexis Andréïevitch, S. M. l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire, a jugé à propos d'établir des colonies militaires, pour le bien de Notre empire ; et vous, en qualité d'exécuteur fidèle de ses volontés, vous avez su remplir le but de ses bienfaisants projets. Ayant l'intention,

et regardant comme un devoir de continuer cet établissement, J'espère que vous me seconderez avec le même zèle qui vous a toujours distingué, aux yeux de feu l'empereur; et, en conséquence, Je vous charge de diriger ces colonies, d'après les mêmes règlements et dispositions légales qui ont été rendus jusqu'à présent à cet égard, et Je vous ordonne de me faire, en cas de besoin, des propositions, et d'en demander la décision, suivant le même mode que vous avez observé auprès de feu l'empereur.

« Je suis votre affectionné,

« NICOLAS.

« Pétersbourg, 19/31 décembre 1825. »

Mais il s'était fait, en peu de temps, un revirement complet, dans les idées et les vues de l'empereur, relativement au système des colonies militaires.

Ce système, en effet, que des hommes éminents et vraiment patriotes avaient presque condamné, était loin de donner les résultats qu'on croyait pouvoir en attendre : les colons faisaient de mauvais soldats et n'étaient pas de bons cultivateurs ; leur entretien coûtait aussi cher que celui des troupes régulières, et la population ne semblait pas s'accroître d'une manière sensible, dans ces colonies, soumises à une discipline plus sévère et plus pénible que celle de l'armée active.

Les circonstances avaient, d'ailleurs, contribué à modifier l'opinion de l'empereur, au sujet des colonies militaires : la plus grave de toutes avait été l'agitation séditieuse qui s'était produite, dans plusieurs de ces colonies, à l'occasion du changement de règne.

La révolte n'y avait pas sans doute éclaté, mais on avait pu se convaincre que les conspirateurs et les agents de

trouble exerceraient toujours leur funeste influence dans ces agglomérations d'hommes, qui, s'occupant de travaux agricoles et vivant en famille, ne conservaient rien de l'esprit militaire. C'étaient là des centres permanents de fermentation révolutionnaire, et cependant les sociétés secrètes n'y avaient pas encore pénétré, ou, du moins, ne s'y étaient pas propagées d'une manière inquiétante.

Les colonies militaires, en devenant suspectes, perdirent tout à coup leur prestige, et leur chef suprême, le comte Araktchéïeff, qui avait espéré d'abord leur faire absorber l'armée entière, fut bientôt impuissant à défendre son œuvre de prédilection contre les défiances et les antipathies de l'empereur : il tomba lui-même en disgrâce, et, quand cet arrogant favori d'Alexandre Ier eut perdu sans retour la faveur de Nicolas, on vit bien, à des signes certains, que le règne des colonies militaires était passé avec celui de leur créateur.

La disgrâce du comte Araktchéïeff avait suivi de près l'avénement de l'empereur Nicolas, et cette disgrâce ne fut pas l'ouvrage des innombrables ennemis qu'il s'était faits pendant son long règne de favori. Peu s'en fallut même que le nouvel empereur, n'écoutant que le sentiment de l'équité, ne déférât aux tribunaux cet homme implacable et cruel, qui avait osé violer la loi pour la faire servir d'instrument à ses haines et à ses vengeances particulières.

Dans le cours de l'année précédente, Araktchéïeff avait eu le malheur de perdre, de la manière la plus tragique, une maîtresse qu'il aimait avec passion. Cette femme, d'un caractère violent et brutal, accablait de mauvais traitements les gens de sa maison : elle fit fouetter devant elle une malheureuse femme de chambre, qui avait commis une

faute légère. Le frère de la victime jura de venger l'outrage infligé à sa sœur, et, s'armant d'un couteau, il se jeta sur l'indigne femme, qu'il voulait punir, et la perça de mille coups. Ce meurtre avait eu lieu à Grousino, dans la terre du comte d'Araktchéïeff.

Celui-ci accourut à cette horrible nouvelle et fit éclater un désespoir qui tenait du délire : il resta couché auprès du corps de sa maîtresse, refusant de s'en séparer et demandant à être enterré avec elle. Pendant plusieurs jours, il s'abstint de toute nourriture, laissa croître sa barbe, et se livra aux emportements de sa douleur furieuse.

L'empereur Alexandre jugea que la religion seule pouvait triompher d'une pareille douleur. Il écrivit au vénérable Photius, archimandrite du couvent de Saint-Georges, près de Novogorod, et il le pria d'appeler auprès de lui l'infortuné Araktchéïeff, pour lui faire entendre de saintes paroles de consolation. Araktchéïeff consentit, en effet, à venir s'enfermer dans le couvent de Saint-Georges. Il en sortit bientôt, non pas consolé, mais décidé à vivre pour sa vengeance.

L'assassin était découvert et mis en prison; il avait eu des complices parmi les serfs qui composaient la domesticité de Grousino, et son crime n'avait réussi que par la coupable complaisance de ceux qui en avaient été témoins, sans chercher à l'empêcher. Vingt et un accusés se trouvaient ainsi dans les mains de la justice : le procès était donc du ressort du Sénat. Mais Araktchéïeff ne voulut pas que les prévenus fussent renvoyés devant cette haute juridiction : il les fit juger, sur les lieux mêmes, par catégories de sept personnes, et il ne se contenta pas de les faire condamner au supplice du knout; plusieurs de ces malheureux furent livrés à la torture, au mépris de la législa-

tion existante, et rendirent l'âme au milieu d'atroces souffrances !

Les autres n'avaient pas encore subi leur peine, quand l'empereur Nicolas monta sur le trône. Araktchéïeff craignit que le nouvel empereur, en publiant son manifeste d'amnistie, ne suspendît l'exécution des condamnés. Il ne tint donc aucun compte des délais qui auraient dû protéger ces victimes de son impitoyable ressentiment, et il donna des ordres pour que l'exécution ne fût pas retardée d'un jour. Elle eut lieu à Grousino, la veille de la publication de l'amnistie, que tout le monde attendait. La plupart de ces malheureux ne survécurent pas à la peine corporelle, qu'on leur fit subir avec une rigueur inflexible : « La Sibérie eût été trop douce pour eux ! » dit l'auteur de ces sanglantes représailles.

Nicolas, tardivement informé de ces faits, en fut indigné et faillit rendre un ukase qui eût mis en cause le comte Araktchéïeff lui-même; mais le souvenir de l'empereur Alexandre plaida en faveur de son ancien serviteur. On ordonna seulement la révision du procès des assassins de Grousino, et Araktchéïeff reçut avis de ne pas se présenter devant l'empereur jusqu'à ce que ce procès eût été instruit et jugé à nouveau.

Araktchéïeff n'aurait pas osé affronter en face la colère de son auguste maître; il prétexta le délabrement de sa santé, pour solliciter la permission de voyager à l'étranger. Cette permission lui fut accordée sur-le-champ, avec une somme de 50,000 roubles pour défrayer son voyage. Sa disgrâce n'était donc pas complète; il se flatta de l'espoir d'obtenir son pardon, et il ne se pressa pas de partir.

Mais une circonstance imprévue ne lui laissa pas le temps de reprendre pied dans la faveur du souverain. Il avait un

fils naturel, qu'il était parvenu à faire nommer lieutenant dans l'artillerie de la garde à cheval et aide de camp de l'empereur Alexandre. Ce jeune officier, qui égalait son père en arrogance et en rudesse, se prit de querelle avec un vieillard, qu'il avait heurté en passant, et il l'insulta gravement. Cette odieuse brutalité provoqua une indignation générale : l'affaire fut portée à la connaissance de l'empereur, qui fit exclure de la garde l'auteur d'une action aussi lâche, en l'envoyant dans une garnison lointaine et en stigmatisant « l'immoralité de sa conduite, » dans un ordre du jour du chef de l'état-major général.

Araktchéïeff, si audacieux qu'il pût être, n'essaya pas de justifier son fils naturel ; il comprit que son nom avait contribué à l'éclat de la punition du coupable, et il jugea prudent, sinon de se faire oublier, du moins de laisser passer l'orage qui grondait sur sa tête. Il quitta Saint-Pétersbourg au mois de juin, et, après avoir visité une dernière fois les colonies militaires, dont la direction ne lui avait pas encore été enlevée, il s'achemina lentement vers la France. Il espérait, dit-on, que l'empereur le rappellerait et lui permettrait d'assister aux cérémonies du sacre.

L'accueil peu sympathique qu'il reçut à Paris, où le roi Charles X ne daigna pas même lui accorder une audience, était de nature à lui faire pressentir qu'il ne rentrerait jamais en grâce auprès de son souverain. Il vivait très retiré et s'occupait de faire construire une grande horloge à musique, surmontée du buste d'Alexandre Ier, laquelle devait, tous les jours, à l'heure où ce prince avait rendu le dernier soupir, exécuter l'air du chant ecclésiastique qui commence ainsi : *Paix au milieu des bienheureux*. Il reçut alors, comme un coup de foudre, une lettre du cabinet de l'empereur, dans laquelle on lui faisait savoir que son ab-

sence prolongée avait nécessité de nouveaux arrangements pour l'administration des colonies militaires, et que l'état-major de ces colonies serait réuni désormais à l'état-major général de Sa Majesté, sous les ordres du général baron Diébitsch, chef de cet état-major. Le titre et les fonctions de directeur des colonies militaires se trouvaient donc désormais supprimés.

Araktchéïeff apprit, en même temps, qu'un ukase, du 30 octobre (11 novembre, nouv. st.) 1826, avait modifié entièrement cette institution, dont il se regardait comme chef inamovible. Au lieu d'un chef unique, il y en aurait plusieurs, qui relèveraient directement de l'état-major général. Les colonies militaires établies dans le gouvernement de Novogorod étaient placées sous le commandement du général d'infanterie prince Chakhowskoï, commandant du corps des grenadiers, et formeraient ainsi le corps des grenadiers colonisés; le général comte de Witt devait exercer les mêmes pouvoirs sur les colonies de cavalerie établies dans les gouvernements de Kherson et d'Ekatherinoslaw. Le chef des colonies militaires de Charkow et de Mohilow n'était pas encore désigné.

Araktchéïeff ne pouvait plus douter que sa disgrâce ne fût consommée; toutefois, il se hâta de retourner à Saint-Pétersbourg, avec la pensée de se rattacher, s'il était possible, à ces colonies militaires, dont il avait été le créateur.

A son arrivée, il trouva un ordre du jour du chef de l'état-major de Sa Majesté, en date du 19 novembre (1er décembre, nouv. st.), qui retraçait les principales dispositions du règlement pour l'organisation complète des régiments d'infanterie et de cavalerie colonisés : tous les colons, chefs de famille, étaient dispensés, une fois pour toutes, du service militaire et n'auraient plus à s'occuper dorénavant que de

leurs travaux agricoles et industriels; ils recevraient un uniforme convenable à leur état; leurs obligations, sous le rapport des logements militaires, seraient allégées; ils n'auraient plus à loger qu'un soldat, au lieu de deux; leurs enfants adolescents, qui jusqu'alors faisaient partie des cadres régimentaires et étaient incorporés dans les bataillons et divisions d'instruction, seraient rendus à leur famille et pourraient, dans les moments de loisir que leur laisserait le service, partager les travaux de leurs parents. Quant aux sous-officiers et soldats des bataillons et escadrons actifs des régiments colonisés, la durée du service actif était réduite, pour eux, à vingt ans, au lieu de vingt-cinq, sauf le cas où la guerre aurait pénétré sur le territoire de l'empire. Enfin, tous les officiers des bataillons et escadrons actifs et de réserve et des régiments colonisés, recevraient, au terme fixé, une demi-année de solde, en sus de leurs appointements ordinaires.

Le but de ces dispositions était évidemment de développer l'élément agricole et industriel dans les colonies militaires et d'y multiplier les colons encore plus que les soldats.

Le premier essai des colonies militaires n'avait pas encore produit les résultats avantageux qu'on en espérait. L'aspect des villages, reconstruits sur un plan uniforme, avec des rues alignées, des cours et des jardins fermés, annonçait sans doute toutes les conditions de salubrité et de bien-être, mais cependant les paysans du domaine de la couronne ne s'étaient pas soumis, sans une répugnance visible, à ce régime austère, où la vie de famille était envahie et comprimée par le Code disciplinaire du soldat. Aussi, chose étrange, la population de ces établissements ne s'augmentait que dans une faible proportion. Il semblait que les colons eus-

sent fait un complot général, pour ne pas favoriser un système qui les privait de leurs enfants en incorporant ces enfants, dès l'âge de huit ans, dans des bataillons d'instruction et qui les menaçait sans cesse eux-mêmes d'être appelés sous les drapeaux.

Voilà pourquoi l'empereur avait cru devoir exempter définitivement du service militaire les colons chefs de famille et leur rendre l'aide agricole et industrielle de leurs enfants. Ce fut une amélioration considérable dans le régime des colonies, qui furent destinées dès lors à la culture du sol plutôt qu'à la transformation de l'armée régulière. On ne songeait plus à leur faire absorber cette armée et à la remplacer par cinq ou six millions de soldats cultivateurs.

L'esprit pratique de Nicolas n'avait eu qu'à comparer les colonies militaires aux colonies agricoles et manufacturières des frères Moraves, pour apprécier combien ces dernières étaient supérieures aux autres, sous le rapport de la civilisation, de la population et de l'agriculture.

L'empereur fut émerveillé, en lisant le rapport qui lui fut adressé sur la situation des établissements, fondés, depuis soixante ans, en différentes parties de l'empire, par les frères Moraves de la Confession d'Augsbourg. Ces colonies ne produisaient pas de soldats, mais elles donnaient l'exemple du travail, de la piété et de toutes les vertus sociales; non-seulement elles avaient changé d'immenses déserts en plaines fertiles et créé de belles usines qui enrichissaient le pays, mais encore elles instruisaient, elles moralisaient le paysan, qui les bénissait et les vénérait, sans s'apercevoir qu'elles appartinssent à une autre religion.

Le plus ancien et le plus florissant de ces établissements, fondé en 1767 à Sarepta, dans le gouvernement de Saratow,

en vertu des lettres patentes de Catherine II, n'avait obtenu qu'une autorisation temporaire, toujours renouvelée depuis par les successeurs de cette grande impératrice. Les membres de la colonie de Sarepta, en présentant leurs humbles félicitations à l'empereur Nicolas en l'honneur de son couronnement, lui demandèrent de daigner confirmer les priviléges qu'ils tenaient de ses augustes ancêtres.

L'empereur s'empressa de répondre à leurs vœux, et leur adressa ce rescrit, rédigé en termes si honorables pour eux et empreint d'un si profond sentiment de charité évangélique :

« Nous, Nicolas Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc.

« Les membres de la Société fraternelle évangélique de la Confession d'Augsbourg, colonisés depuis 1767 à Sarepta (gouvernement de Saratow, district de Tzaritsyne), ont pleinement justifié, par leur amour du travail et leurs établissements d'industrie agricole et manufacturière, la protection que le Gouvernement leur accorde, ainsi que les droits et les priviléges, dont la concession leur a été faite; il en est de même de ceux de leurs confrères qui habitent les gouvernements de Lithuanie, d'Esthonie et de Courlande, où les paysans et artisans trouvent, dans leurs maisons de prières, l'instruction nécessaire à leur état et l'enseignement de la morale chrétienne. A ces causes et prenant gracieusement en considération la supplique que les membres de cette Société Nous ont fait présenter par leur agent, Nous confirmons, par ces présentes, tous les droits et priviléges, que leur ont octroyés et confirmés Nos prédécesseurs, de glorieuse mémoire, dans des lettres patentes, données en 1767, par S. M. l'impératrice Catherine II, Notre aïeule bien-aimée; en 1797, par S. M. l'empereur Paul Ier, Notre père

bien-aimé, et, en 1801 et 1817, par S. M. l'empereur Alexandre I[er], Notre frère bien-aimé, et Nous avons la ferme persuasion que, en jouissant desdites immunités, les membres de cette Société continueront à se montrer dignes de Notre bienveillance, par leur active industrie, leur moralité, leur fidélité au trône et leur soumission entière aux lois et règlements. En fin de quoi Nous avons signé les présentes de Notre propre main et avons ordonné d'y apposer le sceau de l'empire.

« Donné à Saint-Pétersbourg, le dixième jour (22, nouv. st.) du mois d'octobre de l'an de grâce 1826, et de Notre règne le premier.

« NICOLAS. »

La bienveillance spéciale que l'auguste chef temporel de l'Église russe témoignait aux frères Moraves avait sa source dans un sage esprit de justice distributive plutôt que de tolérance religieuse : l'empereur ne voyait que le bien moral et matériel, que la colonie de Sarepta avait fait depuis sa fondation, et il ne songeait pas à se préoccuper du culte que pratiquaient dans ses États les membres de la Confession d'Augsbourg.

Les admirables résultats sociaux et économiques de cette colonisation évangélique étaient de nature surtout à faire ressortir les vices et les dangers de la colonisation militaire. Dès ce moment-là, l'empereur n'avait plus si bonne opinion de ce dernier système de colonisation, qu'il voulait restreindre, au lieu de l'étendre, comme l'aurait fait son auguste frère sous la fatale inspiration du comte Araktchéïeff.

Celui-ci avait appris ou deviné la réaction défavorable qui s'était opérée dans l'esprit de Nicolas, au sujet des co-

lonies militaires. Il s'empressa de composer un mémoire qui reflétait les idées et les sentiments nouveaux de l'empereur sur cette grave question, et il obtint de présenter lui-même ce mémoire, dans une audience que le monarque daigna lui accorder et qui devait être son audience de congé.

Nicolas le reçut froidement, mais poliment, et jeta les yeux sur le mémoire qui avait pour objet de signaler le vice radical et organique des colonies militaires. « Contre toute attente, disait celui-là même qui les avait fondées en Russie, les sept huitièmes des soldats colonisés retombent à la charge du Gouvernement : les enfants mâles d'un district ne suffisent jamais à pourvoir au recrutement du régiment de son ressort ; l'État se voit obligé de faire le sacrifice du total des revenus de ses terres, et les paysans sont partout mécontents de leur nouvelle position. Pour étendre la colonisation à toute l'armée, on absorberait peut-être une somme de quatre milliards, à supposer que le Gouvernement fût à même de consacrer tant d'argent à cette mesure périlleuse... »

L'empereur remercia le comte d'avoir mis son expérience au service du Gouvernement, mais il parut étonné du changement subit qui s'était fait dans les opinions du plus actif organisateur des colonies militaires; il eut l'air de croire, comme le lui dit Araktchéïeff, que le mémoire qu'on venait de lui soumettre avait été préparé pour Alexandre Ier, et, sans condamner les colonies militaires en principe, il exprima l'intention de laisser faire au temps qui se chargerait de montrer ce qu'elles valaient.

Araktchéïeff avait tenté cette démarche, pour ramener sur lui, s'il était possible, l'intérêt et la faveur du souverain; il jugea, d'après la tournure de l'entretien, que l'empereur

Nicolas était bien décidé à se passer de ses services; il se résigna en frémissant, mais il eut l'air d'adresser un reproche indirect à l'empereur, en lui demandant la permission de faire imprimer les nombreuses lettres intimes qu'il avait reçues d'Alexandre Ier.

— Je sais, comme tout le monde, lui dit sèchement Nicolas, l'amitié que mon auguste frère avait pour vous; je me plais à supposer que vous en avez toujours été digne, mais je vous avertis que les lettres de feu l'empereur Alexandre, en quelles mains qu'elles soient, appartiennent à ses successeurs et doivent rentrer tôt ou tard dans les archives de l'État.

Le comte Araktchéïeff était trop soumis aux ordres de son souverain, pour oser lui désobéir ou pour s'exposer à lui déplaire; non-seulement il ne fit jamais paraître la correspondance d'Alexandre Ier, mais encore les précieuses lettres qu'il possédait furent brûlées, sinon restituées aux archives de l'empire.

Il s'était retiré dans sa magnifique terre de Grousino, pour y vivre dans la retraite, et il ne reparut pas une seule fois à la cour, quoiqu'il eût conservé nominativement plusieurs de ses emplois, entre autres celui de président du comité des affaires militaires au Conseil de l'Empire.

Le reste de sa vie, qui se prolongea jusqu'en 1834 (3 mai), fut consacré à l'espèce de culte qu'il rendait à la mémoire de son bien-aimé maître Alexandre Ier; son château de Grousino était, en quelque sorte, un temple, où l'image et le souvenir d'Alexandre brillaient de toutes parts; il avait fait élever, dans l'église du village, un splendide cénotaphe, sur lequel on voyait le défunt empereur, couronné par la Foi, l'Espérance et la Charité; il forma, dans sa maison, un musée, où il réunit tout les cadeaux qu'il avait reçus d'Alexan-

dre Ier et une foule d'objets qui avaient appartenu à ce monarque.

Désireux d'immortaliser un règne, dans lequel il avait joué un rôle considérable, sinon éclatant et glorieux, il déposa à la Banque territoriale une somme de cinquante mille roubles en papier, dont les intérêts accumulés devaient servir, pendant cent ans, à décerner un prix à l'auteur de la meilleure histoire du règne d'Alexandre.

Il employa une partie de son immense fortune à des œuvres de bienfaisance, comme s'il eût voulu réparer les actes d'injustice, de violence et de méchanceté, qu'on lui attribuait, peut-être à tort. Il n'affranchit pas ses paysans, mais il les traita comme un père et il s'en fit aimer autant qu'il avait été abhorré à l'époque de sa plus grande puissance. Il donna un capital de trois cent mille roubles au corps des cadets de Novogorod, en statuant que les intérêts de cette somme serviraient spécialement à payer la pension de quelques jeunes gens des familles nobles, mais pauvres, des gouvernements de Novogorod et de Tver.

Enfin, quand il mourut, à l'âge de soixante-cinq ans, les yeux fixés sur un portrait d'Alexandre, il put dire, avec le sentiment d'un devoir accompli : « J'ai fait maintenant tout ce que j'avais à faire ici-bas, et je puis avec confiance aller, mon rapport à la main, me présenter devant mon empereur. »

LXVIII

Nicolas, en montant sur le trône, avait promis de s'intéresser à toutes les grandes entreprises d'industrie et de commerce, de protéger toutes les institutions utiles, et de favoriser de tout son pouvoir les arts, les lettres et les sciences. Mais les immenses occupations, dont il fut surchargé pendant la première année de son règne, lui laissèrent bien peu de temps pour réaliser complétement ses promesses; il avait à cœur néanmoins de les tenir, comme il le manifesta dans plusieurs rescrits accompagnés de généreux dons, qui prouvaient que le nouvel empereur ne serait pas moins jaloux que Catherine II et Alexandre Ier de faire fleurir en Russie les travaux de l'esprit et les arts de la paix.

L'Académie des beaux-arts de Saint-Pétersbourg, fondée en 1758 par l'impératrice Elisabeth, avait formé une quantité de peintres distingués, qui, malheureusement, au lieu de créer une école russe, vraiment originale, allaient chercher des modèles à Rome et ne faisaient qu'imiter les écoles italiennes avec plus ou moins de talent.

Il y avait eu pourtant, au dix-huitième siècle, une école russe, fort remarquable dans le genre historique : Antoine

Lossenko en était le fondateur, et son élève Grégoire Ougrumoff, mort en 1825, à l'âge de soixante et un ans, avait donné un admirable spécimen de sa manière de peindre, dans ses deux tableaux de la ***Prise de Kasan*** et de l'***Élection du tzar Michel Féodorovitch Romanoff.***

La peinture russe, qui conservait quelque chose de l'ancienne peinture byzantine, semblait devoir s'attacher de préférence aux sujets de sainteté et aux compositions d'histoire, qui conviennent si bien à l'expression des figures, à la richesse des détails et à l'éclat du coloris ; mais la peinture, comme les autres arts, est l'esclave de la mode, et, sous le règne d'Alexandre, on ne voulait plus que des tableaux de chevalet.

La plupart des peintres obéirent alors au goût de leur temps ; Féodor Alexéïeff, Iwan Martynoff, Maxime Worobieff peignirent le paysage, avec un fini précieux ; Alexandre Orlowsky peignit le genre et les animaux, avec beaucoup de naïveté et d'adresse ; Oreste Kiprensky excella dans le portrait et mérita d'être surnommé le *Van Dyck russe*, mais il eût peut-être mieux fait, malgré ses succès, de ne pas abandonner entièrement les traditions des merveilleux portraitistes qui sortirent de l'école de Lampi et de Lewitzky.

La peinture religieuse, qui appartient essentiellement au génie de l'art russe, conservait quelques artistes fidèles, entre autres Alexis Egoroff, Wassili Chebouyeff, Alexandre Iwanoff et surtout Féodor Bruni. Ce dernier, quoique né à Milan, n'avait jamais quitté l'Académie de Saint-Pétersbourg, et ses œuvres, animées d'un souffle divin, ne rappelaient la peinture italienne, que par la solidité du dessin et le caractère magistral de l'ensemble.

Mais un peintre éminemment russe, aussi jeune que Bruni et comme lui élève de l'Académie de Saint-Pétersbourg,

Bruloff, avait acquis déjà une grande réputation dans son pays natal, au retour d'un voyage d'Italie où il était allé, aux frais de la Société des Amis des arts, sous la protection spéciale de l'impératrice Élisabeth. Il avait rapporté, de ce voyage, outre de superbes copies d'après Raphaël, une toile colossale représentant le *Dernier jour de Pompéi*, qui n'avait fait que traverser l'exposition de peinture de Paris, en provoquant un injuste déchaînement de critiques, et qui était venu s'abriter triomphalement, au milieu de l'enthousiasme le plus fanatique, dans les galeries du musée de l'Ermitage. Charles Bruloff pouvait passer pour un peintre vraiment original ; ses défauts se trouvaient rachetés par des qualités de premier ordre, et la fougue de son pinceau, tout en dissimulant mal la faiblesse et même l'incorrection du dessin, arrivait à une puissance extraordinaire de coloris et d'effet.

La Société des Amis des arts de Saint-Pétersbourg, qui avait envoyé à ses frais le jeune Bruloff en Italie, était instituée dans le but d'encourager les artistes nationaux, en créant des concours et des expositions de peinture, et en achetant des tableaux, qui se trouvaient répartis entre les souscripteurs, au moyen d'une loterie. L'empereur Alexandre et la famille impériale avaient encouragé cette institution, créée à l'instar de la Société des Amis des arts de Paris, et placée sous le patronage de quelques grands seigneurs, qui avaient pris le goût des arts à la cour de Catherine, entre autres le comte Nicolas Roumiantzoff, le grand chambellan Alexandre Naryschkine, le prince Youssoupoff, etc.

La Société avait déjà rendu d'importants services aux artistes russes ; elle acquérait tout les jours plus d'autorité et de développement ; elle fit établir une exposition permanente de peintures, de dessins et d'ouvrages d'art, dans

un vaste local, qu'elle avait loué sur la Perspective Newsky, et l'empereur, qui eut le regret de ne pouvoir assister à l'ouverture de cette exposition, le 7 février 1826, adressa un rescrit très flatteur à la Société des Amis des arts de Saint-Pétersbourg, pour lui faire savoir qu'il la verrait avec plaisir prospérer, sous son auguste protection, et qu'il lui accordait une subvention annuelle de dix mille roubles, au lieu des cinq mille qu'elle recevait du dernier empereur : « Les beaux-arts ne sauraient nous être indifférents, disait-il dans ce rescrit, car ils ont toujours été protégés et cultivés par nos ancêtres, de glorieuse mémoire. »

Alexandre Ier, en effet, à l'exemple de Pierre le Grand et de Catherine II, n'avait pas dédaigné de manier le crayon, le pinceau et le burin, mais ses essais en ces différents genres étaient restés à l'état d'ébauches et n'atteignaient même pas le niveau du médiocre; du moins, Alexandre éprouvait une sorte de sympathie chaleureuse pour toutes les formes et toutes les expressions de l'art.

L'empereur Nicolas avait mieux réussi, dès sa jeunesse, à faire des croquis au crayon ou à la plume, avec une ingénieuse facilité, surtout quand il voulait esquisser des portraits d'après nature ou reproduire des scènes militaires, des uniformes, des chevaux et des troupes sous les armes : on comprend que le temps lui manqua tout à fait, pour s'adonner à ces distractions artistiques, quand il eut cessé d'avoir, comme il le disait, les loisirs de sa vie de grand-duc. Mais il continuait à préférer, aux œuvres d'art d'un grand style, un genre plus modeste de composition, auquel il avait mis la main naguère; il faisait venir, de France, d'Allemagne et d'Angleterre, tout ce qui paraissait de gravures et de lithographies concernant les exercices et les mœurs militaires, la chasse, l'équitation.

Rien ne lui plaisait plus qu'un dessin de Carle ou d'Horace Vernet. Il avait dit, plus d'une fois, en admirant quelques études de chevaux et de cavaliers, lithographiées par le second de ces deux habiles artistes : « Si M. Horace Vernet voulait venir se fixer en Russie, je le nommerais mon premier peintre avec une pension de cent mille roubles. »

Horace Vernet ne vint pas en Russie, du moins à cette époque ; il était, d'ailleurs, occupé à peindre pour le duc d'Orléans ces immenses toiles qui représentent les batailles de la République et de l'Empire français : mais il envoya, sous ses auspices, à Saint-Pétersbourg, un de ses plus chers élèves, nommé Ladurner, qui s'en alla chercher fortune à l'étranger.

Ladurner, à vrai dire, n'était pas un peintre, quoiqu'il peignît des batailles et des chasses, avec une ardeur infatigable, sans avoir jamais soupçonné ce que c'étaient que la couleur et la lumière. Mais, en revanche, suivant l'expression d'Horace Vernet : « Ladurner avait un crayon du diable. » Il ne lui fallait que cinq ou six traits, pour trouver une ressemblance et pour esquisser un sujet, pourvu que ce sujet fût un soldat, ou un cheval, ou un chien.

A son arrivée à Saint-Pétersbourg, il imagina de se recommander lui-même à l'empereur Nicolas : l'empereur devait passer une revue d'un détachement de sa garde ; Ladurner s'arma de son portefeuille amplement fourni de papier et de crayons ; il choisit la place, d'où il pourrait le mieux voir l'ensemble et les détails de la revue, et dès que le tambour battit aux champs, à l'arrivée de l'empereur et de son état-major, il se mit à l'œuvre : pendant une heure, il transporta sur le papier tout ce qui passait devant ses yeux : les bataillons, les escadrons, les hommes,

les chevaux, puis surtout les portraits des chefs de corps, et enfin un excellent croquis de l'empereur à cheval pendant le défilé des troupes.

L'artiste français avait été remarqué, épié, entouré ; on le laissa terminer son travail, mais tous les dessins qu'il avait exécutés pendant la revue furent portés à l'empereur. Nicolas fut émerveillé ; on lui amena l'artiste.

— Vous ne pouvez être qu'Horace Vernet? demanda-t-il à Ladurner.

— Sire, je ne suis que son élève, répondit modestement le jeune Français.

De ce jour-là, la position de Ladurner fut faite ; il eut un rang à la cour, des décorations, des pensions ; il se trouvait sans cesse, derrière l'empereur, aux revues, aux manœuvres, aux chasses, aux fêtes, et toujours il était prêt, sur un signe de l'empereur ou de ses aides de camp, à improviser un croquis de circonstance, vif, spirituel et amusant, qu'il transformait ensuite trop souvent en une peinture monochrome, sans relief et sans éclat. Mais on lui savait gré du réalisme de la composition, de l'exactitude des détails, de la fidélité des ressemblances, et, d'ailleurs, l'empereur, qui s'intéressait à lui et qui l'avait pris en affection, peut-être à cause de ses boutades malicieuses (et à cet égard, Ladurner était aussi l'élève d'Horace Vernet), l'empereur se laissa peindre cinq ou six fois, en différents uniformes, par cet artiste, qui fut le peintre en vogue à la cour, jusqu'à ce que son illustre maître, Horace Vernet, en venant à Saint-Pétersbourg, l'eût éclipsé tout à fait et mis à néant.

Nicolas, qui n'avait peut-être pas le sentiment de l'art dans sa plus haute expression, mais qui était bien pénétré de son rôle de protecteur des arts, suivit l'exemple de son

prédécesseur, en se montrant généreux envers les artistes; il ne fut pas moins bienveillant à l'égard des poëtes et des littérateurs, quoique son goût naturel ne le portât pas, comme Alexandre Ier, à se passionner pour des ouvrages de poésie descriptive ou sentimentale, et que, d'ailleurs, la conspiration du 26 décembre, où figuraient des écrivains distingués tels que Ryléïeff, Bestoujeff, Golovine, etc., l'eût un peu refroidi pour la littérature. Il ne devait donc pas exercer sur les lettres l'influence considérable, qu'avait eue Alexandre, pendant son règne, en applaudissant aux belles œuvres littéraires et en récompensant leurs auteurs.

Comme Alexandre aimait de préférence la poésie, ce fut la poésie qui brillait du plus vif éclat, au milieu de cette rayonnante évocation des muses russes, et tous les genres de poésie étaient cultivés à l'envi par les talents les plus variés et les plus originaux : Joukowsky avait atteint l'apogée du lyrisme dans ses chants guerriers, et son poëme intitulé : *le Ménestrel dans le camp des Russes*, qui lui valut une pension du cabinet de l'empereur, était justement apprécié comme un chef-d'œuvre de verve et d'enthousiasme patriotiques. Aussi, ses émules s'accordaient-ils, dans une touchante unanimité, à le placer à leur tête.

Il y avait pourtant d'autres poëtes éminents, qui s'étaient fait connaître aussi par des poëmes et même par des épopées nationales, notamment Kheraskoff, auteur de la *Rossiade* et de la *Bataille de Tchesmé*. Joukowsky s'était distingué, en outre, dans la ballade, qui semble avoir été exprès inventée pour mettre en relief le génie de la langue russe. Le célèbre Derjavine, que les Russes regardent à la fois comme leur Pindare, leur Anacréon et leur Horace, vivait encore, et ajoutait de temps à autre quelque nouveau fleuron à sa couronne poétique.

Mais c'était dans le genre de la fable, que les poëtes russes avaient fait la plus riche moisson. Ce genre, qui demande tant de naïveté et tant de malice, tant de finesse et tant de raison, trouvait, en Russie plus qu'ailleurs, un accueil sympathique, non pas que l'apologue convienne surtout à l'enfance des peuples, mais parce que le peuple moscovite a dans l'esprit un fonds naturel de bon sens, de sagacité et de bonne humeur, qui le prédisposent à se plaire aux ingénieuses fictions de la fable : aussi, les fabulistes ne lui manquent pas.

Khemnitser, d'une nature tendre et mélancolique, avait essayé d'imiter l'inimitable La Fontaine, et Dmitrieff l'avait traduit avec beaucoup de talent, avant de chercher à prouver qu'il était digne de suivre un pareil modèle. Mais le premier des fabulistes russes était, sans comparaison, Kriloff, qui jouissait alors, avec insouciance, de toute sa renommée. Il la méritait, à bien des égards, d'autant plus que c'est un poëte essentiellement russe, qui ne doit rien à l'imitation des littératures étrangères : ses conceptions sont toutes originales, et le charme du style, le mouvement de la narration, le sens exquis de la morale, le piquant de la pensée, en font souvent de petits chefs-d'œuvre, que tout le monde sait par cœur en Russie, et qui ont été traduits ou imités avec succès dans différentes langues.

Nombre d'autres poëtes, tels que le comte Khvostoff, le prince Chakhowskoï, Gneditch, Batiouchkoff, etc., s'étaient fait connaître avantageusement sous le règne d'Alexandre, qui ne paraissaient pas encore être sur le déclin de leur réputation.

Mais une nouvelle école avait surgi, depuis peu, avec Pouchkine et Gogol, un délicieux conteur et un admirable poëte.

Nicolas Gogol s'était attaché, dans ses nouvelles, à peindre les mœurs russes, comme Lesage avait peint les mœurs françaises, et ses ouvrages sérieux, sous une forme légère, s'attaquaient aux vices et aux ridicules de ses compatriotes.

L'empereur Nicolas avait lu, avec infiniment de plaisir, quand il était grand-duc, ces jolies scènes de la vie privée, qui font rire et pleurer tour à tour, et qui laissent dans le souvenir un philosophique enseignement; il s'informa, un jour, de ce que devenait l'auteur des *Soirées de la ferme* et de *Mirgorod*, et il exprima la crainte que ce romancier satirique ne se fût pas fait d'amis dans l'administration, par les portraits peu flattés, mais malheureusement vrais, qu'il avait tracés de certains agents du Gouvernement.

C'était à l'époque où l'empereur s'occupait des réformes à introduire dans toutes les branches de l'administration : il apprit avec peine, que Gogol, en punition de ses épigrammes contre les employés de l'État, avait eu à se défendre de leur mauvais vouloir et végétait dans une misère honorable et fière, sans avoir à se reprocher aucun acte d'opposition vis-à-vis du Gouvernement. Le lendemain, Gogol, âgé de vingt-six ans, était nommé professeur d'histoire à l'université de Saint-Pétersbourg.

Alexandre Pouchkine était aussi un conteur charmant, comme Gogol, mais c'était aussi un grand poëte, éminemment national, quoique illuminé des reflets du génie de Shakespeare et de Byron. Son premier poëme, *Rouslan et Lioudmila*, avait été l'inauguration de la muse romantique en Russie; cet ouvrage, dont les éclatantes beautés effaçaient les défauts, fut le point de départ de ses succès littéraires, que les vives critiques des partisans de l'ancienne école ne firent qu'accroître et rehausser.

Par malheur, le jeune poëte, que ses beaux vers avaient recommandé aux sympathies de l'empereur Alexandre, et qui semblait destiné à faire son chemin dans la diplomatie, brisa lui-même sa carrière par quelques paroles imprudentes. On l'avait accusé d'être systématiquement l'ennemi du régime impérial. Il fut exilé en Bessarabie, puis au Caucase, puis en Crimée. Ses poésies seules, où transpirait toujours quelque chose de ses idées démocratiques et de ses tendances républicaines, circulaient pourtant librement à Saint-Pétersbourg, dont le séjour lui était interdit.

Il refusa, toutefois, de faire partie des sociétés secrètes, et il désapprouva hautement, vis-à-vis de ses anciens camarades du lycée de Tzarskoé-Sélo, toute espèce de complot contre l'État. Il ne fut pas moins dénoncé, par le fait d'une vengeance particulière, et il reçut avis de se retirer dans sa terre, au gouvernement de Pskow.

Il y était confiné depuis un an, lorsqu'il fut mandé à Saint-Pétersbourg, par ordre de l'empereur. Plusieurs de ses meilleurs amis avaient été jugés et condamnés dans le procès du 26 décembre; quant à lui, comme il n'avait à se reprocher aucune sorte de complicité avec les conspirateurs, il se rendit sans crainte à l'appel de son souverain.

Nicolas, qui admirait le magnifique talent de ce poëte national, s'était réjoui de ne le trouver nulle part compromis dans l'enquête du grand procès qui venait de se terminer par le châtiment des coupables. Il voulut avoir un long entretien avec lui, et il le reçut, seul à seul, dans son cabinet, au palais d'Hiver.

Pouchkine n'eut pas de peine à se justifier des soupçons, qui avaient plané sur sa conduite en diverses circonstances, et qui n'étaient motivées que par les propos inconséquents qu'on lui attribuait; il exposa, dans un langage noble et

simple, ses opinions politiques, en n'hésitant pas à déclarer que, s'il était ardent instigateur du progrès en matière de gouvernement, il n'avait jamais été partisan du désordre et de l'anarchie; il félicita dignement et sincèrement l'empereur sur le courage et la grandeur d'âme que Sa Majesté avait déployés, aux yeux de tous, dans la journée du 26 décembre, mais il ne put s'empêcher de plaindre le sort de plusieurs des auteurs de cette fatale insurrection, trompés et aveuglés par leur patriotisme, et qui, mieux dirigés, auraient rendus des services réels à leur pays.

Nicolas l'écoutait sans impatience et lui répondait avec bonté. En parlant, à son tour, de cette odieuse conspiration qui avait tramé le régicide, la ruine de l'ordre social et le renversement des lois fondamentales de l'empire, il trouva de ces paroles chaleureuses, éloquentes, qui touchèrent au cœur Pouchkine et l'émurent jusqu'aux larmes. L'empereur lui tendit la main, en lui disant d'un ton pénétré :

— J'aurais été au désespoir de rencontrer, parmi les complices de Pestel et de Ryléïeff, un homme que j'aimais de sympathie et que j'estime maintenant de tout mon cœur. Continuez à honorer la Russie par vos beaux ouvrages, et regardez-moi comme un ami.

L'empereur ajouta qu'il l'autorisait désormais à résider dans l'une ou l'autre capitale ou sur tout autre point de l'empire, à son choix; il lui annonça, en outre, que ses ouvrages n'auraient plus à l'avenir qu'un seul censeur, lui, l'empereur.

A la suite de cet entretien qui rattacha Pouchkine au Gouvernement et qui le rendit sincèrement dévoué à la personne de Nicolas, le poëte rentra au collége des affaires étrangères et choisit Moscou pour y fixer sa résidence ha-

bituelle. Mais Pouchkine n'avait pas encore accepté la place d'historiographe de l'empire, que l'empereur était disposé à lui offrir et qui resta vacante pendant cinq ans après la mort de Karamsine.

La munificence impériale et les honneurs qui avaient adouci les derniers jours de cet illustre historien, n'étaient que le prélude de la protection que l'empereur Nicolas voulait accorder aux lettres et aux sciences.

Dans un rescrit adressé, le 9 février (28 janv., vieux st. 1827, à la Société agronomique de Saint-Pétersbourg, avec l'annonce d'un don annuel de dix mille roubles, pour mettre cette Société à même d'agrandir sa sphère d'activité, il avait declaré qu'il se sentait animé du désir invariable de faire fleurir toutes les institutions utiles en Russie. Il avait répété la même déclaration dans un rescrit adressé, presque en même temps, à la Société agronomique de Moscou.

Il ne refusa donc pas d'assister à la séance publique solennelle, que l'Académie impériale des sciences de Saint-Pétersbourg devait tenir, le 10 janvier 1827 (29 décembre 1826, calendr. russe), à l'occasion de la première fête séculaire de sa fondation.

Cette séance fut des plus intéressantes : elle était honorée de la présence de l'empereur et de la famille impériale, à l'exception du grand-duc Constantin. On remarquait, dans la salle, plusieurs membres du haut clergé, la cour, les ministres, le corps diplomatique, les autorités civiles et militaires, et un grand nombre de personnes de distinction.

Le président d'Ouvaroff prononça d'abord un discours en langue russe, dans lequel il traçait rapidement l'historique de l'Académie et surtout des bienfaits qu'elle avait reçus des souverains de la Russie depuis un siècle. La pé-

roraison de ce discours produisit sur l'assemblée frémissante une impression indescriptible.

« L'ombre de Pierre Ier, s'écria l'orateur, ému lui-même de l'émotion qui se communiquait autour de lui, l'ombre de Catherine et celle d'Alexandre planent, en ce moment, n'en doutons pas, sur ce sanctuaire des sciences fondé et conservé par eux. Il semble que ce temple des lettres se remplisse tout à coup de tous les hommes éminents, qui, durant le siècle le plus mémorable de notre histoire, ont exécuté les hautes conceptions de ces monarques éclairés, et décoré notre pays de l'immortel laurier des vertus civiles. La présence de cette invisible, mais imposante assemblée, donne à ma faible voix la force de représenter encore une fois devant vous Pierre le Grand, frappé par la mort au milieu de sa brillante carrière, et, sur son lit de douleur baigné des larmes de la Russie, recommandant l'Académie qu'il venait de fonder, à la sollicitude de ses successeurs, et les progrès des sciences en Russie au zèle de cette Académie, qui depuis s'est montrée digne de son glorieux fondateur. »

Après le discours du conseiller privé d'Ouvaroff, le conseiller d'État Fuss, secrétaire perpétuel, prit la parole et donna en français un aperçu complet, quoique rapide, des travaux de l'Académie, pendant le premier siècle de son existence, depuis sa création en 1726 jusqu'à l'année 1826.

Il ne pouvait mentionner les deux mille cinq cents notices qui remplissent les soixante-douze volumes in-4° du recueil des Mémoires de l'Académie, ni citer les noms de tous les savants qui ont composé ces notices, parmi lesquelles il en est d'admirables; mais il cita cependant les résultats scientifiques les plus remarquables obtenus par

les frères Nicolas et Daniel Bernoulli, par Léonard Euler, Nicolas Fuss, Gourieff, etc., dans les sciences mathématiques; par Lexell, Roumowsky, Tarkhanoff, dans l'astronomie; par Leutmann, Aepinus, Krafft, Pétroff, Gellert, Georgi, dans la physique et la chimie; par Gmelin, Pallas, Lepekhine, Falk, Redowsky, Adams, Tilesius et Langsdorff, dans l'histoire naturelle; par Laxmann, Séverguine, dans la minéralogie; par Güldenstadt, Kœlreuter, Smélowsky, Buxbaum et Trinius, dans la botanique; par Wolff, Boerhave, Zagorsky, Pander, dans l'anatomie; par Muller, Fischer, Lehrberg, Krug, Kœhler, dans les sciences historiques; par Frahn et Grafe, dans la philologie, et enfin, par Schlœzer, Storch et Herrmann, dans la statistique.

Ensuite, il raconta la formation et les développements des musées et des collections en tout genre qui font la richesse de l'Académie. « Il résulte de ce coup d'œil rapide jeté sur l'histoire de l'Académie, dit-il en terminant, qu'elle a rempli sans interruption, avec zèle et activité, l'objet de la vocation commune à toutes les Académies, savoir la culture des sciences, l'agrandissement de leur domaine et leur perfectionnement. Elle a détruit de vieilles erreurs, corrigé des principes défectueux, établi de nouveaux systèmes, créé de nouvelles méthodes, fait de nouvelles découvertes; elle en a examiné et perfectionné d'autres... et tout ceci, par les efforts réunis des savants, dont elle est composée, et auxquels un Gouvernement éclairé a constamment fourni les moyens de remplir cette importante obligation, d'une manière digne du souverain qui les protége, de l'empire qui profite de leurs lumières, du corps illustre auxquels ils appartiennent, et de la réputation qu'ils se sont acquise dans le monde savant. »

L'empereur et la famille impériale applaudirent les pre-

miers à ce bel éloge de l'Académie, et les applaudissements éclatèrent de toutes parts.

Le président d'Ouvaroff présenta à l'empereur et à sa famille une médaille d'or frappée à l'occasion de cet anniversaire. La médaille, gravée par le comte Théodore Tolstoï, d'après le dessin de l'académicien Keller, portait d'un côté l'effigie de l'empereur Nicolas, et représentait au revers Minerve élevant une couronne de lauriers au-dessus d'un double buste à l'effigie de Pierre le Grand et d'Alexandre Ier, avec cette légende : *Aux fondateurs et aux conservateurs.*

Ensuite, le président annonça que l'Académie avait reçu, avec une vive gratitude, du prince Serge Soltikoff, l'instruction rédigée par ordre de l'impératrice Catherine, pour l'éducation des grands-ducs Constantin et Alexandre, ses petits-fils, et signée de sa main. L'empereur désira que ce curieux document fût mis sous ses yeux.

Puis, le secrétaire perpétuel, reprenant la parole, donna lecture des sujets proposés par l'Académie pour ses prix de physique, d'histoire et d'économie politique. La séance se termina par un discours de remercîment adressé à l'empereur et à l'assemblée, au nom de l'Académie, par l'académicien de Storch, qui avait été un des professeurs du grand-duc Nicolas.

Peu de jours après, l'empereur envoya une décoration à son ancien professeur d'économie politique, Storch, ainsi qu'à Dupuget, son professeur d'histoire et de langue française, l'un et l'autre membres de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg.

Quant à cette Académie, dont il fut toujours le protecteur et qu'il combla de bienfaits, il lui fit présent des portraits de ses prédécesseurs depuis Pierre le Grand, destinés

à l'ornement de la salle des séances, pour lui faire comprendre, comme il le disait au président d'Ouvaroff, qu'il se rappellerait ce passage du discours de son secrétaire perpétuel : « Les siècles de Périclès, de Ptolémée, d'Auguste, de Médicis, de Louis XIV, de Catherine et d'Alexandre, ne prouvent-ils pas que l'amour des lettres et le progrès des sciences ont constamment été le fruit de la considération et de la protection, que des princes éclairés leur ont accordées? »

LXIX

Un changement aussi heureux qu'inattendu s'était opéré tout à coup dans les mœurs administratives de la Russie : la vénalité et la corruption, qui étaient les plaies invétérées de tous les services publics et que l'empereur Alexandre regardait comme incurables, avaient disparu ou du moins se cachaient avec autant de soin qu'elles avaient montré d'audace et d'impudeur sous le dernier règne.

Nicolas ne s'était pas contenté de menacer et d'admonester les employés qui oseraient se rendre coupables de prévarication; il en avait puni un assez grand nombre, quelques-uns avec une sévérité exemplaire : on citait ceux qui avaient été chassés honteusement de leurs emplois ou bien envoyés en disgrâce dans les parties les plus éloignées et les plus sauvages de l'empire, mais on ne parlait pas de ceux qui avaient encouru la peine de la prison, du knout et de la transportation en Sibérie.

Les ministres et les chefs d'administrations n'avaient pas voulu paraître tièdes ou négligents, en face de l'activité et de l'ardeur que l'empereur mettait à rechercher lui-même, parmi les fonctionnaires de l'État, les délits et les infractions à la loi ou aux règlements. Il y eut donc une terreur

salutaire et répressive dans le personnel des ministères et des administrations; les chefs donnèrent l'exemple, et les subordonnés le suivirent.

Un mot caractéristique, qui fut prononcé à cette époque avec un cynisme de naïveté déplorable, prouvera du moins combien l'influence réformatrice de Nicolas avait agi déjà sur la moralité des agents subalternes du Gouvernement. Un jeune homme fut arrêté la nuit par la police et emprisonné; il n'avait commis qu'une faute légère, mais son arrestation ne s'était pas faite sans bruit et sans scandale. Le père accourt et demande la liberté de son fils, une bourse à la main. L'officier, auquel il s'adresse, prend la bourse qui était bien garnie, l'ouvre et compte silencieusement l'argent qu'elle renferme; puis, il y remet, en soupirant, cet argent qui le tente, et, d'un mouvement brusque, il rend la bourse à celui qui la lui avait offerte : « L'an passé, dit-il, pour vous donner satisfaction, je n'eusse pas demandé la dixième partie de cette somme; aujourd'hui, vous décupleriez la somme, que je ne l'accepterais pas, car l'empereur le saurait une heure après. »

L'empereur s'était montré plus d'une fois inexorable.

Au printemps de l'année 1826, un conseiller d'État, directeur de la chancellerie du ministère de la justice, reçut ou plutôt fut accusé d'avoir reçu une somme considérable, des mains d'un personnage qui croyait avoir acheté ainsi le gain d'un procès. On assure que, de temps immémorial, les employés des chancelleries russes étaient dans l'usage de recevoir des présents de cette espèce, qui semblent correspondre aux *épices* que les plaideurs offraient à leurs juges, selon les anciennes habitudes du Palais en France.

Le plaideur qui avait fait ce don intéressé au directeur de la chancellerie perdit son procès, ce qu'il considéra comme

un déni de justice. Il adressa une plainte à l'empereur, en dénonçant le fonctionnaire qui s'était laissé corrompre. Ce fonctionnaire fut mis en accusation, et l'empereur voulait faire un exemple, en le déportant en Sibérie. Le Sénat eût sans doute obtempéré à la volonté de l'empereur, mais les amis du concussionnaire, peut-être ses complices, firent traîner l'affaire en longueur et obtinrent qu'elle serait portée devant le Conseil de l'Empire : elle y resta en suspens pendant plus de huit mois, car on avait demandé une nouvelle instruction, qui devait être plus favorable à l'accusé que la première.

L'empereur avait beau se plaindre de ces lenteurs interminables, le Conseil de l'Empire ajournait sa décision. Ce n'est qu'après la mort du prince Lapoukhine, président du Conseil de l'Empire, au mois d'avril 1827, que l'arrêt fut rendu. Dans un rapport à l'empereur, le prince Kourakine, qui remplaçait provisoirement Lapoukhine dans ses fonctions de président du Conseil, déclara que le Conseil, en l'absence de preuves positives contre l'accusé, n'avait pas cru pouvoir le condamner, mais que de graves présomptions s'élevant contre l'innocence de ce fonctionnaire, il ne paraissait pas digne de conserver sa place, ni d'en occuper une autre quelconque dans un service public. En conséquence, le Conseil de l'Empire suppliait l'empereur de se borner à destituer le prévenu, qui n'était peut-être pas coupable, mais qui avait eu le malheur de se mettre en état de suspicion.

— Soit ! dit l'empereur, étonné d'un arrêt qui lui paraissait trop indulgent : je le destitue et je l'expulse des fonctions publiques, mais, de plus, je l'envoie passer deux années en Sibérie, pour qu'il ait le temps de réfléchir sur sa conduite et de faire pénitence, si sa conscience lui reproche quelque chose.

Le Conseil de l'Empire n'eût pas eu à se reprocher un pareil acte de faiblesse, si son président Lapoukhine avait vécu assez longtemps pour voir le dénoûment de cette affaire; car, s'il était parfois lent et indécis, par suite de son âge avancé, il n'aurait jamais prêté les mains à une injustice flagrante.

L'empereur le savait bien, quand il lui adressa le rescrit suivant, qui fut la récompense et le couronnement d'une longue vie, consacrée au service de l'empire sous quatre règnes consécutifs :

« Ayant examiné avec une attention particulière le rapport que vous M'avez présenté sur les affaires qui ont été l'objet des délibérations du Conseil de l'Empire, pendant le courant de l'année qui vient de s'écouler, J'éprouve une véritable satisfaction à vous adresser, ainsi qu'à tous les membres du Conseil, par votre organe, les témoignages de Ma reconnaissance pour vos travaux réunis, qu'ont signalés de remarquables succès.

« Messieurs les membres du Conseil de l'Empire, et leur digne président, savent apprécier toute la gravité des hautes fonctions dont ils sont revêtus, et, dans le courant de l'année dernière, qui a été si fertile en événements et si pénible sous quelques rapports, ils ont donné de nouvelles preuves de cette conviction, par la rigoureuse exactitude avec laquelle ils ont accompli leurs importants devoirs. Il m'est agréable de penser que non-seulement leur dévouement au trône et à la patrie ne s'est pas ralenti, mais qu'ils redoublent d'efforts pour M'aider à mûrir les améliorations qu'exige l'administration de l'empire.

« Vous n'ignorez pas, vous et vos collègues, que tous Mes soins et Mes vœux les plus chers ont été jusqu'à ce jour et ne cesseront d'avoir pour objet d'établir un ordre stable,

qui puisse garantir le bonheur de tous et les intérêts de chacun.

« En vous réitérant les expressions de Ma gratitude particulière, Je suis votre affectionné.

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, 3 (15, nouv. st.) janvier 1827. »

— Ah! Sire, je puis mourir maintenant! s'écria l'honorable vieillard qui semblait pressentir sa fin prochaine. Votre Majesté a daigné signer ma feuille dans la matricule de l'empire.

Pour comprendre le remercîment que le prince Lapoukhine adressait à son auguste maître avec un sentiment de légitime orgueil, il faut savoir que tous les fonctionnaires russes, depuis l'empereur jusqu'au dernier de ses sujets, sont inscrits sur un registre matricule, qui contient le détail sommaire des services qu'ils ont rendus à l'État, des charges qu'ils ont remplies, des distinctions qu'ils ont obtenues, et, en un mot, de tous leurs actes publics.

Un autre rescrit, adressé simultanément au prince Labanoff-Rostowsky, ministre de la justice, avait pour objet de lui témoigner sans doute la satisfaction de l'empereur pour les résultats obtenus, la première année de son règne, dans l'administration de la justice ; mais, néanmoins, on y remarquait, sous la douceur des formes du style, une sorte de sévérité, qui prouvait que l'empereur était éclairé sur des abus que ce ministère avait couverts trop longtemps d'une sorte de tolérance et d'impunité.

Nicolas, en rédigeant ce rescrit qui reçut immédiatement la plus large publicité, voulait faire connaître à tous qu'il aurait désormais les yeux ouverts sur l'autorité judiciaire à tous les degrés de juridiction, et que, dans le cas où vien-

draient à se produire quelques actes illégaux, ce n'était pas lui qu'il en faudrait accuser, car certainement il n'en aurait pas eu connaissance. Il faisait ainsi un appel indirect aux avis, aux renseignements, aux révélations, aux plaintes, qu'on aurait à lui transmettre et dont il ne manquerait pas de tenir compte.

De ce jour-là, en effet, le nombre des lettres qui lui furent adressées de tous côtés par la voie de la poste s'augmenta dans une telle proportion, qu'il fut obligé d'avoir un secrétaire spécial pour enregistrer et dépouiller cette énorme correspondance. Quant aux lettres anonymes, l'empereur avait ordonné qu'elles seraient brûlées, sans qu'on daignât leur accorder la moindre attention.

Voici le rescrit au prince Labanoff-Rostowsky, dont l'empereur n'accepta pas encore la démission, motivée par l'affaiblissement de la santé de ce fidèle serviteur :

« J'ai lu avec une vive satisfaction le compte abrégé, que vous M'avez présenté pour l'année 1826, de la situation du ministère qui vous est confié. Il M'a été très agréable de remarquer que, malgré la quantité extraordinaire d'affaires qui ont été soumises cette année à la décision des divers tribunaux de l'empire et dont le nombre s'est élevé à plus de 2,850,000, il en est resté proportionnellement fort peu en litige, et que, par suite de l'impulsion qu'a reçue ainsi l'administration de la justice, le nombre des détenus qui, dans le courant de l'année, s'était élevé à 127,000, a partout diminué d'une manière remarquable et ne dépasse pas maintenant 4,900. Cette louable activité des tribunaux, qui a été suivie d'un résultat si consolant pour Mon cœur, doit être attribuée à vos efforts, à ce zèle qui vous a distingué dans la carrière du service, et que, en digne chef, vous avez su inspirer à vos subordonnés,

« Recevez le témoignage de Ma sincère gratitude, et chargez-vous d'assurer de Ma bienveillance ceux de vos subordonnés qui vous paraîtront s'en être rendus dignes, par leur zèle et leur assiduité à remplir leurs devoirs, et surtout par leur désintéressement et leur impartialité.

« J'aime à croire que l'avenir amènera, sous ce rapport, des succès encore plus importants, et réalisera le vœu, cher à Mon cœur, de voir l'accumulation des procès, prévenue par une administration de la justice, tout à la fois prompte, exacte et réfléchie ; la sûreté et la propriété individuelle, en un mot, tous les droits de Nos sujets bien-aimés, garantis dans tout l'empire par une justice impartiale ; enfin, ceux à qui en sont confiés la garde et le maintien, prendre pour seuls guides de leurs actions le sentiment de leurs devoirs et le respect pour la sainteté des lois, des serments au trône et des principes de l'honneur. Que le Dieu tout-puissant qui bénit les entreprises vertueuses daigne Nous aider à cette fin !

« Je suis votre affectionné.

« NICOLAS.

« Saint-Pétersbourg, le 3/15 janvier 1827. »

L'empereur projetait de grandes réformes dans la pénalité, comme dans les dispositions légales de la justice criminelle, car il avait toujours été opposé à l'application des peines corporelles ; mais il jugea nécessaire d'attendre, pour modifier le Code russe, que le recueil des lois de l'empire eût été formé par les soins de Michel Spéransky, qui s'en occupait avec zèle, sous ses yeux mêmes, et qui espérait lui présenter bientôt la première partie de ce vaste travail.

Cependant, ayant appris qu'un Petit-Russien, nommé

Klimoff, incarcéré pour un délit dont il niait être l'auteur, avait été soumis à de mauvais traitements qui équivalaient à une véritable torture, puisqu'il y avait succombé dans sa prison, Nicolas rendit un ukase, en date du 9 (21, nouv. st.) février 1827, par lequel il intimait l'ordre, aux autorités, de ne tolérer rien qui ressemblât, de près ou de loin, à la torture, que la loi avait abolie irrévocablement sous le règne d'Alexandre Ier. Il ne craignit pas de vouer à l'horreur publique les atroces circonstances de la mort du malheureux Klimoff, « événement affreux, disait l'ukase, et qui prouve que les autorités locales ne font rien pour empêcher ces actes de cruauté. »

Un mois plus tard, par un ukase du 5 mars, il abolit à toujours un châtiment corporel, qui était en usage dans certaines parties de l'empire, et surtout chez les Cosaques du Don. Ce supplice consistait à river le pied du condamné à un énorme bloc de pierre ou de bois inébranlable. Souvent les victimes soumises à ce genre de torture périssaient dans des souffrances horribles, qui se prolongeaient plus ou moins, selon le caprice du juge. L'empereur ne se borna pas à l'abolition de ce terrible supplice ; il ordonna que les blocs de pierre ou de bois, qui en avaient été les instruments, fussent détruits dans tous les gouvernements de l'empire.

Ses ministres étaient accablés de travail et suffisaient à peine aux affaires de leurs départements, car l'empereur exigeait d'eux que toutes les questions administratives ou politiques fussent mises à l'étude aussitôt qu'elles se présentaient, et il voulait que sa décision suivît toujours de près l'examen d'un projet, d'après ce principe qu'il posait, en général : *Tout retard dans la solution d'une affaire quelconque peut créer une difficulté nouvelle.* En vertu de ce prin-

cipe, il ne souffrait pas qu'aucune affaire, même la plus minime, restât en arrière dans les bureaux de ses ministres.

Ceux-ci, la plupart d'un âge avancé, ne pouvaient s'imposer une activité égale à celle de l'empereur. C'est alors que l'empereur leur donna des adjoints ou menaça de leur en donner, si les travaux de leur ministère n'étaient pas au courant. Ainsi, le conseiller d'État actuel Bloudoff avait été nommé (7 décembre) adjoint du ministre de l'instruction publique et des affaires ecclésiastiques; le conseiller d'État actuel Dachkoff, ancien conseiller d'ambassade à Constantinople, nommé (17 décembre) secrétaire d'État de l'empereur et adjoint du ministre de l'intérieur.

Le sénateur prince Dolgorouky, sur qui l'empereur avait jeté les yeux pour le placer comme adjoint au ministère de la justice, ne prit ce titre que plus tard, au moment où le prince Labanoff-Rostowsky tomba gravement malade, mais il participait auparavant aux actes ministériels, et il s'était déjà distingué par la rédaction d'un rapport que l'empereur lui avait demandé sur les meilleurs moyens d'améiorer l'état du gouvernement de Koursk, rapport qui fut examiné en conseil des ministres, et qui portait cette note autographe : « Témoigner au prince Dolgorouky ma parfaite considération pour la manière distinguée dont il s'est acquitté de la commission qui lui avait été confiée. »

La création des adjoints de ministre causa d'abord quelques embarras et quelques tiraillements dans les ministères auxquels ils étaient attachés. Il fallut que leurs attributions fussent nettement définies par un nouveau règlement, qui expliquait que ces adjoints n'étaient nommés, que « pour aider les ministres dans leurs occupations, concourir à ce que les affaires n'éprouvassent aucun retard dans leur

marche, et diriger les ministères seulement en cas de maladie ou d'absence des ministres. » En un mot, l'adjoint était un auxiliaire que le ministre pouvait employer, au besoin, ou laisser de côté, pourvu que les affaires n'eussent pas à en souffrir. Ce fut, pour ainsi dire, un système d'émulation permanente, imaginé pour empêcher ces hauts fonctionnaires de négliger leurs devoirs.

Cependant, les deux ministres, à qui incombait le plus d'occupations, le ministre de la guerre et celui des affaires étrangères, n'avaient pas d'adjoints et pouvaient s'en passer, car l'empereur leur en tenait lieu, pour ainsi dire, et prenait à sa charge une partie des travaux de leurs ministères. Il y avait alors, dans l'un et l'autre département, un surcroît de labeur et un redoublement d'activité.

Le général Tatistscheff hâtait les préparatifs de la campagne prochaine en Crimée et mettait sur le pied de guerre l'armée du Sud, dont le général en chef, prince de Wittgenstein, avait été mandé à Saint-Pétersbourg. Le comte de Nesselrode entretenait, avec le cabinet de Londres, un échange continuel de notes diplomatiques relatives à la Grèce et à la Turquie.

On pouvait prévoir que l'année 1827 amènerait de grands événements militaires et politiques, mais rien ne transpirait encore du nouveau rôle, menaçant et agressif, que le Gouvernement russe allait prendre vis-à-vis de la Porte Ottomane. L'empereur néanmoins ne perdait aucune occasion d'éveiller les idées et les sentiments belliqueux du soldat et de faire appel aux souvenirs militaires de 1812.

Ce fut avec cette intention qu'il avait donné au régiment des Cosaques de la garde deux étendards, portant l'image de saint Georges, avec cette inscription en russe : *Pour les services distingués rendus, tant en 1812 dans les victoires rempor-*

tées sur l'ennemi et lors de son expulsion du territoire, qu'à la bataille de Leipzig, livrée le 1er octobre 1813. Ce fut sous la même inspiration que l'empereur ordonna la cérémonie commémorative, qui eut lieu au palais d'Hiver, le jour de Noël, pour l'anniversaire de l'évacuation du territoire par les armées ennemies en 1813.

Les officiers, sous-officiers et soldats, qui avaient servi dans la campagne de 1812, avaient été convoqués, en grand uniforme, pour cette cérémonie; la cavalerie et l'artillerie étaient rangées, par ordre de régiments, dans la salle Blanche; l'infanterie, dans la salle de Saint-Georges. On chanta un *Te Deum* devant ces glorieux défenseurs de la patrie, pendant que le *Te Deum* était chanté aussi dans la chapelle où la famille impériale avait entendu la messe.

Au sortir de l'église, Leurs Majestés firent le tour de la salle Blanche et de la salle de Saint-Georges, en passant devant le front des lignes de cette brave élite de l'armée russe; puis, elles allèrent assister à la bénédiction solennelle de la nouvelle galerie militaire, qui venait d'être achevée, et qui était ornée des portraits, peints par Dawe et divers habiles artistes, de tous les généraux employés pendant la guerre de 1812. Cette immense et magnifique galerie était toute pavoisée des drapeaux d'honneur, qui avaient appartenu aux régiments de l'empereur Alexandre.

Le grand-duc Constantin, qui s'était fait une belle part, non-seulement par sa bravoure, mais encore par son humanité, dans cette terrible guerre de 1812, n'assista point à une cérémonie où sa place se trouvait marquée.

Il avait écrit à l'empereur, qu'il se voyait retenu encore à Varsovie par les dernières opérations de la Commission d'enquête, qui lui soumettrait, d'un jour à l'autre, un rapport sur l'origine et les machinations des sociétés secrètes

en Pologne. Il devait donc, à son grand regret, manquer à la réunion de la famille impériale, qui l'attendait pour le jour de l'an, mais il se promettait de ne pas tarder à venir présenter à l'empereur ce rapport, qui servirait de base à un procès criminel aussi compliqué et aussi douloureux que celui des accusés du 26 décembre.

Le césarévitch ajoutait, dans cette lettre, qui était empreinte d'une amère tristesse, que le rapport du Comité d'enquête serait moins pénible et moins affligeant, quel qu'il pût être, que le sujet dont il aurait à entretenir l'empereur dans leur prochaine entrevue. La lettre n'en disait pas davantage, mais on pouvait deviner, sous le voile des mots, que ce rapport, rédigé par une commission mixte de hauts fonctionnaires russes et polonais, ne renfermerait que l'expression très imparfaite de la vérité, et aurait besoin d'être amplement complété, expliqué, éclairci, par des communications verbales et confidentielles.

Nicolas fut pourtant moins attristé de ces mauvaises nouvelles, que de l'absence du césarévitch; il soupçonnait ce que devait être le rapport, inévitablement tronqué et atténué, du Comité d'enquête; il avait, d'ailleurs, reçu, de différentes parts, des détails très catégoriques sur l'effrayante propagation des sociétés secrètes en Pologne et sur l'état des esprits dans ce pays, où fermentait sans cesse le levain de l'indépendance nationale; mais il apprit aussi, avec chagrin, que le grand-duc Constantin, quoique toujours prêt à justifier et à défendre la nation polonaise, était en butte à des haines implacables, malgré son mariage avec une femme de sang et de nom polonais.

On ne pardonnait pas, en effet, au grand-duc Constantin, dans les provinces polonaises, d'avoir refusé, avec indignation, de proclamer le rétablissement de l'ancien royaume

de Pologne et d'accepter la couronne de ce royaume, au moment où Nicolas montait sur le trône de Russie. Jusque-là, le césarévitch avait été considéré, à Varsovie, comme un protecteur et un libérateur; on lui pardonnait, à ce titre, ses bizarreries, ses caprices, ses emportements de caractère; mais, depuis lors, on ne lui savait plus aucun gré de tout ce qu'il avait fait, depuis dix ans, dans l'intérêt de la Pologne et des Polonais.

On ne voyait en lui qu'un ennemi acharné, un Russe inexorable, qui serait toujours un obstacle à la résurrection de la patrie polonaise; on lui imputait à l'envi des torts qu'il n'avait pas vis-à-vis des nationaux; on l'accusait d'avoir été placé au poste qu'il occupait, pour être le geôlier et le bourreau d'un peuple opprimé; on le calomniait de la façon la plus atroce et la plus injuste, en lui attribuant des raffinements de barbarie et des noirceurs de méchanceté, qui n'étaient que d'odieuses inventions, dont l'invraisemblance seule aurait dû faire justice. Loin de là, l'opinion publique avait été tellement pervertie à l'égard du grand-duc dans l'espace de quelques mois, qu'elle avait fait, de ce brave et généreux prince, si loyal et si bon même, quand il n'était pas livré à ses accès de violence naturelle, un être monstrueux et fantastique, qui devenait ainsi l'objet de l'aversion et de la terreur générales.

La fête du nouvel an fut donc assez morne, à la cour de Russie, où l'on ne vit arriver aucun des membres de la famille impériale, qui résidaient dans les cours étrangères.

L'impératrice, dont la grossesse n'avait pas encore été annoncée, était toujours d'une santé bien délicate; elle avait eu beaucoup d'inquiétudes aussi, au sujet du grave accident qui faillit mettre en danger les jours du roi son père, lequel s'était brisé le pied dans une chute. Elle assista ce-

pendant, avec l'empereur, le grand-duc Michel et la grande-duchesse Hélène, au grand bal masqué, qui eut lieu, le soir du premier de l'an russe (13 janvier 1827), au palais de la Tauride.

Les six premières classes de la noblesse et les deux premières guildes des marchands avaient été invitées à ce bal. L'immensité et la beauté du local, la richesse et le goût avec lesquels les salles et le jardin d'Hiver étaient décorés, l'élégance, l'éclat et la variété des costumes, tout contribuait à la magnificence de cette fête.

Il y eut d'autres fêtes et d'autres bals, au palais d'Hiver, qui furent très brillants, quoique la cour eût pris le deuil à l'occasion de la mort du duc d'York; mais on s'étonnait de ne pas voir arriver le grand-duc Constantin, car tout le monde savait la promesse qu'il avait faite à l'empereur, après le couronnement, de venir passer en famille, à Saint-Pétersbourg, les fêtes de Noël et du jour de l'an. On attribuait donc son absence au mauvais vouloir et à la froideur, que la princesse de Lowicz, depuis son mariage avec le césarévitch, manifestait à l'égard de la famille impériale.

On apprit tout à coup que le grand-duc Constantin était arrivé, à l'improviste, dans la soirée du 19 février.

Il ne resta que neuf jours dans la capitale, et il ne s'y montra pas en public, à ce point qu'on doutait de son arrivée. Il ne prit aucune part aux plaisirs du carnaval; on ne le vit pas même paraître à la mascarade, qui fut donnée au palais d'Hiver pour la noblesse et les marchands, le 21 février, et qui se termina par un splendide souper dans les galeries de l'Ermitage.

Le césarévitch n'était pourtant pas indisposé, mais il avait un chagrin qui le consumait. Suivant le témoignage des personnes qui purent l'apercevoir, il semblait avoir

vieilli de dix ans depuis quatre mois. Il allait, presque tous les matins, seul avec son chambellan Groholski, pleurer et prier, agenouillé devant la sépulture de son frère Alexandre, dans la cathédrale de Saint-Pierre et Saint-Paul. Il passait de longues heures, enfermé avec l'empereur, et leurs entretiens, qui sans doute roulaient moins sur la politique générale que sur les affaires de Pologne, n'eurent ni témoins ni échos.

On disait seulement que le césarévitch avait apporté avec lui le Rapport du Comité d'enquête, relatif aux accusés polonais qui n'avaient pas été compris dans l'instruction du procès du 26 décembre, mais on pensait que ce Rapport ne serait pas publié, du moins avec les développements qu'on lui avait donnés, et pourtant il était certain que ce document ne renfermait pas la moitié des révélations imprévues qu'on avait fait sortir de l'enquête.

Le césarévitch eut, aussi, de fréquentes conférences chez l'impératrice-mère. Il passait, en tête-à-tête, auprès de son frère Michel, tout le temps qu'il ne consacrait pas aux affaires politiques : alors il faisait trêve aux préoccupations qui l'obsédaient, et il s'abandonnait avec confiance aux épanchements de l'amitié fraternelle.

— Crois-tu donc que je sois heureux? disait-il au grand-duc Michel, qui lui reprochait doucement son air sombre et son humeur taciturne. Je me trouve au milieu d'un guêpier de Sociétés secrètes et de conspirateurs. Si je n'avais pas sous mes ordres une bonne armée, sur laquelle je puis compter, si je n'avais pas la police du général Gendre pour me garder, la position ne serait pas tenable, et il faudrait quitter la place... Eh bien! malgré tout, malgré les périls et les embarras de la situation, j'aime la Pologne.

Le césarévitch repartit, le 28 février, emportant les in-

structions que l'empereur lui avait données pour faire commencer le procès des accusés polonais.

Le Rapport du Comité d'enquête, qui portait l'empreinte de l'hésitation et de la défiance des commissaires russes et polonais, ne fut pas livré immédiatement à la publicité; il ne vit le jour que cinq mois plus tard. On en avait retranché des parties importantes; on en avait fait disparaître une foule de noms, qui furent écartés du procès : on n'y avait laissé que des renseignements assez vagues et presque insignifiants sur les projets et les trames des Sociétés secrètes en Pologne.

On avait cherché, en un mot, à diminuer les proportions et à étouffer l'éclat du nouveau procès politique, qui allait être jugé à Varsovie. Toutefois, en soumettant ce Rapport à une analyse minutieuse, et sachant tirer parti des lumières qu'on en peut faire sortir, il n'est pas impossible de se rendre compte exactement de la formidable organisation des Sociétés secrètes polonaises et de leur marche lente, mais sûre, vers une grande tentative d'insurrection nationale.

Que pouvait être une enquête dirigée par le comte Zamoyski, président du sénat de Pologne, avec le concours de plusieurs sénateurs et généraux polonais? Ces nobles citoyens avaient eu pourtant le courage de faire leur devoir, si douloureux qu'il fût, et de dévoiler au Gouvernement russe une partie des machinations criminelles de leurs compatriotes.

LXX

Les Sociétés secrètes polonaises n'avaient aucune analogie avec les Sociétés secrètes russes, et elles pouvaient se dire nationales, puisqu'elles n'admettaient dans leur sein que des Polonais et qu'elles ne se proposaient pas d'autre but que de reconstituer l'ancien royaume de Pologne. Leur origine remontait à l'année 1814, c'est-à-dire à l'époque même où l'empereur Alexandre, s'étant déclaré le protecteur des Polonais, s'occupait de refaire un nouveau royaume de Pologne, en l'annexant à la Russie, mais en lui donnant un gouvernement à part, une Constitution spéciale et une armée indigène.

Cette première Société secrète, qui s'était formée sous le titre de ***Purs Polonais***, ne se proposait qu'un seul but, du moins en apparence, celui de conserver, de réveiller et de répandre l'esprit national. Chaque membre s'engageait, sous le sceau du serment, à faire des prosélytes et à garder le secret de cette Association patriotique. Les ***Purs Polonais*** portaient, comme signes de reconnaissance, des anneaux aux couleurs nationales, avec un certain nombre de points qui rappelaient le nombre des statuts fondamentaux de la Société, et avec les lettres initiales de son nom. Cette

Société, qui ne comptait pas plus de douze fondateurs, fit peu de progrès et finit par se dissoudre d'elle-même, au bout d'un an, sans laisser d'autres traces de son existence, que les principes de trouble et de révolte qu'elle avait propagés, et qui continuèrent à fermenter dans le pays.

Diverses tentatives furent faites alors pour créer, sur de nouvelles bases, une Société secrète, imitée de celles que le carbonarisme avaient rendues si formidables en Italie pendant l'occupation française; mais, de tous ces projets, il ne sortit rien, que de l'agitation inutile.

L'illustre chef des légions polonaises, le général Dombrowski, qui avait vu de près en Italie l'organisation des premiers carbonari, ne fut pas étranger, dit-on, à un mouvement, qui avait pour objet la résurrection d'une Pologne indépendante. Dans un entretien particulier avec un de ses anciens officiers, il avait, un jour, exprimé ses regrets et ses espérances, en disant que la brave nation polonaise avait retiré bien peu d'avantages de son dévouement et de ses sacrifices pour la patrie, car l'existence d'un peuple fractionné en différentes parties ne lui paraissait guère assurée; il faisait donc des vœux, pour que le courage des Polonais se ranimât, et pour qu'ils reprissent confiance dans leurs propres forces, afin de pouvoir se compter, sans s'inquiéter de la différence des gouvernements auxquels ils étaient momentanément soumis : « C'était, ajoutait-il, en ravivant leur énergie, en rassemblant toutes leurs forces et en concentrant toute leur action en faveur du souverain actuel dans le royaume de Pologne, qu'ils pourraient profiter des circonstances et recouvrer tôt ou tard leur indépendance et se réunir sous le sceptre d'un roi élu par la nation. »

Ces paroles, répétées de bouche en bouche, retentirent

dans le cœur de la jeunesse polonaise ; Dombrowski, sur son lit de mort, en 1818, prophétisa, d'un accent inspiré, le rétablissement prochain de la Pologne indépendante, avec son ancienne Constitution et dans ses anciennes limites. Cette prophétie fit renaître tout à coup les Sociétés secrètes.

Il y eut d'abord, dans les Universités, des associations, dont le but ostensible semblait purement scientifique, mais qui n'avaient pas d'autre objet que d'entretenir et de réchauffer l'esprit national. Les professeurs eux-mêmes étaient les instigateurs de leurs élèves, et le savant Joachim Lelewel avait fait, de sa chaire, à l'Université de Wilna, un atelier de propagande insurrectionnelle.

Les poursuites, exercées avec beaucoup d'indulgence contre les auteurs de ces complots d'enfants, ne servirent peut-être qu'à enflammer davantage l'enthousiasme des apprentis conspirateurs. L'étudiant Thomas Zan n'eut pas plutôt fondé la Société des Philarètes ou Amis de la Vertu, que tous ses condisciples voulurent en faire partie et se dévouèrent à l'œuvre commune pour la délivrance de la Pologne.

Il y avait dès lors d'autres centres d'association secrète, qui se formaient sous le nom de *franc-maçonnerie nationale.* Le prince Antoine Jablonowski et ses amis les lieutenants-colonels de Krzynawoski et Pradzinski, dépositaires des dernières volontés de Dombrowski, avaient introduit cette franc-maçonnerie dans l'armée polonaise, où elle n'eût fait que des progrès lents et incertains, si le major Lukasinski, du 4e régiment d'infanterie, homme audacieux et déterminé, ne s'était pas mis en quête de lui recruter des adhérents dans le corps des officiers.

Les membres de la Société s'engageaient, au moment de

leur réception, à se soutenir mutuellement dans tous les événements de la vie, en travaillant à l'affermissement de l'esprit national et à la conservation du souvenir des faits glorieux du peuple polonais. Le but véritable de l'association était suffisamment indiqué par les noms illustres de Boleslas Chobri, Batori, Zamoyski, Poniatowski, etc., qu'elle avait adoptés comme devises et signes de ralliement. Mais, néanmoins, cette franc-maçonnerie nationale, qui se composait déjà d'un nombre considérable de membres, manquait d'unité dans ses sentiments comme dans ses projets et ses opérations : il en résultait des tiraillements continuels.

Le major Lukasinski, en acceptant la dignité de grand-maître de la franc-maçonnerie nationale, s'était fait une une foule d'ennemis et d'envieux parmi ses frères d'armes. Il jugea que la Société, ainsi constituée, ne pouvait rendre aucun service à la cause de la Pologne. Il n'hésita donc pas à la dissoudre, au commencement de 1820 ; mais le Chapitre de la franc-maçonnerie, ou plutôt son comité secret, qui était resté inconnu à tous les membres de l'Association, ne fut pas atteint par cette mesure de dissolution générale, que la prudence avait fait adopter sommairement.

A partir de cette époque, il n'y eut plus de francs-maçons dans le duché de Varsovie, et le Gouvernement russe, qui s'était mis tardivement à leur recherche, en vertu de l'ukase supprimant la franc-maçonnerie en Pologne, ne trouva plus personne à poursuivre, quoique les Sociétés secrètes fussent alors en pleine activité.

Cependant la franc-maçonnerie subsistait toujours dans le duché de Posen, où l'avait introduite un ancien officier polonais, Szczaniacki, lequel était venu de Varsovie se fixer dans cette province polonaise. Le duché de Posen devait ainsi devenir le berceau d'une nouvelle Société secrète,

qui porta d'abord le titre de *Porteurs de faux*. Plusieurs Polonais de distinction, appartenant à l'armée de Pologne, entre autres le lieutenant-colonel Pradzinski et le général Uminski, passèrent dans le duché de Posen, pour se faire recevoir membres de cette Association nationale. Szczaniacki, qui l'avait fondée, retourna lui-même à Varsovie, pour se mettre en rapport avec Lukasinski, qui était à la tête du comité secret de l'ancienne franc-maçonnerie de Varsovie, et qui travaillait à reformer une Société secrète.

La création de cette nouvelle Société secrète fut discutée, à Lasienki, dans une conférence, à laquelle assistaient le général Uminski, les lieutenants-colonels Pradzinski et Kosakowski, le référendaire d'État Wierzbolowicz, un riche propriétaire de la Wolhynie, Sobanski, plusieurs hauts fonctionnaires et quelques employés civils. On décida que la Société serait politique et qu'elle aurait pour unique objet l'indépendance de la Pologne. Il fut convenu que les fondateurs de cette Société se rassembleraient, la nuit du 1er mai 1821, pour en arrêter les bases, à Potock, dans un bois à un quart de mille de Varsovie.

Lukasinski se trouvait à cette réunion, avec Pradzinski, Kosakowski, Oborski, Sobanski, Morawki et Szreder; mais son patriotisme l'avait dissuadé de toute prétention au rôle de chef, qu'il abandonnait au général Uminski. Celui-ci arriva tout à coup, monté sur un cheval blanc, coiffé d'un bonnet brodé d'or et portant le costume national polonais.

Après avoir fait ranger en cercle les assistants, que la vue des couleurs nationales avait électrisés, il les harangua, et, dans ce discours plein de chaleur, il leur représenta que les Polonais, divisés sous divers gouvernements qui s'étaient formés des lambeaux de l'ancienne Pologne, n'avaient pas de patrie; qu'ils devaient donc travailler

sans relâche à réunir, en un seul tout, les membres séparés de la malheureuse Pologne, et que, pour assurer l'indépendance de l'État polonais, ils n'avaient qu'à s'associer à leurs concitoyens, qui ne deviendraient jamais les sujets de la Prusse et de l'Autriche. Il proposa, en conséquence, de prêter le serment qui avait été sanctionné par la Société de Posen.

Aussitôt Pradzinski tira son épée et la planta en terre, pour suspendre à la poignée un médaillon en fer représentant Kosciuszko. Les assistants attendaient avec anxiété la fin de cette initiation mystérieuse. Uminski prit un couteau en guise de poignard, et le tint élevé en l'air, pendant que Morawki lisait, à voix haute, la formule du serment, conçue en ces termes, empruntés presque textuellement au serment des carbonari :

« Je jure, en présence de Dieu et de la patrie, et j'engage ma parole d'honneur, que j'emploierai tous mes efforts pour rétablir mon malheureux et bien-aimé pays. Je jure de sacrifier, pour sa liberté et son indépendance, non-seulement ma fortune, mais ma vie même. Je jure que je ne trahirai jamais, ni ne révélerai à personne les secrets qui m'ont été ou qui me seront confiés; enfin, que je n'aurai rien de plus à cœur que les intérêts de la Société. Je voue l'obéissance la plus entière à celles de ses lois qui existent déjà et à celles qui pourraient être rendues par la suite. Sans aucun égard à quelque circonstance que ce soit, je n'épargnerai le sang d'aucun traître, ni même de tout autre individu qui agirait contre le bien de ma patrie. Si je venais à être trahi ou découvert, j'aimerais mieux perdre la vie, que de faire connaître les secrets et les membres de la Société. Je promets également de n'avoir entre les mains aucuns papiers qui la concernent, de ne jamais porter sur moi de listes

contenant les noms de ses membres, à moins que mes supérieurs ne m'en aient chargé.

« Si je venais à violer ces saints engagements, contractés en présence de l'Être suprême, puisse la mort la plus affreuse être la peine de mon crime! puisse mon nom être transmis de bouche en bouche à la postérité, et mon corps abandonné aux bêtes féroces! Que telle soit la récompense de mon infamie, afin que mon exemple effraye ceux qui voudraient marcher sur mes traces. Je prends Dieu à témoin! Et, vous, mânes de Zolkiewski, de Czarnieçki, de Poniatowski et de Kosciuszko, fortifiez-moi de votre esprit, afin que je persévère dans ma résolution! »

L'exemple d'Uminski fut suivi, et tous les assistants prêtèrent serment. On se sépara ensuite pour se retrouver la nuit même, à Varsovie, chez Kosakowski. Dans ce conciliabule, que présidait le général Uminski, on arrêta définitivement la création d'un comité central.

La Société devait être composée de communes, qui ne nommeraient chacune que dix membres : plusieurs communes formeraient un arrondissement, et plusieurs arrondissements, une province. La Société embrassant tous les pays où l'on parlait la langue polonaise, ces pays furent divisés en six provinces : le royaume de Pologne, le grand-duché de Posen, la Gallicie, la Lithuanie, la Wolhynie, et la république de Cracovie. L'armée polonaise serait considérée comme une septième province. Chacune de ces provinces aurait un représentant dans le comité central, dont les sept membres furent nommés à titre provisoire : Wierzbolowicz, Lukasinski, Kosakowski, Pradzinski, Kicinski, Morawki et Sobanski.

Le général Uminski se réservait provisoirement la direction suprême de la Société, en attendant qu'on pût trouver

un homme, d'une grande renommée, qui accepterait ce rôle difficile et périlleux. Les généraux Dombrowski et Kosinski n'existant plus, on pensa tout d'abord au général Kniaziewicz, qui se défia des intermédiaires qu'on lui avait envoyés, et qui refusa de se compromettre en se déclarant chef de la révolution; il autorisa seulement son ami, le général Uminski, à se servir de son nom et à le mettre en avant, pour la propagation de la Société, qui s'intitula : *Société patriotique nationale.*

Les séances du comité central devenaient de plus en plus orageuses : on n'était d'accord sur aucun point de doctrine politique; l'un voulait rétablir la monarchie élective en Pologne; l'autre, la monarchie héréditaire; celui-ci penchait pour la république; celui-là demandait une confédération polonaise. On dépensa ainsi beaucoup de paroles, en pure perte, et on ne finit pas par s'entendre.

Le comité central n'était que l'instrument aveugle et docile d'un Comité supérieur, qui se cachait dans l'ombre et dont les agents mystérieux restaient inconnus. Il y avait, en outre, un chef suprême, que représentait le général Uminski, et dont le nom fut toujours un secret pour tous.

La Société continuait à s'étendre et à se développer dans les provinces; divers membres, chargés de chercher partout des adhérents, s'étaient acquittés avec zèle de leurs commissions; les comités provinciaux suffisaient à peine pour recevoir les nouveaux initiés. Cependant le serment terrible, qu'on leur faisait prêter sur la pointe d'un poignard, avait dû être modifié, d'après l'observation du prince Radzivill, qui s'était retiré, en disant qu'il voulait être mieux éclairé sur l'esprit et le but de la Société, avant de jurer obéissance absolue à ses volontés.

L'ardeur des sociétaires les plus dévoués commençait à

se refroidir, lorsque le comité central de Varsovie invita le comité de Lithuanie à redoubler de propagande et à rechercher soigneusement s'il n'existait pas des Sociétés secrètes en Russie, en Courlande et en Prusse, car le moment viendrait bientôt de risquer un coup décisif.

En effet, Gruszewski, que le comité lithuanien avait envoyé à Varsovie pour s'aboucher avec le comité central, écrivit à ses collègues : « Tenez le sabre prêt pour le printemps! » Et, à son retour, il s'informa du nombre de fusils que pouvait contenir l'arsenal de Wilna et qui devaient être employés à armer les habitants de la ville.

— Quand il y aurait là vingt ou trente mille fusils, repartit vivement le nommé Romer, qu'importe, tant que nous ne serons pas maîtres de l'arsenal!

— Aussi, faut-il s'en emparer, reprit Chodzko, et les étudiants de l'Université se chargeront de l'entreprise.

Le secret était si bien gardé par les membres des Sociétés polonaises, que la Société patriotique nationale ne soupçonnait pas encore l'existence d'une autre Société, qui fonctionnait à côté d'elle et qui était dirigée, par une voie indirecte, vers le même but. C'était la Société des Templiers, qui avait porté d'abord le nom de Société de bienfaisance, et dont le fondateur fut Maïewski, capitaine au premier régiment de hulans.

Cette Société, créée en 1820, ne se proposait pas d'autre but, en apparence, que la bienfaisance, la morale et la vertu, et chaque récipiendaire jurait solennellement, lors de son initiation, de se conformer aux statuts de la Société, de garder ses secrets, d'être toujours prêt à sacrifier pour la patrie sa fortune et son sang, et de tenir tête, dans la lutte, aux *trois ennemis*. Mais on ne faisait connaître à personne quels étaient ces *trois ennemis*, et les secrets de la

Société restaient confiés à quelques grands dignitaires; Maïewski s'était fait nommer grand-maître; Stanislas Karwicki, vice-grand-maître; Lagowski, grand orateur, etc.

Le nombre des initiés avait augmenté considérablement en Wolhynie, lorsque des membres influents de la Société patriotique nationale, qui avaient été reçus templiers, s'efforcèrent de fondre les deux Sociétés en une seule.

Le grand-maître suppléant Karwicki s'était laissé gagner à ce projet de fusion; mais Maïewski ne voulait pas que la Société, dont il était le chef absolu, fût absorbée par une autre Société, dans laquelle il n'aurait qu'une position secondaire, puisque la principale autorité de la Société patriotique était couverte d'un voile impénétrable. Il soutint énergiquement que sa Société avait trop de ramifications, surtout dans la Russie-Blanche et la Petite-Russie, pour avoir besoin de se réunir à aucune autre association politique : il ajouta que les tendances des deux Sociétés étaient, d'ailleurs, dissemblables, à beaucoup d'égards, « vu que le but que poursuivait la Société patriotique était exclusivement le rétablissement et l'indépendance de la Pologne, tandis que les Templiers pouvaient avoir, avec le temps, des buts plus généraux. » Il ne dit pas ce qu'il entendait par ces *buts plus généraux*, mais on devina ou on supposa que Maïewski se préoccupait moins de réunir en un seul État les anciennes provinces de la Pologne, que de favoriser et d'aider les efforts généreux de tous les peuples opprimés qui combattraient pour leur indépendance.

Les assemblées, dans lesquelles ces graves questions furent débattues, sans amener un résultat utile à la cause des Sociétés secrètes, amoindrirent cependant l'influence que Maïewski exerçait sur les Templiers, et comme on lui contestait la capacité nécessaire pour diriger avec succès les

opérations de cette Société, on le mit en tutelle, pour ainsi dire, sous la main du comte Pierre Moszczynski.

Ce dernier, de concert avec Eiszewski, réorganisa la Société des Templiers, en conservant toutefois les quatre grades qui existaient déjà : le premier n'impliquait, comme devoir, que l'amour du prochain et l'assistance mutuelle; le second regardait la conservation de l'esprit national; le troisième concernait l'amour de la patrie, et dans le quatrième grade, le templier s'engageait à se dévouer entièrement à la patrie et à lui faire tous les sacrifices qu'elle pourrait exiger.

Une entente cordiale s'établit alors entre les Templiers et la Société patriotique, qui eurent de fréquentes relations et qui travaillèrent ensemble, d'un commun accord, à multiplier les moyens de propagande et d'action révolutionnaires.

Leur activité même faillit les perdre, en éveillant les soupçons de l'autorité; il ne s'était pourtant pas rencontré encore un seul délateur parmi les membres des Sociétés secrètes; mais, à la fin de 1822, ce fut la police française, qui avertit le Gouvernement russe des dangers qu'il pouvait courir en Pologne, par suite de l'existence des Sociétés secrètes qui s'étaient formées dans tous les pays de langue polonaise. La Prusse et l'Autriche, qui n'étaient pas moins intéressées que la Russie à poursuivre et à détruire ces Sociétés secrètes, transmirent des avis analogues à Saint-Pétersbourg.

Des ordres immédiats furent transmis, de Saint-Pétersbourg, pour l'arrestation du major Lukasinski, le seul qui eût été désigné nominativement comme chef de la Société secrète qu'on croyait découvrir. Au moment où les gens de police se présentèrent au domicile de Lukasinski, ils le

surprirent en pleine séance avec ses complices Machnicki, Dobrogowski, Dobrzycki, l'avocat Szreder et beaucoup d'autres, qui s'occupaient des affaires de la Société patriotique; mais, comme les statuts de cette Société interdisaient toute espèce de communication écrite, on ne trouva pas un seul papier compromettant

Les prévenus n'avaient point eu le temps de se concerter sur la conduite qu'ils tiendraient vis-à-vis de l'instruction judiciaire; ils avaient fait serment de garder le silence sur les secrets de la Société : ils tinrent leur serment.

Lukasinski était dans une position plus difficile : un de ses compatriotes, un misérable qui s'était vendu à la police, l'accusait, en face, de l'avoir fait recevoir dans la Société, dont ce dénonciateur ne connaissait ni le nom, ni les statuts, ni les membres. Lukasinski, en présence de ce témoin, ne nia plus avoir appartenu à une Société secrète, mais il soutenait que cette Société n'avait jamais eu d'existence réelle, et qu'elle s'était dissoute naturellement, dès la publication de l'ukase d'Alexandre Ier contre la franc-maçonnerie.

On ne parvint à obtenir de lui aucun autre aveu ; prières, menaces, promesses, séductions, tout fut inutile; non-seulement il lassa, par son inflexible obstination, les juges qui l'interrogeaient, mais encore il sut les dérouter et leur faire croire que les Sociétés polonaises n'existaient qu'en théorie.

Cependant on a prétendu que, pour lui arracher des révélations, on l'avait soumis à des traitements barbares, en lui refusant même des aliments; en le tenant renfermé dans un cachot, de huit pieds carrés, sans jour et sans air; en le chargeant de chaînes et en le privant de sommeil. Ce sont là sans doute de ces calomnies que l'esprit de parti ne se fait pas faute d'inventer contre l'autorité qui applique la

Lukasinski resta donc au secret le plus rigoureux, pendant plusieurs mois, sans pouvoir communiquer avec ses parents et ses amis. Enfin, traduit devant un conseil de guerre, avec cinq de ses complices qui avaient persévéré comme lui dans un système de dénégation complète, il fut condamné à la dégradation et à neuf ans de travaux forcés. Le 1er octobre 1824, cette sentence était exécutée, à Varsovie, devant les troupes, en présence d'une foule immense de peuple, qui ne voyait dans le condamné qu'un martyr de la cause nationale : Lukasinski, dont la chaîne avait été rivée à la brouette du galérien, partit, au milieu d'une espèce d'ovation patriotique, pour la forteresse de Zamosc où il allait subir sa peine.

Les poursuites exercées à la même époque contre la Société des Philarètes, à Wilna, n'éclairèrent pas davantage le Gouvernement sur l'organisation des Sociétés polonaises, avec lesquelles, il est vrai, la Société des Philarètes avait peu de relations directes, car cette Société, composée exclusivement de professeurs et d'élèves de l'Université, s'occupait plutôt de théories philosophiques et politiques que de projets d'insurrection. Il y avait eu pourtant un plan très habilement concerté, entre quelques chefs de l'association, pour s'emparer de l'arsenal et de la citadelle de Wilna. Ces chefs furent mis en jugement. Une première enquête, grâce à l'indulgence des juges, ne produisit que des charges insuffisantes pour intenter un procès criminel. L'empereur Alexandre avait ordonné une seconde enquête ; il en chargea Nicolas Nowossiltzoff, curateur de l'Université de Wilna et commissaire supérieur spécial dans le royaume de Pologne. Cette fois, on trouva des coupables. Mais le chef suprême des Philarètes et le fondateur de leur association, Thomas Zan, revendiqua généreusement la responsabilité

des faits dont ils étaient accusés et fut envoyé en Sibérie.

Dès les premières arrestations qui eurent lieu à Wilna et à Varsovie, le comte Victor Ossolinski avait donné avis au comte Moszczynski d'arrêter sur-le-champ l'action des Sociétés secrètes, de suspendre toute espèce de réunion, et de ne procéder à aucune réception nouvelle, jusqu'à ce que l'orage fût passé. Grâce à cette tactique de prudence, il y eut un temps d'arrêt général dans tous les centres révolutionnaires de la Pologne, et le travail des Sociétés secrètes cessa partout à la fois. Mais l'instruction du procès de Lukasinski et de ses co-accusés traînant en longueur et aucun des prévenus n'ayant fait de révélations, les comités de la Société patriotique reprirent confiance et se remirent à l'œuvre.

Celui qui siégeait à Varsovie n'avait rien perdu de sa force et de sa prépondérance, car il se composait de personnages considérables, qui, par leur position sociale, leur richesse et leurs emplois, se trouvaient à l'abri d'un soupçon. C'étaient le lieutenant-colonel Séverin Krzyzanowski, le prince Antoine Jablonowski, le maître des requêtes de Grzymala et le secrétaire Plichta. La Société patriotique venait de faire alors une acquisition bien importante, en s'adjoignant le sénateur et châtelain comte Soltyk, un des hommes les plus illustres et les plus puissants de la Pologne.

Soltyk, quoique âgé de près de quatre-vingts ans, était toujours animé du même dévouement à sa patrie, dont il rêvait la résurrection nationale. Il se consacra dès lors tout entier à cette entreprise audacieuse ; il entra résolûment dans les sociétés secrètes, avec l'ardeur et l'enthousiasme d'un jeune homme ; il n'hésita pas à servir, de son nom, de son crédit et de sa fortune, une cause qu'il avait déjà soutenue,

en 1791, avec autant d'abnégation et d'énergie ; il consentit d'abord à se placer à la tête de la province de Varsovie, et il ne tarda pas à devenir le chef suprême de la Société patriotique. Les réunions du Conseil supérieur de cette Société se tenaient dans son château, et, par son influence seule, la Société fit, en quelques mois, plus de progrès qu'elle n'en avait fait en plusieurs années.

Toute la noblesse polonaise voulut être affiliée à une association, dont le comte Soltyk était le chef avoué. Dès ce moment-là, on conspira dans tous les châteaux de la Pologne, et le mot d'ordre, qui retentit dans les cœurs polonais, fut le rétablissement de la nationalité polonaise.

Pour atteindre ce but, tous les moyens paraissaient bons, et cependant on n'avait pas encore adopté un plan de conspiration, qui pût aboutir à délivrer le pays de la domination russe.

Sur ces entrefaites, le prince Jablonowski et le comte Ossolinski, que leurs affaires appelaient de temps à autre dans le gouvernement de Kiew et en Podolie, où ils avaient des terres, remarquèrent du mécontentement et de l'agitation parmi les officiers des corps de troupes russes cantonnés dans ces provinces. On disait, tout haut, que l'état de choses actuel ne pouvait durer et que l'empereur Alexandre serait forcé d'abdiquer ou de donner une constitution à ses peuples. Ils n'eurent pas de peine à découvrir qu'une Société secrète existait dans la première armée et qu'elle avait pour objet de changer la forme du gouvernement en Russie.

Le Conseil supérieur de la Société patriotique polonaise apprit avec joie l'existence de cette Société secrète russe et chercha les moyens de s'aboucher avec elle, car si les deux Sociétés ne pouvaient pas marcher d'intelligence vers un

but unique, elles pouvaient s'aider mutuellement pour la réussite de leurs projets respectifs. Les rapports s'établirent promptement, mais d'une manière indirecte, entre les deux Sociétés.

Le lieutenant-colonel Krzyzanowski fut envoyé à Kiew, en qualité de délégué de la Société patriotique; l'Association russe du Midi avait choisi pour délégués Serge Mourawieff-Apostol et Bestoujeff-Rumine. Le comte Chodkiewicz, qui avait servi d'intermédiaire aux deux Sociétés secrètes, réunit chez lui leurs représentants, dans une première conférence où l'on n'aborda aucune question de principe. Krzyzanowski se montra très discret et très réservé, à cause de la présence de Chodkiewicz, qui ne lui inspirait qu'une médiocre confiance; il déclara seulement que ses amis de Varsovie ne lui avaient pas remis de pouvoirs, pour prendre, en leur nom, des arrangements définitifs avec les membres de l'Association du Midi, et qu'il était venu, de son propre mouvement, à l'effet de juger ce qu'il serait possible de faire dans l'intérêt commun des Sociétés russes et polonaises.

Il ne fut pas moins prudent, à la seconde entrevue, qui eut lieu le lendemain; il commença par déclarer de nouveau à Serge Mourawieff-Apostol et à Bestoujeff-Rumine, qu'il ne pouvait être question, entre eux, que d'ouvertures réciproques, dans l'espoir d'un rapprochement des deux associations politiques. L'entretien s'entama sur ces bases.

Mourawieff-Apostol débuta, d'une manière un peu solennelle, en disant que la haine nationale, qui séparait les Russes et les Polonais et dont l'origine remonte aux temps de la barbarie, devait cesser enfin, la cause de tous les peuples étant la même, et que la Société russe offrait, en conséquence, au peuple polonais, le moyen de recouvrer son ancienne indépendance. Krzyzanowski répondit avec calme,

qu'il faudrait beaucoup de temps pour extirper les racines de cette vieille haine; que les Russes auraient beaucoup à faire pour faire naître la confiance parmi les Polonais, mais que, néanmoins, sans songer à une réconciliation assez douteuse, Russes et Polonais pourraient s'aider mutuellement dans leurs affaires et leurs intérêts, si toutefois les deux Sociétés parvenaient à s'entendre.

Les délégués russes demandèrent aussitôt que le corps d'armée de Lithuanie ne mît pas obstacle à ce que l'Association du Midi voudrait entreprendre contre le Gouvernement impérial. Krzyzanowski s'empressa de répondre que la Société polonaise se faisait fort de désarmer ce corps d'armée ou de le réduire à l'inaction, s'il se déclarait pour le césarévitch, lorsque l'Association russe donnerait le signal d'une révolte militaire.

Bestoujeff-Rumine objecta que la Société polonaise devrait agir de concert avec l'Association russe, lorsque la révolution aurait éclaté en Russie. Là-dessus, Krzyzanowski, voulant savoir vers quelle époque à peu près l'Association russe serait en mesure d'agir, parut très étonné d'apprendre que rien n'était à faire *avant cinq ans*. Il pensa qu'on lui cachait la vérité, et, pour mettre à l'épreuve les deux délégués russes, il leur demanda dans quelles limites devrait être circonscrite la Pologne indépendante, une fois la révolution accomplie. Bestoujeff-Rumine répliqua, non sans embarras, que cette question ne pourrait être traitée que plus tard, les opinions de l'Association russe étant divisées sur ce point; il avoua même que certains membres de cette Association insistaient pour que l'on respectât l'intégrité des limites actuelles de l'empire.

Krzyzanowski eut beaucoup de peine à se contenir, en écoutant cet aveu qui prouvait que la Société polonaise et

l'Association russe n'avaient rien à espérer l'une de l'autre. Aussi, quand Mourawieff-Apostol eut l'imprudence de lui demander quelle forme de gouvernement la Pologne adopterait dans la suite, le délégué polonais lui répondit dédaigneusement, qu'il serait temps d'y penser, quand il y aurait lieu de s'occuper de cette question. Alors, Bestoujeff-Rumine, insistant pour avoir une réponse plus explicite, déclara, d'un ton doctoral, que ce n'était pas une simple curiosité qui portait la Société russe à vouloir connaître les vues des Polonais à cet égard; que, quant à elle, elle avait pour but l'établissement de la république en Russie, et qu'elle pensait que l'union des deux nations russe et polonaise n'aurait pas de meilleure garantie que la similitude de leurs idées en matière de gouvernement; en conséquence, elle serait bien aise de voir que la Pologne fût disposée à adopter, comme elle, une organisation politique analogue à celle des États-Unis d'Amérique.

Krzyzanowski l'interrompit froidement, en lui disant qu'il mettait trop de chaleur dans une discussion absolument oiseuse. « Sans enthousiasme, murmura Bestoujeff-Rumine, on ne fait rien de grand! »

Enfin, les délégués russes abordèrent le point le plus important de la conférence; ils demandèrent positivement, au nom de l'Association russe, que les Polonais fissent usage de tous les moyens en leur pouvoir, afin d'empêcher le grand-duc Constantin de rentrer en Russie, quand une révolution y aurait éclaté.

— Je vous ai déjà promis, reprit brusquement Krzyzanowski, que la Société patriotique prendrait des mesures pour prévenir le retour du césarévitch en Russie, au moment où la révolution y commencerait.

— Mais quels moyens? s'écria Bestoujeff-Rumine : le

meilleur, le plus sûr et le plus prompt, c'est un coup de poignard.

— Ah! Monsieur! reprit avec horreur Krzyzanowski : jamais un Polonais n'a trempé ses mains dans le sang de ses souverains!

On se sépara poliment, assez mécontents les uns des autres, en convenant que les deux Associations russe et polonaise aviseraient à s'entendre et à se prêter un appui réciproque.

La Société patriotique, dans laquelle venaient de se fondre la Société des Templiers et quelques autres Sociétés secrètes moins importantes, et qui connaissait ses forces, ne jugea pas utile à ses intérêts de faire cause commune avec les Sociétés secrètes russes. Elle envoya cependant un nouveau délégué, le prince Jablonowski, à Toultchine, pour se mettre en rapport avec Pestel, qui prenait le titre de dictateur dans la seconde armée, et qui était le véritable chef de l'Association du Midi.

Dans l'entrevue de Jablonowski avec Pestel, celui-ci prit le premier la parole. Il exposa la tâche que s'était tracée la Société secrète, au nom de laquelle il parlait, le but qu'elle voulait atteindre, les ressources immenses qu'elle avait, selon lui, à sa disposition : « Tout le pays, dit-il, est prêt, ainsi que l'armée, à secouer le joug du despotisme. Les provinces allemandes, qui ne demandent qu'à rester unies à l'empire, suivront l'impulsion des gouvernements dont la population est originairement russe. Quant à la Pologne, qui formait autrefois une nation distincte, elle a des vues à elle propres, qu'il nous importe de connaître d'avance, afin d'agir de concert avec elle. »

— Il n'y a point de milieu, s'écria-t-il, il faut que vous soyez avec nous ou contre nous. Nous pouvons conquérir

notre liberté, sans votre secours; mais, vous, si vous perdez l'occasion qui vous est offerte, vous devez renoncer à tout espoir de recouvrer jamais votre existence comme nation.

Jablonowski gardait le silence et laissait s'écouler ce flux de paroles. Tout à coup, Pestel lui exprima le désir de connaître les intentions des Polonais à l'égard de la forme de gouvernement qu'ils comptaient adopter, quand ils auraient recouvré leur indépendance. Jablonowski répondit avec franchise, que le but exclusif de la Société patriotique étant de reconquérir l'indépendance nationale avec les limites antérieures au second partage de la Pologne, il avait besoin de savoir, avant toute autre explication, si l'Association russe du Midi souscrirait à cette prétention, aussi juste que modérée. Pestel répliqua que la question ne souffrirait pas de difficulté; que, dans le cas où des doutes viendraient à s'élever, on laisserait aux populations la liberté de décider, par un vote, si elles voulaient être russes ou polonaises.

Alors Jablonowski ne refusa plus de s'expliquer sur la forme du gouvernement, et, tout en déclarant qu'aucune détermination n'avait été prise à ce sujet par la Société patriotique, il ne balança pas à reconnaître que le gouvernement monarchique constitutionnel était celui qui conviendrait le mieux à son pays. Pestel insistait pour le gouvernement républicain, sur le modèle de celui des États-Unis. Jablonowski coupa court à toute discussion, en disant que les Polonais n'admettaient pas que les Russes pussent avoir la pensée de s'immiscer dans le gouvernement intérieur de la Pologne : « Aussi bien, ajouta-t-il, si les Russes avaient la prétention d'imposer un gouvernement à la Pologne, autant vaudrait pour elle rester soumise à un seul maître, commun aux deux nations. »

Pestel passa outre et aborda la question que Mourawieff-Apostol et Bestoujeff-Rumine avaient déjà posée à Krzyzanowski avec plus de réserve : « Que feront les Polonais du grand-duc Constantin, quand la révolution aura éclaté en Russie ? »

— Que voulez-vous qu'ils en fassent? reprit vivement Jablonowski. Un roi de Pologne peut-être !

— Je trouverais bon qu'il fût traité comme le seront les autres grands-ducs en Russie, répliqua Pestel. Un ennemi mort ne peut jamais nuire.

— La Société patriotique n'a pas besoin de verser du sang, dit Jablonowski ; elle s'engagera seulement à n'accepter ni les promesses ni les concessions du césarévitch, qui tendraient à enrayer la révolution.

— Mais si les Polonais, repartit Pestel, avaient la malheureuse idée de l'élire roi de Pologne, sur les bases de leur Constitution du 3 mai 1791...

— Monsieur Pestel, interrompit Jablonowski, la Pologne n'aspire pas à briser ses entraves pour se mettre en tutelle. Si nous avons un roi, ce sera un roi polonais.

L'entretien de Pestel et de Jablonowski eut cependant quelques résultats avantageux aux deux Sociétés. On convint de propager simultanément, dans le corps détaché de Lithuanie, l'Association du Midi et la Société patriotique, à cette condition qu'aucun Russe ne serait reçu dans la Société polonaise, ni aucun Polonais dans la Société russe. On convint aussi d'établir des relations permanentes entre l'une et l'autre Société. Pestel voulut exiger de Jablonowski la promesse que la Société patriotique n'entreprendrait rien, avant que l'Association du Midi n'eût donné le signal de la révolution.

— La Société polonaise, répondit fièrement le comte

Jablonowski, n'avait point vu la possibilité d'atteindre son but en si peu de temps, d'autant moins que la situation présente de l'Europe paraissait y mettre obstacle; elle s'était donc contentée de tout préparer à l'avance, pour le moment où l'on voudrait agir, en entretenant l'esprit national dans toutes les parties de l'ancienne Pologne. Maintenant la révolution politique qui doit bientôt éclater en Russie est une éventualité plus favorable qu'aucune autre; il serait absurde de ne pas l'attendre, de ne pas saisir une si belle occasion. L'intérêt de la Société patriotique est donc la meilleure garantie, qu'elle puisse donner à la Société russe, de la sincérité qu'elle mettra dans sa coopération fraternelle à l'œuvre commune.

Ces pourparlers, dans lesquels se dessinaient les antipathies et les défiances nationales des deux parties, n'amenèrent pas des relations solides et profondes entre les deux Sociétés, et, peu de temps avant la mort d'Alexandre Ier, Lukaszewicz, qui avait été chargé d'une mission auprès de l'Association du Midi, au nom de la Société patriotique, disait avec indignation à Maïewski : « Les individus qui font partie de l'Association russe sont des exaltés qui nourrissent des idées dangereuses et perverses. Non-seulement je les éviterai soigneusement, mais encore j'avertirai mes amis de faire comme moi. »

La Société patriotique se tenait donc sur ses gardes et ne livrait pas ses secrets à l'Association russe; elle attendait, pour se prononcer et pour prendre les armes dans l'intérêt de l'indépendance polonaise, que la révolution eût commencé en Russie. Toutefois, au moment de l'insurrection de Saint-Pétersbourg, au moment de la révolte de Mourawieff-Apostol, elle s'était abstenue, non qu'elle doutât du succès des conspirateurs russes, mais parce que

le grand-duc Constantin, averti du danger de la situation, avait pris des mesures promptes et énergiques, qui ne permirent pas à la Société de faire appel au dévouement de ses membres et de donner le signal d'une révolution nationale en Pologne.

Tout avait été si bien préparé pour une explosion générale dans les villes et dans les villages, que les prisonniers d'État de la citadelle de Zamosc étaient eux-mêmes d'intelligence avec les conspirateurs, et que Lukasinski, en traînant sa chaîne de forçat, avait projeté de s'emparer de la forteresse et d'y arborer le drapeau national polonais. On découvrit son plan, on remit en jugement ce malheureux, on ne lui épargna pas les souffrances et les amertumes, on lui fit croire que ses amis l'avaient trahi, on irrita sa colère et son ressentiment, on lui arracha ainsi des aveux.

Ce furent ces aveux, vainement rétractés depuis, qui mirent la justice sur la trace des principaux membres de la Société patriotique, et qui donnèrent lieu à la poursuite dirigée contre les auteurs d'une conspiration essentiellement polonaise.

Le Rapport de la Commission d'enquête, dans lequel on ne trouvait même plus une partie des faits que le procès des accusés russes du 26 décembre avait mis en lumière, ne contenait probablement pas la moitié des charges qui pesaient sur les accusés polonais, et qui enveloppaient dans l'accusation les plus grands noms et les plus puissantes familles de la Pologne.

Le grand-duc Constantin avait obtenu, de son auguste frère, qu'une foule de coupables illustres ne seraient ni recherchés ni punis, car, comme le disait ce Rapport tronqué et mitigé, il n'était résulté de l'enquête aucune preuve certaine que la proposition de faire périr le césarévitch ou de

le livrer aux rebelles russes, eût été acceptée, délibérée, ou même faite dans des conciliabules, qui n'avaient pas eu, en réalité, le moindre résultat, ni la moindre influence, sur les mouvements séditieux dont la Russie avait été le théâtre, à l'avénement de l'empereur Nicolas.

Cependant, après avoir tracé le tableau de l'origine et de la tendance des Sociétés polonaises, ainsi que des moyens dont ces Sociétés s'étaient servies pour atteindre le but qu'elles se proposaient primitivement, ou celui que la perversité de quelques-uns de leurs membres était parvenue à lui substituer depuis, le Comité d'enquête avait classé en sept catégories les individus accusés d'avoir fait partie de quelque Société secrète, avec ou sans connaissance du but et des tendances desdites Sociétés. Rien n'était plus vague, plus inappréciable, plus illusoire, que cette classification des accusés, qui n'avaient pas été nommés tous dans le Rapport, et dont le nombre, d'ailleurs, pouvait être indéfini, puisque, suivant toute probabilité, les Sociétés polonaises n'avaient pas eu moins de vingt-cinq mille initiés et adhérents.

On voyait, pour la première fois, après le traité de Vienne, la Pologne, oublieuse des bienfaits de l'empereur Alexandre et ne tenant aucun compte de la prospérité admirable que ce généreux souverain lui avait donnée, courir aux aventures et aux abîmes, pour retrouver son indépendance perdue depuis un demi-siècle, et pour évoquer le fantôme fugitif de sa nationalité.

— La Pologne ne sera jamais sage, avait dit prophétiquement l'empereur Alexandre ; c'est à nous de l'être pour elle.

LXXI

Le Rapport du Comité d'enquête sur les Sociétés secrètes polonaises ne présentait sans doute que la moindre partie des faits, qui avaient été révélés aux commissaires, par les interrogatoires et les aveux des accusés plutôt encore que par les déclarations des témoins cités dans cette instruction préliminaire; mais tout ce qui ne se trouvait pas dans ce Rapport, tout ce qui en avait été éliminé par prudence, c'est-à-dire les charges les plus graves à l'égard des personnages les plus considérables de la Pologne, tout ce qui faisait, en un mot, le corps du procès criminel, le grand-duc Constantin en avait eu connaissance.

On a prétendu que, pour obéir aux instances de la princesse de Lowicz, il n'aurait pas communiqué à l'empereur la moitié des tristes documents qui étaient entre ses mains. Quoi qu'il en soit, il y eut, entre lui et son frère Nicolas, accord parfait sur la marche à suivre pour juger et punir les principaux coupables. Quant à poursuivre tous ceux qui avaient joué un rôle actif dans l'organisation des Sociétés secrètes, il n'y fallait pas songer, sous peine de mettre en cause des milliers d'individus, au jugement desquels tous les tribunaux du royaume de Pologne n'auraient pu suffire

pendant plusieurs années consécutives. Les prisons de Varsovie étaient, d'ailleurs, remplies, et il avait fallu, faute de place dans les casemates de la forteresse, laisser en liberté un grand nombre de personnes suspectes.

Le césarévitch revenait donc à son poste, avec l'autorisation formelle de faire relaxer immédiatement la plupart des prisonniers qui n'étaient qu'un embarras pour le Gouvernement; il s'agissait seulement de choisir, parmi les plus compromis et surtout parmi ceux dont les noms avaient le plus de notoriété, un groupe d'accusés qui payeraient pour tous, et dont la condamnation servirait d'exemple aux autres. Ce choix était abandonné entièrement à la sagesse du césarévitch, qui dut se consulter, à ce sujet, avec les membres du Comité d'enquête.

Ce Comité, qui avait accompli sa tâche difficile, sous la présidence du comte Stanislas Zamoyski, président du sénat de Pologne, ne s'était pas livré aux travaux minutieux d'une enquête longue et difficile, sans éprouver des tiraillements et des chocs qui avaient failli plus d'une fois le briser. Il se composait, par portions égales, de Russes et de Polonais, qui, tout en se ménageant réciproquement, étaient toujours en lutte sourde et intestine les uns contre les autres.

Cependant les deux sénateurs palatins comtes Stanislas et François Grabowski, le conseiller privé Nowossiltzoff et le général-major Kriwtowi, quoique Polonais, n'avaient pas rempli leur devoir avec moins d'intégrité, que les commissaires russes, le général de division Hauke, le lieutenant-général comte Kourouta, le général Rautenstrauch, le conseiller d'État baron de Mohrenheim et le capitaine-commodore Kolzakoff. Ils avaient tous montré le même zèle à rechercher l'origine des Sociétés secrètes, mais les commissaires polonais s'étaient efforcés, en s'attachant aux faits

seuls, de dégager la responsabilité des personnes notables qui avaient plus ou moins participé à ces faits gravement répréhensibles; ils auraient voulu innocenter tout le monde, après avoir constaté que l'état-major de l'armée polonaise, la noblesse, le corps des fonctionnaires civils et la haute bourgeoisie avaient, d'un commun accord, organisé une vaste conspiration, dont le but était le rétablissement de l'ancienne Pologne en royaume indépendant.

D'après le résultat des travaux de cette Commission d'enquête, où l'élément russe avait été constamment dominé par l'élément polonais, on ne pouvait douter qu'un tribunal exclusivement polonais ne se montrât animé d'une sympathie toute nationale, pour des accusés qui avaient comploté la délivrance de leur patrie. Cependant l'empereur Nicolas, en prévision de l'acquittement des coupables, n'eut pas l'idée de les enlever à leurs juges naturels et de faire juger en Russie une affaire dans laquelle tous les prévenus étaient Polonais.

L'empereur avait, d'ailleurs, été touché de voir que ces conspirateurs, fanatiques de patriotisme, avaient toujours repoussé avec horreur la pensée du régicide, malgré les instigations perverses de leurs affiliés russe. Il excusa peut-être, au fond du cœur, l'intention de ces hommes égarés, qui n'avaient pas eu d'autre but, que de refaire la Pologne de leurs ancêtres et de compléter ainsi l'œuvre d'Alexandre Ier, en réalisant les premiers projets de ce monarque, qui avait, plus d'une fois, dans sa jeunesse, promis à son ministre et ami, le prince Czartoryski, de rétablir le royaume de Pologne tel qu'il était avant le partage de 1792.

On peut deviner plutôt qu'apprécier les hésitations qui eurent lieu à l'égard de ce procès criminel, non-seulement dans le Conseil de l'empereur, mais encore dans celui du

césarévitch. On avait même proposé d'abandonner les poursuites et d'envelopper tous les coupables dans une espèce d'amnistie tacite; mais on fit observer, à l'empereur, que cette amnistie ne pouvait avoir raison d'être, qu'au moment où il se ferait couronner roi de Pologne. Ce couronnement étant ajourné, le procès dut suivre son cours et être jugé par le tribunal de la Diète, aux termes de l'article 152 de la Constitution de Pologne.

Un ukase, en date du 7 (19, nouv. st.) avril 1827, ordonna la formation de ce tribunal suprême, en déclarant que l'égarement de quelques personnes ne troublerait pas la jouissance des droits assurés aux sujets polonais :

« L'esprit de trouble et de désordre, qui a exercé sa funeste influence dans quelques parties de l'empire et attiré une juste punition sur la tête des coupables, disait l'empereur dans cet ukase, cet esprit déplorable s'étant aussi manifesté dans Notre royaume de Pologne, et les enquêtes faites par l'administration ayant mis en lumière l'existence d'associations secrètes qui ont une tendance et un but politiques, Nous avons, pour obtenir une conviction plus intime, eu recours aux moyens que les lois de la Constitution polonaise mettent à Notre disposition. »

En conséquence, par un second ukase, en date du même jour, la Haute Cour nationale de Pologne était saisie de l'affaire de huit accusés principaux : Séverin Krzyzanowski, le comte Stanislas Soltyk, François Maïewski, l'abbé Dembek, Stanislas Zabloçki, Albert Grzymala, André Plichta, et le comte Zaluski. Le président du sénat, comte Stanislas Zamoyski, ayant présidé le Comité d'enquête, ne pouvait être appelé à la présidence de la Cour nationale; il devait donc être suppléé, dans les fonctions de président de ce tribunal, par le sénateur palatin comte Pierre Bielinski, lequel serait,

en cas de maladie ou autres empêchements, remplacé par le sénateur comte Vincent Krasinski. Les fonctions de procureur général, près la Haute Cour, étaient confiées au conseiller d'État Antoine Wyczechowski; celles de greffier, à Clément Urmowski, juge d'appel.

Il n'y avait donc que des Polonais parmi les membres du tribunal extraordinaire, qui était appelé à juger huit de leurs concitoyens appartenant presque tous à la vieille noblesse de Pologne et accusés de complot contre le gouvernement de l'empereur de Russie.

On s'étonna généralement de ne pas trouver au nombre des prévenus plusieurs personnages, dont les noms avaient figuré dans le Rapport du Comité d'enquête, et qui n'étaient pas moins compromis que les huit individus traduits devant la Haute Cour. On ne prit pas garde que l'omission de leurs noms, dans l'ukase qui évoquait l'affaire au tribunal de la Diète, n'était qu'une bienveillante concession faite à des familles puissantes, et que, suivant les termes même de l'ukase, la Haute Cour avait aussi à connaître de l'affaire d'autres prévenus qui auraient été découverts dans l'enquête et l'instruction.

On savait pourtant qu'une foule de seigneurs et de grands propriétaires avaient été arrêtés, jusqu'au fond de la Lithuanie, de la Gallicie, de l'Ukraine et du duché de Posen : la plupart étaient encore dans les prisons de Varsovie. Ordre vint d'y faire transporter ceux dont la Haute Cour réclamerait encore l'arrestation. Ce fut alors seulement que plusieurs chefs des Sociétés secrètes, Jean-Népomucène Uminski, Louis Szczaniecki, Jean Stadnicki, etc., qu'on n'avait pas même interrogés pendant l'enquête et qui étaient restés libres dans leurs terres, furent mis à la disposition du tribunal de la Diète.

Le prince Antoine Jablonowski et quelques autres, qui avaient eu la plus large part dans l'organisation des Sociétés secrètes en Pologne, n'étaient pas même inquiétés. On prétendit que leurs révélations, surtout celles d'Oginski et d'Alexandre Oborski, n'avaient laissé aucun point de l'enquête douteux ou obscur, et que leur impunité se trouvait garantie par les interrogatoires que le grand-duc Constantin leur avait fait subir.

Cependant la Haute Cour était convoquée, et ceux qui la composaient ne paraissaient pas très empressés de commencer leurs travaux. « Nous avons deux à trois cents personnes dans les prisons, écrivait le césarévitch à l'empereur; leur culpabilité est flagrante, mais il est impossible de tirer d'elles le moindre aveu; nous manquons de preuves, nous ne trouvons pas de témoins à charge, et, au moment de prononcer une sentence, je ne suis pas certain que nous trouvions des juges. »

Nicolas avait dès lors de fâcheux pressentiments à l'égard de la Pologne; il voyait, dans l'avenir, de sérieux embarras, que créerait, à son gouvernement, ce pays qui restait et voulait rester tout à fait séparé de la Russie, quoique incorporé dans l'empire; il ne partageait pas, à ce sujet, les illusions de son frère Alexandre, illusions que le défunt empereur avait, d'ailleurs, à peu près perdues lui-même au moment de sa mort, car on attribue cette parole amère au généreux souverain, qui avait refait un royaume de Pologne et qui lui avait donné une Constitution : « Les Polonais sont nés ingrats! »

Au reste, les ministres d'Alexandre, que le nouveau règne avait laissés à la tête des affaires, ne manifestaient que de la défiance pour la Pologne, ce qui n'invitait pas l'empereur Nicolas à traiter avec eux les questions relatives à ce

royaume qu'ils considéraient presque comme étranger à la Russie. C'était toujours la vieille haine des Russes contre les Polonais. L'empereur s'en était expliqué plus d'une fois très catégoriquement, vis-à-vis du prince Lapoukhine, à propos du Code russe ou Svode, auquel Michel Spéranski travaillait, avec l'ardeur et l'activité d'un jeune homme, sous les yeux de son auguste maître.

— Rappelons-nous, disait Nicolas, que nous travaillons pour notre sainte Russie, et non pour la Pologne.

L'empereur eut le chagrin de perdre ce fidèle et illustre serviteur, Pierre Lapoukhine, qui, président du Conseil de l'Empire, était, pour ainsi dire, le vivant dépositaire des traditions de quatre règnes. Ce noble vieillard mourut, au mois d'avril 1827, à la suite d'une courte maladie, et, à ses obsèques qui furent célébrées avec beaucoup de pompe, Nicolas daigna venir, en personne, dans la maison du défunt, pour assister aux prières et à l'enlèvement du corps.

Un contemporain de Lapoukhine, le prince Labanoff-Rostowski, ministre de la justice, était tombé gravement malade en même temps que Lapoukhine. On ne croyait pas qu'il pût, vieux et cassé comme il était, triompher d'une si rude atteinte, mais son énergie morale le soutint et le sauva : il avait écrit, de son lit de douleurs, au souverain, pour le supplier de ne pas lui donner encore un successeur au ministère de la justice, que son adjoint, le prince Dolgorouki, occuperait, par intérim, jusqu'à ce qu'il fût rétabli. Il se rétablit, en effet, contre toute probabilité, et deux mois après, il venait reprendre avec empressement l'énorme fardeau de sa charge de ministre.

Des maladies épidémiques, notamment la petite vérole, avaient fait de grands ravages parmi la population de Saint-Pétersbourg, à ce point que le chiffre des décès s'était

élevé presque au niveau du chiffre des naissances. La santé de l'empereur et de la famille impériale n'avait pas souffert, heureusement, quoique l'impératrice Alexandra eût été très éprouvée par la fatigue d'un commencement de grossesse et que l'empereur fît abus de ses forces pour suffire aux immenses labeurs du gouvernement, en présence des sérieuses complications de la politique extérieure.

La campagne allait s'ouvrir sur les frontières de la Perse, et des préparatifs considérables avaient été faits pendant l'hiver, pour que cette campagne terminât la guerre.

Le schah Feth-Ali n'avait tenté aucune démarche dans un but de conciliation; loin de songer à demander la paix, il avait rassemblé une nouvelle armée, qui ne comprenait qu'une vingtaine de régiments d'infanterie et trente ou quarante escadrons de cavalerie exercés et disciplinés à l'européenne, mais qui comptait plus de cent mille hommes de troupes irrégulières. Cette armée, placée sous les ordres d'Abbas-Mirza, comme celle qui avait été anéantie ou plutôt dispersée dans la campagne précédente, n'avait pas d'autre artillerie que de petites pièces portées par des chameaux; mais elle pouvait opposer avantageusement aux Cosaques de l'armée russe ses cavaliers kurdes, montés sur d'excellents chevaux et maniant la lance avec une merveilleuse dextérité.

L'armée russe n'était pas aussi nombreuse que celle d'Abbas-Mirza; elle possédait, néanmoins, une formidable artillerie. Mais elle ne parvenait pas à se concentrer, tant les services de l'intendance avaient été mal organisés, et elle ne pouvait agir que par divisions isolées, dans des provinces que l'invasion persane avait transformées en déserts.

On accusa le général Yermoloff d'avoir manqué de prévoyance et de ne s'être pas préoccupé de la subsistance du soldat, qui avait eu, il est vrai, à subir bien des privations pendant la dernière campagne. Yermoloff, dont le caractère altier et violent ne supportait ni reproche ni contrainte, renvoya ces accusations à l'administration supérieure, en cherchant à faire retomber sur le ministre de la guerre et ses agents les torts qu'il n'acceptait pas pour son propre compte. Le ministre de la guerre se plaignit à l'empereur.

Certes, le talent militaire du général Yermoloff était incontestable ; il en avait donné de brillants témoignages, depuis qu'il commandait en chef l'armée de Géorgie et celle du Caucase ; il était, aussi, merveilleusement servi par la connaissance parfaite qu'il avait acquise du pays et de ses habitants. Mais, par malheur pour lui, il se croyait indispensable, et il ne parlait qu'avec dédain des ennemis que lui avaient faits ses manières hautaines et arrogantes. Des plaintes motivées arrivaient de toutes parts aux oreilles de l'empereur ; le mécontentement que ce chef avait provoqué par des mesures arbitraires et par des actes impolitiques, dans les provinces soumises à son pouvoir absolu, se traduisait par d'éclatantes récriminations : on allait jusqu'à prétendre que l'agression inouïe de la Perse contre la Russie n'avait eu pour cause première qu'une insulte d'Yermoloff, au sardar d'Érivan, selon les uns, au prince Abbas-Mirza, selon les autres.

L'empereur voulut connaître la vérité ; il envoya sur les lieux le chef de son état-major général. Dans cette mission difficile, où il fit preuve d'une impitoyable impartialité, le baron Diebitsch eut le regret de trouver Yermoloff répréhensible et même coupable : le commandant militaire des

provinces circassiennes avait évidemment contrarié de toute son autorité les opérations du général Paskewitch, en laissant le corps d'armée commandé par ce général manquer de vivres et de munitions.

Sur le rapport de Diebitsch, que l'empereur récompensa de son habile intervention dans une affaire aussi épineuse et aussi délicate, non-seulement le général Yermoloff fut rappelé, mais encore plusieurs de ses meilleurs généraux, entre autres Madatoff, se trouvèrent compris dans sa disgrâce, qui fut complète, car il n'obtint que plus tard d'être conservé dans les cadres de l'armée, avec son traitement intégral et le droit de porter l'uniforme.

Par ukase en date du 1er (13, nouv. st.) avril, le général Paskewitch fut nommé, à sa place, commandant du corps détaché du Caucase. Par un ukase antérieurement adressé au Sénat-dirigeant, Paskewitch avait été chargé de diriger l'administration civile et les affaires de frontières en Géorgie, ainsi que dans les gouvernements d'Astrakan et du Caucase, avec tous les droits et prérogatives dont jouissait son prédécesseur. Sous sa direction immédiate, l'aide de camp général Sipiaguine, nommé gouverneur militaire de Tiflis, devait avoir en mains l'administration civile de la Géorgie. De plus, l'empereur envoyait à Paskewitch des instructions spéciales, par l'intermédiaire de l'aide de camp général Benkendorff, qui avait demandé la permission d'assister à l'ouverture de la campagne et de prendre part aux opérations militaires du commandant en chef.

On s'attendait aussi à voir la guerre recommencer, d'un autre côté, au printemps; mais, suivant toute apparence, cette guerre, qui n'avait pour objet que d'empêcher l'extermination des chrétiens grecs, n'engagerait d'abord que la flotte russe, qu'on achevait d'armer dans le port de Cron-

stadt, et dont une division, sous les ordres de l'amiral Greig, croisait déjà dans la mer Noire.

Depuis six mois, l'empereur avait donné tous ses soins à l'augmentation de cette flotte. Plusieurs navires de haut bord, entre autres l'*Alexandre-Newsky*, vaisseau de 74, avaient été construits dans les chantiers d'Okhta, tandis qu'un grand nombre de bâtiments plus légers étaient lancés à Odessa et à Simphéropol. En même temps, l'armée de Bessarabie recevait des renforts et des approvisionnements.

Nicolas regardait comme inévitable la guerre avec la Turquie.

L'Angleterre n'avait rien fait ou plutôt rien pu faire pour exécuter les clauses du protocole secret du 4 avril, car la Porte Ottomane refusait péremptoirement d'accepter aucune médiation entre elle et ses sujets révoltés; la France, obéissant à l'opinion publique qui se prononçait de plus en plus en faveur de l'insurrection grecque, était résolue à la soutenir et demandait à l'Angleterre et à la Russie de s'unir avec elle pour empêcher l'égorgement de tout un peuple chrétien : il s'agissait donc de remplacer, par un traité entre les trois puissances, le protocole qui était resté à l'état de lettre morte et qui avait eu pourtant, sans être connu d'une manière officielle, l'influence la plus directe et la plus favorable dans l'intérêt de la cause de l'indépendance hellénique.

Ce protocole, dont la teneur n'était plus un mystère, avait posé les bases de la médiation, qui serait offerte à la Porte Ottomane, et ces bases étaient celles que les Grecs avaient approuvées dans l'Assemblée d'Epidaure. La Grèce formerait un État libre sous la dépendance de l'Empire Ottoman, à qui elle payerait un tribut annuel; les Grecs seraient gouvernés par des autorités qu'ils nommeraient eux-mêmes

avec l'agrément de la Porte; ils jouiraient d'une pleine liberté de commerce, et auraient la direction exclusive de leurs affaires intérieures; ils seraient tenus d'acheter tous les biens appartenant aux Turcs, soit sur le continent de la Grèce, soit dans ses îles, afin d'effectuer ainsi une séparation complète entre les deux nations. Il était expressément dit, dans le protocole, que le refus de la Porte n'entraînerait pas, de la part de l'Angleterre et de la Russie, l'abandon du principe de leur médiation; qu'elles s'efforceraient, au contraire, en toutes circonstances, d'amener la réconciliation des deux partis belligérants, et que, quant à elles, elles « ne chercheraient, ni l'une ni l'autre, aucun accroissement de territoire, aucune influence exclusive, aucun avantage de commerce, que les sujets de toute autre nation ne pussent obtenir. »

Le 9 janvier 1827, le comte de Nesselrode adressait, par ordre de l'empereur, au prince de Lieven, son ambassadeur à Londres, une dépêche très pressante, pour décider le cabinet de Saint-James à offrir sa médiation entre la Porte Ottomane et les Grecs. Dans cette longue dépêche, très ferme et très explicite, on remarquait les passages suivants: « L'expérience nous a démontré que le seul argument qui fasse quelque impression sur les autres cabinets, est la crainte de voir, en dernière analyse, la pacification de la Grèce s'opérer par l'ascendant seul de la Russie. Les conduire à l'alternative de nous laisser maîtres absolus du terrain ou de s'associer à nous pour diriger de concert cette œuvre de paix, c'est nous assurer le meilleur moyen d'obtenir leur concours à l'exécution du protocole du 23 mars (4 avril, nouv. st.) 1826... Pour éviter le reproche de décliner une proposition provoquée par le ministère anglais, l'empereur accepte celle de la France et consent à la con-

version du protocole en un traité formel. Il consent à ce que ce traité soit conclu entre toutes les puissances qui voudront le signer... Mais la condition à laquelle il le subordonne est une condition *sine quâ non* : la vraie mesure que nous signalons est la réunion des escadres, dans le but d'empêcher les secours turcs ou égyptiens, d'hommes, de vaisseaux et de munitions. »

En ce moment même, l'ambassadeur anglais à Constantinople employait toute son habileté à faire accepter la médiation de l'Angleterre par le sultan Mahmoud, qui ne voulait rien entendre au sujet de la question grecque et qui ne daignait pas même répondre au ministre de Sa Majesté Britannique. Le Divan, avec plus de courtoisie, évitait aussi de toucher à une question qu'il considérait comme outrageuse pour sa dignité, et, d'ailleurs, il espérait que d'un jour à l'autre la prise de l'acropole d'Athènes trancherait définitivement cette question, en donnant le dernier coup à l'insurrection et à l'indépendance helléniques.

M. de Ribeaupierre était nommé déjà ambassadeur extraordinaire à Constantinople ; mais il se tenait sur les frontières de la Turquie, observant les événements et attendant le résultat des dernières démarches que M. de Minciaky, chargé d'affaires de la Russie, avait dû faire, auprès du Divan, de concert avec l'ambassadeur anglais, lord Strafford-Canning ; il ne pensait pas que ces démarches pussent aboutir, et il se préparait à son importante mission, en se pénétrant bien des vues de son souverain et des idées politiques du comte de Nesselrode.

Cet éminent homme d'État lui adressait, le 11 janvier 1827, une dépêche où les conséquences des sanglantes réformes du règne de Mahmoud étaient jugées comme fatales à l'Empire Ottoman : « Si l'on considère, disait le

sage et prévoyant ministre, que les réformes ont été commencées, avec des finances délabrées, au milieu des symptômes d'une décadence progressive, et que le Grand-Seigneur étouffe dans des flots de sang des projets de révolte qui semblent cependant renaître tous les jours, il est difficile de croire à la longue durée de son règne et de son gouvernement. Dans aucune hypothèse, la Russie ne peut considérer d'un œil indifférent cette vaste entreprise. Si elle réussit, ce succès peut retremper, pour ainsi dire, le gouvernement turc et lui donner une confiance dans ses forces, dont la Russie éprouverait aussi les suites; si elle échoue, elle peut amener la chute de l'Empire Ottoman... Il est de toute nécessité qu'une telle révolution ne nous prenne pas au dépourvu, et vous aurez bien mérité, Monsieur, de votre souverain et de votre patrie, si vous nous faites connaître les signes précurseurs de cette catastrophe assez à temps, pour que l'empereur puisse préparer ses mesures et exercer une influence conforme à la dignité et aux besoins de la Russie sur les combinaisons politiques qui remplaceraient l'Empire du Croissant. »

Cette dépêche si explicite ne laisse pas de doutes sur la pensée qui dominait dans les conseils des ministres de Nicolas, où l'on prévoyait la ruine prochaine de l'Empire turc, et l'on voit que la mission de M. de Ribeaupierre était surtout destinée à l'étude minutieuse et approfondie de la question, sur les lieux mêmes où elle allait se résoudre.

Le chargé d'affaires russe ayant échoué, ainsi qu'on pouvait s'y attendre, l'ambassadeur extraordinaire de Russie partit de Bukharest et arriva, le 11 février, à Constantinople : les premières notes que l'ambassadeur anglais avait transmises au Divan, quoique appuyées par les ministres

de France, de Russie et même d'Autriche, n'obtinrent que des réponses verbales, moitié évasives, moitié menaçantes. Le sultan s'obstinait à déclarer, avec hauteur, qu'il n'admettrait jamais d'intervention entre lui et ses sujets rebelles. M. de Ribeaupierre se flattait de peser, par sa seule présence, sur les résolutions du Divan ; mais, quoiqu'il fût venu en Turquie précédé de l'imposante réputation qu'il s'était faite dans les conférences d'Ackerman, il sollicita inutilement du Sultan une audience de réception : elle ne lui fut accordée qu'au bout de trois mois.

Les fêtes du Baïran étaient le prétexte invincible qu'on mettait en avant pour ajourner la présentation de ses lettres de créance, et M. de Ribeaupierre, profondément indigné de ce mauvais vouloir, avait loué une campagne à Bouyukdéré, où il vivait très retiré, sans prendre part aux pourparlers qui avaient lieu entre tous les ministres étrangers et le reïss-effendi ; il laissait le Divan sous la menace de cet ultimatum, que Minciaky avait formulé dans sa dernière note diplomatique : « Si les Grecs succombent, la Porte Ottomane ne doit pas se livrer à l'espoir que l'empereur Nicolas reste témoin paisible de la destruction de ses co-religionnaires. »

L'empereur de Russie avait sans doute quelques doutes à l'égard de la sincérité de l'Angleterre dans les négociations entamées avec la Porte, mais il comptait sur la loyale coopération de la France pour la protection et la délivrance de la Grèce ; en revanche, il n'avait pas la moindre confiance dans les protestations amicales de l'Autriche, qui encourageait sous main la résistance du gouvernement turc à l'intervention russe.

Il comptait encore en Europe un allié, qui ne pouvait jamais lui manquer, mais qui n'avait à exercer aucune influence

dans la question. C'était son beau-père, le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, à qui Nicolas venait d'offrir, comme un témoignage d'amitié, de superbes chevaux de remonte destinés au régiment prussien (6e cuirassiers) qui portait son nom. Le colonel Grünwald, des chevaliers-gardes, avait escorté jusqu'à Berlin cet envoi de chevaux, avec quelques officiers et un détachement tiré des régiments de cavalerie de la garde.

Frédéric-Guillaume fut très touché du présent que l'empereur faisait à l'armée prussienne. Le 31 mars, jour anniversaire de la capitulation de Paris, le colonel Grünwald eut l'honneur d'être présenté, avec ses officiers et tout son détachement, au vieux roi, qui s'était revêtu, à cette occasion, de l'uniforme russe. Frédéric-Guillaume fit passer le colonel dans un appartement voisin, et le chargea de dire, de sa part, aux soldats : « que l'alliance étroite entre la Russie et la Prusse serait toujours chère à son cœur; que cette alliance lui rappelait surtout avec transport son ami le plus intime, feu l'empereur Alexandre; que les liens de la plus tendre affection l'unissaient aussi à leur monarque actuel; qu'il avait reçu de l'empereur la médaille instituée en commémoration de la capitulation de Paris, et qu'il avait choisi ce jour même, anniversaire de cette capitulation, pour se décorer la première fois d'une médaille qui évoquait de si glorieux souvenirs. »

Ensuite, Frédéric-Guillaume prit congé du détachement russe, et il embrassa comme des frères d'armes les vétérans qui portaient sur leurs poitrines la médaille commémorative des campagnes de 1814 et de 1815. Dans le rescrit qu'il daigna ensuite adresser au colonel Grünwald et à ses officiers, pour les remercier d'avoir accompli leur mission avec autant de zèle que de succès, malgré les diffi-

cultés de la route et de la saison, il se plut encore à raviver les souvenirs de la grande coalition européenne contre l'empereur Napoléon : « Plus j'ai eu occasion, disait-il, pendant les années à jamais mémorables de 1813, 1814 et 1815, d'apprendre à connaître les brillantes qualités de l'armée russe, plus il m'a été agréable de retrouver dans ce détachement le même esprit de discipline, d'instruction et d'ordre, qui a toujours été le caractère distinctif de l'armée impériale. »

Pendant les trois mois que ce détachement de la garde impériale avait séjourné à Berlin, la population lui avait fait le plus cordial accueil, et la vue des uniformes russes avait réveillé dans tous les cœurs, comme dans celui de Frédéric-Guillaume, les sentiments patriotiques de la coalition des rois et des peuples de l'Europe.

Ces mêmes sentiments semblaient aussi renaître en Russie, où la probabilité d'une guerre prochaine contre les Turcs, pour la défense des chrétiens grecs, trouvait beaucoup de sympathie dans le peuple. On put en juger à la grande parade, qui eut lieu, le 16 mai 1827, au Champ de Mars de Saint-Pétersbourg et qui excita l'admiration et l'enthousiasme des spectateurs.

Plus de vingt-cinq mille hommes de la garde étaient réunis sous le commandement du grand-duc Michel, qui fit manœuvrer, en présence de l'empereur, cinquante-trois escadrons de cavalerie, vingt-cinq bataillons d'infanterie et dix compagnies d'artillerie. L'immense étendue des lignes, la diversité et l'éclat des uniformes et des armes, la beauté des chevaux, la parfaite tenue des troupes et l'incroyable précision de leurs mouvements, tout contribuait à la magnificence de cette solennité militaire. On sentait courir dans les rangs un souffle impétueux qui annonçait la guerre. Les

impératrices et la grande-duchesse Hélène assistaient, en voiture découverte, à cette brillante parade, et le grand-duc héritier y figurait à cheval. Ce n'était pas la première fois que le jeune prince se montrait en public, avec l'uniforme de son régiment, et la foule se précipitait sur son passage pour le voir et pour le saluer de joyeuses acclamations.

Le grand-duc héritier, qui achevait à peine sa neuvième année, était bien au-dessus de son âge, par suite du développement précoce que l'éducation avait donné à sa nature morale comme à sa nature physique. Cette éducation, suivant le désir de ses augustes parents, avait été aussi complète et aussi étendue que possible. L'intelligence du prince s'y prêtait de la manière la plus heureuse, et il avait appris, presque en se jouant, tout ce qu'on avait voulu lui apprendre.

Il s'était perfectionné de bonne heure dans tous les exercices de force et d'adresse; l'équitation, l'escrime, le maniement des armes, avaient été ses premiers jeux, mais, par goût comme par caractère, il leur préférait des occupations et des plaisirs plus sédentaires; il aimait surtout la lecture. Il avait étudié les langues, les mathématiques, l'histoire et les sciences militaires; il montrait des dispositions pour le dessin et pour la musique.

Son précepteur était Joukowski, un des premiers poëtes de la Russie, et qui, quelle que fût sa réputation poétique, regardait comme son meilleur ouvrage l'esprit éminent, qu'il avait formé chez son auguste élève.

Toutes les personnes qui approchaient alors du grand-duc héritier s'accordaient alors à donner de justes éloges au système d'éducation qu'on avait adopté pour ce jeune prince. Le but de ce système était de faire de lui un homme et de préparer un empereur. En effet, son extrême

politesse envers tout le monde, son affectueuse bienveillance, sa haine pour le mal et son amour du bien, avaient été les heureux fruits des leçons qu'il recevait depuis son enfance. On l'avait accoutumé aussi à la reconnaissance, cette vertu si rare chez les hommes et plus rare encore chez les princes. Le dernier de ses futurs sujets ne lui rendait pas le plus léger service, sans obtenir de lui le plus affable remercîment.

On a peine à concevoir l'odieuse et ridicule calomnie, qu'on avait répandue dans les campagnes, à l'époque du couronnement de Nicolas : on disait que le petit prince, pendant le trajet de Tzarskoé-Sélo à Moscou, se trouvant obsédé par la foule qui enveloppait sa calèche de voyage, avait pris le fouet des mains d'un postillon, pour en cingler la figure des plus empressés et des plus curieux. Cette fable misérable, inventée par des méchants et destinée à la crédulité des sots, trouva pourtant un écho complaisant dans les feuilles publiques de l'étranger.

On aurait dû dire, au contraire, que ce voyage de Moscou avait été l'origine de la popularité, que le grand-duc héritier s'était acquise par le charmant accueil qu'il faisait à chacun, comme par les grâces de son sourire, de son regard et de sa parole.

Son gouverneur, le loyal et vertueux colonel Moerder, donnait autant de soins à la culture de son caractère qu'à celle de son esprit. Il s'était appliqué à fortifier en lui des qualités, qui, pour être inhérentes à la nature du peuple russe, n'en sont pas moins peu communes chez les princes : cet instinct du courage, ce mépris de la douleur et cette insouciance du péril, qui font les grands hommes.

On en eut un exemple frappant, peu de temps avant le couronnement. Le personnel des deux ambassades fran-

çaises, présentes simultanément à Saint-Pétersbourg, était allé visiter le château et les jardins de Tzarskoé-Sélo. On s'apprêtait à traverser le lac, sur des bateaux dorés, qui couvrent sa surface pendant l'été. Le grand-duc Alexandre, debout dans son canot, qu'il dirigeait lui-même avec beaucoup de dextérité, tenait la barre du gouvernail : il offrit, de l'air le plus aimable, à quelques personnes de la suite du duc de Raguse, d'entrer dans la légère embarcation dont il était le pilote. Un de ceux qui acceptèrent cette gracieuse invitation sauta dans le canot et lui imprima un mouvement si violent, que le prince faillit tomber dans l'eau, tandis que la barre du gouvernail le frappait au côté. L'enfant fut sur le point de s'évanouir, et l'expression de ses traits décela une vive douleur; comme on s'empressait autour de lui, son gouverneur s'écria brusquement : « Ce n'est rien; un Russe souffre et ne se plaint pas. »

A ces mots, un sourire forcé reparut sur le visage du prince, qui feignit de ne plus sentir aucune souffrance et qui, ne s'occupant que de la manœuvre de sa barque, donna lui-même le signal du départ et promena sur le lac les passagers qu'il avait pris à son bord, sans que sa figure douce et souriante laissât apercevoir la moindre trace de la douleur aiguë qu'il éprouvait encore par intervalle.

— Ce n'était rien! dit-il, de l'air le plus naturel, à quelqu'un qui s'inquiétait des conséquences fâcheuses que pouvait avoir cet accident : il s'en est fallu de peu que je n'allasse au fond du lac; par bonheur, je me serais tiré d'affaire tout seul, car, Dieu merci, je sais nager, grâce à la sage prévoyance de mon gouverneur.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE XXXV.

CHAPITRE XXXVI.

CHAPITRE XXXVII.

CHAPITRE XXXVIII.

CHAPITRE XXXIX.

CHAPITRE XL.

CHAPITRE XLI.

CHAPITRE XLII.

CHAPITRE XLIII.

CHAPITRE XLIV.

CHAPITRE XLV.

CHAPITRE XLVIII.

CHAPITRE XLIX.

CHAPITRE L.

CHAPITRE LI.

CHAPITRE LII.

CHAPITRE LIII.

CHAPITRE LVI.

CHAPITRE LVII.

CHAPITRE LX.

CHAPITRE LXI.

CHAPITRE LXII.

CHAPITRE LXIII.

CHAPITRE LXIV.

CHAPITRE LXV.

CHAPITRE LXVII.

CHAPITRE LXVIII.

CHAPITRE LXIX.

carbonari italiens. — Son entretien particulier avec un de ses anciens officiers. — Ses conseils pour préparer la résurrection de la Pologne indépendante. — Ses prophéties, à son lit de mort (1818). — Les Associations d'étudiants dans les Universités. — Le professeur Joachim Lelewel à Wilna. — L'étudiant Thomas Zan et sa Société des Philarètes. — La franc-maçonnerie nationale. — Le prince Antoine Jablonowski. — Les lieutenants-colonels Krzyzanowski et Pradzinski. — Le major Lukasinski fait des prosélytes dans l'armée. — But simulé et but véritable de la franc-maçonnerie. — Lukasinski nommé grand-maître. — Il dissout la Société (1820) et ne conserve que le Chapitre ou Comité secret. — Ukase qui supprime la franc-maçonnerie en Pologne. — Elle subsiste dans le duché de Posen. — Son fondateur Szczaniacki. — Les *Porteurs de faux.* — Pradzinski et le général Uminski se font recevoir dans cette Association. — Création d'une nouvelle Société secrète à Varsovie. — Ses fondateurs Pradzinski, Uminski, Wierzbolovicz, Sobanski. — Assemblée nocturne à Potock (1er mai 1821). — Lukasinski assiste à cette réunion. — Le général Uminski arrive, sur un cheval blanc, portant le costume polonais. — Ses exhortations chaleureuses, au nom de la Pologne. — Cérémonie de l'initiation. — Redoutable serment sur un poignard. — La Société s'organise. — Elle forme sept provinces. — Son comité central. — Membres provisoires de ce comité. — La Société prend le titre de *Société patriotique nationale.* — Désaccord politique des membres du comité central. — Comité supérieur, mystérieux et inconnu. — Le serment modifié d'après les observations du prince Radzivill. — Le comité central de Varsovie invite le comité de Lithuanie à redoubler de propagande. — Gruweski, envoyé du comité lithuanien. — Les étudiants de l'Université de Wilna veulent s'emparer de l'arsenal. — Société des Templiers, fondée par le capitaine Maïewski en 1820. — But de cette Société. — Les *trois ennemis.* — Stanislas Karwicki, vice-grand-maître. — Lagowski, grand-orateur. — Le grand-maître Maïewski s'oppose à la fusion des Templiers dans la Société patriotique. — On le met en tutelle sous la main du comte Pierre Moszczynski. — Réorganisation de la Société des Templiers. — Le Gouvernement russe apprend, par la police française, l'existence des Sociétés secrètes en Pologne. — Ordre d'arrêter Lukasinski. — On arrête en même-temps ses complices, Machnicki, Dobrogowski, Dobrzycki, etc. — Les prévenus gardent un silence absolu. — Lukasinski trahi et dénoncé. — Il ne fait aucun aveu. — Traitements cruels qu'on lui inflige. — Son procès. — Sa condamnation. — Exécution de la sentence (1er octobre 1824). — Poursuites contre les Philarètes de Wilna. — Nicolas Nowossiltzoff découvre les coupables. — Thomas Zan condamné et envoyé en Sibérie. — Temps d'arrêt dans le travail des Sociétés secrètes. — Chefs de la Société patriotique : le lieutenant-colonel Krzynawoski ; le maître des requêtes Grzymala, le secrétaire Plichta. — Le sénateur comte Soltyk, chef suprême de la Société. — Affiliation de la noblesse polonaise. — Le prince Jablonowski et le comte Ossolinski constatent l'existence d'une Société secrète dans la première armée russe. — La Société patriotique de Varsovie songe à se mettre en rapport avec cette Association russe. — Krzyzanowski envoyé à Kiew comme délégué. — Serge Mourawieff-Apostol et Bestoujeff-Rumine nommés délégués par l'Association du Midi. — Réunion des trois délégués chez le comte Chodkiewicz. — Première ouverture. — Seconde entrevue. — La haine nationale des Russes et des Polonais. — Les délégués russes demandent que l'armée polonaise ne s'oppose pas aux entreprises de l'Association du Midi. — Cette Association ne croyait pas être en mesure d'agir, *avant cinq ans.* — Surprise et défiance du délégué po-

CHAPITRE LXXI.

nislas Soltyk, François Maïewski, l'abbé Dembek, Stanislas Zabloçki, Albert Grzymala, André Plichta, et Zaluski. — Le sénateur comte Pierre Bielinski nommé président du tribunal; le sénateur comte Vincent Krasinski, vice-président; Antoine Wyczechowski, procureur-général; Clément Urmowski, greffier. — Outre ces huit accusés, la Haute-Cour pouvait mettre en cause qui bon lui semblerait. — Arrestation de grands seigneurs et de grands propriétaires en Lithuanie, en Gallicie, en Ukraine, etc. — Jean-Népomucène Urminski, Louis Szczanicki, Jean Stadnicki, etc., transférés à Varsovie. — Le prince Jablonowski, Oginski et Olgorski, non inquiétés. — On les soupçonne d'avoir fait des révélations. — Le césarévitch augure mal du procès et craint de ne pas trouver des juges. — Nicolas prévoyait de sérieux embarras du côté de la Pologne. — Parole attribuée à Alexandre sur l'ingratitude des Polonais. — Les ministres n'ont que méfiance et malveillance à l'égard de la Pologne. — Mort du prince Lapoukine (avril 1827). — L'empereur honore les funérailles de sa présence. — Maladie du prince Labanoff-Rostowsky. — Il se rétablit. — Ravages faits par la petite vérole dans la population de Saint-Pétersbourg. — Commencement de la grossesse de l'impératrice. — Ouverture de la campagne contre la Perse. — Armée de 100,000 hommes rassemblée par Abbas-Mirza. — Son artillerie portée à dos de chameaux. — Ses cavaliers kurdes. — Armée russe, moins nombreuse, avec une artillerie formidable. — Accusation contre Yermoloff. — Le soldat avait manqué de vivres dans la dernière campagne. — Capacité militaire du commandant en chef de l'armée en Géorgie. — On prétend qu'il avait provoqué la guerre, en insultant le prince Abbas-Mirza. — L'empereur envoie sur les lieux le chef de son état-major général, pour faire une enquête. — Le baron Diebitsch constate les torts du général Yermoloff. — Ce général est destitué (13 avril), et Paskewitch est nommé à sa place, avec les mêmes pouvoirs et prérogatives. — L'aide de camp général Sipiaguine, nommé gouverneur militaire de Tiflis. — Le général Benkendorff se rend en Géorgie pour assister à l'ouverture de la campagne. — On s'attend à voir commencer la guerre au printemps, contre la Turquie. — On achève d'armer la flotte russe dans le port de Cronstadt. — Une division de cette flotte dans la mer Noire, sous les ordres de l'amiral Greig. — Vaisseaux de guerre construits dans les chantiers d'Okhta, d'Odessa et de Simphéropol. — Le protocole du 4 avril entre la Russie et l'Angleterre. — Ses clauses en faveur de la Grèce. — Bases d'une médiation proposée à la Porte Ottomane. — Dépêche du comte de Nesselrode au prince de Lieven, ambassadeur de Russie à Londres (9 janv. 1827). — La France propose de convertir en un traité formel le protocole secret du 4 avril. — L'empereur réclame la réunion immédiate des flottes alliées dans l'Archipel. — Le sultan Mahmoud ne veut pas entendre parler de médiation. — Le Divan a recours aux moyens dilatoires dans l'attente de la prise de l'Acropole d'Athènes. — M. de Ribeaupierre, ambassadeur extraordinaire, reçoit ses dernières instructions, avant de se rendre à son poste. — Dépêche que lui adresse le comte de Nesselrode (11 janv.). — Le cabinet russe ne peut croire à la durée du Gouvernement turc. — Si les réformes de Mahmoud devaient aboutir, la Russie y verrait pour elle un danger réel. — Il faut étudier les symptômes précurseurs de la chute de l'Empire Ottoman. — M. de Ribeaupierre devra se livrer à une étude approfondie de la question. — Le chargé d'affaires Minciaky échoue dans ses démarches auprès du Divan. — Les efforts du ministre anglais ne réussissent pas davantage. — M. de Ribeaupierre arrive, sur ces entrefaites. — La présentation de ses lettres de créance est ajournée, sous prétexte des fêtes du Baïram. —

FIN DE LA TABLE DU DEUXIÈME VOLUME.



FAUTES A CORRIGER

DANS LE SECOND VOLUME

Page 2, ligne 24, lisez : *j'octroie à chacun de vous un des uniformes*, au lieu de : *je vous octroie l'uniforme.*

P. 8, ligne 9, lisez : *couverte d'une glace qui n'avait pas encore toute son épaisseur*, au lieu de : *d'une glace épaisse.*

P. 9, ligne 7, lisez : *des conseillers d'État*, au lieu de : *des membres du Conseil d'État.*

— ligne 19, lisez : *Le reste du temps devait à peine suffire*, au lieu de : *Le reste devait à peine...*

P. 13, ligne 24, lisez : *l'occasion*, au lieu de : *l'occassion.*

P. 15, ligne 17, lisez : *Wassilkow*, au lieu de : *Vassilkoff.*

P. 27, ligne 15, lisez : *Zaïonczeck*, au lieu de : *Zaïozenck.*

— ligne 25, lisez : *du 15/27 de ce mois*, au lieu de : *du 15 de ce mois.*

P. 28, ligne 24, lisez : *l'armée du Sud*, au lieu de : *l'armée de l'Ouest.*

P. 31, ligne 32, lisez : *des cours de l'Europe*, au lieu de : *des cours étrangères.*

P. 34, ligne 18, lisez : *suivre les travaux de la Commission et...* au lieu de : *les travaux et...*

P. 37, ligne 17, effacez le mot : *unique.*

— ligne 23, lisez : *la journée du 26 décembre*, au lieu de : *la journée du 14.*

P. 45, ligne 17, lisez : *sénateur*, au lieu de : *ministre de l'intérieur.*

P. 47, ligne 28, lisez : *conseillers d'État*, au lieu de : *membres du Conseil d'État.*

P. 52, ligne 18, lisez : *répétiteur*, au lieu de : *professeur.*

P. 69, ligne 22, lisez : *Stchepine-Rostowsky*, au lieu de : *Rostowski.*

P. 84, ligne 21, lisez : *s'instruisait*, au lieu de : *s'introduisait.*

P. 86, ligne 25, lisez : *des actes*, au lieu de : *les actes.*

P. 88, ligne 15, lisez : *le 14 (26) de ce mois*, au lieu de : *le 14 de ce mois.*

— ligne 18, lisez : *adressa*, au lieu de : *adresse.*

P. 90, ligne 8, lisez : *construit sur les plans de l'architecte italien Guarenghi, continué par l'architecte français Thomon*, au lieu de : *construit sur les plans de l'architecte français Thomon.*

P. 92, ligne 9, lisez : *Stcherbatoff*, au lieu de : *Tcherbatoff.*

P. 106, ligne 12, lisez : *Braniçki*, au lieu de : *Braniçky.*

P. 111, ligne 27, lisez : *Kukhelbecker*, au lieu de : *le professeur Kuckelbecker.* Même correction page suivante, ligne 1 et ligne 18.

P. 113, ligne 2, lisez : *les Invalides de la garde*, au lieu de : *les invalides.*

P. 116, ligne 27 : *car, d'un jour à l'autre, tous les serfs seraient affranchis comme les paysans de la Couronne*, au lieu de : *les serfs de la Couronne seraient affranchis.*

P. 117, ligne 1, lisez : *vingt-deux millions*, au lieu de : *quarante-trois millions.*

P. 121, ligne 22, effacez : *comte.*

P. 158, ligne 1, lisez : *j'ai crié : Soldats, êtes-vous prêts à obéir?* au lieu de : *j'ai crié : A genoux!*

P. 161, ligne 32, lisez : *non, mon cher*, au lieu de : *non, mon frère.*

P. 164, ligne 5, lisez : *c'est le 27 novembre* (*9 décembre, nouv. st.*), au lieu de : *c'est le 27* (*9, nouv. st.*)

P. 167, ligne 3, effacez : *et des Petits Russiens.*

— ligne 14, lisez : *drocky*, au lieu de : *drosky.*

P. 168, ligne 19, effacez : *et des applaudissements.*

P. 205, ligne 28, lisez : *affaire*, au lieu de : *affarie.*

P. 215, ligne 24, lisez : *Kamenkoff*, au lieu de : *Kamemcoff.*

P. 221, ligne 8, lisez : *Toula*, au lieu de : *Tver.*

P. 224, ligne 23, lisez : *éloigné de la Cour*, au lieu de : *exilé comme lui de la Cour.*

P. 238, ligne 25, lisez : *Bachoutsky*, au lieu de : *Baschoutsky.*

P. 252, ligne 30, lisez : *la Nouvelle-Russie*, au lieu de : *la Petite-Russie.*

P. 269, ligne 11, lisez : *Kakhowsky*, au lieu de : *Kakowsky.*

P. 254, ligne 22, lisez : *Ouchakoff*, au lieu de : *Ouschakoff.*

P. 275, ligne 30, lisez : *de leurs membres*, au lieu de : *de ses membres.*

P. 279, ligne 13, lisez : *Catherine*, au lieu de : *Sophie.*

P. 281, ligne 18, lisez : *Metschersky*, au lieu de : *Meschtchersky.*

P. 291, ligne 7, lisez : *général*, au lieu de : *prince.*

— ligne 22, lisez : *cent soixante lieues*, au lieu de : *cent trente-cinq.*

P. 305, ligne 3, lisez : *Chakhowskoï*, au lieu de : *Schakowskoï.*

P. 339, ligne 15, lisez : *Khodyne*, au lieu de : *Chodyne.*

P. 341, ligne 4, lisez : *comtesse*, au lieu de : *princesse.*

— ligne 13, lisez : *père*, au lieu de : *beau-frère.*

P. 381, ligne 5, lisez : *Diebitsch*, au lieu de : *Diébitsch.*

P. 396, ligne 25, effacez : *le comte Khvostoff.*

P. 402, ligne 12, lisez : *Fræhn et Græfe*, au lieu de : *Frahn et Greafe.*

P. 403, ligne 23, lisez : *l'académicien Storch*, au lieu de : *de Storch.*

P. 405, ligne 15, effacez : *du knout.*

P. 424, ligne 6, lisez : *Chrobri*, au lieu de : *Chobri.*

P. 425, ligne 26, lisez : *Morawski*, au lieu de : *Morawki.*

P. 432, ligne 32, ajoutez le mot : *loi*, qui termine le paragraphe.

P. 451, ligne 18, effacez : *Un contemporain de Lapoukine.*

P. 459, ligne 11, lisez : *Baïram*, au lieu de : *Baïran.*

Paris. — Typ. de Ch. Meyrueis, rue des Grès, 11. — 1866.

?

35

